

Conseil du commerce des marchandises

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL
DU COMMERCE DES MARCHANDISES
21 ET 22 AVRIL 2022**

PRÉSIDENT: S.E. M. LUNDEG PUREVSUREN

La réunion du Conseil du commerce des marchandises (CCM, ou le Conseil) a été convoquée par les aérogrammes WTO/AIR/CTG/21 et WTO/AIR/CTG/21/Rev.1; l'ordre du jour proposé pour la réunion a été distribué sous les cotes G/C/W/806 et G/C/W/806/Rev.1. La réunion s'est déroulée selon l'ordre du jour modifié suivant, tel que détaillé/comme indiqué en détail ci-dessous:

1 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX.....	4
2 SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC (G/L/223/REV.29)	4
3 DÉSIGNATION DU BUREAU DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES	10
4 MESURES ACCORDANT AUX PMA AYANT RÉCEMMENT QUITTÉ CE STATUT ET DONT LE PIB EST INFÉRIEUR À 1 000 USD DES AVANTAGES AU TITRE DE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE TCHAD AU NOM DU GROUPE DES PMA (WT/GC/W/742-G/C/W/752)	12
5 INDE – POLITIQUE RELATIVE À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE, LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU, LA THAÏLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE	14
6 UNION EUROPÉENNE – MISE EN ŒUVRE D'OBSTACLES NON TARIFAIRES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES (G/C/W/767/REV.1) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LA COLOMBIE, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR, LES ÉTATS-UNIS, LA JAMAÏQUE, LE PANAMA, LE PARAGUAY, LE PÉROU, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET L'URUGUAY	17
7 CHINE – APPLICATION DE MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES POUR LE COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE	26
8 CHINE – RÈGLEMENT SUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PRODUITS COSMÉTIQUES (CSAR) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE	31
9 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CERTAINES LÉGUMINEUSES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE.....	36
10 ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE – RESTRICTIONS À L'EXPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES ET DE PRODUITS HYDROBIOLOGIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE PÉROU.....	38
11 ÉQUATEUR – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE RAISINS ET D'OIGNONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE PÉROU	40

12 PANAMA – RETARDS INJUSTIFIÉS ET RESTRICTIONS À L'EXPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES ET HYDROBIOLOGIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE PÉROU.....	40
13 UNION EUROPÉENNE – SYSTÈMES DE QUALITÉ APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENRÉES ALIMENTAIRES – ENREGISTREMENT DE CERTAINES DÉNOMINATIONS DE FROMAGES EN TANT QU'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'URUGUAY	41
14 UNION EUROPÉENNE – MODIFICATION PROPOSÉE DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE ET L'URUGUAY.....	42
15 ROYAUME-UNI – PROJET DE LISTE CONCERNANT LES MARCHANDISES ET PROPOSITION D'ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE ET L'URUGUAY	44
16 INDONÉSIE – POLITIQUES ET PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE.....	45
17 MEXIQUE – PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ DES FROMAGES À LA NORME OFFICIELLE MEXICAINE NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS.....	50
18 CHINE – MESURES ADMINISTRATIVES POUR L'ENREGISTREMENT DES PRODUCTEURS ÉTRANGERS D'ALIMENTS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS ET L'INDONÉSIE.....	51
19 INDE – DÉCRET RELATIF À L'EXIGENCE PRÉVOYANT QUE LES LOTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS SOIENT ACCOMPAGNÉS D'UN CERTIFICAT ATTESTANT QUE LES PRODUITS SONT NON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS ET SANS OGM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	57
20 ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE: PLATE-FORME EN LIGNE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ SABER/PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES PRODUITS SALEEM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS.....	59
21 PANAMA – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RÉCOLTE ET À LA GERMINATION DES OIGNONS ET POMMES DE TERRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	61
22 ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉTAT DU KOWEÏT, OMAN, QATAR, ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET ROYAUME DE BAHREÏN – TAXE SÉLECTIVE APPLIQUÉE À CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS ET LA SUISSE	62
23 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET LA THAÏLANDE.....	64
24 NÉPAL – INTERDICTION D'IMPORTER DES BOISSONS ÉNERGISANTES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA THAÏLANDE	65
25 SRI LANKA – INTERDICTION D'IMPORTER VISANT DIVERS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE ET LA THAÏLANDE	66
26 INDONÉSIE – PROGRAMME DE REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE.....	68
27 ÉTATS-UNIS – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE POMMES ET DE POIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE	70
28 NIGÉRIA – POLITIQUES RESTRICTIVES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL.....	71
29 CHINE – LOI SUR LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON	72

30 ÉTATS-UNIS – RESTRICTION QUANTITATIVE DISCRIMINATOIRE À L'IMPORTATION D'ACIER ET/OU D'ALUMINIUM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	75
31 ÉTATS-UNIS – MESURES DE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS POUR LES PRODUITS DES TIC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE.....	77
32 ÉTATS-UNIS – MESURES CONCERNANT LA PROHIBITION DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS DES TIC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	77
33 AUSTRALIE – INTERDICTION DISCRIMINATOIRE D'ACCÈS AU MARCHÉ POUR LES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	77
34 UNION EUROPÉENNE – INTERDICTION DISCRIMINATOIRE D'ACCÈS AU MARCHÉ PAR LA SUÈDE POUR LES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	78
35 UNION EUROPÉENNE – PROJET DE LOI INSTITUANT DES MESURES DE SÉCURITÉ SUPPLÉMENTAIRES POUR LA FOURNITURE DE SERVICES 5G MOBILES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE.....	78
36 UNION EUROPÉENNE – MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES	80
– DÉCLARATION DE LA CHINE	80
– DÉCLARATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	80
37 INDE – ORDONNANCE DE 2020 SUR LE PAPIER POUR COPIEUR ORDINAIRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE.....	85
38 PHILIPPINES – SAUVEGARDE SPÉCIALE VISANT LE CAFÉ INSTANTANÉ – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE.....	86
39 ROYAUME-UNI – LOI SUR L'ENVIRONNEMENT: PRODUITS SYLVICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE.....	87
40 UNION EUROPÉENNE – DROITS COMPENSATEURS VISANT LES PRODUITS PLATS EN ACIER INOXYDABLE LAMINÉS À FROID – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE	88
41 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE (MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES ET PRODUITS ZÉRO DÉFORESTATION) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE.....	90
42 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	95
43 AUSTRALIE, CANADA, ÉTATS-UNIS, JAPON, NOUVELLE-ZÉLANDE, ROYAUME-UNI, SUISSE ET UNION EUROPÉENNE - MESURES DE RESTRICTION DU COMMERCE PRISES UNILATÉRALEMENT À L'ENCONTRE DE LA RUSSIE - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	96
44 UNION EUROPÉENNE - RÈGLEMENT (CE) N° 1272/2008 (RÈGLEMENT RELATIF À LA CLASSIFICATION, À L'ÉTIQUETAGE ET À L'EMBALLAGE) - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	106
45 UNION EUROPÉENNE - RÈGLEMENT (UE) 2017/2321 ET RÈGLEMENT (UE) 2018/825 - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	106
46 AUTRES QUESTIONS.....	107
46.1 Fonctionnement du Conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires - Renseignements fournis par le Président	107
46.2 Date de la prochaine réunion.....	107
47 ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES	107

Le Président a indiqué que, compte tenu de la longueur de l'ordre du jour, il serait préférable que les interventions des Membres restent brèves, si possible. Il a invité les Membres qui prévoyaient de présenter des déclarations écrites plus longues afin qu'elles soient incorporées au compte-rendu de la réunion à indiquer expressément que telle était leur intention lorsqu'ils prendraient la parole. Afin que le compte rendu soit élaboré avec transparence, le Secrétariat ne rendrait compte que de ce qui avait été dit lors de la réunion, sauf dans les cas où un Membre aurait clairement fait savoir qu'il avait l'intention de soumettre une déclaration plus longue par écrit.

Le délégué des États-Unis a demandé à être inclus en tant que coparrain du point 9 de l'ordre du jour, "Inde – Restrictions à l'importation de certaines légumineuses".

Enfin, le Président a informé les délégations qu'au titre du point de l'ordre du jour "Autres questions", il ferait rapport sur le fonctionnement du CCM et de ses organes subsidiaires, sur le calendrier annuel des réunions (document RD/CTG/15) et sur la date de la prochaine réunion du Conseil.

L'ordre du jour a ainsi été adopté.

1 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

1.1. Le Président a rappelé que, conformément aux procédures de travail convenues par le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) et à la suite de l'adoption par le Conseil général du Mécanisme pour la transparence¹, le CCM devait être tenu informé des notifications de nouveaux accords commerciaux régionaux (ACR) présentées par les Membres. Il a informé le Conseil que les neuf ACR suivants avaient été notifiés au CACR:

- Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), marchandises et services - Entrée en vigueur pour le Pérou (WT/REG395/N/2-S/C/N/920/Add.1);
- Accord sur le commerce des services entre la République de Corée et la Turquie (S/C/N/1078);
- Accord de partenariat économique global entre les États de l'AELE et l'Équateur, marchandises et services (WT/REG463/N/1-S/C/N/1077);
- Accord de libre-échange entre la Turquie et les États de l'AELE, marchandises et services (WT/REG462/N/1-S/C/N/1076);
- Accord de libre-échange entre la Turquie et les États de l'AELE (1992), marchandises (WT/REG86/N/2) - Notification de dénonciation;
- Accord de libre-échange entre la Turquie et la Serbie, services (S/C/N/1073);
- Accord de libre-échange entre la Turquie et le Kosovo², marchandises (WT/REG461/N/1);
- Accord de libre-échange entre l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et le Royaume-Uni, marchandises et services (WT/REG459/N/1-S/C/N/1072); et
- Accord de libre-échange entre les États membres de l'Union économique eurasiatique (UEE) et la Serbie, marchandises (WT/REG458/N/1).

1.2. Le Conseil a pris note des renseignements fournis.

2 SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC (G/L/223/REV.29)

2.1. Le Président a appelé l'attention des Membres sur le document G/L/223/Rev.29, qui fait état de la situation des notifications présentées au titre des dispositions des Accords figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC. La première page de ce rapport décrit les discussions des Membres qui ont conduit à son format actuel, dont la plus récente a eu lieu en 2018, en vue de refléter l'Accord sur la facilitation des échanges. La nouvelle révision du rapport par le Secrétariat décrit l'état des notifications au 31 décembre 2021.

2.2. Dans un domaine connexe, le Président a également attiré l'attention des Membres sur le Portail des notifications, disponible sur notifications.wto.org, dont le Secrétariat a publié une version beta au début de l'année. Ce portail vise à regrouper, dans un système unique, tous les renseignements

¹ Documents WT/REG/16, WT/L/671 et G/C/M/88.

² Toute référence au Kosovo doit s'entendre dans le contexte de la Résolution n° 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies (1999).

généraux concernant les notifications et les renseignements relatifs aux accords sur le commerce des marchandises, résumés et présentés selon le modèle de la série de documents G/L/223/-. Le Président a encouragé les Membres à examiner les informations contenues dans le Portail des notifications et à contacter le Secrétariat s'ils avaient des observations à formuler.

2.3. Le délégué de l'Ukraine a indiqué ce qui suit:

2.4. Les mesures de l'Ukraine restent transparentes; elle continue de remplir ses obligations de notification à l'OMC et de démontrer son engagement à l'égard des règles fondamentales de l'Organisation. Lors des dernières réunions des Comités de l'accès aux marchés et des licences d'importation, la délégation ukrainienne a informé les Membres de ses mesures sur l'exportation de certains produits agricoles et engrais introduites en raison de l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie et a réaffirmé que ces mesures étaient nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire nationale dans les moments difficiles et terrifiants que connaît le peuple ukrainien. En outre, l'Ukraine a informé les Membres que toutes ses ressources et mesures, y compris les mesures commerciales et économiques, seraient consacrées au maintien de l'économie nationale et à la préservation des vies ukrainiennes.

2.5. Dans le même temps, ces mesures de restriction des exportations sont régulièrement réexaminées et, si possible, remplacées par des mesures moins restrictives ou carrément supprimées. En particulier, le contingent d'exportation nul pour un certain nombre d'engrais minéraux a été remplacé par un contingent de 210 000 tonnes. Les prescriptions en matière de licence pour l'exportation d'huile de tournesol et de maïs ont été supprimées. Les restrictions à l'exportation de bovins vivants et de viande de bovins ont été remplacées par la délivrance automatique de licences. Le blé et certains autres produits agricoles (y compris la volaille et les œufs) sont soumis à un régime de licences automatiques. À cet égard, l'Ukraine a déjà fourni les notifications pertinentes à l'OMC. Ainsi, à l'heure actuelle, aucune restriction quantitative n'est appliquée aux principales exportations de produits agricoles de l'Ukraine, à savoir l'huile de tournesol, le maïs et le blé.

2.6. La capacité actuelle de l'Ukraine à exporter est limitée non seulement par la situation économique, mais aussi, en grande partie et principalement, par les actions de la Russie, notamment la pose continue de mines terrestres dans les champs, la destruction et le vol délibérés des biens de l'Ukraine, en particulier de ses machines agricoles, et, surtout, le blocus des ports ukrainiens de la mer Noire et de la mer d'Azov, qui perturbe les exportations de l'Ukraine. En conséquence, les exportations de produits de base de l'Ukraine ont été partiellement suspendues. Si la guerre se poursuit, l'Ukraine ne sera pas en mesure de fournir au monde 6 millions de tonnes de blé et 15 millions de tonnes de maïs restants de la récolte précédente, ni de semer et de récolter entièrement cette année.

2.7. Avant l'invasion militaire, l'Ukraine exportait chaque mois jusqu'à 5 millions de tonnes de produits agricoles via les ports d'Odessa et de Mykolayiv, mais aujourd'hui, en raison du blocus russe, le pays ne peut transporter qu'à peine 500 000 tonnes de céréales par mois, ce qui entraîne un manque à gagner mensuel d'environ 1,5 milliard d'USD pour les recettes d'exportation de l'Ukraine. Il semble donc que la levée du blocus naval de l'Ukraine serait encore plus efficace pour la sécurité alimentaire mondiale que la création de nouveaux fonds de soutien spéciaux. L'agression russe compromet les futures récoltes en Ukraine.

2.8. Afin d'éviter une crise alimentaire non seulement en Ukraine, mais aussi dans le monde entier, malgré les conditions actuelles extrêmement difficiles en Ukraine avec la poursuite des hostilités, la campagne d'ensemencement a commencé dans toutes les régions du pays, y compris Luhansk et Donetsk. Dans certaines régions, cette campagne est menée à seulement 30 km de la ligne de front. Les agriculteurs sont donc contraints de porter des gilets pare-balles et de ne commencer à semer qu'après que les champs ont été déminés par les sapeurs. Dans un scénario pessimiste, l'Ukraine pourrait, cette année, ne semer que sur 70% de ses surfaces cultivées.

2.9. Pour la plupart des défis et des préoccupations économiques d'aujourd'hui, il n'existe qu'une seule solution, à savoir l'arrêt rapide de la guerre. Et si celle-ci pouvait être arrêtée, il serait encore possible d'atténuer les dégâts et de prévenir la faim. Depuis le début de leur invasion généralisée de l'Ukraine, les occupants russes ont détruit ou endommagé 30% des infrastructures du pays, pour une valeur de 100 milliards d'USD.

2.10. Sur toutes les plates-formes internationales, les yeux se tournent vers la crise alimentaire mondiale croissante et tout le monde est unanime pour comprendre que la guerre de la Russie contre l'Ukraine est l'un des principaux facteurs de cette crise. Selon le Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres, la guerre en Ukraine pourrait condamner plus d'un cinquième de l'humanité à une pauvreté et une faim sans précédent.

2.11. Tant que l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie se poursuivra, les conséquences se poursuivront et persisteront, non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour le monde entier. C'est pourquoi l'Ukraine appelle tous les Membres à se tenir à ses côtés pour contrer l'agression militaire russe par tous les moyens possibles.

2.12. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

2.13. Le Royaume-Uni remercie le Secrétariat pour l'élaboration de ce rapport. En outre, il remercie l'Ukraine pour les mises à jour de ses notifications à cette occasion, ainsi qu'au Comité de l'accès aux marchés et au Comité des licences d'importation; les mises à jour concernent les mesures que l'Ukraine a jugées nécessaires en raison des conséquences de l'invasion illégale de la Russie. En effet, selon le Royaume-Uni, la manière opportune dont la notification de l'Ukraine a été soumise, dans les circonstances extraordinaires qu'elle a décrites précédemment, démontre clairement son attachement à l'OMC et au système international fondé sur des règles.

2.14. Cela contraste fortement avec la Fédération de Russie. La guerre illégale menée par la Russie viole le droit international et un principe fondamental de cette institution, à savoir le respect du système international fondé sur des règles. Alors que la Russie continue de violer le droit international, les droits de l'homme et ses multiples engagements en faveur de la paix et de la sécurité, le Royaume-Uni continuera de travailler avec ses alliés et partenaires au sein du système multilatéral pour condamner les actes épouvantables de la Russie et l'isoler sur la scène internationale. Ce faisant, le Royaume-Uni fera preuve de transparence quant à ses mesures, le cas échéant, notamment par le biais de l'OMC, au sein du Conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires.

2.15. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

2.16. Les États-Unis remercient la délégation ukrainienne pour sa déclaration et réitèrent leur soutien ferme à l'Ukraine. Ils condamnent l'attaque préméditée et non provoquée de la Russie contre l'Ukraine, ainsi que les actions du régime du Bélarus, qui aide la Russie dans sa guerre d'agression. Les États-Unis appellent la Russie à cesser immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine et à s'abstenir de toute autre menace ou utilisation illégale de la force contre tout État Membre des Nations Unies. L'OMC repose sur certaines valeurs, notamment celle selon laquelle un ordre international équitable et juste est fondé sur des règles, la réciprocité et la transparence.

2.17. Les actions de la Russie sont incompatibles avec le système fondé sur des règles que les Membres ont construit et s'emploient à améliorer. Le comportement de la Russie, qui perpétue une guerre d'agression contre l'Ukraine, porte atteinte à ses droits au sein de cette Organisation et est fondamentalement incompatible avec les valeurs et les principes de l'OMC.

2.18. Les États-Unis trouvent toujours les données figurant dans le document G/L/223 très instructives. En outre, ils se félicitent des travaux en cours au Secrétariat pour mettre à disposition en temps plus opportun des informations concernant les notifications par le biais d'un portail de notifications de l'OMC, y compris les informations sur les notifications détaillées chaque année dans le document G/L/223. Les États-Unis font observer, après avoir examiné le document G/L/223/Rev.29, qu'il n'y a pas eu de réelle amélioration dans le respect des notifications dans les différents accords depuis le rapport précédent et que le non-respect par les Membres de leurs obligations en matière de notification reste une préoccupation pour un certain nombre de comités et groupes de travail du CCM.

2.19. Le problème des notifications tardives, incomplètes et manquantes ne se limite pas aux Membres d'une région ou d'un groupement particulier, mais est assez répandu malgré la disponibilité pour les Membres, même pendant la pandémie, de l'assistance du Secrétariat et des possibilités de formation. En voici quelques exemples: i) 25 Membres n'ont pas soumis de notification annuelle de subventions comme l'exige l'article 25.1, bien qu'ils soient tenus de le faire. Le même nombre n'a

pas non plus présenté de notifications semestrielles de subventions au titre de l'article 25.3 pour la période 2019-2021; ii) 21 Membres n'ont pas répondu au questionnaire sur les procédures de licences d'importation (article 7.3) et 10 autres n'ont répondu au questionnaire qu'une seule fois; iii) 48 Membres n'ont pas notifié les entreprises commerciales d'État comme le prévoient l'article XVII:4 du GATT de 1994 et le paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 pendant la période de 10 ans couverte par le document G/L/223/Rev.29.; et iv) 28 Membres n'ont jamais présenté la notification annuelle requise sous la forme du tableau DS:1 et 20 n'ont jamais présenté la notification annuelle requise sous la forme du tableau ES:1 dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture. Au total, environ 26% de toutes les notifications obligatoires de l'Accord sur l'agriculture sont en suspens.

2.20. Les difficultés persistantes des Membres de l'OMC à respecter leurs obligations de notification ont une incidence réelle et concrète sur les autres Membres et sur le fonctionnement efficace de l'OMC. Il est clair qu'il reste urgent d'envisager des mesures pour améliorer la situation. S'efforcer d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité des pratiques actuelles en matière de notification, comme le soutiennent les États-Unis et 21 coparrains dans la proposition sur la transparence et les procédures de notification, est une façon concrète de progresser dans le travail de réforme qui peut renforcer l'OMC.

2.21. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

2.22. L'Union européenne et ses États membres expriment leur entière solidarité avec l'Ukraine et son peuple. L'UE condamne, dans les termes les plus vigoureux, l'agression militaire injustifiée et non provoquée de la Russie, qui viole gravement le droit international et porte atteinte à la sécurité et à la stabilité internationales. Elle inflige des souffrances indicibles à la population ukrainienne. L'UE soutient résolument le droit de légitime défense de l'Ukraine. L'UE et ses États membres continueront d'apporter à l'Ukraine un soutien politique, financier, matériel et humanitaire coordonné. L'UE a également adopté d'importantes sanctions économiques et commerciales à l'encontre de la Russie et se tient prête à prendre rapidement de nouvelles mesures.

2.23. En outre, l'Union européenne condamne fermement les actions de la Russie visant l'approvisionnement et la production alimentaires de l'Ukraine. La situation en matière de sécurité alimentaire est déjà dramatique pour les personnes directement concernées en Ukraine. Cependant, l'impact de l'agression russe ne se limite pas seulement à l'Ukraine et à ses citoyens, mais remet aussi sérieusement en question la disponibilité des produits alimentaires dans certains pays vulnérables importateurs nets de ces produits.

2.24. L'Union européenne appelle la communauté internationale à exiger de la Russie qu'elle mette immédiatement fin à son agression, qu'elle retire ses troupes et qu'elle respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les actions de la Russie mettent en danger la paix et la sécurité internationales à l'échelle mondiale et la Russie doit à tout moment respecter ses responsabilités en vertu du droit humanitaire international.

2.25. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

2.26. Le Canada remercie le Secrétariat pour son rapport et pour le travail effectué afin de fournir un accès en temps réel à ces informations par le biais du portail des notifications. Il remercie également les États-Unis pour leurs observations sur la situation concernant les notifications, l'absence continue d'amélioration dans ce domaine et la façon dont la situation semble causer du tort à un certain nombre de Membres de l'OMC. À cet égard, le Canada encourage les Membres à continuer de s'adresser au Secrétariat pour obtenir de l'aide concernant leurs notifications. Dans l'intervalle, il encourage également les Membres à soutenir la proposition relative aux notifications et à la transparence que les États-Unis ont mentionnée dans leur intervention. Les Membres de l'OMC doivent relancer le groupe de travail pour les aider à trouver de meilleurs moyens de s'assurer qu'ils respectent leurs obligations dans le cadre de l'Organisation.

2.27. Le Canada remercie également le délégué de l'Ukraine pour ses efforts ininterrompus en vue de fournir de la transparence aux Membres de l'OMC, surtout compte tenu des circonstances et des défis inimaginables auxquels ses collègues de la capitale, et ses concitoyens de toute l'Ukraine, continuent de faire face. En coordination avec ses alliés et partenaires, le Canada continuera de faire payer un prix élevé au régime russe pour son invasion injustifiable et non provoquée de l'Ukraine et

cherchera sans relâche à faire rendre compte de ses actions à la Russie. À cet égard, il a récemment soumis au Comité de l'accès aux marchés (CAM) le document G/MA/QR/N/CAN/4/Add.3, qui donne des informations sur une nouvelle restriction quantitative imposée sur les importations de produits pétroliers provenant de la Fédération de Russie. Plus précisément, depuis le 10 mars 2022, le Canada a interdit l'importation de tous les produits pétroliers en provenance de Russie. Il continue de soutenir les hommes et les femmes courageux qui luttent pour leur liberté en Ukraine.

2.28. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

2.29. La Suisse remercie le Secrétariat pour son rapport. Elle remercie également la délégation ukrainienne pour la mise à jour opportune de ses notifications compte tenu des circonstances exceptionnelles dans lesquelles se trouve son pays. L'engagement de l'Ukraine en faveur des disciplines de l'OMC, même dans la situation actuelle, est un signe tangible de soutien au droit international.

2.30. Comme les autres délégations qui se sont exprimées, la Suisse condamne l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine avec la plus grande fermeté. Ceci constitue une violation flagrante du droit international, notamment de l'interdiction du recours à la force et du principe de l'intégrité territoriale des États. La Suisse appelle la Russie à respecter ses obligations internationales et à revenir sur ses actes, ainsi qu'à retirer ses troupes et à contribuer à la désescalade. Elle appelle tous les acteurs à respecter le droit international, notamment le droit international humanitaire.

2.31. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

2.32. Le Japon remercie le Secrétariat pour son rapport actualisé sur l'état des notifications. Il remercie également l'Ukraine d'avoir expliqué le contexte de sa notification aux Comités de l'accès aux marchés et des licences d'importation.

2.33. L'invasion de l'Ukraine par la Russie porte clairement atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et constitue une grave violation de la Charte des Nations Unies, qui interdit le recours à la force. Toute tentative unilatérale de modifier le statu quo par la force est une situation extrêmement grave qui ébranle le fondement même de l'ordre international et est totalement inacceptable. Le Japon condamne les actions de la Russie dans les termes les plus fermes. Il exhorte vivement la Russie à cesser son attaque et à retirer immédiatement ses forces sur le territoire russe. Le Japon continuera de faire des efforts pour améliorer la situation en coopération avec la communauté internationale, y compris le G-7. Il est solidaire de l'Ukraine et de son peuple.

2.34. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

2.35. La Nouvelle-Zélande remercie le Secrétariat pour l'élaboration de ce rapport. Comme les autres Membres, elle remercie l'Ukraine pour ses mises à jour. L'approche de l'Ukraine doit être saluée et illustre clairement son engagement envers l'OMC et le maintien du système international fondé sur des règles.

2.36. La guerre de la Russie en Ukraine exacerbe les perturbations actuelles de l'approvisionnement alimentaire mondial et l'insécurité alimentaire. L'Ukraine est une source importante de céréales, notamment en étant la plus grande source de produits alimentaires pour le Programme alimentaire mondial (PAM) en volume en 2021. La guerre actuelle, imposée par la Russie, devrait avoir de graves répercussions sur la capacité du PAM à nourrir les affamés.

2.37. La Nouvelle-Zélande se joint à la communauté internationale pour condamner l'attaque injustifiée et illégale du Président Poutine contre l'Ukraine. La guerre de la Russie en Ukraine a des conséquences très réelles pour la paix, la sécurité et la stabilité économique mondiales. Les actions du Président Poutine constituent une grave violation des règles internationales; le recours à la force pour modifier les frontières est strictement interdit par le droit international, comme l'est le fait de cibler des civils.

2.38. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

2.39. L'Australie félicite le Secrétariat de l'OMC pour son important travail de promotion de la transparence de l'OMC, y compris par sa mise à jour du document G/L/223 et sa mise au point d'un portail de notifications.

2.40. L'Australie remercie l'Ukraine pour son intervention et s'associe aux autres pays pour condamner, dans les termes les plus fermes possibles, l'invasion non provoquée, injuste et illégale de l'Ukraine par la Russie. L'invasion de la Russie constitue une violation flagrante du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies. L'Australie soutient fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et appelle la Russie à cesser ses attaques contre l'Ukraine et à retirer ses forces du territoire ukrainien.

2.41. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a des conséquences humanitaires catastrophiques, sans compter les perturbations commerciales et la crise alimentaire. L'Australie soutient l'action collective de tous les pays et a imposé des sanctions de grande envergure qui ont fait payer un lourd tribut à la Russie et aux responsables de cette guerre.

2.42. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

2.43. La République de Corée remercie le Secrétariat pour son rapport informatif et les États-Unis pour leurs observations sur le rapport. La Corée encourage également les Membres à mettre en œuvre leurs obligations de notification.

2.44. La République de Corée remercie l'Ukraine pour sa mise à jour et se fait l'écho des observations des intervenants précédents concernant la situation en Ukraine. Comme l'a récemment mentionné le Secrétaire général des Nations Unies, la guerre en Ukraine a engendré d'immenses souffrances humaines, mais elle a aussi gravement endommagé l'économie mondiale. Les prix du blé et du maïs sont instables depuis que le conflit a éclaté et sont 30% plus élevés qu'au début de l'année. Les prix du pétrole ont augmenté de plus de 60% par rapport à l'année précédente et ceux du gaz naturel de 50% au cours des derniers mois. Pas moins de 1,7 milliard de personnes sont désormais fortement exposées aux perturbations des systèmes alimentaires, énergétiques et financiers. Le volume du commerce mondial de marchandises et le PIB mondial ont été gravement endommagés/mis à mal/compromis par la guerre.

2.45. Le gouvernement coréen condamne fermement l'invasion armée de la Russie contre l'Ukraine, qui constitue une violation des principes de la Charte des Nations Unies. La souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Ukraine doivent être respectées. La Corée partage également les graves inquiétudes de la communauté internationale concernant l'évolution de la situation humanitaire en Ukraine.

2.46. Réaffirmant son attachement à l'ordre commercial mondial fondé sur des règles dans le cadre de l'OMC, la République de Corée est préoccupée par les fortes répercussions des actions de la Russie sur la chaîne d'approvisionnement mondiale dans de nombreux domaines, y compris celui de la sécurité alimentaire. La façon de mettre fin à tout cela est évidente, à savoir que la Russie doit cesser son action militaire en Ukraine.

2.47. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

2.48. Le Taipei chinois remercie le Secrétariat pour son rapport actualisé et ses efforts pour mettre en place un portail de notifications.

2.49. Le Taipei chinois remercie également l'Ukraine pour son intervention et ses dernières notifications aux comités concernés, malgré des circonstances très difficiles. Il se joint à d'autres pays pour exprimer sa profonde inquiétude quant à l'agression militaire de la Russie en Ukraine, qui continue de causer des pertes humaines dévastatrices. Quelle que soit la perspective, cette attaque non provoquée et injustifiée doit être arrêtée immédiatement. Le Taipei chinois appelle la Russie à respecter le droit international et la souveraineté territoriale d'un autre pays. Il se tient fermement aux côtés de l'Ukraine et de son peuple qui cherche à survivre à cette terrible crise.

2.50. Le délégué de la Norvège a indiqué ce qui suit:

2.51. La Norvège remercie le Secrétariat pour l'excellent travail qu'il a accompli en aidant les Membres à remplir leurs obligations en matière de notification. Les notifications et la transparence constituent un pilier important de l'OMC et il importe que les Membres remplissent leurs obligations à cet égard.

2.52. La Norvège remercie également l'Ukraine d'avoir rempli ses obligations de notification malgré les circonstances très difficiles créées par la poursuite de l'invasion militaire agressive de la Russie. Elle condamne l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine dans les termes les plus fermes possibles. En outre, la Norvège exprime sa préoccupation face aux graves destructions et souffrances humaines que provoque l'acte d'agression illégal de la Russie. Par ces actions militaires non provoquées, injustifiées et préméditées, la Fédération de Russie et son gouvernement violent de façon éhontée le droit international, le principe fondamental sur lequel repose l'ordre international fondé sur des règles, ainsi que les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies qui prévalent depuis la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'une attaque contre ce que les Nations Unies, l'OMC et Genève en tant que capitale du multilatéralisme représentent. En conclusion, la Norvège exprime sa pleine solidarité avec l'Ukraine et son peuple.

2.53. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

2.54. La Fédération de Russie remercie le Secrétariat pour le document G/L/223/Rev.29.

2.55. En ce qui concerne les interventions des Membres, la Fédération de Russie rejette toutes les allégations sans fondement formulées par certaines délégations. Au cours des deux derniers mois, la Russie a entendu les mêmes déclarations de la part du même petit groupe de Membres, encore et encore. Ces déclarations visent clairement à faire avancer le programme politique intéressé de ces Membres et portent sur des questions qui n'ont rien à voir avec le mandat de l'OMC. Dans le même temps, l'économie mondiale et le système commercial multilatéral luttent toujours pour se remettre du choc de la pandémie de COVID-19, alors qu'une réponse collective aux risques pour la sécurité alimentaire mondiale est requise de toute urgence. La Russie exhorte les Membres concernés à faire preuve de respect envers cet organe et envers les autres participants à cette réunion et à cesser de saboter le travail commun des Membres en ce moment, alors que ce travail est le plus nécessaire.

2.56. Pendant ce temps, la discussion à l'OMC sur les retombées commerciales de la situation en Ukraine est tout à fait pertinente. Ce sont les mêmes Membres qui nous font perdre notre temps en faisant des déclarations politiques qui ont choisi la voie de la confrontation économique, démontrant un mépris flagrant pour les règles universellement acceptées de l'OMC et alimentant l'instabilité économique mondiale. La Russie a introduit un point spécifique de l'ordre du jour sur les mesures restrictives unilatérales de ces Membres, y compris l'effet des mesures sur l'économie et le commerce mondiaux. Elle estime qu'une discussion franche et significative de ces questions serait beaucoup plus utile pour l'avenir et le bénéfice de cette Organisation que les déclarations qui viennent d'être entendues.

2.57. Le Conseil a pris note du document G/L/223/Rev.29 et des déclarations faites.

3 DÉSIGNATION DU BUREAU DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

3.1. Le Président a rappelé aux délégations que les Lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC (WT/L/510), adoptées par le Conseil général le 11 décembre 2002, prévoyaient que le président du CCM procéderait à des consultations concernant la désignation des présidents des organes subsidiaires du Conseil, y compris des consultations avec les coordonnateurs de groupe, conformément aux mesures pratiques devant être prises pour améliorer le processus de désignation du bureau figurant dans le document JOB/GC/22 daté du 27 juillet 2012.

3.2. Il a rendu compte de la réunion informelle qu'il avait tenue juste avant la présente réunion formelle, conformément à la règle 7.3 des Lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC (WT/L/510). Au cours de cette réunion, il avait fait rapport aux Membres sur le processus qui avait été engagé pour parvenir à un consensus sur une liste de candidats à la présidence des organes subsidiaires du CCM. Malheureusement, ce consensus n'avait pas encore été atteint.

3.3. Dans son rapport sur l'état d'avancement des consultations qui avaient été menées concernant la désignation des présidents des organes subsidiaires du CCM, il a rappelé que le Président du Conseil général de l'époque, l'Ambassadeur Dacio Castillo, avait demandé que ce soit lui, l'Ambassadeur Lundeg Purevsuren, en sa qualité de Président du Conseil des marchandises et de concert avec le Président du Conseil du commerce des services (CCS), l'Ambassadeur Ángel Villalobos, qui engage rapidement le processus d'élection des présidents des organes subsidiaires du CCM et du CCS, afin d'essayer d'éviter certains des problèmes rencontrés au cours du processus de l'année précédente. Sur cette base, et après l'avancement du processus de niveau 1, les présidents du CCS et du CCM avaient lancé les procédures de leurs Conseils respectifs à la fin de janvier 2022.

3.4. Le 26 janvier 2022, il avait informé les Membres du lancement du processus du CCM et convoqué une première réunion avec les coordonnateurs des quatre groupes régionaux, à savoir l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique et les pays développés. Tout au long de ce processus, il avait procédé conformément aux lignes directrices énoncées dans les documents WT/L/510 et JOB/GC/22 et assuré une coordination active avec le Président du CCS.

3.5. Après la première réunion avec les coordonnateurs de groupe, les Présidents du CCS et du CCM avaient commencé à se réunir conjointement avec eux en vue de parvenir à un accord sur les listes de noms du CCM et du CCS simultanément. Ils s'étaient réunis dans cette configuration les 3, 11 et 24 février. Comme par le passé, la tâche n'avait pas été facile en raison du chevauchement des intérêts et des nombreux candidats présentés par certains des groupes régionaux.

3.6. Sur la base de ces discussions, les Présidents du CCS et du CCM avaient préparé une liste provisoire de noms qui avait été envoyée aux coordonnateurs de groupe afin qu'elle puisse être consultée par leurs mandants. En outre, le 4 mars, le président du CCM avait envoyé une copie de cette liste aux Membres qui n'étaient pas représentés par un groupe.

3.7. Au terme de ce processus, il était apparu que, malheureusement, il n'y avait pas de consensus sur la liste de noms. Depuis lors, le président du CCM avait tenté à plusieurs reprises de rencontrer la délégation concernée qui s'était opposée à la liste de noms afin d'explorer différentes manières de prendre en compte leurs préoccupations et de parvenir à un accord. Pour diverses raisons, cela s'était malheureusement avéré difficile.

3.8. Le 8 mars, à l'initiative des coordonnateurs de groupe, le Président du CCM avait demandé son aide au Président du Conseil général. Celui-ci avait rencontré les parties intéressées et ensuite demandé au Président du CCM de reprendre les consultations, ce qu'il avait fait, sa dernière consultation avec la délégation concernée ayant eu lieu la veille. Malheureusement, la position de cette délégation de ne pas se joindre au consensus sur la liste de noms était restée inchangée.

3.9. Le Président a ensuite rappelé aux Membres le risque élevé de devoir faire face à de grandes difficultés dans l'organisation des travaux ordinaires des comités en raison de la situation actuelle, et que la question n'était toujours pas résolue à l'approche de la Conférence ministérielle qui se tiendrait dans sept semaines seulement. Par conséquent, le temps étant compté, il a exhorté les délégations à faire preuve de la plus grande souplesse.

3.10. Pour ces raisons, il a proposé que le Conseil suspende les travaux sur le point 3 de l'ordre du jour et que le Conseil soit reconvoqué dès qu'une liste de noms serait prête à être examinée. En outre, compte tenu de son propre départ imminent de Genève, il a demandé au Président du Conseil général de reprendre et de poursuivre les consultations, ce que le Président du Conseil général a accepté de faire. Le CCM se réunirait à nouveau si nécessaire, y compris à brève échéance.

3.11. Le Conseil en est ainsi convenu.

4 MESURES ACCORDANT AUX PMA AYANT RÉCEMMENT QUITTÉ CE STATUT ET DONT LE PIB EST INFÉRIEUR À 1 000 USD DES AVANTAGES AU TITRE DE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE TCHAD AU NOM DU GROUPE DES PMA (WT/GC/W/742-G/C/W/752)

4.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Tchad, au nom du Groupe des PMA.

4.2. Le délégué du Tchad, s'exprimant au nom du Groupe des PMA, a indiqué ce qui suit:

4.3. Le contexte actuel est extrêmement difficile pour les PMA, avec leurs pays très fragiles et vulnérables qui ont énormément souffert de la crise de la COVID-19 et, maintenant aussi, de la crise due au conflit en Ukraine. Les PMA sont des importateurs nets de produits alimentaires et sont confrontés à une situation très difficile. C'est pourquoi le Groupe des PMA estime que les Membres de l'OMC doivent comprendre la situation des PMA et apporter leur soutien consensuel à cette proposition, qui est sur la table des négociations depuis un certain temps.

4.4. Cette question à l'ordre du jour est importante pour les PMA du point de vue de leur développement économique harmonieux et de leur meilleure intégration au commerce mondial. En effet, le Groupe des PMA a réitéré son souhait d'une transition en douceur pour les économies des PMA sortants de leur catégorie. À cette effet, il réaffirme l'importance de sa proposition sur les flexibilités à accorder aux PMA sortants de leur statut, qui reste sur la table des négociations sous la cote G/C/W/752, et réitère son soutien continu à cette proposition.

4.5. Comme le Groupe des PMA l'a régulièrement expliqué, dans le cadre du CCM et lors de réunions bilatérales, sa proposition vise simplement à corriger un oubli technique relatif à l'annexe VII de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à faire en sorte de s'assurer que les PMA ayant gradué puissent bénéficier des mêmes conditions que les pays non-PMA énumérés à l'annexe VII, en termes de flexibilités inscrites à l'article 27.2 de l'Accord SMC, à condition que le revenu national brut (RNB) par habitant du PMA ayant gradué demeure inférieur à 1 000 USD (en dollars constants de 1990), ou que ce revenu retombe en dessous des 1 000 USD. Par conséquent, le Groupe des PMA demande que cette correction soit faite afin que le texte fasse simplement référence aux PMA étant sortis de leur statut de PMA.

4.6. Le Tchad rappelle, au nom du Groupe des PMA, que la possibilité pour les PMA ayant gradué de continuer à bénéficier de telles flexibilités, tant que leur RNB par habitant n'excède pas les 1000 USD, n'est pas clairement inscrite dans la Décision ministérielle de Doha de 2001 sur les questions et les préoccupations liées à la mise en œuvre (document WT/MIN(01)/17). Il s'agit plutôt d'une question technique que le Groupe des PMA demande simplement de corriger afin que le texte fasse référence aux PMA ayant gradué.

4.7. Le Groupe des PMA estime que cette proposition est suffisamment simple et claire et qu'elle suit la demande formulée par les Ministres des PMA dans le cadre de leur déclaration adoptée à Buenos Aires et pour la CM12. Il remercie les Membres qui ont soutenu cette proposition et espère que ceux qui ont exprimé des réserves pourront les lever et déclarer leur soutien à une décision positive sur la proposition tant dans le cadre du CCM que dans celui du Conseil général. Enfin, le Groupe des PMA demande que cette question reste à l'ordre du jour du CCM jusqu'à ce que les Membres soient en mesure de parvenir à une décision consensuelle. Il compte sur la compréhension des Membres qui ont exprimé leurs réserves à l'égard de la proposition et reste ouvert à des discussions et des réunions bilatérales avec eux.

4.8. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

4.9. Les États-Unis remercient le Secrétariat d'avoir produit sa note du 22 novembre 2021, telle qu'elle figure dans le document G/SCM/W/585, intitulé "Calculs du PNB par habitant pour tous les Membres de l'OMC à l'aide de la méthode figurant dans le document G/SCM/38". Les États-Unis ont examiné attentivement la note et, malheureusement, les calculs du Secrétariat confirment leurs préoccupations, à savoir que des lacunes subsistent dans les informations nécessaires pour que cette proposition soit réalisable d'un point de vue technique. Ils sont disposés à examiner des idées et des

propositions sur la manière de combler ces lacunes ou de traiter autrement le problème soulevé par la proposition.

4.10. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

4.11. L'Union européenne remercie le Tchad pour son intervention et se félicite du document distribué qui présente des tableaux avec le RNB par habitant pour les Membres de l'OMC. L'UE est favorable aux initiatives constructives qui visent à mieux intégrer les PMA dans le système commercial multilatéral et encourage la discussion de cette proposition, comme toute proposition de traitement spécial et différencié (TSD), sur la base d'une analyse qui montre où se situent les problèmes concernés. Elle est consciente des difficultés auxquelles sont confrontés les PMA en voie de reclassement et tient également compte des circonstances actuelles, à savoir la pandémie de COVID-19 et la crise en Ukraine.

4.12. Cependant, l'Union européenne doit encore évaluer l'utilisation que font effectivement les PMA des subventions à l'exportation afin de déterminer si une période de transition est nécessaire pour permettre aux PMA sortant de leur catégorie de continuer d'utiliser ces subventions. Elle apprécie les réponses données jusqu'à présent par le Groupe des PMA. Malheureusement, elle ne sait toujours pas si, ou dans quelle mesure, les PMA utilisent les subventions à l'exportation (ou toute autre subvention, d'ailleurs) car ils ne soumettent pratiquement aucune notification au titre de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC).

4.13. L'assistance technique de l'OMC est disponible pour aider les PMA en ce qui concerne leurs notifications. À cet égard, l'Union européenne rappelle sa suggestion selon laquelle le Groupe des PMA pourrait présenter un exposé sur la manière dont ils utilisent les subventions à l'exportation et sur la manière dont ces subventions contribuent à leur développement économique. En outre, l'UE suggère que les pays concernés sollicitent une assistance pour remanier les subventions à l'exportation afin de les rendre compatibles avec les règles de l'OMC. Elle soutient les demandes d'autres Membres adressées au Secrétariat pour éclairer la discussion et se tient prête à engager des consultations informelles avec le Groupe des PMA sur cette question.

4.14. Le délégué du Bangladesh a indiqué ce qui suit:

4.15. Le Bangladesh s'associe à la déclaration faite par le Tchad au nom du Groupe des PMA. L'objectif spécifique de cette proposition est de corriger un oubli technique. L'article 27.2 a) de l'Accord SMC dispose que certains Membres peuvent bénéficier des flexibilités prévues par l'Accord. L'Annexe VII de l'Accord indique que ces Membres appartiennent à deux catégories distinctes: a) les PMA; et b) certains pays en développement, pour autant que leur RNB par habitant reste inférieur à 1 000 USD en dollars constants de 1990.

4.16. Il est possible que certains PMA, c'est-à-dire les pays énumérés à l'Annexe VII a), sortent de la catégorie des PMA tout en conservant un RNB par habitant inférieur à 1 000 USD en dollars constants de 1990. Le Népal est un exemple possible à cet égard. Il est difficile de déterminer si les PMA comme le Népal, dont le seuil de RNB est comparable à celui des pays énumérés à l'Annexe VII b), pourront encore bénéficier de la flexibilité prévue à l'article 27.2 une fois sortis de cette catégorie. Il s'agit clairement d'un oubli technique qui devrait être corrigé.

4.17. Par conséquent, il est proposé dans la communication du Groupe des PMA qu'un PMA ayant quitté cette catégorie soit autorisé, pour autant qu'il reste en dessous du seuil de 1 000 USD en dollars constants de 1990, à utiliser la flexibilité prévue à l'article 27.2 de l'Accord SMC. La proposition du Groupe des PMA consiste uniquement en une clarification et n'entend pas modifier une quelconque règle. La communication a déjà reçu un large soutien et le Groupe des PMA en remercie tous les Membres.

4.18. Le Groupe des PMA dialogue avec les délégations de l'Union européenne et des États-Unis concernant les préoccupations qu'elles ont soulevées. Le Bangladesh, ainsi que d'autres PMA Membres, espère poursuivre les réunions informelles avec les Membres pour que cette proposition connaisse une issue positive.

4.19. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

4.20. L'Inde a déjà soutenu cette proposition lors de précédentes réunions du CCM et sa position reste inchangée.

4.21. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

4.22. Le Népal s'associe à la déclaration faite par le Tchad au nom du Groupe des PMA et souhaite se référer à la déclaration qu'il a faite sur ce point de l'ordre du jour lors de la précédente réunion du Conseil, le 1^{er} novembre 2021.³ Il souhaite réaffirmer que la disposition en question doit être appliquée de manière équitable en accordant la même flexibilité aux Membres, même après leur reclassement, s'ils sont éligibles, conformément à la disposition et à l'esprit de l'Accord.

4.23. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

4.24. Le Brésil se réfère à ses déclarations précédentes sur le sujet et réitère son soutien à la proposition des PMA.⁴

4.25. Le délégué de l'Angola a indiqué ce qui suit:

4.26. La délégation angolaise soutient la déclaration faite par le Tchad au nom du Groupe des PMA.

4.27. Le délégué de la Zambie a indiqué ce qui suit:

4.28. La Zambie soutient la déclaration faite par le Tchad au nom du Groupe des PMA.

4.29. Le délégué du Tchad a indiqué ce qui suit:

4.30. Le Groupe des PMA remercie les Membres pour leurs observations et, en particulier, les Membres qui soutiennent la proposition; en même temps, il prend note des préoccupations soulevées par les États-Unis et l'Union européenne. Le Groupe des PMA est ouvert à la tenue de discussions et de réunions bilatérales pour expliquer sa proposition en détail. En ce qui concerne les calculs auxquels les États-Unis font référence, il n'est pas persuadé qu'ils reflètent la réalité, bien qu'ils aient été calculés par le Secrétariat de l'OMC. Le Groupe des PMA se demande si le Secrétariat pourrait actualiser les chiffres afin de disposer d'une base sur laquelle les Membres pourraient poursuivre leurs discussions en vue de parvenir à une convergence sur la proposition du Groupe des PMA.

4.31. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

5 INDE – POLITIQUE RELATIVE À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE, LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU, LA THAÏLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE

5.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie, du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, de la Thaïlande et de l'Union européenne.

5.2. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

5.3. Le Territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu souhaite faire part, une fois de plus, de ses préoccupations concernant la mesure indienne faisant l'objet de ce point de l'ordre du jour. La situation dure depuis bientôt deux ans, soit depuis juin 2020, date à laquelle l'Inde a introduit sa mesure restrictive à l'importation de pneumatiques neufs. Depuis lors, le Taipei chinois a fait part de ses préoccupations à maintes reprises, aux réunions de ce Conseil et à celles du Comité des licences d'importation et du Comité de l'accès aux marchés. Or, en dépit de ces tentatives, la mesure reste inchangée, ce que le Taipei chinois juge profondément regrettable.

5.4. Depuis que la nouvelle mesure relative aux licences d'importation a pris effet, le Taipei chinois a constaté que 40% environ seulement de ses demandes ont été approuvées par l'Autorité indienne,

³ Document G/C/M/141, paragraphes 6.26 à 6.34.

⁴ Document G/C/M/141, paragraphes 6.15 et 6.16.

alors que le pourcentage moyen était nettement plus élevé les années précédentes. Les difficultés à obtenir les licences d'importation, ainsi que la mise en place de longues procédures d'approbation, ont fortement dégradé le niveau des exportations du Taipei chinois vers l'Inde. Le commerce des produits concernés du Taipei chinois a nettement diminué en 2020 et 2021 par rapport à la même période en 2019.

5.5. Il semble au Taipei chinois que l'Inde délivre des licences d'importation uniquement pour les sortes de pneumatiques qui ne sont pas produites sur son marché intérieur, et que parallèlement elle fixe une limite au nombre de ces pneumatiques qui peuvent être importés. Une telle mesure va manifestement à l'encontre du commerce normal et peut revenir à une interdiction de certaines importations de pneus. Le Taipei chinois s'interroge donc sur la compatibilité de cette mesure avec les règles de l'OMC en matière de restrictions quantitatives.

5.6. Le Taipei chinois prie instamment l'Inde de faire en sorte que des licences d'importation soient délivrées, sans entrave ni retard injustifié, pour toutes les demandes qui respectent pleinement ses exigences en matière de qualité des produits pneumatiques. C'est important pour faire en sorte que les procédures de licences non automatiques soient appliquées de manière transparente et prévisible, et ne créent pas, dans les échanges, des effets de restriction ou de distorsion sur les importations s'ajoutant à ceux qui résultent de l'application de restrictions. Le Taipei chinois invite donc l'Inde à revoir ses pratiques actuelles et à dialoguer avec les Membres concernés en vue de régler le problème rapidement et de manière constructive.

5.7. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

5.8. L'Union européenne souhaite de nouveau faire part de ses préoccupations, qui ont déjà été exprimées dans le cadre du Conseil en juillet 2021, concernant le régime de licences d'importation visant les pneumatiques pour automobiles, autobus, camions, scooters et motocycles établi par l'Inde en vertu de la notification n° 12/2015-2022 du 12 juin 2020 portant modification de la politique relative à l'importation de pneumatiques. Le problème existe maintenant de longue date et il est très préoccupant qu'en dépit du fait que celui-ci ait été soulevé à maintes reprises devant le Conseil et divers comités de l'OMC (Comité de l'accès aux marchés, Comité des MIC et Comité des OTC), aucun progrès n'ait été fait en vue d'un éventuel règlement.

5.9. L'Union européenne continue à s'inquiéter de l'effet de cette mesure sur l'importation de pneumatiques, qui s'est fortement restreinte depuis juin 2020. Seul un nombre limité de licences a été accordé aux fabricants de pneumatiques de l'UE. En outre, ces licences sont limitées en durée, en quantité et en type de pneumatiques. En particulier, aucune licence n'a encore été accordée pour les pneumatiques pour autobus et camions. Il y a là une discrimination flagrante à l'égard des fabricants européens de pneus pour bus et camions. L'UE demande donc instamment à l'Inde de reconsidérer et d'éliminer toute restriction quantitative ou autre, implicite ou explicite (par exemple, le principe de l'utilisateur final) sur l'importation de pneus de remplacement qui pourrait aller à l'encontre des prescriptions de l'OMC.

5.10. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

5.11. Tout d'abord, l'Indonésie tient à remercier l'Inde d'avoir tenu des réunions bilatérales constructives, aussi bien en marge du Comité OTC qu'au sein du Groupe de travail sur le commerce et l'investissement, afin de remédier aux questions liées à sa politique relative aux pneus importés d'Indonésie. Elle regrette cependant de ne pas avoir reçu jusqu'à présent de l'Inde de réponse favorable et de solution appropriée à ce problème.

5.12. L'Indonésie est consciente que l'Inde a instauré des restrictions à l'importation des produits pneumatiques de certains types et catégories de taille qui peuvent être produits par des fabricants de pneumatiques en Inde. Comme celle-ci l'indique dans sa notification n° 12/2015-2022 du 12 juin 2020 portant modification de sa politique relative à l'importation de pneumatiques, ce règlement est entré en vigueur peu de temps après que l'Inde eut imposé une interdiction temporaire de l'importation en Inde des produits pneumatiques pour une période de six mois.

5.13. L'Indonésie compte demander une explication à l'Inde concernant l'obligation faite aux entreprises indiennes importatrices de présenter des déclarations distinctes par courrier électronique concernant les restrictions à l'importation d'après le type et la catégorie de taille des pneus importés,

alors que cette obligation n'est prévue par aucune réglementation officielle. Ces prescriptions ont entravé l'accès au marché indien des produits pneumatiques indonésiens.

5.14. En outre, l'Indonésie compte aussi demander des précisions supplémentaires concernant l'application d'une politique de redevance ou de frais de marquage pour les produits pneumatiques qui utilisent le label de conformité indien (ISI). L'Indonésie est d'avis qu'imposer une redevance de marquage ISI aux produits pneumatiques destinés à l'exportation vers des pays tiers peut constituer une charge pour les acteurs économiques et créer des obstacles non nécessaires au commerce international. À cet égard, l'Indonésie souhaiterait des éclaircissements, et prie le gouvernement indien de revoir immédiatement sa politique pour faire en sorte que sa réglementation soit conforme aux principes de l'OMC, en particulier au principe du traitement national.

5.15. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

5.16. La Thaïlande souhaite faire part à nouveau des préoccupations que lui inspire la politique d'importation suivie par l'Inde pour les pneumatiques, qui a eu une incidence considérable sur ses exportations de pneumatiques vers l'Inde. En outre, étant donné que l'approbation des permis d'importation de pneus risque de connaître des retards importants, la Thaïlande renouvelle sa demande visant à obtenir des éclaircissements et de plus amples précisions de l'Inde concernant les procédures et les délais de délivrance observés pour ces permis d'importation.

5.17. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

5.18. L'Inde remercie les délégations de l'Union européenne, de l'Indonésie, du Taipei chinois et de la Thaïlande pour l'intérêt qu'elles continuent de porter à cette question. Cette dernière a aussi été examinée à la réunion de novembre 2021 du Conseil, et aux réunions d'octobre 2021 et de mars 2022 du Comité de l'accès aux marchés, et l'Inde estime avoir répondu aux questions des Membres à ces occasions.

5.19. L'Inde souligne à nouveau que ses prescriptions en matière de licences non automatiques pour les pneumatiques sont administrées d'une manière conforme aux règles de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, y compris en ce qui concerne les délais d'octroi des licences d'importation. Dès lors, l'Inde considère que sa procédure d'octroi de licences est administrée de manière équitable, comme en témoigne le fait qu'un certain nombre de licences ont été accordées après approbation par le Comité de facilitation Exim.

5.20. La mesure touchant la politique d'importation de l'Inde a été prise en raison de problèmes de qualité des produits pneumatiques. Aux fins de l'octroi de licences dans le cadre de sa procédure de licences non automatiques, l'Inde a défini des critères spécifiques pour évaluer les demandes reçues. Il est également tenu compte des observations des ministères administratifs compétents dans le cadre de cette procédure.

5.21. S'agissant en particulier des questions de l'Indonésie, il est bon de préciser que la redevance perçue est une redevance de marquage et non une redevance de produit. Le Bureau indien de normalisation (BIS) a mis en place un programme de certification des produits au titre du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS, en vertu de la Loi de 2016 portant création du BIS. Dans le cadre de ce système, le BIS octroie des licences pour la certification des produits aux fabricants nationaux ou étrangers. Le fabricant doit verser au BIS la redevance de marquage nécessaire. La redevance de marquage pour un produit donné est composée des éléments suivants: redevance de marquage minimale annuelle; et unité et taux unitaire.

5.22. Le fabricant est tenu de payer à l'avance la redevance de marquage minimale pour la période de validité de la licence. En outre, le montant effectif de la redevance de marquage est calculé chaque année en multipliant le taux unitaire par le nombre (unités) de produits sur lesquels le fabricant a apposé le label ISI au cours de l'année en question. Le montant effectif de la redevance de marquage ainsi obtenu est le plus élevé des deux montants. Le calcul de la redevance de marquage selon les modalités décrites ci-dessus est identique pour les fabricants nationaux et étrangers. La redevance de marquage est perçue sur toute la production de pneumatiques portant le label ISI.

5.23. L'Inde invite les Membres ayant demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour de communiquer leurs données précises sur les demandes soumises et toute autre donnée justificative. Elle reste disposée à répondre à ces préoccupations dans un cadre bilatéral.

5.24. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

6 UNION EUROPÉENNE – MISE EN ŒUVRE D'OBSTACLES NON TARIFAIRES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES (G/C/W/767/REV.1) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LA COLOMBIE, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR, LES ÉTATS-UNIS, LA JAMAÏQUE, LE PANAMA, LE PARAGUAY, LE PÉROU, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET L'URUGUAY

6.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, des États-Unis, de la Jamaïque, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine et de l'Uruguay.

6.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

6.3. L'Australie, qui fait partie des délégations ayant demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour, souligne à nouveau ses préoccupations constantes concernant les obstacles non tarifaires de l'Union européenne sur les produits agricoles, y compris les réglementations et la politique en matière de produits chimiques agricoles, et l'effet négatif potentiel sur les agriculteurs et le commerce. Ces préoccupations concernent notamment certains éléments de la stratégie "De la ferme à la table" de l'UE et de sa mise en œuvre. L'Australie a fait part précédemment de ses préoccupations concernant les politiques de l'UE en matière d'évaluation des risques et de fixation des tolérances à l'importation au sein du Conseil, ainsi qu'au sein des comités OTC et SPS.

6.4. L'Australie a soulevé ou appuyé un certain nombre de préoccupations commerciales spécifiques à l'égard de l'Union européenne, notamment lors des dernières réunions des comités SPS et OTC. De nombreux autres Membres ont aussi fait part de leurs préoccupations, ce qui témoigne d'un degré de préoccupation élevé parmi un large échantillon de Membres concernant les mesures de l'UE. Il est évident que ces préoccupations sont largement fondées sur le manque de transparence et de prévisibilité de l'UE envers les exportateurs.

6.5. L'Australie reconnaît le droit des Membres de l'OMC de réglementer les produits chimiques agricoles et autres de manière à protéger la santé des personnes et des animaux, à préserver les végétaux et à protéger l'environnement, mais elle estime que les Membres sont également liés par les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC, en particulier pour ce qui est de réaliser des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques et de veiller à ce que les mesures prises ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. L'Australie défend avec conviction une réglementation solide des produits chimiques agricoles fondée sur les risques et sur la science.

6.6. L'Australie remet en question l'approche de l'Union européenne en matière d'approbation et de renouvellement des autorisations de produits phytopharmaceutiques et des limites de tolérance à l'importation, qui repose principalement sur une évaluation fondée sur le danger. Dans ce contexte, elle ne voit pas clairement comment l'évaluation de l'UE fondée sur le danger est compatible avec les normes d'évaluation des risques convenues au niveau international pour les tolérances à l'importation.

6.7. Au cours de la dernière décennie, l'interdiction par l'Union européenne de nombreux éléments actifs en raison de leurs propriétés dangereuses et la disponibilité réduite des produits phytopharmaceutiques qui s'en est suivie ont fortement contribué à l'augmentation du nombre d'autorisations d'urgence accordées en vertu de l'article 53 du Règlement (CE) n° 1107/2009. L'Australie observe que, depuis 2011, il y a eu une hausse considérable du nombre de ces autorisations, dont beaucoup portent sur des produits phytopharmaceutiques non autorisés.

6.8. Le recours aux autorisations d'urgence et la fixation de LMR temporaires connexes pour permettre la fourniture et la consommation de produits traités peuvent entraîner des déséquilibres commerciaux qui ne sont pas conformes aux normes et obligations établies dans le cadre de l'OMC. L'Australie est préoccupée par le fait que la mise en œuvre de LMR dans le cadre d'autorisations

d'urgence ne s'applique pas de façon égale aux produits importés et aux produits de l'UE. Elle aimerait obtenir plus de précisions sur le processus des autorisations d'urgence et sur la mise en œuvre de LMR temporaires par l'Union européenne.

6.9. L'Australie remercie l'Union européenne pour le dialogue qu'elle a eu avec elle jusqu'à présent sur ces questions déjà anciennes.

6.10. Le délégué de la Colombie a indiqué ce qui suit:

6.11. La Colombie remercie l'Union européenne et ses délégués à Genève pour l'intérêt et la volonté de dialogue dont ils continuent de faire preuve sur cette question. La Colombie regrette que, depuis la première inscription de ce point à l'ordre du jour, aucun progrès suffisant n'ait été accompli sur le fond pour qu'il puisse être retiré de l'ordre du jour. Elle souhaite faire part de la déception des producteurs colombiens, qui vivent toujours dans l'appréhension de restrictions et regrettent également qu'aucun progrès n'ait été fait à ce jour.

6.12. En ce qui concerne le processus de fixation des limites maximales de résidus (LMR), la Colombie reste préoccupée par le régime général de l'Union européenne en matière de risques, dont la manifestation principale est sa politique relative aux pesticides qui établit des règlements techniques et sanitaires plus restrictifs qu'il n'est nécessaire, voire discriminatoires. Cela transparaît notamment dans le fait que 88% des limites maximales de résidus de pesticides fixées dans la réglementation sont des valeurs par défaut, et ne reposent pas sur des données scientifiques ou les utilisations autorisées par d'autres pays. La Colombie a donc remis en question le fondement scientifique utilisé pour établir ces déterminations et, en particulier, l'application préventive de nouvelles LMR en l'absence de toute donnée négative sur leurs effets.

6.13. S'agissant des aspects de l'application de la politique de l'Union européenne qui paraissent discriminatoires, la Colombie a fait valoir que le processus est discriminatoire au niveau de la sélection des substances devant être examinées, de l'autorisation de la participation des parties prenantes, de l'établissement de critères comme le mode de consommation d'un produit alimentaire, de l'absence de prise en compte de la diversité des conditions géographiques et climatiques des pays, en particulier ceux des régions tropicales, et, enfin et surtout, par rapport au fait que des régimes de dérogation différents sont prévus pour les producteurs européens et les producteurs étrangers. En effet, outre les problèmes liés à la procédure d'adoption des LMR, la Colombie estime que les mesures exceptionnelles qui existent, autrement dit les autorisations dites d'urgence auxquelles les producteurs européens ont recours, permettent de continuer d'utiliser certains produits et paraissent aussi discriminatoires.

6.14. La Colombie souhaite à cette occasion réaffirmer l'ensemble de ces arguments et de ses déclarations antérieures. Elle invite également les Membres à lire les questions qu'elle a soulevées sur le sujet, conjointement avec un groupe de pays d'Amérique latine, au Comité SPS. Les problèmes en souffrance sur lesquels la Colombie et d'autres pays appellent de nouveau l'attention du Conseil à cette occasion sont exposés de façon claire dans ces questions et réponses. La Colombie appelle aussi l'attention des Membres sur la situation d'États membres de l'UE, parmi lesquels la Belgique, l'Espagne, la France, la Bulgarie, la Slovaquie, la Grèce, la Pologne, la Slovaquie, la Finlande, la Hongrie, l'Italie, la Lituanie, le Portugal et la Roumanie, qui sont des bénéficiaires permanents de dérogations internes au régime de l'Union européenne. Le problème s'étend également aux mesures non tarifaires de différents Membres de l'OMC, l'Union européenne étant l'autorité compétente pour l'application de certaines mesures, comme les autorisations d'urgence, à titre d'exemple.

6.15. La Colombie souligne une fois de plus la nécessité de créer un mécanisme de dialogue plurilatéral structuré et global, parallèlement aux discussions bilatérales, afin de rechercher des solutions constructives sur le fond à cette inégalité de traitement. La Colombie propose les solutions ci-après: a) maintien des LMR définies par le Codex Alimentarius dans les cas où les preuves scientifiques ne sont pas concluantes, jusqu'à ce que les données scientifiques soient complètes. Dans les cas où le Codex ne définit aucune LMR, l'UE pourrait établir une LMR fixe, plus raisonnable par défaut que la limite de 0,01%, qui constitue presque une interdiction, dans les cas où l'information n'est pas jugée concluante; b) création d'un mécanisme simplifié pour les autorisations d'importer concernant les producteurs étrangers, équivalent aux autorisations d'urgence qui existent dans l'UE pour les producteurs européens, autrement dit un mécanisme miroir; c) autorisation de périodes de transition plus longues, en particulier dans les cas où il n'existe pas d'autres solutions

possibles pour les substances dont l'autorisation de mise sur le marché n'a pas été renouvelée; et d) mise en place d'un examen conjoint de la procédure d'autorisation de mise sur le marché pour les substances pour garantir la participation effective des pays concernés au cours du processus.

6.16. La déléguée de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

6.17. L'Équateur estime à nouveau nécessaire d'aborder la question, dans le prolongement des préoccupations commerciales qu'il soulève depuis plusieurs années devant les comités SPS et OTC.

6.18. L'Équateur renvoie à ses précédentes interventions dans le cadre du Conseil⁵ et prie de nouveau instamment l'Union européenne: i) de se garder d'adopter des mesures restrictives et discriminatoires pour le commerce sans preuves scientifiques concluantes; ii) de respecter les normes internationales reconnues en matière de protection de la santé humaine et animale et de préservation des végétaux; iii) de se conformer aux prescriptions établies dans l'Accord SPS, qui prévoient pour chaque mesure une approche fondée sur l'évaluation des risques, et non une approche fondée sur l'application systématique du principe de précaution; et iv) d'envisager la suspension de la mise en œuvre en cours des mesures destinées à réduire les LMR et de maintenir les niveaux recommandés par le Codex Alimentarius, en accordant la période d'ajustement nécessaire dans les cas où la réduction des LMR s'avère indispensable.

6.19. Des organismes comme le Codex Alimentarius offrent un espace indispensable pour débattre scientifiquement de questions comme la définition des LMR et mettre en évidence les effets des asymétries technologiques et économiques entre les Membres. Les pays en développement tropicaux comme l'Équateur doivent faire face à des problèmes différents que les producteurs des climats tempérés, ce qui ne signifie aucunement que ces pays ne soient pas résolus à protéger la santé humaine et l'environnement. En termes clairs, une formule unique ne convient pas à tous.

6.20. Les obstacles non tarifaires ont une incidence défavorable sur les petits exploitants agricoles et réduisent les possibilités d'accès au marché des cultures secondaires, les avantages offerts par les accords de libéralisation des échanges étant de ce fait difficiles à exploiter. Une partie non négligeable de l'économie équatorienne est soutenue par le revenu des exportations agricoles, secteur efficace qui ne bénéficie pas du soutien de vastes programmes de subventions.

6.21. L'Équateur espère continuer d'échanger des renseignements avec les autres délégations et l'Union européenne. Il invite aussi à tirer parti de toutes les voies de dialogue possibles pour trouver une issue à cette préoccupation très ancienne dans le domaine commercial.

6.22. Le délégué du Pérou a indiqué ce qui suit:

6.23. Le Pérou souhaite s'associer à cette préoccupation commerciale concernant l'application par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires, qui constituent dans la pratique des entraves injustifiées qui limitent le commerce des produits agricoles.

6.24. Comme cela a déjà été dit à plusieurs reprises au Comité SPS, l'approche fondée sur les dangers utilisée par l'UE pour l'évaluation d'une limite maximale de résidus de pesticides fait que ces limites sont plus restrictives qu'il n'est nécessaire et ne tiennent pas compte des dispositions de l'Accord SPS qui établissent la nécessité de fonder les mesures sur une analyse des risques.

6.25. Cette situation est encore plus préoccupante compte tenu des dispositions prises par l'UE pour considérer les aspects environnementaux comme un facteur à prendre en compte dans les futures évaluations des risques liés aux pesticides, bien qu'il n'y ait pas de fondement technique pour cette politique.

6.26. Le Pérou relève que les obstacles non tarifaires ne désignent pas seulement les LMR de pesticides, car l'Union européenne est également en train d'établir des teneurs maximales en contaminants qui s'écartent de celles qui sont établies par le Codex Alimentarius et sont sensiblement plus faibles, comme dans le cas des dérivés du cacao. En ce qui concerne les autres produits alimentaires, le Pérou a également demandé bilatéralement à l'UE de lui indiquer quel était le processus pour l'adoption des nouvelles teneurs en contaminants et de ménager des délais

⁵ Document G/C/M/141, paragraphes 10.44 à 10.47.

appropriés pour leur mise en œuvre, étant donné que les mesures d'atténuation varient et sont efficaces après une période ultérieure prolongée de mise en œuvre.

6.27. Le Pérou demande que l'UE prenne en considération les préoccupations exprimées devant ce Conseil et le Comité SPS, en vue d'aligner ses politiques sur les dispositions de l'Accord SPS et d'éviter de plus grandes perturbations non nécessaires des échanges.

6.28. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

6.29. Les États-Unis s'associent aux préoccupations de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, de la Jamaïque, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine et de l'Uruguay concernant la mise en œuvre par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles. L'UE développe de plus en plus des politiques rigides aux répercussions extraterritoriales qui obligent les pays tiers à adopter les pratiques de production européennes ou à renoncer au commerce avec l'UE.

6.30. L'Union européenne continue d'abaisser de nombreuses LMR à des niveaux restrictifs pour le commerce sans justification scientifique claire ni avantage mesurable pour la santé humaine. L'approche de l'UE en matière de réglementation des pesticides, basée sur le danger, peut conduire à des obstacles commerciaux qui menacent la sécurité des systèmes alimentaires mondiaux.

6.31. En outre, l'Union européenne applique de nouvelles LMR réduites au point de production pour les produits nationaux, et au point d'importation pour les produits importés. Cela provoque des inefficacités et des perturbations commerciales pour les produits destinés au marché de l'UE, selon le moment où une nouvelle LMR réduite est appliquée, et confère un avantage injuste aux producteurs de l'UE, en particulier pour les produits à longue durée de conservation.

6.32. Les États-Unis demeurent préoccupés par le fait qu'il apparaît que l'Union européenne suit une approche analogue à travers sa nouvelle législation sur les médicaments vétérinaires, qui pourrait interdire aux producteurs d'utiliser des antimicrobiens qui ne sont pas considérés comme importants sur le plan médical. Ils rappellent leurs préoccupations, telles qu'elles ont été soulevées au Comité SPS, quant au fait que ces restrictions prescriptives, qui ne semblent pas reposer sur des évaluations complètes des risques, s'appliqueront aux producteurs étrangers qui expédient des animaux et des produits d'origine animale vers l'UE.

6.33. Les États-Unis demandent que toute mesure de l'UE soit assez souple pour permettre aux partenaires commerciaux de respecter le niveau de protection de l'UE d'une manière adaptée aux besoins des agriculteurs et des producteurs dans le propre contexte national des pays exportateurs.

6.34. Dans la mesure où elle a été invitée récemment à coordonner son action afin de garantir des flux commerciaux prévisibles et de promouvoir la sécurité alimentaire au niveau mondial, la communauté internationale devrait œuvrer de concert pour soutenir des mesures fondées sur la science qui favorisent un approvisionnement alimentaire sûr et durable, et les États-Unis invitent l'Union européenne à s'associer à ses partenaires commerciaux pour mettre au point des solutions mutuellement bénéfiques de cette nature.

6.35. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

6.36. L'Uruguay souhaite souligner à nouveau ses préoccupations en ce qui concerne l'utilisation par l'Union européenne d'une approche fondée sur les dangers, plutôt que sur des évaluations complètes des risques, dans ses décisions réglementaires liées aux questions SPS.

6.37. L'Uruguay croit savoir que toute détermination des LMR, en particulier lorsqu'elle s'écarte des normes internationales établies par le Codex Alimentarius, doit être fondée sur une évaluation scientifique complète des risques et sur des preuves scientifiques concluantes, conformément à l'Accord SPS. Cela est essentiel pour maintenir l'équilibre effectif qui doit exister entre le droit des Membres de poursuivre leurs objectifs légitimes et la nécessité d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

6.38. L'Uruguay estime comme d'autres Membres que la question des régimes d'exception, y compris les autorisations d'urgence qui sont accordées par les États membres de l'UE à leurs

producteurs nationaux, devrait être débattue plus avant, car l'Uruguay croit comprendre que le système actuel est porteur d'incohérences qui risquent d'être discriminatoires à l'égard des tierces parties.

6.39. Parallèlement, un autre problème qui se pose est qu'il ne soit pas accordé de périodes de transition suffisantes pour opérer les ajustements nécessaires et faire en sorte que les produits concernés soient conformes aux LMR modifiées.

6.40. En outre, l'Uruguay souhaite souligner à nouveau sa préoccupation s'agissant des incertitudes persistantes entourant l'approche, la définition et la mise en œuvre de la nouvelle réglementation de l'UE sur les médicaments vétérinaires, découlant du Règlement n° 2019/6, et en particulier les prescriptions qui seraient imposées aux pays tiers exportateurs. À cet égard, l'Uruguay voudrait souligner que toute mesure devrait être fondée sur des normes internationales ou sur des preuves scientifiques concluantes; qu'il faudrait tenir compte de la situation spécifique des différents pays; et qu'il faudrait prévoir des périodes de transition appropriées.

6.41. En conclusion, l'Uruguay exhorte une fois de plus l'Union européenne, qui est l'un des plus grands marchés pour les produits agricoles, à revoir son approche réglementaire afin d'éviter la multiplication injustifiée des obstacles au commerce international des produits agricoles.

6.42. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

6.43. Comme il l'a indiqué dans ses précédentes interventions sur ce sujet, le Canada souligne la nécessité d'assurer la transparence et la prévisibilité du commerce international. Pour y parvenir, il est important que les cadres réglementaires soient fondés sur des données scientifiques et des analyses de risques, et soient débattus en étroite collaboration avec les partenaires commerciaux afin de parvenir aux résultats souhaités tout en facilitant les échanges lorsque c'est possible et selon qu'il convient.

6.44. Dans cet esprit, et conformément aux Accords de l'OMC, le Canada continue de reconnaître le droit des Membres d'édicter des règles dans l'intérêt général et d'appliquer les mesures de sécurité alimentaire jugées nécessaires pour protéger la santé humaine. Toutefois, ces mesures doivent être mises en œuvre d'une manière transparente qui ne restreint pas le commerce international de façon injustifiée.

6.45. Dès lors, si le Canada partage les ambitions de l'Union européenne en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement, il invite celle-ci à appliquer toute mesure d'une manière prévisible en se fondant sur des évaluations des risques, conformément aux principes reconnus sur le plan international, et à ménager la possibilité de consultations à une étape précoce avec les secteurs et les pays concernés, et à tenir compte des observations reçues.

6.46. De plus, dans un contexte où la sécurité et l'offre alimentaires mondiales sont de la plus haute importance, le Canada exhorte l'Union européenne à reconsidérer sa méthode actuelle de fixation des LMR pour les outils de protection des cultures autorisés dans divers pays, de façon à permettre des solutions adaptées à leurs situations et besoins particuliers.

6.47. En particulier, le Canada reprend à son compte, une fois de plus, les préoccupations soulevées par de nombreux autres Membres au sujet du Règlement de l'UE fondé sur les dangers pour les substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques et les conséquences que cela peut avoir pour la fixation de limites de tolérance pour les importations. Le Canada continue d'exhorter l'UE à tenir compte à la fois des dangers et risques pour toutes les substances actives dans la prise de ses décisions dans le domaine réglementaire. Cela rétablirait l'alignement du cadre réglementaire de l'UE sur les principes reconnus sur le plan international, tout en continuant de protéger les utilisateurs et les consommateurs et en renforçant la sécurité alimentaire internationale.

6.48. Le Canada rappelle que l'Union européenne a indiqué qu'elle modifierait la façon dont les demandes de tolérances à l'importation sont établies dans le contexte où des critères d'exclusion fondés sur les dangers sont en jeu, y compris en tenant compte des effets sur l'environnement dans le pays d'origine. Les producteurs et les exportateurs canadiens ne sont pas encore convaincus en ce qui concerne la faisabilité en pratique, la viabilité commerciale et le respect des obligations internationales de l'approche proposée par l'UE. Par conséquent, le Canada demande à nouveau que

l'Union européenne envisage de maintenir des LMR pour les substances qui ne présentent pas de risques alimentaires inacceptables pour les consommateurs européens. Le Canada souhaiterait aussi des précisions supplémentaires à cet égard, notamment sur le point de savoir qui déterminerait quels facteurs environnementaux seraient pris en compte et la façon dont ces facteurs sont liés à l'évaluation des risques alimentaires pour le consommateur qui constitue la base scientifique de la spécification des tolérances à l'importation.

6.49. En outre, le Canada note que les États membres de l'UE ont autorisé de nombreuses dérogations d'urgence pour permettre la commercialisation des produits phytopharmaceutiques sur le marché européen. Les exemples de dérogations d'urgence accordées à certains États membres pendant plusieurs années, souvent sans que l'autorisation soit justifiée, sont nombreux. Il semblerait que cela contredise l'approche de l'UE en matière de renouvellement des produits phytopharmaceutiques au terme de leur période d'approbation, et confère aussi aux producteurs nationaux un avantage injustifié du fait de l'approbation répétée de ces dérogations sans que les importateurs bénéficient des mêmes approbations. Il existe également des incertitudes quant à la cohérence de ces nombreuses dérogations d'urgence avec la faible tolérance de l'UE au risque pour ces substances.

6.50. En outre, le Canada a pris note du processus récent d'"appel à contributions" de l'UE pour un rapport devant être établi sur les "Importations de produits agricoles et alimentaires – application des normes sanitaires et environnementales de l'UE". Le Canada souligne à nouveau qu'étant donné les grandes différences entre les pays quant à la taille, au climat, aux parasites, aux maladies, aux variétés de cultures et aux infrastructures, les agriculteurs et les producteurs s'en remettent à des outils et des méthodes de production très diverses pour nourrir les populations. Une application unilatérale des politiques sanitaires et environnementales de l'UE aux LMR serait préjudiciable aux efforts et aux progrès technologiques accomplis pour remédier aux difficultés propres à chaque pays, et pourrait l'être aussi à la sécurité alimentaire internationale.

6.51. En conséquence, le Canada prie instamment l'Union européenne de mener des évaluations complètes des effets sur le commerce et des consultations publiques transparentes sur toutes les propositions réglementaires qui ont une incidence sur ses partenaires commerciaux. Le Canada continue aussi de demander que tous les changements réglementaires qui découlent des nouvelles politiques de l'UE qui ont des effets sur le commerce soient proportionnés au degré de risque en jeu, en tenant compte des différences importantes qui existent entre les pays s'agissant notamment de la pression liée aux ravageurs, des modes d'utilisation des pesticides et des bonnes pratiques agricoles.

6.52. Le Canada prie aussi l'Union européenne de tenir compte des délais dont les agriculteurs et les producteurs ont besoin pour prendre des décisions concrètes, ainsi que du temps et de l'effort nécessaires pour mettre des produits sur le marché, particulièrement dans le cas des produits de base qui ont une longue durée de conservation. Les périodes de transition devraient donc être adaptées aux circonstances et permettre aux produits de franchir les circuits commerciaux lorsqu'aucun risque alimentaire préoccupant pour les consommateurs n'a été détecté.

6.53. En conclusion, le Canada espère que le fait de rappeler ses préoccupations au Conseil servira à indiquer clairement l'importance que le pays, ainsi que de nombreux Membres de l'OMC, attribuent à la recherche d'une transparence et d'une prévisibilité accrues pour le commerce, particulièrement dans un contexte où un commerce ainsi organisé peut contribuer à la sécurité et à l'offre alimentaires dans le monde.

6.54. Le délégué du Costa Rica a indiqué ce qui suit:

6.55. Le Costa Rica souscrit et s'associe aux déclarations faites par les Membres qui ont pris la parole auparavant. Il considère que tous les éléments du débat restent d'actualité et continue donc de faire partie des pays demandant l'inscription de la question à l'ordre du jour et pays coauteurs du document G/C/W/767/Rev.1. Pour économiser du temps, le Costa Rica souhaite renvoyer les Membres à ses déclarations antérieures au Conseil⁶; il invite l'Union européenne à répondre aux préoccupations exprimées par les Membres au sein des divers comités et du présent organe.

⁶ Document G/C/M/141, paragraphes 10.63 et 10.64.

6.56. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

6.57. Le Brésil regrette que, depuis que la question a été soulevée pour la première fois, il y a près de deux ans, l'Union européenne n'ait pas répondu comme il convient aux maintes préoccupations exprimées par un grand nombre de Membres, tout en continuant d'adopter des obstacles non tarifaires qui sont dépourvus de fondement scientifique et ajoutent au déséquilibre du commerce des produits agricoles. Le Brésil renvoie donc à ses déclarations antérieures sur le sujet, dans la mesure où toutes ses préoccupations demeurent valables.⁷ En outre, il souhaite revenir sur la réponse qui a souvent été faite par l'UE sur ce sujet.

6.58. L'Union européenne fait valoir que nonobstant les mesures contestées, elle est un grand importateur de produits agricoles. En premier lieu, le Brésil note qu'il n'est dit nulle part dans le GATT que le fait d'être un grand importateur de produits agricoles permet à un Membre d'adopter des politiques discriminatoires. En second lieu, ces importations témoignent simplement du fait que d'autres régions du monde sont capables produire plus efficacement et plus durablement que l'UE sans accorder plusieurs milliers d'euros de subventions par agriculteur. Mais en dépit du fait que permettre une répartition plus efficace de la production et promouvoir l'élévation du niveau de vie par le commerce constituent des objectifs fondamentaux de l'Organisation, les Membres n'ont jamais bénéficié de conditions équitables dans le commerce des produits agricoles, et la réforme prescrite par l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture en est le signe manifeste. En outre, le principe scientifique, inscrit dans l'Accord SPS et traduit par l'analyse des risques, existe pour une raison précise, qui est d'établir un équilibre entre le principe de la protection de la vie et de la santé humaine et animale et la garantie que les conditions d'accès aux marchés négociées multilatéralement ne sont pas compromises par des mesures non tarifaires injustifiées.

6.59. Près de 30 ans plus tard, cependant, l'Union européenne n'a pas entrepris de véritables négociations sur le soutien interne et impose sans cesse des interdictions fondées sur l'approche par les risques ou le recours à l'article 5:7 de l'Accord SPS, malgré les avis techniques contraires d'institutions renommées. Cela fait non seulement pencher l'équilibre vers le protectionnisme, mais compromet aussi la capacité des pays en développement d'élever le niveau de vie dans les zones rurales. Il importe que l'on continue d'insister sur ce sujet: les politiques ainsi menées par l'UE aggravent le déséquilibre du commerce des produits agricoles et sont particulièrement défavorables aux populations les plus pauvres des pays en développement.

6.60. Enfin, le Brésil note qu'il attend toujours des réponses suffisantes concernant la compatibilité avec les règles de l'OMC de la publication par l'Union européenne de plus de 2 600 autorisations d'urgence accordées par ses États membres depuis 2017 pour des substances en cours de réexamen, dont une grande partie repose sur les mêmes arguments que ceux avancés par les délégations d'autres Membres aux comités SPS et OTC, tandis que d'autres ne comportaient simplement aucune justification et ont pourtant été approuvées.

6.61. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

6.62. Le Paraguay regrette de devoir à nouveau faire partie des pays ayant demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour du Conseil. Malheureusement, aucun progrès n'a été possible avec l'Union européenne sur cette question et, de fait, celle-ci continue d'aller de l'avant dans l'application de ces mesures sans écouter ses partenaires commerciaux. Les multiples préoccupations d'ordre commercial liées à l'UE qui figurent à l'ordre du jour de la réunion en sont la preuve. Sur les 40 préoccupations commerciales qui y sont inscrites, plus de 10 ont été adressées à l'UE et plus de la moitié concernent ou peuvent concerner les produits agricoles.

6.63. L'Union européenne continue d'appliquer des mesures qui sont incompatibles avec ses obligations au titre de l'OMC. De plus, l'imposition de clauses miroirs, dont le but est de garantir le respect de normes auxquelles les propres producteurs de l'UE ne sont en mesure de se conformer que moyennant des subventions généreuses dont le montant atteint plusieurs millions, ne semble pas procéder d'une volonté d'appliquer les mêmes règles à tous, mais plutôt de les déséquilibrer encore davantage, particulièrement à l'égard des petits pays exportateurs de produits agricoles qui ne disposent pas d'une marge d'action au sein de l'Organisation, selon les règles de celles-ci, et qui, quand bien même ils disposeraient de cette marge d'action, seraient encore dépourvus de la marge budgétaire leur permettant d'en faire usage. En d'autres termes, l'UE demande que nous nous

⁷ Document G/C/M/141, paragraphes 10.2 à 10.9.

conformions à des mesures miroirs, mais sans les subventions miroirs qui nous permettraient de le faire. L'UE se montre peu disposée à réformer ces subventions dans le cadre des négociations agricoles. Le Paraguay souscrit à cet égard aux propos du Brésil.

6.64. Sans doute les Membres entendront-ils une nouvelle fois à la réunion que les mesures n'ont eu aucune incidence sur les échanges et que l'Union européenne est un partenaire commercial important pour bon nombre des Membres qui manifestent une nouvelle fois leur position à cette occasion. Or, l'UE est parfaitement consciente que ses mesures n'en sont qu'à un stade initial de leur conception et de leur mise en œuvre et ne produiront leurs effets véritables qu'au cours des années à venir.

6.65. Le Paraguay note avec préoccupation la notification imminente de l'interdiction des tolérances d'importation pour les produits traités aux néonicotinoïdes, tandis que des centaines d'autorisations d'urgence portant sur ces mêmes produits, qui sont interdits dans l'Union européenne depuis 2017, sont encore accordées à ses propres producteurs. Nous reprenons ici à notre compte les propos de la Colombie, dans la mesure où les producteurs européens, lorsqu'ils demandent ces autorisations, avancent les mêmes arguments que ceux que le Paraguay et d'autres pays ont présenté devant le Conseil et d'autres organes. Néanmoins, quand elle impose des "miroirs" pour le respect de ses règles, l'UE n'accorde pas d'exceptions.

6.66. Le Paraguay considère que les outils nécessaires à une production efficace et durable, capable de nourrir la planète, sont un enjeu d'une importance croissante, particulièrement dans la situation actuelle. L'absence de démarche fondée sur la science nuit à la capacité de ses producteurs, et de ceux d'autres pays, de contribuer à la solution de l'immense problème de sécurité alimentaire auquel on doit faire face aujourd'hui et qui sera certainement encore présent dans les années à venir.

6.67. Le Paraguay invite une nouvelle fois l'Union européenne à reconsidérer son approche et à adopter des mesures conformes à ses obligations au titre de l'OMC, compte tenu de sa responsabilité en tant qu'importatrice de produits agricoles de premier plan, comme la déléguée de l'UE se souviendra certainement l'avoir souligné dans sa réponse précédente. C'est précisément la raison pour laquelle les mesures de l'UE ont une incidence majeure sur les Membres de l'Organisation, et nous demandons donc instamment à l'UE d'étudier toutes les voies de dialogue afin de rechercher des solutions mutuellement acceptables pour toutes les parties concernées par ce problème commercial. Le Paraguay rappelle aussi qu'il attend toujours des réponses à sa dernière série de questions présentées en mars à la réunion du Comité SPS. Le Paraguay espère recevoir ces réponses dans les meilleurs délais.

6.68. La déléguée du Panama a indiqué ce qui suit:

6.69. Le Panama souhaite reprendre à son compte les déclarations faites par les intervenants précédents. En tant que coauteur de la communication conjointe relative à cette préoccupation commerciale, il réaffirme l'importance qu'il attache à cette question. La réduction des LMR sans preuves scientifiques suffisantes restreint l'accès aux substances essentielles pour la production agricole, en particulier dans les pays au climat tropical, comme le Panama.

6.70. Le Panama estime que l'ensemble des politiques et pratiques de l'Union européenne risque d'annuler et de compromettre les droits légitimes des Membres de l'OMC qui ont signé l'Accord sur l'agriculture et l'Accord SPS.

6.71. Bien que le Panama approuve l'objectif de l'Union européenne de soutenir la transition mondiale vers des systèmes agroalimentaires mondiaux plus durables, cet objectif doit se fonder sur la recherche de solutions conçues et mises en œuvre par l'intermédiaire de mécanismes de dialogue et de cadres de coopération multilatérale. À cet égard, le Panama regrette qu'aucun progrès n'ait été observé à ce jour, et il exhorte une fois de plus l'UE à écouter les préoccupations légitimes de dizaines de Membres de l'OMC. Il estime qu'un dialogue constructif, sérieux et permanent, associé à une assistance technique convenue d'un commun accord, permettra aux Membres de parvenir à des solutions mutuellement bénéfiques.

6.72. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

6.73. L'Inde remercie les auteurs de la communication et partage les préoccupations soulevées au sujet de l'application par l'Union européenne de normes SPS concernant les produits agricoles.

6.74. Pour mettre en œuvre ses mesures SPS, l'Union européenne semble avoir imposé à ses partenaires commerciaux sa propre approche en matière de réglementation intérieure. L'Inde observe avec inquiétude que la tendance semble se généraliser, comme il ressort également de la réglementation liée au Pacte vert pour l'Europe. L'Inde est d'avis que l'UE n'a pas tenu compte des observations communiquées par les Membres au sujet de ses projets de règlements. L'approche fondée sur les dangers suivie par l'UE ne permet pas d'équilibrer de manière adéquate le double objectif de protection de la santé humaine et de facilitation des échanges.

6.75. L'Inde note que, au titre du précédent point de l'ordre du jour, le Conseil a évoqué les obligations de transparence, qui passent par des notifications. Les objectifs de transparence donnent lieu à des débats animés dans des instances comme le Comité de l'agriculture, à tel enseigne que la transparence est devenue un pilier supplémentaire – le huitième – de l'Accord sur l'agriculture; toutefois, lorsqu'il s'agit d'appliquer les mêmes principes à leurs propres pratiques commerciales, les partisans de la transparence manquent de cohérence. La transparence ne se résume pas aux notifications; elle réside aussi dans le fait de ne pas instaurer des pratiques restrictives pour les échanges qui cherchent à internationaliser la réglementation interne de certains Membres.

6.76. La déléguée du Guatemala a indiqué ce qui suit:

6.77. Le Guatemala souhaite remercier les pays qui ont demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour. Il souhaite aussi exprimer sa préoccupation devant le processus qui consiste à aborder le sujet devant différents comités de l'OMC et devant l'absence de solution véritable aux points soulevés par les Membres. La solution indiquée par l'Union européenne consiste à autoriser des tolérances à l'importation, bien que les conditions qui y sont attachées soient différentes de celles auxquelles sont soumis les producteurs européens (comme dans le cas des demandes d'urgence), tant en ce qui concerne la procédure que les délais et les coûts. Le Guatemala mentionne l'aspect des coûts car le processus en question risque de ne pas être accessible économiquement aux pays en développement. Si le Guatemala a fait part de ses inquiétudes à ce sujet dans le cadre du Conseil, ses préoccupations et celles d'autres pays n'ont jamais été prises en considération, en particulier dans le cadre de la solution que l'Union européenne offre aux pays tropicaux, dont le Guatemala, concernant l'utilisation de ces mesures. C'est la raison pour laquelle le Guatemala souscrit à la demande de la Colombie.

6.78. Recourir au principe de précaution sans envisager des analyses de risque, outil essentiel pour répondre à des conditions climatiques qui diffèrent de celles des pays de l'Union européenne, c'est créer un désavantage pour les pays tropicaux en développement, dont fait partie le Guatemala. Ces obstacles non tarifaires entraveront le commerce futur avec l'Union européenne. Les résultats et effets défavorables pour le commerce devraient commencer à être perçus en 2023, car chaque processus productif fonctionne différemment et la situation géographique de la région influence ces processus.

6.79. Le Guatemala remercie l'Union européenne de rester ouverte au dialogue et la recherche commune de solutions véritables, particulièrement à un moment où les Membres doivent faire face à l'éventualité d'une crise alimentaire mondiale, et donc d'une interruption du développement rural.

6.80. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

6.81. L'Union européenne prend note des préoccupations exprimées par les Membres de l'OMC.

6.82. L'Union européenne a fourni des réponses détaillées à ces préoccupations lors des précédentes réunions du CCM. Sans répéter ces déclarations antérieures, elle souhaite souligner que ses déclarations précédentes restent inchangées et valables dans leur intégralité.

6.83. L'Union européenne est le plus grand importateur de produits agroalimentaires au monde. Elle a mis au point un système qui inspire une grande confiance, est transparent et prévisible, et qui se fonde sur un niveau élevé de protection de la santé des consommateurs, sur lequel certains autres pays s'appuient en l'absence de leurs LMR nationales.

6.84. L'Union européenne a un marché ouvert et son niveau élevé de protection des consommateurs n'a jamais été un obstacle à l'importation de produits agricoles de base, y compris en provenance des Membres qui soulèvent ces préoccupations, dont les exportations importantes de produits agricoles vers l'UE au cours de ces cinq années sont restées stables.

6.85. L'Union européenne fournit une assistance technique aux pays en développement et aux PMA, directement ou par l'intermédiaire d'autres organisations internationales comme la FAO, afin d'assurer une transition sans heurts vers de nouveaux produits ou de nouveaux systèmes de production.

6.86. L'Union européenne souligne à nouveau sa volonté de poursuivre un dialogue ouvert sur ses politiques et mesures. Elle est disposée à poursuivre le dialogue avec ses partenaires commerciaux et à leur apporter des éclaircissements au sujet de ses politiques. Enfin, compte tenu des résultats du Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu en septembre 2021, l'UE estime que les Membres ont un intérêt commun à rendre les systèmes alimentaires durables et à protéger la santé des citoyens en s'attaquant à la question des substances actives toxiques grâce à des mesures appropriées.

6.87. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

7 CHINE – APPLICATION DE MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES POUR LE COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE

7.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie.

7.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

7.3. L'Australie et la Chine entretiennent depuis des décennies d'excellentes relations commerciales fondées sur le dialogue. L'Australie s'est réjouie de la croissance chinoise, notant la prospérité accrue et le niveau de vie plus élevé que la croissance économique procure au peuple chinois et au monde entier.

7.4. Compte tenu de cette relation étroite et mutuellement avantageuse, l'Australie demeure préoccupée par le large éventail de mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce ciblant des produits australiens prises par la Chine au cours des deux dernières années.

7.5. Comme les Membres le savent désormais bien, ces mesures comprennent notamment: i) des interdictions ou restrictions quantitatives *de facto* des importations; ii) l'imposition de droits antidumping et de droits compensateurs injustifiés; iii) des essais et des inspections à la frontière en augmentation et arbitraires, entraînant des retards et effectués sans notification préalable; et iv) des retards injustifiés dans l'inscription et la réinscription des établissements d'exportation, et dans la délivrance des licences d'importation.

7.6. Ces mesures ont continué de limiter les échanges de l'Australie avec la Chine au cours des deux dernières années pour tout un large éventail de produits, notamment l'orge, le charbon, les minerais de cuivre et leurs concentrés, le coton, les bûches, les langoustes et le vin en bouteille. D'autre part, les mesures de la Chine ont retardé l'accès technique aux marchés de l'Australie pour le foin et la viande, entre autres produits. Il est à noter qu'à la connaissance de l'Australie, aucun autre Membre que la Chine n'a constaté de problème avec ces produits ou imposé de restrictions à leur rencontre.

7.7. Des questions techniques surgissent au cours d'opérations commerciales normales entre deux pays. Toutefois, l'ampleur et la durée des restrictions imposées sur les produits australiens destinés à la Chine au cours des deux dernières années, ainsi que l'absence de réponse fournie par les autorités chinoises aux communications détaillées présentées par l'Australie, semblent faire passer ces questions du domaine technique au domaine politique. L'Australie demeure inquiète au sujet des déclarations faites par des responsables chinois, qui établissent un lien direct entre les mesures prises par la Chine et des questions indépendantes relevant de la relation bilatérale entre les deux pays. C'est pourquoi l'Australie soulève une fois de plus ces questions récurrentes.

7.8. Ces mesures discriminatoires et injustes ne concernent pas uniquement l'Australie, mais l'ensemble des Membres. En janvier 2022, l'Union européenne a engagé une procédure de règlement

des différends à l'OMC contre la Chine au sujet des pratiques commerciales perturbatrices et restrictives imposées à la Lituanie. Parallèlement, le Canada a allégué que les exportations canadiennes de graines de canola à destination de la Chine continuaient de faire l'objet de restrictions arbitraires et injustifiables et a demandé l'établissement d'un groupe spécial de l'OMC chargé de cette question.

7.9. Le recours croissant et continu de la Chine à des mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce constitue un mode de comportement qui présente un risque pour tous les Membres et qui affaiblit les marchés mondiaux et le système commercial multilatéral sur lequel reposent tous les Membres.

7.10. L'Australie reste profondément préoccupée par l'incapacité de la Chine à respecter la régularité de la procédure et par son manque de dialogue sur les mérites techniques de chaque mesure, y compris en réponse aux déclarations australiennes. La Chine n'a pas apporté de réponse satisfaisante aux demandes de conseils formulées par l'Australie dans le cadre de ce Conseil et d'autres organes de l'OMC sur la compatibilité de ses mesures avec ses engagements dans le cadre de l'Organisation. À titre d'exemple, la Chine a récemment déclaré qu'il était inapproprié de la part de l'Australie de conjecturer sur les mesures normales relatives à l'inspection et à la quarantaine adoptées par la Chine et sur les décisions commerciales prises par les entreprises chinoises en fonction de la demande du marché.

7.11. La Chine a également rappelé qu'elle était convaincue que la coopération en matière de commerce et d'investissement entre les Membres, fondée sur l'égalité et les avantages mutuels, et conforme aux règles de l'OMC et aux principes du marché, favorisait l'amélioration du bien-être des populations du monde entier. L'Australie invite instamment la Chine à donner plein effet à cette conviction en mettant immédiatement un terme à toutes les pratiques sans lien avec le marché, notamment en fournissant des instructions aux entreprises, ainsi qu'aux autres mesures discriminatoires perturbatrices et restrictives pour le commerce visant les produits australiens, et en prenant les mesures nécessaires pour faire en sorte que ses politiques commerciales soient pleinement compatibles avec ses obligations dans le cadre de l'OMC.

7.12. L'Australie se tient prête à dialoguer bilatéralement et à tout moment avec la Chine sur ces questions.

7.13. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

7.14. Le Royaume-Uni tient une nouvelle fois à faire part de son soutien aux préoccupations australiennes concernant les mesures restrictives pour le commerce prises par la Chine. Il importe que les mesures soient appliquées de manière non discriminatoire, prévisible et avec la transparence nécessaire en ce qui concerne les lois en vigueur et les mesures adoptées, conformément aux Accords de l'OMC applicables. Il est indispensable qu'en tant que Membre de l'OMC, la Chine respecte les principes et objectifs fondamentaux du commerce libre et équitable qui sous-tendent le système commercial multilatéral fondé sur des règles.

7.15. Les mesures délibérément orientées vers les marchandises de certains pays pour des raisons politiques risquent de saper l'intégrité du système commercial multilatéral et la confiance qu'il inspire, et d'entraîner des répercussions préjudiciables directes pour les entreprises et les citoyens du monde entier.

7.16. Le Royaume-Uni continue à étudier de près les renseignements relatifs aux mesures restrictives pour le commerce et exhorte la Chine à dialoguer de bonne foi et de manière ponctuelle et réactive, en apportant des éclaircissements aux points soulevés par l'Australie.

7.17. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

7.18. Les États-Unis partagent les préoccupations de l'Australie et restent profondément troublés par les informations communiquées par le pays, qu'ils ont également entendues d'autres sources crédibles.

7.19. Les États-Unis font à nouveau part de leurs préoccupations systémiques concernant le large éventail de mesures restrictives, tant formelles qu'informelles, que la Chine a imposées sur certains

produits australiens de manière abusive, arbitraire et non justifiée. À cet égard, les États-Unis s'inquiètent des informations indiquant que les autorités chinoises ont donné des instructions informelles aux importateurs de ne pas acheter certaines marchandises.

7.20. Les mesures prises par la Chine ne sont pas limitées à l'Australie. Dans de nombreux cas, la Chine applique ces pratiques préjudiciables sans lien avec le marché à l'encontre des Membres de l'OMC vraisemblablement en représailles de questions bilatérales sans lien, par exemple dans le cadre de la discrimination qu'elle exerce à l'égard des produits lituaniens et des produits de l'UE avec un contenu provenant de Lituanie.

7.21. La Chine prétend défendre le "système commercial multilatéral fondé sur des règles", mais ses agissements parlent d'eux-mêmes. Elle continue d'exploiter le système fondé sur des règles à son avantage, en ignorant ou en enfreignant les règles de sorte à causer des préjudices aux autres en vue de favoriser la réalisation de ses objectifs géopolitiques et économiques.

7.22. L'incapacité de la Chine à respecter les normes du commerce mondial et les principes de l'OMC met en péril et compromet le système commercial multilatéral fondé sur des règles et nuit aux relations entre ses Membres.

7.23. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

7.24. Le Canada partage les préoccupations systémiques soulevées par l'Australie et d'autres Membres de l'OMC au sujet des mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce adoptées par la Chine. Le recours systématique de la Chine à des restrictions commerciales incompatibles avec les pratiques internationales établies a des répercussions négatives sur les exportations agricoles et non agricoles du Canada.

7.25. En ce qui concerne l'agriculture, le manque de transparence et de prévisibilité dont fait preuve la Chine dans le cadre de son application des mesures SPS continue de restreindre les exportations canadiennes de produits alimentaires, de végétaux et de produits d'origine animale, qui se heurtent toujours à d'importants retards injustifiés dans les procédures d'approbation de la Chine.

7.26. Compte tenu du fait que la Chine a continué de limiter de manière arbitraire et injustifiable les exportations canadiennes de graines de colza vers le marché chinois, le Canada a demandé la création d'un groupe spécial pour l'OMC.

7.27. En outre, le Canada demeure préoccupé par les perturbations commerciales que provoquent les mesures de lutte contre la COVID-19 appliquées par la Chine pour les importations de produits alimentaires. Les dernières lignes directrices publiées conjointement par l'OMS et la FAO confirment une nouvelle fois que ni les aliments ni les emballages alimentaires ne constituent une voie de propagation des virus à l'origine de maladies respiratoires, dont la COVID-19. Sans preuves scientifiques pour étayer ces mesures, le maintien de la suspension des établissements canadiens producteurs de viande ne peut désormais être considéré que comme un outil de blocage des échanges.

7.28. Alors même que la hausse des prix des produits alimentaires et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales ont des répercussions sur la sécurité alimentaire, le Canada demande à la Chine d'adopter une approche scientifique dans le cadre du processus de prise de décisions et d'application des mesures.

7.29. S'agissant du commerce de produits non agricoles, le Canada fait état de l'apparition de nouveaux obstacles importants au commerce liés aux exigences relatives à la certification des produits, tels que l'élargissement de la portée de l'examen, à tel point que la délivrance de certifications, qui prenait auparavant plusieurs mois, prend à présent plusieurs années pour un même type de produits, comme pour les modifications de produits existants et déjà certifiés.

7.30. Le recours à ces mesures coercitives qui perturbent les échanges met en péril et déstabilise le système commercial international fondé sur des règles, dont la Chine, le Canada et tous les Membres de l'OMC ont bénéficié. Le Canada encourage tous les Membres de l'OMC, y compris la Chine, à respecter leurs engagements dans le cadre de l'OMC.

7.31. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

7.32. L'Union européenne partage les préoccupations soulevées une fois de plus par l'Australie au sein de ce Conseil concernant la mise en œuvre de mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce par la Chine.

7.33. L'Union européenne souhaite saisir cette occasion pour soulever les mêmes questions de principe et de droit. Elle demeure préoccupée par le nombre considérable de mesures alléguées ainsi que par l'éventail de produits et la valeur commerciale cumulés affectés. Elle est également inquiète quant à la forme que semblent revêtir ces mesures. Les règles du GATT couvrent également les mesures informelles. Plus important encore, les réglementations relatives au commerce informelles, non publiées et non transparentes sont par nature contraires aux règles et à l'esprit de l'OMC. Les Membres de l'OMC ne devraient pas adopter de telles mesures, car ce n'est pas ainsi que le commerce international, ou cette Organisation, peuvent fonctionner.

7.34. L'UE est en outre préoccupée par l'objectif allégué visé par les mesures en question. Si la véritable raison de leur adoption est l'intention de punir un Membre, de faire pression sur un Membre ou de contraindre un Membre en raison d'un choix politique qui relève de ses droits, alors, outre la perspective commerciale, ces mesures sont également en contradiction avec le droit international général.

7.35. Au sein de l'Union européenne, les inquiétudes croissantes quant à ces pratiques ont conduit à l'élaboration d'une proposition législative visant à mettre en place un instrument anticoercitif. Cette proposition est actuellement examinée par le législateur de l'Union européenne. En outre, l'Union européenne a récemment engagé une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC contre la Chine au sujet d'une série de mesures ayant une incidence négative sur ses échanges avec la Chine, qui semblent laisser paraître une intention coercitive.

7.36. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

7.37. La Nouvelle-Zélande a un intérêt systémique en ce qui concerne les préoccupations exprimées à ce sujet.

7.38. Comme elle l'a fait remarquer à plusieurs reprises dans un certain nombre d'enceintes, le système commercial multilatéral fondé sur des règles prévoit que tous les Membres, quelles que soient leur taille ou leur capacité commerciale, sont soumis aux mêmes droits et obligations. Cela garantit la prévisibilité et la certitude nécessaires pour veiller à ce que le commerce puisse avoir lieu de manière efficace, et avec le moins de heurts possible. Compte tenu des difficultés auxquelles tous les Membres sont confrontés en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres perturbations, la certitude offerte par le système commercial multilatéral est plus importante que jamais.

7.39. Si les Membres s'écartent de leurs engagements, ou adoptent des mesures correctives ou toute autre mesure prévues dans les Accords de l'OMC de manière arbitraire et à d'autres fins, cela sapera la prévisibilité et la certitude sur lesquelles repose le système. Cela aura également une incidence sur la façon dont le Membre prenant de telles mesures sera perçu.

7.40. L'adoption de mesures entraînant d'importantes perturbations du commerce et manquant de transparence par les Membres de l'OMC sont sources de profondes préoccupations pour la Nouvelle-Zélande, notamment s'agissant des mesures prises à l'encontre d'une série d'exportations en provenance d'Australie et d'autres pays Membres de l'OMC.

7.41. La Nouvelle-Zélande encourage les Membres à se conformer pleinement à leurs obligations dans le cadre de l'OMC, y compris en ce qui concerne la mise en œuvre de mesures correctives commerciales et l'obligation de les appliquer de bonne foi.

7.42. La déléguée du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

7.43. Le Taipei chinois partage les préoccupations systémiques soulevées par l'Australie. Les mesures commerciales coercitives prises par la Chine pour nuire aux intérêts commerciaux de certains Membres sur la base de questions bilatérales sans lien représentent assurément un risque d'ordre systémique pour le système commercial multilatéral fondé sur des règles.

7.44. Le Taipei chinois fait observer que l'Australie exprime depuis longtemps des inquiétudes concernant une série de mesures perturbatrices imposées par la Chine, de manière formelle ou informelle. Il note également que la Chine impose depuis le début de l'année des mesures commerciales discriminatoires à l'encontre des produits lituaniens ou de tout produit avec un contenu provenant de Lituanie.

7.45. Le Taipei chinois a également fait l'expérience de l'approche non constructive adoptée par le pays dans le cadre de son application de prescriptions SPS injustifiées pour l'exportation de fruits en provenance du Taipei chinois vers la Chine. Cette préoccupation commerciale spécifique avait été soulevée lors d'une réunion précédente du Comité SPS. Par conséquent, le Taipei chinois appelle une fois de plus la Chine à accepter le dialogue en vue de résoudre ce problème persistant et à appliquer ses mesures commerciales dans le respect des principes et obligations de l'OMC.

7.46. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

7.47. Comme indiqué à la précédente réunion du CCM, le Japon partage les préoccupations exprimées par l'Australie concernant les mesures commerciales de la Chine, y compris les mesures correctives commerciales, qui devraient être mises en œuvre dans le cadre des Accords de l'OMC et devraient être conformes aux Accords de l'OMC applicables en ce qui concerne les procédures et l'établissement des faits.

7.48. Comme les Membres l'ont indiqué pendant l'examen de la politique commerciale (EPC) de la Chine, ses mesures gouvernementales, mises en œuvre de manière informelle ou non divulguée, sont problématiques du point de vue du protocole d'accèsion de la Chine à l'OMC, ainsi que du principe de transparence à l'OMC. Le Japon estime qu'il est important que la Chine assure la transparence de ses mesures pertinentes.

7.49. Si la Chine applique des mesures commerciales d'une manière arbitraire, comme indiqué, cela entre en contradiction avec le système commercial international, qui est fondé sur des règles libres et équitables. Le Japon espère que la Chine répondra aux préoccupations de l'Australie de bonne foi et de manière ponctuelle.

7.50. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

7.51. La Chine a fourni à maintes reprises des explications au sujet de ces mesures commerciales bilatérales entre la Chine et l'Australie, une question qui a été soulevée par l'Australie aux précédentes réunions de ce Conseil et devant d'autres comités concernés. La Chine souhaite renvoyer aux déclarations qu'elle avait faites à de précédentes réunions du CCM.⁸

7.52. La Chine tient à rappeler que les mesures prises par les autorités chinoises à l'encontre de certaines exportations australiennes visent à protéger les droits et intérêts légitimes des branches de production nationales, ainsi que la sécurité des consommateurs. Ces mesures sont compatibles avec les lois et règlements chinois et avec les règles de l'OMC. En outre, la Chine a notifié ces mesures à l'Australie et la communication à ce sujet entre les autorités gouvernementales des deux pays est ouverte.

7.53. La Chine souhaite également partager certaines données commerciales récentes. En 2021, les échanges bilatéraux entre la Chine et l'Australie ont enregistré une progression rapide, de 35,1%, pour atteindre 231 milliards d'USD. En ce qui concerne le premier trimestre de l'année 2022, le commerce bilatéral a continué de croître de 2,4% en glissement annuel.

7.54. Par ailleurs, la Chine a écouté attentivement les interventions faites par les Membres. Elle estime que certaines de ces interventions ont dépassé le cadre de la question du commerce bilatéral entre la Chine et l'Australie et sont indûment liées à d'autres questions commerciales sans rapport. La Chine invite instamment les Membres à concentrer leur attention sur cette question commerciale spécifique dans le cadre de leurs déclarations.

7.55. Certains Membres ont évoqué la coercition économique et les pratiques non liées au marché. La Chine tient à indiquer clairement qu'elle s'oppose à ces pratiques, dont elle est d'ailleurs

⁸ Document G/C/M/141, paragraphes 15.43 et 15.44.

elle-même victime. Les entreprises de haute technologie chinoises sont menacées par diverses mesures de restriction de l'accès aux marchés ciblées imposées par certains Membres. Les entreprises de production d'acier et d'aluminium chinoises sont visées par 232 mesures tarifaires imposées par un Membre sous le prétexte de la sécurité nationale. Aussi, il ne fait nul doute que la Chine s'oppose à la coercition économique et aux pratiques non liées au marché. Cela étant dit, la Chine exhorte à nouveau les Membres à se concentrer expressément sur la question commerciale à l'examen dans le cadre de leurs déclarations.

7.56. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

8 CHINE – RÈGLEMENT SUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PRODUITS COSMÉTIQUES (CSAR) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'Australie, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE

8.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne.

8.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

8.3. Il est regrettable que les États-Unis doivent continuer à réitérer leurs graves préoccupations et il est impératif de trouver une solution répondant à leurs inquiétudes concernant l'élaboration par la Chine du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) et de ses mesures d'application. Malgré un engagement multilatéral et bilatéral continu de la part des États-Unis, de leur branche de production et d'autres Membres de l'OMC et parties prenantes, de graves préoccupations commerciales demeurent.

8.4. Premièrement, les États-Unis sont très préoccupés par le fait que le seul moyen offert par la Chine aux importateurs pour établir leur conformité aux bonnes pratiques de fabrication comporte des essais sur les animaux, à moins que leurs gouvernements respectifs ne délivrent des certificats d'exportation relatifs aux bonnes pratiques de fabrication (BPF). Fournir aux entreprises un moyen d'établir leur conformité avec les lignes directrices de la norme ISO 22716 relatives aux BPF des produits cosmétiques permettrait de déterminer de manière beaucoup plus efficace si ces entreprises respectent les BPF que les essais sur les animaux. Les États-Unis contestent également la réponse fournie par la Chine aux observations formulées par plusieurs Membres de l'OMC selon laquelle ses prescriptions en matière de BPF applicables aux produits importés et aux produits nationaux sont équivalentes. À cet égard, ils demandent une nouvelle fois à la Chine d'envisager des moyens occasionnant moins de perturbations pour le commerce afin que les importateurs américains respectent les prescriptions chinoises d'exemption d'essais sur les animaux, comme des certificats de conformité avec la norme ISO relative aux produits cosmétiques, établis par une seconde ou une tierce partie. D'autre part, les États-Unis demandent à nouveau à la Chine de faire preuve de flexibilité et de transparence quant aux gouvernements ou aux autres certificats BPF ou licences de production dont elle acceptera qu'ils apportent la preuve de la conformité.

8.5. Deuxièmement, les États-Unis comprennent que les bonnes pratiques de fabrication pour les produits cosmétiques ont été publiées en janvier et entreront en vigueur en juillet 2022. Les États-Unis demandent une fois de plus à la Chine de confirmer qu'aux fins des inspections à l'étranger, les fabricants étrangers seront considérés comme étant en conformité avec la norme BPF chinoise, tel que prévu à l'article 17 des Dispositions relatives à la gestion des dossiers d'enregistrement et de notification des cosmétiques (un projet qui a été notifié sous la cote G/TBT/N/CHN/1524), s'ils sont en conformité avec les normes BPF internationales.

8.6. Troisièmement, les États-Unis restent préoccupés par le fait que le CSAR et ses mesures d'application exigent des renseignements exagérément détaillés pour évaluer la conformité et atteindre les objectifs réglementaires de la Chine. Ils sont déçus que la Chine n'ait pas réduit ces prescriptions très contraignantes. Ils demandent à l'Administration nationale des produits médicaux de reconsidérer l'étendue des prescriptions en matière de renseignements.

8.7. Quatrièmement, les États-Unis considèrent que la Chine n'a pas répondu aux préoccupations selon lesquelles les exceptions aux dispositions protégeant les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) et la référence au Règlement sur la divulgation d'informations gouvernementales de la Chine pourraient compromettre la protection des secrets commerciaux et des RCC. Ils

demandent à la Chine de préciser si elle va mettre en place un mécanisme spécifique permettant aux entreprises d'indiquer à l'Administration nationale des produits médicaux (NMPA) quand les renseignements fournis doivent être considérés comme des secrets commerciaux et des RCC, afin de protéger ces renseignements contre toute divulgation non autorisée. Ils demandent que la NMPA fournisse un mécanisme permettant de garantir que le traitement des RCC est surveillé et juridiquement exécutoire en Chine.

8.8. Cinquièmement, les États-Unis demandent à la Chine de ne pas exiger la répétition des essais dans des laboratoires qui ont obtenu l'accréditation métrologique chinoise, si les entreprises fournissent des résultats d'essai issus d'autres laboratoires qui sont conformes aux prescriptions de la Chine. Ils demandent à la Chine d'envisager d'accepter les résultats d'essai effectués par des laboratoires certifiés conformes aux bonnes pratiques de laboratoire ou aux bonnes pratiques cliniques, conformément aux lignes directrices du Conseil international d'harmonisation des conditions techniques pour l'enregistrement des produits pharmaceutiques à l'usage de l'homme (CIH).

8.9. Sixièmement, les États-Unis restent préoccupés par les nouvelles prescriptions relatives à l'étiquetage des produits cosmétiques, qui pourraient créer des obstacles non nécessaires au commerce. Comme cela a été expliqué précédemment, les États-Unis demandent à la Chine de ne pas exiger que les entreprises indiquent le nom du fabricant du produit sur l'étiquette du produit et d'autoriser l'emballage et l'étiquetage étrangers, dès lors que les renseignements relatifs à la sécurité et aux allégations concernant le produit étranger ne soient pas en contradiction avec l'étiquette chinoise.

8.10. Septièmement, les États-Unis sont préoccupés, compte tenu de l'ampleur de certaines nouvelles prescriptions du CSAR, du fait que la Chine n'a pas régulièrement notifié ses périodes de transition concernant les nouvelles prescriptions du CSAR aux fins de la présentation d'observations publiques. Les États-Unis demandent à la Chine d'accorder aux importateurs et aux fabricants au moins deux à trois années pour actualiser les enregistrements existants et pour vendre les produits déjà sur le marché dans le cadre des inventaires en cours.

8.11. Les États-Unis lui demandent de reporter l'achèvement des mesures additionnelles jusqu'à ce qu'il soit répondu aux préoccupations commerciales soulevées par les États-Unis et par de nombreux autres Membres de l'OMC.

8.12. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

8.13. L'Union européenne tient à réaffirmer ses préoccupations déjà soulevées aux précédentes réunions du CCM (tenues en juillet et novembre 2021) au sujet du CSAR en vigueur depuis le 1^{er} mai 2021, notamment en ce qui concerne: i) la divulgation obligatoire, pendant le processus d'enregistrement, de renseignements commerciaux sensibles qui touchent aux droits de propriété intellectuelle des entreprises concernées. À cet égard, l'UE demande à la Chine d'envisager la possibilité d'exiger un accès permanent aux dossiers des entreprises afin d'examiner les données sensibles, mais sans imposer l'obligation de les intégrer à une base de données externe; ii) le volume de renseignements exigés pour la notification de nouveaux ingrédients, ainsi que les problèmes potentiels concernant la divulgation de tels renseignements après un certain temps. Plus particulièrement, la législation chinoise exige que les spécifications communiquées par le fabricant de matières premières et la composition des ingrédients déclarée par les entreprises de cosmétiques dans leur demande d'agrément pour les produits correspondent exactement, toute discordance entre les informations fournies par le producteur de matières premières et les entreprises de cosmétiques rendant la demande présentée par ces dernières non valables. Sachant que la composition exacte des matières premières n'est jamais totalement stable et peut, dans une certaine mesure, évoluer avec le temps, il est presque impossible de garantir une parfaite cohérence entre les données. En outre, l'accès à la base de données permettrait de faire la lumière sur la formulation des produits cosmétiques. L'UE encourage la Chine à accepter la transmission d'une fourchette de valeurs plutôt que des chiffres correspondants exacts; et iii) la nécessité de publier un résumé détaillé de l'évaluation d'efficacité, qui pourrait porter préjudice aux secrets commerciaux.

8.14. L'Union européenne estime que ces prescriptions sont plus rigoureuses que nécessaire pour garantir la sécurité des consommateurs et la traçabilité des ingrédients utilisés dans les cosmétiques, et qu'elles s'écartent de la pratique internationale. Un tel niveau de renseignement n'est exigé nulle

part ailleurs dans le monde à des fins de notification et d'enregistrement, et la sécurité des consommateurs est toujours assurée.

8.15. Enfin, l'Union européenne souhaite réitérer son observation selon laquelle une approche différenciée est nécessaire entre les nouveaux produits et ceux qui sont déjà sur le marché, ce qui permettrait d'éviter la situation dans laquelle l'offre de produits pourrait être interrompue pour une longue période en raison du temps insuffisant accordé à la branche de production et aux autorités de supervision pour se préparer.

8.16. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

8.17. L'Australie respecte le droit des Membres à mettre en œuvre des mesures techniques pour atteindre des objectifs politiques légitimes et conformément à leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Néanmoins, elle reste préoccupée par le fait que les mesures relevant du CSAR de la Chine, ainsi que divers règlements d'application, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} mai 2021, sont plus contraignants que nécessaire. Dans ce contexte, l'Australie demande à la Chine de bien vouloir chercher à atteindre son objectif d'assurer la sécurité et la qualité des produits cosmétiques importés en utilisant des mesures moins restrictives pour le commerce.

8.18. L'Australie demande à la Chine de ménager une période de transition jusqu'à au moins janvier 2023 pour permettre aux fabricants de cosmétiques d'examiner les prescriptions énoncées dans le règlement et d'adapter leurs processus. Elle prie également la Chine d'expliquer pourquoi elle a maintenu sa prescription imposant des essais obligatoires sur les animaux pour les produits cosmétiques destinés à être utilisés sur des enfants, quel que soit le niveau de risque que présentent les produits en question. Les exportateurs australiens sont préoccupés par les mesures contraignantes et rigides prévues dans le cadre du CSAR, notamment les prescriptions relatives aux essais et à l'enregistrement, et les prescriptions visant à fournir des renseignements détaillés sur les processus de production et d'autres aspects liés à la propriété intellectuelle.

8.19. L'Australie rappelle qu'elle est un fournisseur fiable de produits cosmétiques sûrs et de qualité élevée sur le plan national et sur les marchés internationaux. Comme il l'a déclaré à plusieurs occasions, le gouvernement australien se tient prêt à travailler avec la Chine et à discuter du CSAR et des systèmes respectifs des deux pays en matière de réglementation des produits cosmétiques.

8.20. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

8.21. Le Japon note que la Chine a présenté des notifications concernant le CSAR et ses règlements d'application connexes. Depuis la réunion du Comité OTC de mars 2019, le Japon a continué de faire part de ses préoccupations quant au règlement susmentionné ainsi qu'aux règlements d'application connexes.

8.22. Le Japon souhaite souligner qu'il existe un problème au niveau de l'évaluation de la sécurité et de l'efficacité des cosmétiques, dans la mesure où la Chine n'approuve que les résultats vérifiés par ses laboratoires d'essai nationaux et n'accepte pas les normes et méthodes d'analyse reconnues au niveau international, telles que celles de l'ISO.

8.23. En outre, lorsqu'un fabricant de cosmétiques enregistre des produits cosmétiques auprès des autorités chinoises, il est tenu de fournir des renseignements relatifs aux fabricants des matières premières contenues dans ces produits. Or ces renseignements doivent être actualisés à chaque changement de fabricant de matières premières. Cette pratique fait peser une lourde charge sur le fabricant de cosmétiques, tandis que la pratique internationale consiste à fournir les renseignements relatifs aux fabricants de matières premières au moment où les produits sont mis sur le marché, plutôt qu'au moment de l'enregistrement, lorsque les autorités le demandent.

8.24. Le Japon demande à la Chine de veiller à ce que le CSAR soit formulé et mis en œuvre conformément à l'article 2.2 de l'Accord OTC et sans s'écarter de la norme internationale.

8.25. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

8.26. La République de Corée se félicite de la coopération continue entretenue par la Chine par voies bilatérales, notamment en ce qui concerne sa réglementation sur les cosmétiques. Toutefois,

compte tenu de l'importance de l'industrie des cosmétiques pour les deux pays, la Corée se fait l'écho des préoccupations exprimées par d'autres Membres et demande à la Chine de traiter cette question rapidement.

8.27. En ce qui concerne le CSAR de la Chine, la République de Corée estime, comme elle l'a fait savoir aux précédentes réunions du Comité OTC, que les prescriptions chinoises sont plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs visant à garantir la sécurité des produits et la conformité avec les normes de son marché intérieur. Par exemple, en vertu du règlement, les exportateurs vers la Chine sont tenus de spécifier dans leurs demandes d'agrément les données relatives aux sources et à la qualité de tous les ingrédients entrant dans la composition des produits cosmétiques. La Corée considère que les renseignements exigés sont plus nombreux que ceux requis par tout autre pays. Par ailleurs, ces renseignements peuvent comprendre un certain nombre de secrets commerciaux qui sont essentiels pour les entreprises. De la même manière, la Corée estime que les prescriptions en matière d'étiquetage de la Chine sont plus rigoureuses que nécessaire par rapport aux pratiques reconnues sur le plan international.

8.28. Par conséquent, la République de Corée demande à la Chine de fournir des précisions au sujet des prescriptions énoncées dans son règlement ainsi que leur raison d'être, tout en l'encourageant à harmoniser sa réglementation avec les pratiques internationales afin de ne pas créer d'obstacles inutiles au commerce.

8.29. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

8.30. La Nouvelle-Zélande se félicite des efforts déployés par la Chine en vue de moderniser son système de réglementation pour les produits cosmétiques ainsi que de la possibilité de formuler des observations au sujet d'éléments spécifiques du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques de la Chine.

8.31. Bien qu'elle se félicite de l'intention de la Chine de renforcer la sécurité sanitaire et l'assurance de la qualité, la Nouvelle-Zélande souhaite l'encourager à faire en sorte que la facilitation des échanges soit prise en compte dans la mise en œuvre des règlements.

8.32. La Nouvelle-Zélande note que, dans le cadre des mesures, les produits cosmétiques n'ayant pas fait l'objet d'essais sur les animaux ne peuvent entrer sur le marché chinois que si une certification BPF est délivrée par un organisme de réglementation. Les produits cosmétiques non destinés à un usage spécial sont considérés comme des produits à faible risque dans de nombreux pays, y compris la Nouvelle-Zélande, et, pour cette raison, ne sont pas assujettis à une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation.

8.33. Bien que la Nouvelle-Zélande accueille favorablement l'instauration de solutions de substitution aux essais obligatoires sur les animaux pour les produits importés, comme d'autres pays, elle est déçue que les mesures ne prévoient pas de certification BPF délivrée par un organisme autre qu'un organisme de réglementation ou d'autres mécanismes de facilitation des échanges pour fournir des garanties des produits. Il apparaît que cela signifie que les prescriptions relatives aux essais sur les animaux continueront de s'appliquer aux Membres qui ne peuvent pas fournir de certification BPF délivrée par un organisme de réglementation pour les produits cosmétiques importés en Chine. Pour cette raison, ces prescriptions constitueront un obstacle important et non nécessaire au commerce des produits cosmétiques importés, en particulier lorsque les produits sont certifiés comme étant fabriqués en totale conformité avec la norme ISO 22716 pertinente par un organisme non gouvernemental réputé.

8.34. La Nouvelle-Zélande souhaiterait mieux comprendre dans quelle mesure la Chine a envisagé d'autres solutions moins restrictives pour le commerce. Elle encourage la Chine à dialoguer directement avec elle et les autres Membres concernés pour trouver un mécanisme de facilitation des échanges permettant de démontrer la conformité aux BPF, sans imposer de prescriptions relatives aux essais sur les animaux.

8.35. La Nouvelle-Zélande demande en outre à la Chine de faire preuve de flexibilité en ce qui concerne les prescriptions relatives aux essais des produits. En particulier, la Nouvelle-Zélande encourage la Chine à accepter les rapports d'essai issus de laboratoires agréés et situés hors de Chine. Si les rapports d'essai issus d'organismes agréés au niveau international installés hors du

territoire chinois ne sont pas acceptés, cela créera alors des obstacles au commerce importants et inutiles pour les exportateurs qui envoient des produits en Chine et sur plusieurs autres marchés. Ménager une flexibilité permettant d'accepter les rapports d'essai issus de laboratoires agréés installés hors du territoire chinois faciliterait les échanges et serait conforme aux meilleures pratiques internationales.

8.36. La Nouvelle-Zélande est également préoccupée, comme un certain nombre de Membres, par le fait que la Chine exige une divulgation plus détaillée de la formule des produits que ce qui est exigé sur d'autres marchés, y compris les sources spécifiques de chaque ingrédient. À cet égard, elle encourage la Chine à limiter les prescriptions en matière de divulgation à ce qui est nécessaire pour garantir la sécurité des produits sur le marché intérieur chinois, en particulier celles concernant les renseignements sensibles pour ne pas compromettre la propriété intellectuelle.

8.37. La Nouvelle-Zélande attend avec intérêt de poursuivre le dialogue avec la Chine sur les mesures qu'elle propose concernant le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et elle apprécie la réponse de la Chine aux préoccupations qu'elle et d'autres Membres ont soulevées.

8.38. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

8.39. La Chine a fourni de longues explications détaillées sur cette question à la réunion du Comité OTC de mars 2022. Elle renvoie à la déclaration qu'elle a faite à cette réunion et, pour gagner du temps, ne souhaite souligner brièvement que les quelques points suivants aujourd'hui: i) en ce qui concerne la protection des secrets commerciaux, la Chine réaffirme que, conformément aux lois et réglementations chinoises, son Administration nationale des produits médicaux protégera rigoureusement les secrets commerciaux des entreprises dans le cadre des processus d'enregistrement et d'agrément; ii) en ce qui concerne l'étiquetage des produits cosmétiques, les Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques n'exigent pas que le contenu des étiquettes en chinois corresponde exactement au contenu des étiquettes figurant sur l'emballage original. Elles requièrent que la teneur des allégations relatives à la sécurité et à l'efficacité du produit corresponde à celle indiquée sur l'étiquette originale. S'agissant des ingrédients résiduels, les fabricants de cosmétiques peuvent indiquer sur l'étiquette les matières premières présentes en très faible quantité mais ayant un certain nombre d'effets, pour autant que l'étiquette satisfasse aux exigences en matière d'allégations relatives à l'efficacité. En ce qui concerne les informations relatives au fabricant du produit et à son emplacement, les renseignements pertinents doivent être indiqués sur l'étiquette et ne doivent pas créer de confusion chez les consommateurs, conformément aux Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques; iii) en ce qui concerne la méthode appliquée par la Chine en matière d'inspection des produits cosmétiques, le pays n'exige pas que l'évaluation de l'innocuité toxicologique soit effectuée uniquement par l'intermédiaire d'essais sur les animaux. Il est également permis de recourir à d'autres méthodes; iv) en ce qui concerne l'organisme d'inspection des cosmétiques, les produits cosmétiques utilisés pour le blanchiment, la protection solaire et la prévention de la perte de cheveux sont traités comme des cosmétiques spéciaux. Le rapport d'essai d'évaluation de l'efficacité concernant ce type de produits doit être présenté au moment de l'enregistrement. Par conséquent, les essais d'évaluation de l'efficacité doivent être réalisés par des organismes d'inspection aux fins de l'enregistrement et de l'agrément des produits cosmétiques. Ces organismes doivent être habilités à effectuer les inspections et les essais pour les produits cosmétiques (accréditation CMA). Cependant, la Chine n'interdit pas aux organismes d'inspection étrangers de devenir des organismes d'inspection aux fins de l'enregistrement et de l'agrément des cosmétiques. À l'heure actuelle, de nombreux laboratoires d'organismes d'inspection étrangers installés en Chine ont obtenu la certification CMA des cosmétiques et ont entrepris des inspections aux fins de l'enregistrement et de l'agrément de produits cosmétiques; v) en ce qui concerne les essais toxicologiques, conformément au principe de non-discrimination, les produits cosmétiques ordinaires nationaux et importés pourraient bénéficier d'une dérogation lorsque la certification relative à une gestion de la qualité de la production correspondante délivrée par les autorités gouvernementales compétentes est obtenue à la suite d'une évaluation appropriée des risques en matière de sécurité.

8.40. En ce qui concerne les produits cosmétiques pour enfants, en raison de l'insuffisance de données en lien avec l'évaluation de la sécurité, la Chine estime que la sécurité des produits cosmétiques pour enfants doit être déterminée à la fois sur la base d'une évaluation de la sécurité et des essais toxicologiques requis.

8.41. S'agissant de la gestion de la qualité, les principes de base et les prescriptions énoncés dans les "Bonnes pratiques en matière de gestion de la qualité de la production des produits cosmétiques" sont conformes à ceux figurant dans la norme ISO 22716. En outre, ils sont alignés sur les prescriptions internationales en vigueur visant à normaliser la gestion de la qualité de la production des cosmétiques en Chine et à garantir la sécurité de ces produits.

8.42. La Chine continuera de dialoguer avec les Membres intéressés sur cette question.

8.43. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

9 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CERTAINES LÉGUMINEUSES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE

9.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne.

9.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

9.3. Les préoccupations de l'Australie concernant les mesures restrictives de l'Inde sur les importations de légumineuses, en particulier les restrictions quantitatives de l'Inde, sont bien connues. Bien qu'elle ait précédemment salué les diverses suspensions temporaires par l'Inde des nouvelles restrictions quantitatives pour les haricots mungo (moong), les pois cajan (tur) et les haricots à grain noir (urad), ces suspensions ne répondent pas aux préoccupations sous-jacentes de l'Australie ni à sa demande maintenue de suppression permanente des restrictions quantitatives.

9.4. L'Australie a déjà déclaré, au sein de ce Conseil et dans d'autres organes compétents de l'OMC, qu'elle estime que l'Inde utilise ces mesures incompatibles avec les règles de l'OMC comme un moyen permanent de gérer les importations de manière souple en fonction de l'évolution de la situation intérieure. Elle comprend que la suspension temporaire des restrictions quantitatives et l'imposition de limites de stocks intérieurs pour certaines légumineuses visaient à répondre aux préoccupations concernant l'inflation des prix des légumineuses. L'Australie fait également remarquer que, dans le même temps, l'Inde a continué à augmenter les prix de soutien minimaux pour une série de légumineuses. Cela renforce ses préoccupations quant à la manière dont l'Inde utilise les restrictions quantitatives.

9.5. Les légumineuses ne sont pas un produit de base sans importance pour l'Inde, ni en termes de tonnage, ni en termes de valeur de production et de consommation, ni en termes de commerce. Par conséquent, les mesures prises par l'Inde sont importantes sur le marché mondial des légumineuses. L'ensemble actuel de mesures de l'Inde sur les légumineuses, y compris des niveaux importants de soutien des prix du marché, des droits de douane élevés et des restrictions quantitatives, continue d'avoir un impact négatif sur la stabilité et la prévisibilité du marché mondial des légumineuses, au détriment de tous les producteurs et consommateurs, y compris ceux de l'Inde.

9.6. L'Australie et les coauteurs de ce point de l'ordre du jour ont soumis de nombreuses questions officielles à l'Inde dans diverses instances de l'OMC, y compris au sein de ce Conseil. Il importe qu'elle fournisse des réponses détaillées afin d'expliquer les conditions de marché et autres qui sous-tendent ses décisions, y compris la suspension temporaire, et de démontrer en quoi ses mesures sont compatibles avec les règles de l'OMC. Si les Accords de l'OMC prévoient des exceptions, l'Australie rappelle qu'il incombe au Membre qui met en œuvre la mesure d'expliquer comment ces exceptions peuvent s'appliquer.

9.7. L'Australie se félicite de la récente décision de l'Inde d'autoriser la libre importation des haricots à grain noir (urad) et des pois cajan (tur). Elle regrette néanmoins que cette autorisation ne s'applique que jusqu'au 31 mars 2023 et ne vise pas les pois jaunes ou les haricots mungo. Par conséquent, l'Australie demande à l'Inde d'expliquer clairement ce qu'il en est de toutes ses restrictions quantitatives restantes sur les légumineuses, ainsi que des restrictions quantitatives sur les pois jaunes et les haricots mungo pour l'exercice 2022-2023.

9.8. L'Inde doit fournir une certitude et une stabilité aux exportateurs, aux commerçants et au marché mondial des légumineuses, ce qui ne sera pas réalisé en continuant d'appliquer d'éventuelles "suspensions temporaires" à de prétendues "mesures temporaires" qui sont maintenant en place

depuis août 2017. L'Australie demande à l'Inde de répondre à ses questions et de supprimer définitivement les restrictions quantitatives.

9.9. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

9.10. Comme il l'a déjà fait remarquer devant ce Conseil et dans le cadre d'autres comités, le Canada demeure préoccupé par les mesures restrictives pour le commerce prises par l'Inde, telles que les restrictions quantitatives, les prix minimaux à l'importation, la limitation des importations à un seul port maritime et l'incertitude suscitée par les modifications fréquentes des tarifs appliqués aux importations de légumineuses, en particulier les pois secs.

9.11. Le Canada continue de mettre en doute les justifications fournies par l'Inde au sujet de ces mesures restrictives pour le commerce et lui demande de mettre immédiatement en œuvre des mesures de substitution et de facilitation des échanges pour l'importation de légumineuses.

9.12. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

9.13. L'Union européenne souscrit pleinement aux interventions faites par l'Australie et le Canada. Comme indiqué précédemment, l'Union européenne reste préoccupée par les restrictions à l'importation de certaines légumineuses imposées par l'Inde et lui demande instamment de garantir la certitude et la stabilité de son régime d'importation de légumineuses.

9.14. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

9.15. Les États-Unis partagent les préoccupations soulevées par d'autres Membres au sujet des restrictions quantitatives visant certaines variétés de légumineuses appliquées par l'Inde.

9.16. De la même manière qu'ils l'ont récemment déclaré dans le cadre du Comité des licences d'importation, du Comité de l'agriculture et du Comité de l'accès aux marchés, les États-Unis réitèrent leurs demandes précédentes d'informations sur la manière dont les mesures reflètent les engagements de l'Inde dans le cadre de l'OMC et sur le moment et la manière dont il sera mis fin à ces mesures.

9.17. Prenant note du fait que, plus tôt cette année, l'Inde a rétabli des restrictions sur certaines légumineuses, les États-Unis continuent de prier instamment l'Inde d'envisager des prescriptions moins restrictives pour le commerce et de notifier en temps utile les mesures et règlements futurs pertinents.

9.18. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

9.19. L'Argentine souhaite s'associer à la préoccupation soulevée. Cette mesure vise deux des principales légumineuses exportées par l'Argentine à destination de l'Inde: les pois jaunes et les haricots mungo. Les dernières mesures mises en œuvre dans ce domaine ont représenté un problème pour les produits qui étaient déjà en cours d'expédition vers l'Inde lorsque ce pays a une nouvelle fois notifié la restriction d'accès. Comme cela a déjà été mentionné, l'Argentine ne sait pas s'il s'agit de mesures temporaires ou si elles continueront à être appliquées dans le temps. À l'instar des Membres qui se sont exprimés avant elle, l'Argentine réitère sa préoccupation quant à l'incertitude que cette mesure génère pour ses exportateurs.

9.20. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

9.21. L'Inde remercie les délégations de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne pour l'intérêt constant qu'elles portent à cette question. Comme cela a été expliqué lors des précédentes réunions du Comité de l'accès aux marchés, ainsi que devant le CCM, les mesures adoptées par l'Inde demeurent temporaires et sont prises dans le but de maintenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit d'un domaine revêtant une importance capitale pour l'économie indienne et les politiques relatives à l'importation sont régulièrement revues et mises à jour.

9.22. La notification n° 63/2015-2020 de l'Inde, présentée par la Direction générale du commerce extérieur le 29 mars 2022, relative à la politique d'importation en franchise de l'urad (SH 07133110)

et du tur ou pois d'Angole (SH 07136000) a été prolongée jusqu'au 31 mars 2023. S'agissant des modifications apportées au régime d'importation des haricots mungo, la mesure a déjà été notifiée au Comité des licences d'importation au titre de l'article 5:1 à 5:4.

9.23. La notification de l'Inde sur les restrictions quantitatives, publiée sous la cote G/LIC/N/3/IND/21, présentée conformément à l'obligation de notification prévue par l'article 7:3 et distribuée le 20 janvier 2022, décrit clairement et en toute transparence le contexte dans lequel s'inscrivent ces mesures.

9.24. En outre, les notifications présentées par l'Inde sous les cotes G/LIC/N/2/IND/19 et G/LIC/N/2/IND/20 en vertu de l'article 5:1 à 5:4 de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation montrent clairement que le pays communique de manière transparente sur cette question. Ces notifications montrent également que le processus de révision des restrictions à l'importation est flexible, dynamique et constant. L'Inde continue en outre de réexaminer les mesures en question.

9.25. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

10 ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE – RESTRICTIONS À L'EXPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES ET DE PRODUITS HYDROBIOLOGIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE PÉROU

10.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Pérou.

10.2. Le délégué du Pérou a indiqué ce qui suit:

10.3. Le Pérou présente aux Membres de l'OMC sa préoccupation commerciale concernant différentes mesures restrictives appliquées par le gouvernement de l'État plurinational de Bolivie aux exportations péruviennes de produits agricoles, qui établissent des blocages à l'entrée sur le marché bolivien de produits importants originaires du Pérou, tels que les pommes de terre et les oignons, ainsi qu'à l'exportation de truites entières. À cet égard, il convient d'indiquer que la Bolivie a appliqué les mesures suivantes, qui sont contraires aux dispositions de l'article XI du GATT de 1994.

10.4. Les autorités gouvernementales boliviennes ont pris, avec le secteur privé, des engagements à court, moyen et long termes visant notamment à contrôler et à restreindre l'accès des produits agricoles au marché bolivien en augmentant les tarifs et en imposant des mesures restrictives non tarifaires telles que l'application de contingents.

10.5. L'autorité sanitaire bolivienne a indiqué qu'en vertu de sa réglementation, seuls les animaux éviscérés pouvaient être commercialisés et, en raison de son cadre réglementaire, d'autres types de produits ne pourraient pas être acceptés, alors que cinq ans auparavant, la même autorité avait approuvé un certificat sanitaire destiné à l'exportation de truites entières péruviennes, et qu'il n'y a pas de justification technique qui étaye cette interdiction.

10.6. En outre, la Bolivie a appliqué des mesures qui sont contraires aux dispositions de l'Accord SPS, telles que la non-délivrance du permis phytosanitaire pour l'importation de produits agricoles péruviens tels que les pommes de terre et les oignons; la non-réalisation de la procédure d'inspection phytosanitaire pour les produits agricoles périssables originaires du Pérou; le rejet de l'importation d'envois de pommes de terre sans qu'il soit démontré qu'il y a une justification technique pour l'application d'une interdiction en tant que mesure d'urgence; l'absence de notification des projets de réglementations susceptibles d'affecter le commerce au Comité SPS.

10.7. Ces actions seraient également contraires aux accords bilatéraux entre le Pérou et la Bolivie, qui incluent la résolution de tout type de problème affectant le commerce bilatéral des produits agricoles en garantissant la délivrance de permis phytosanitaires et la conduite des inspections phytosanitaires à la frontière.

10.8. Compte tenu de ce qui précède, et comme mentionné devant le Comité SPS, les actions de la Bolivie seraient contraires aux dispositions du GATT, de l'Accord SPS et des accords entre les deux

parties, de sorte que le Pérou demande à la Bolivie de mettre fin à toute restriction *de jure ou de facto* appliquée aux exportations de produits périssables et de truites entières du Pérou.

10.9. La déléguée de l'État plurinational de Bolivie a indiqué ce qui suit:

10.10. La délégation de l'État plurinational de Bolivie prend note des préoccupations du Pérou. Bien que cette question soit actuellement traitée au niveau régional au sein de la Communauté andine (CAN) et qu'elle ait également été examinée moins d'un mois auparavant par le Comité SPS, la Bolivie estime qu'il est important de réaffirmer sa position et de consigner et porter à l'attention des Membres les informations pertinentes concernant les requêtes du Pérou.

10.11. Les effets allégués mentionnés par le pays voisin de la Bolivie concernant les blocages (*de facto*) au cours des trois dernières années ont été largement abordés au niveau bilatéral sous diverses formes, à savoir des réunions techniques avec les autorités sanitaires des deux pays ou encore des réunions de haut niveau entre vice-ministres et ministres, et ont notamment donné lieu à des engagements contractés dans le cadre de la réunion du Conseil binational qui s'est tenue à la fin de 2021. Les accords conclus lors de ces réunions portaient sur les difficultés techniques et les aspects essentiels qui ont été relevés dans les deux pays et qui, dans un esprit de transparence et de bonne foi, ont été notifiés à l'autorité sanitaire péruvienne. Les accords conclus à ce jour sont en cours de mise en œuvre par les deux parties.

10.12. Le Pérou a déclenché le mécanisme de règlement des différends au niveau régional, ce qui attire d'autant plus l'attention sur le fait que la question continue d'être abordée systématiquement, dans toutes les enceintes, sans qu'un délai raisonnable ne soit accordé au Pérou et à la Bolivie pour honorer les engagements convenus bilatéralement ou, le cas échéant, pour se conformer à la décision du Secrétaire général de la Communauté andine.

10.13. Dans ce contexte, la Bolivie souhaite réaffirmer qu'elle n'a appliqué aucune mesure restrictive à l'entrée de produits agricoles périssables d'origine péruvienne et que, en tout état de cause, cela est attesté par le fait que des permis phytosanitaires pour l'importation sont délivrés régulièrement, ainsi qu'en témoigne le système Gran Paititi. On ne peut affirmer qu'ils sont délivrés "à peine ou de manière discrétionnaire", voire qu'ils ne sont pas délivrés du tout, comme l'a déclaré le délégué péruvien, puisque selon les données du système, 814 permis ont été délivrés pour l'année 2021 uniquement. Le taux de délivrance desdits permis a évidemment fluctué en raison de facteurs externes tels que la COVID-19, la nature saisonnière de la production agricole et le comportement du marché (qui affecte la volonté des utilisateurs importateurs), des aspects qui ne sont évidemment pas du ressort des institutions boliviennes.

10.14. En outre, il est essentiel de préciser que le mémorandum d'accord du 21 juillet 2021, auquel le Pérou fait référence dans le document G/SPS/GEN/2009, est directement lié à l'engagement de lutter de front contre la contrebande dans le cadre d'une politique d'État qui touche tant la production nationale que les importations. Cette politique n'a cependant pas généré de restrictions sur les importations de produits périssables d'origine péruvienne, puisqu'il n'existe aucune disposition légale établissant une quelconque forme de mesure restrictive qui réglemente, contrôle ou augmente les tarifs à l'importation, d'autant plus que les importations en provenance et originaires du Pérou sont exemptées du paiement de tarifs sous réserve de respecter les règles d'origine conformément à la décision n° 415 du 30 juillet 1997.

10.15. Enfin, afin de ne pas provoquer un sentiment de lassitude chez les Membres en ressasant des aspects qui ont été abordés dans d'autres enceintes, la Bolivie estime qu'il est prudent d'étoffer les informations concernant les inspections, les prétendues restrictions quantitatives et les autres allégations formulées par le Pérou dans ces enceintes, en indiquant clairement que la Bolivie respecte le droit international et est donc en pleine conformité avec les accords commerciaux internationaux. Cela est d'autant plus important que des efforts bilatéraux ont été déployés sans relâche pour résoudre les difficultés auxquelles les deux pays étaient confrontés afin de faire en sorte que celles-ci ne donnent pas lieu à des restrictions commerciales, comme le soutiennent les allégations susmentionnées, qui manquent d'objectivité, sont fondées sur des cas isolés et ne reflètent en aucun cas l'ensemble des relations commerciales entre la Bolivie et le Pérou.

10.16. Le Conseil a pris note des déclarations.

11 ÉQUATEUR – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE RAISINS ET D'OIGNONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE PÉROU

11.1. Le Président a rappelé que ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Pérou.

11.2. Le délégué du Pérou a indiqué ce qui suit:

11.3. Le Pérou présente sa préoccupation commerciale concernant les mesures restrictives appliquées par l'Équateur en ce qui concerne la réouverture de l'accès aux raisins et aux oignons originaires du Pérou.

11.4. Bien que l'Accord SPS dispose que les procédures d'homologation doivent être traitées sans retard injustifié, l'Équateur a fourni des réponses qui semblent retarder l'accès des raisins péruviens au marché visé au-delà de ce qui est nécessaire, par exemple: l'Équateur a présenté une demande inopinée de visite d'inspection, dont le rapport a été envoyé au Pérou plus de sept mois plus tard; l'Équateur a modifié de manière unilatérale le plan d'action proposé par le Pérou pour l'accès du marché aux raisins; il a été demandé, sans fondement technique et sans tenir compte du fait que les échanges antérieurs s'effectuaient par voie terrestre, que les raisins entrent par bateau uniquement dans le port maritime de Guayaquil; il a été proposé de recourir au transport réfrigéré pour les raisins, sans que ce traitement soit justifié techniquement; de plus, pour les oignons, bien que la prohibition des importations péruviennes ait été considérée comme une mesure restrictive pour le commerce à l'intérieur de la sous-région, conformément à la Résolution n° 2253 de la Communauté andine, l'Équateur a demandé une nouvelle analyse des risques pour accorder l'accès à son marché.

11.5. Il convient de noter que la réglementation équatorienne qui a imposé des restrictions aux importations péruviennes de raisins et d'oignons n'a pas été notifiée au Comité SPS, malgré le fait que cette mesure contient des prescriptions supplémentaires ayant une incidence sur le commerce d'autres Membres.

11.6. Considérant que les mesures appliquées par l'Équateur sont contraires aux dispositions de l'Accord SPS, le Pérou demande à l'Équateur: i) de s'abstenir de proposer des mesures contraires aux dispositions de l'Accord SPS et aux principes fondamentaux de l'OMC; ii) de s'abstenir d'ignorer les accords techniques élaborés antérieurement; iii) de notifier toute mesure et de donner la possibilité aux autres Membres de l'OMC de formuler des observations; et iv) d'accorder l'accès aux importations de raisins et d'oignons péruviens.

11.7. La déléguée de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

11.8. L'Équateur souhaite souligner que les restrictions ont été levées, conformément à la décision de la Cour de justice de la Communauté andine, bien que les deux membres aient demandé une révision de la décision. En conséquence, conformément à la réglementation régionale, l'Équateur attend les dossiers concernant les oignons et les raisins afin de pouvoir procéder à l'évaluation qui autorisera l'entrée de ces produits sur son marché.

11.9. Le Conseil a pris note des déclarations.

12 PANAMA – RETARDS INJUSTIFIÉS ET RESTRICTIONS À L'EXPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES ET HYDROBIOLOGIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE PÉROU

12.1. Le Président a rappelé que ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Pérou.

12.2. Le délégué du Pérou a indiqué ce qui suit:

12.3. Le Pérou présente sa préoccupation commerciale concernant le retard injustifié dans le renouvellement des autorisations ou l'homologation de nouvelles autorisations pour les usines des entreprises péruviennes de pêche et d'élevage, ainsi que dans le rétablissement du commerce des pommes de terre et des oignons péruviens, de la part du Panama.

12.4. Le Pérou tient à souligner que, malgré les réunions et les démarches bilatérales qui ont eu lieu, et malgré les préoccupations commerciales présentées au Comité SPS, le Panama n'a pas

renouvelé les autorisations et n'en a pas accordé de nouvelles à d'autres entreprises pour l'exportation vers le marché visé; en outre, on ne sait pas très bien quel est le délai qui serait accordé aux entreprises péruviennes en cas de renouvellement ou de nouvelle autorisation. Cette situation serait contraire aux dispositions de l'Accord SPS et il y aurait en outre une discrimination en ce qui concerne la période d'autorisation qui pourrait être accordée aux entreprises d'autres partenaires commerciaux.

12.5. En ce qui concerne les pommes de terre et les oignons, le Panama a aussi appliqué des mesures contraaires aux dispositions de l'Accord SPS car il n'a pas fondé ses mesures sur une base scientifique appropriée, les normes phytosanitaires internationales de référence n'ont pas été prises en compte, des mesures moins restrictives pour le commerce n'ont pas été envisagées, il y a encore des retards injustifiés et les dispositions en matière de transparence n'ont pas été respectées.

12.6. Malheureusement, le Panama n'a toujours pas donné de raison sanitaire ou phytosanitaire concernant les autorisations des entreprises péruviennes ou l'accès des pommes de terre et des oignons, alors que ce type de mesures ne doivent être appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, et doivent être fondées sur une évaluation des risques.

12.7. Compte tenu de ce qui précède et afin d'éviter une violation des dispositions de l'Accord SPS, le Pérou demande au Panama d'autoriser les entreprises péruviennes à exporter vers le marché visé et d'ouvrir l'accès aux oignons et aux pommes de terre; et d'éviter toute autre action qui rallongerait inutilement ces deux procédures en créant des entraves non nécessaires et injustifiées au commerce.

12.8. La déléguée du Panama a indiqué ce qui suit:

12.9. Le Panama remercie le Pérou de ses observations et prend note de ses préoccupations. Le Panama se coordonne étroitement avec les institutions compétentes de la capitale afin de fournir une réponse rapide aux questions du Pérou. À cet égard, le Panama réaffirme son engagement à travailler avec la délégation du Pérou pour trouver des solutions mutuellement acceptables.

12.10. Le Conseil a pris note des déclarations.

13 UNION EUROPÉENNE – SYSTÈMES DE QUALITÉ APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENRÉES ALIMENTAIRES – ENREGISTREMENT DE CERTAINES DÉNOMINATIONS DE FROMAGES EN TANT QU'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'URUGUAY

13.1. Le Président a rappelé que ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Nouvelle-Zélande et de l'Uruguay.

13.2. La déléguée de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

13.3. L'Uruguay regrette d'inscrire à nouveau ce point à l'ordre du jour et souhaite se référer à ses déclarations antérieures⁹, pour réaffirmer sa préoccupation relative à la décision de l'Union européenne d'enregistrer la dénomination "Danbo" en tant qu'indication géographique protégée, en dépit des objections de plusieurs Membres.

13.4. Comme l'Uruguay l'a constaté depuis longtemps, le terme "Danbo" fait référence à une technique de fabrication de fromage qui ne correspond à aucun lieu géographique connu. Cette technique de fabrication est couverte par la norme 264 du Codex Alimentarius, qui définit les caractéristiques, la forme de production et l'étiquetage de ce type de fromage. Cette norme a été modifiée à plusieurs reprises, la dernière modification en date ayant été apportée en 2007, avec l'approbation et la participation de l'Union européenne et de ses États membres. Toutefois, l'Union européenne a ensuite décidé de considérer le fromage Danbo comme une IGP. Elle l'a également inclus dans ses accords de libre-échange, excluant ainsi indirectement des marchés tiers les producteurs non danois de ce type de fromage, ce qui, selon l'Uruguay, constitue une limitation des échanges. L'Uruguay considère donc que l'enregistrement par l'UE du terme Danbo en tant qu'IGP

⁹ Document G/C/M/141, paragraphes 12.2 à 12.5.

est non seulement contradictoire, mais équivaut également à un monopole de fait sur une norme du Codex, ce qui crée une insécurité juridique.

13.5. Pour ces raisons, malgré le temps qui s'est écoulé, l'Uruguay continuera de soulever cette préoccupation commerciale.

13.6. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

13.7. La Nouvelle-Zélande souscrit à la déclaration de l'Uruguay. La Nouvelle-Zélande soulève ce point au Conseil des marchandises parce qu'elle voit un conflit entre les positions que l'Union européenne a prises dans les organismes de normalisation et les mesures qu'elle a prises *a posteriori* pour restreindre l'étiquetage au sein de l'UE des produits fabriqués selon ces normes par des producteurs en dehors du Danemark. Cela ne concerne pas uniquement les motifs d'octroi ou de refus de la protection de la propriété intellectuelle, mais également l'importance de la cohérence juridique, du respect des normes convenues au niveau international et de l'absence de frustration des attentes légitimes des entreprises opérant dans le cadre de ces normes.

13.8. La Nouvelle-Zélande reste préoccupée par le choix de la Commission européenne d'enregistrer les dénominations "Danbo" et "Havarti", alors même qu'elle a précédemment accepté une norme du Codex dans le cadre de laquelle la Commission européenne et le Danemark ont tous deux reconnu que "la mention du pays d'origine préserve sa nature générique".

13.9. De telles mesures auraient des incidences défavorables sur les producteurs situés à l'extérieur du Danemark qui avaient investi en s'attendant légitimement à pouvoir appliquer la norme. Elles témoignaient en outre d'un mépris pour l'intégrité du système de normalisation, qui favorisait la fiabilité et la cohérence des règles du commerce international, auquel la Nouvelle-Zélande s'attendait à ce que l'UE apporte son soutien.

13.10. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

13.11. L'Union européenne a toujours dit que le fait qu'un nom d'indication géographique soit visé par une norme spécifique du Codex Alimentarius ou inscrit à l'Annexe B de la Convention de Stresa ne signifiait pas que ce nom était devenu générique.

13.12. Le caractère générique dans l'Union européenne ne peut être évalué qu'en se fondant sur la perception des consommateurs du territoire de l'UE. Dans l'Union européenne, le public concerné se compose en majorité de membres raisonnablement bien informés et/ou de clients qui sont susceptibles d'acheter ce produit ou un produit similaire.

13.13. Le Règlement (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires ainsi que les règlements délégués et d'exécution qui l'accompagnent ont été notifiés à l'OMC au titre de l'Accord OTC, car ils contiennent des dispositions qui le concernent (comme les dispositions relatives aux normes techniques, aux définitions et aux questions d'étiquetage). Néanmoins, même si les mesures notifiées concernaient des questions relatives aux droits de propriété intellectuelle (en particulier des éléments relatifs à la protection fondamentale des indications géographiques), elles n'étaient pas pertinentes dans le cadre de l'Accord OTC.

13.14. Le Conseil a pris note des déclarations.

14 UNION EUROPÉENNE – MODIFICATION PROPOSÉE DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE ET L'URUGUAY

14.1. Le Président a rappelé que ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine et de l'Uruguay.

14.2. Le délégué de la Chine, abordant les points 14 et 15 de l'ordre du jour, a indiqué ce qui suit:

14.3. Les négociations entre la Chine et l'Union européenne et la Chine et le Royaume-Uni sur cette question des contingents tarifaires sont toujours en cours. La Chine souhaite réaffirmer que les

résultats des négociations doivent rendre compte de la réalité du commerce bilatéral entre la Chine et l'UE et la Chine et le Royaume-Uni, et ne pas diminuer la valeur commerciale de l'accès actuel de la Chine au marché de l'Union européenne et du Royaume-Uni. En conséquence, la Chine continuera de négocier avec l'UE et le Royaume-Uni et espère donner une issue mutuellement satisfaisante à ces négociations dans les meilleurs délais.

14.4. Le délégué de l'Uruguay, abordant les points 14 et 15 de l'ordre du jour, a indiqué ce qui suit:

14.5. L'Uruguay souhaite une fois encore réitérer sa position et les préoccupations commerciales et systémiques qu'il a exprimées sur la question des modifications des concessions sous forme de contingents tarifaires de l'Union européenne au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994.

14.6. L'Uruguay est d'avis que l'Union européenne n'avait nullement besoin de modifier les concessions établies dans sa liste de concessions dans le cadre de l'OMC, telles qu'elles sont appliquées aux tierces parties, à la suite d'une affaire interne telle que le Brexit. Néanmoins, en dépit des plaintes déposées par de nombreux partenaires commerciaux, qui ont perçu la manière dont leurs conditions d'accès seraient remises en cause du fait de la répartition, l'Union européenne a décidé d'aller de l'avant avec ce projet.

14.7. Sans préjudice de ces différences fondamentales existantes, l'Uruguay a participé de manière engagée et constructive au processus requis au titre de l'article XXVIII du GATT dès le début. Qui plus est, il l'a fait en tenant compte du caractère pertinent et sensible des conditions d'accès consolidé au marché dans le cadre de l'OMC et des concessions des partenaires commerciaux importants tels que l'Union européenne, pour ce qui est des produits clés pour un petit pays en développement comme lui, dont l'économie dépend largement des exportations agricoles.

14.8. En signe de flexibilité, et dans un esprit de compromis, l'Uruguay a revu ses demandes à la baisse. Cette démarche visait à parvenir à l'équilibre nécessaire pour garantir des résultats modérés mais tangibles, en tenant compte du contexte et de la portée de ce processus. Toutefois, même ces demandes plus modestes n'ont fait que susciter un nouveau refus de la part de l'Union européenne.

14.9. Malheureusement, force est de constater que les refus de l'Union européenne dans le cadre de ce type de processus n'ont rien de nouveau pour l'Uruguay. En réalité, l'Uruguay a systématiquement réservé ses droits dans le cadre des négociations ouvertes au cours des élargissements successifs de l'Union européenne par le passé. C'est pourquoi l'Uruguay souhaite une fois de plus réitérer sa profonde déception et son mécontentement face à la situation actuelle, tout en réaffirmant sa volonté de trouver une solution mutuellement acceptable, dans la mesure où l'Union européenne reconnaît les conditions et les besoins spécifiques de l'Uruguay et fait preuve de la volonté politique nécessaire pour parvenir à un accord.

14.10. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

14.11. L'Inde continue de discuter de la question des engagements en matière de contingents tarifaires avec l'Union européenne. L'Inde partage certaines des préoccupations soulevées par les orateurs précédents et continue à travailler bilatéralement avec l'UE pour résoudre ces questions.

14.12. Le délégué du Brésil, abordant les points 14 et 15 de l'ordre du jour, a indiqué ce qui suit:

14.13. Le Brésil souhaite une fois de plus exprimer ses préoccupations systémiques concernant la modification des engagements du Royaume-Uni et de l'Union européenne dans le cadre de l'OMC du fait du Brexit. La diffusion récente d'une notification sous la forme du tableau DS:1 par le Royaume-Uni, indiquant que, bien que sa liste n'ait pas été certifiée, il bénéficierait d'une mesure globale du soutien totale consolidée finale, conforte les préoccupations du Brésil. Ainsi que le Brésil l'a souligné lors d'une précédente réunion du CCM, la conversion des engagements pris en euros, lorsque le Royaume-Uni faisait partie de l'UE, en engagements en livres sterling, en choisissant la période 2015-2019 au lieu de 1986-1988, donnera lieu à des droits supplémentaires permettant d'accorder un soutien interne de près d'un milliard de GBP qui faussera la concurrence et portera atteinte à l'environnement. Pire encore, il existe actuellement une situation *sui generis* en vertu de laquelle, selon les droits revendiqués par le Royaume-Uni et l'UE-27, leur notification sous la forme du tableau DS:1 la plus récente indique que la somme des niveaux de soutien autorisés de la MGS totale consolidée finale serait supérieure auxdits niveaux de soutien de l'UE-28. Le taux de change

choisi arbitrairement par le Royaume-Uni est également susceptible de fausser les taux de droits qu'il cherche à consolider. Enfin, point tout aussi important, le Brésil est également préoccupé par le non-respect des accords conclus lors des négociations précédentes menées au titre de l'article XXVIII, en particulier en ce qui concerne les tarifs appliqués à l'un des contingents spécifiques du Brésil et la discontinuité dans l'application des certificats d'origine qui étaient requis pour le commerce bilatéral avant le Brexit.

14.14. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

14.15. L'Union européenne a le plaisir d'annoncer que des progrès satisfaisants ont été réalisés jusqu'à présent: des accords ont été officiellement signés avec six partenaires, paraphés avec trois autres et les négociations sont en bonne voie avec plusieurs autres partenaires.

14.16. L'Union européenne se félicite de l'engagement croissant de nombreux Membres de l'OMC et reste pleinement déterminée à poursuivre ces négociations et consultations et à les mener à bien dans les mois à venir.

14.17. Le Conseil a pris note des déclarations.

15 ROYAUME-UNI – PROJET DE LISTE CONCERNANT LES MARCHANDISES ET PROPOSITION D'ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE ET L'URUGUAY

15.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine et de l'Uruguay. Il a également rappelé que la Chine l'avait déjà examiné¹⁰, et que l'Uruguay l'avait partiellement examiné¹¹, dans leurs interventions respectives au titre du point 14 de l'ordre du jour. Enfin, il a fait remarquer que l'intervention du Brésil au titre du point 14 avait également porté sur le présent point de l'ordre du jour.¹²

15.2. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

15.3. Outre les divers éléments soulevés au titre précédent de l'ordre du jour, qui sont aussi pleinement applicables au point 15, l'Uruguay souhaite une fois encore rappeler les points suivants: i) la demande du Royaume-Uni en vue d'avoir une MGS totale consolidée mérite d'être analysée et discutée par les Membres, et est particulièrement problématique dans la mesure où, presque un an après l'achèvement de la sortie dudit Membre de l'Union européenne, l'UE n'a toujours pas abaissé ses niveaux de MGS consolidée. À cet égard, bien que l'Uruguay reconnaisse que le Royaume-Uni a présenté la première notification DS:1 dans les délais impartis, il se dit préoccupé par l'inscription d'un droit à la MGS de 4 949,3 millions de GBP, sans explication claire ou convaincante; ii) compte tenu de ce qui précède, l'Uruguay rappelle que la proposition d'introduire dans le projet de liste de concessions une conversion monétaire basée sur le taux de change quotidien moyen au cours de la période 2015-2019 suscite également des inquiétudes; iii) par ailleurs, il ne semble pas approprié que le Royaume-Uni tente de reproduire les droits d'invoquer la sauvegarde spéciale pour l'agriculture, au titre de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture, pour tous les produits et selon les mêmes critères et conditions que ceux qui sont énoncés dans la liste de l'Union européenne.

15.4. Dans ce contexte, l'Uruguay reste déterminé à entamer des négociations bilatérales de fond, reposant sur des propositions significatives, afin de parvenir à un accord mutuellement avantageux.

15.5. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

15.6. L'Inde continue de discuter de la question de la modification de la liste concernant les marchandises du Royaume-Uni post-Brexit de manière bilatérale. Ces discussions portent sur trois domaines, à savoir les contingents tarifaires, le fait que le Royaume-Uni présume automatiquement

¹⁰ Paragraphes 14.2 et 14.3.

¹¹ Paragraphes 14.4 à 14.9.

¹² Paragraphes 14.12 et 14.13.

bénéficier des mesures de sauvegarde spéciale de la Liste de l'UE-28 et la détermination par le Royaume-Uni de sa MGS.

15.7. L'Inde estime que l'utilisation de taux de change à court terme a permis au Royaume-Uni de bénéficier d'une MGS supplémentaire de près de 1 milliard de GBP au titre de l'Accord sur l'agriculture. Bien que l'Inde comprenne que, pour des questions de visibilité concernant les droits de douane, le Royaume-Uni ait utilisé les taux de change en vigueur, la même logique ne s'applique pas au calcul de la MGS.

15.8. La MGS a été fixée pour tous les Membres lors de l'entrée en vigueur de l'OMC. Lorsque l'Inde et d'autres Membres expliquent leur position au sujet de la nature changeante des circonstances économiques et des facteurs pertinents tels que l'inflation, ces questions ne sont pas prises en compte au sein du Comité de l'agriculture. Cependant, lorsque le Royaume-Uni tente de recalculer sa MGS, il tire en fait profit du recours au taux de change à court terme.

15.9. La réponse commune à la demande de l'Inde et d'autres Membres visant à prendre en compte l'inflation est que les décisions qui ont été prises lors de la création de l'Organisation étaient définitives. Cependant, lorsqu'il s'agit d'établir une nouvelle liste concernant les marchandises, le Royaume-Uni s'est commodément servi des taux de change à court terme pour fixer sa MGS.

15.10. L'Inde estime que d'autres Membres partagent aussi ces préoccupations et continue à travailler avec le Royaume-Uni dans l'espoir de résoudre ces questions de manière constructive.

15.11. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

15.12. Le Royaume-Uni remercie les Membres pour l'intérêt qu'ils portent au présent point de l'ordre du jour. Comme il l'a indiqué lors de plusieurs réunions antérieures, il reste fermement résolu à résoudre toutes les discussions portant sur sa liste, y compris dans le cadre du processus prévu à l'article XXVIII du GATT.

15.13. Les Membres n'ignorent pas que, lors de la réunion du CCM de novembre 2021 et dans la communication datée du 21 octobre 2021, le Royaume-Uni a prolongé de six mois les délais prévus à l'article XXVIII:3 du GATT, soit jusqu'au 1^{er} juillet 2022. Le Royaume-Uni a depuis continué d'avoir des discussions productives avec les Membres concernés pour répondre à leurs préoccupations, et son objectif reste de travailler en étroite collaboration avec les Membres et de conclure ces discussions avec succès dans les mois à venir.

15.14. Pour en savoir plus sur la MGS, les mesures de sauvegarde spéciale et la conversion monétaire, le Royaume-Uni renvoie les Membres à ses déclarations antérieures, qui figurent dans le compte rendu de cette réunion du Conseil, et du Comité de l'accès aux marchés, qui donnent la position toujours valable du pays sur ces questions.

15.15. Le Royaume-Uni remercie les Membres qui ont dialogué de manière constructive jusqu'ici sur toutes les questions relatives à sa Liste de marchandises, et qui ont notamment échangé en personne à ce sujet récemment, en mars. Le Royaume-Uni reste favorable à un dialogue bilatéral constructif en vue de résoudre les préoccupations exprimées ce jour par les Membres.

15.16. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

16 INDONÉSIE – POLITIQUES ET PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE

16.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne.

16.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

16.3. L'Union européenne regrette que le CCM doive encore une fois examiner les politiques et pratiques de l'Indonésie ayant des effets de restriction des importations et des exportations. L'Union européenne est très préoccupée de constater que ce point figure depuis longtemps à l'ordre du jour,

dans la mesure où aucun progrès véritable n'a été enregistré jusqu'à présent en vue de la résolution de cette question. De fait, le nombre et la portée des restrictions indonésiennes semblent continuer d'augmenter à mesure que le temps passe, ce qui est préjudiciable aux flux commerciaux.

16.4. En particulier, l'Union européenne réaffirme qu'elle est gravement préoccupée par les procédures indonésiennes d'autorisation des importations SPS lourdes et longues, les règles complexes du pays en matière d'étiquetage et de certification halal, son utilisation obligatoire des normes nationales SNI (norme nationale indonésienne) et ses possibilités limitées d'audit de ces normes, ses prescriptions plus larges relatives à la teneur en éléments locaux, et ses prescriptions restrictives en matière de licences d'importation pour un éventail de plus en plus large de marchandises (denrées alimentaires, textiles, chaussures et produits électroniques, pneumatiques et pièces détachées de véhicules, pour n'en citer que quelques-unes) qui entravent *de facto* l'accès au marché indonésien pour toute une série de produits de l'UE et freinent les relations bilatérales en matière de commerce et d'investissement.

16.5. L'Union européenne exhorte donc l'Indonésie à réduire son nombre élevé d'obstacles au commerce, qui entravent les flux commerciaux de l'UE depuis trop longtemps, et de s'abstenir d'en créer de nouveaux. De plus, l'Union européenne réitère son appel à l'Indonésie pour qu'elle veille à ce que toutes ses mesures pertinentes soient notifiées à l'OMC, afin de donner aux Membres l'occasion de formuler leurs observations à leur sujet.

16.6. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

16.7. Lors des réunions précédentes du CCM et du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce, le Japon a continuellement exprimé ses préoccupations quant à la compatibilité avec l'OMC de diverses mesures indonésiennes de prescription de contenu local (mesures relatives à la teneur en éléments locaux) concernant les équipements 4G LTE, les équipements de télévision et les produits de l'industrie de la vente au détail. À cet égard, il est regrettable que l'Indonésie ait déclaré qu'elle n'envisage pas de revoir ses mesures relatives à la teneur en éléments locaux dans un avenir proche. L'Indonésie a expliqué à plusieurs reprises que ces mesures en général sont liées aux trois points suivants: i) les marchés publics; ii) les politiques qui impliquent la nécessité de préserver le bien-être et les besoins vitaux de la population indonésienne; ou iii) les politiques qui impliquent la gestion nationale des ressources stratégiques. Cependant, toutes les mesures relatives à la teneur en éléments locaux n'entrent pas dans ces catégories et ne sont pas non plus justifiées par ces raisons.

16.8. Le Japon est également préoccupé par l'augmentation des mesures de restriction des importations dans le système d'enregistrement et d'approbation des importations de produits textiles et de climatiseurs, y compris leur cohérence au regard de l'article XI:1 du GATT. Le Japon apprécie qu'il y ait une amélioration du niveau des quantités autorisées, mais espère que les critères seront clarifiés et que la transparence opérationnelle sera améliorée.

16.9. De plus, le Japon continue de faire part de ses préoccupations au sujet du régime indonésien de licences d'importation de produits en acier, qui sont délivrées conformément au Règlement n° 20 de 2021. Après l'introduction de cette mesure, le nombre de demandes de licences approuvées a considérablement diminué par rapport au nombre de demandes présentées, quel que soit le type de licence.

16.10. Cette mesure, qui a un effet restrictif sur les importations, peut être incompatible avec l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation et l'article XI:1 du GATT. Le volume de demandes ne devrait pas diminuer considérablement, et les raisons et les critères de leur réduction devraient être clarifiés.

16.11. De plus, en ce qui concerne les produits textiles, il est vraiment regrettable que l'Indonésie ait mis en place la mesure de sauvegarde sur les tapis le 17 février 2021, même si le Japon lui avait demandé de reconsidérer cette mesure dans le cadre du Comité des sauvegardes, ainsi que lors de consultations bilatérales.

16.12. Le Japon voit deux problèmes principaux: i) le droit de douane, qui est aussi élevé que 150-200% en termes de conversion de taxe *ad valorem*; et ii) le droit de douane a été mis en place dans une situation où les exportations de tapis ont chuté.

16.13. Le Japon est préoccupé par l'augmentation des mesures de restriction du commerce de l'Indonésie et demande une explication concrète concernant leur contexte et leur compatibilité avec les règles de l'OMC. En particulier, le Japon a soumis des questions écrites au Comité des licences d'importation et au Comité des MIC plus tôt dans l'année en ce qui concerne le règlement d'importation de l'Indonésie sur les climatiseurs, sa licence d'importation pour l'acier et son règlement d'importation pour les textiles. Le Japon attend de l'Indonésie qu'elle réponde rapidement à ces questions.

16.14. En conclusion, le Japon espère que les règlements d'importation de l'Indonésie sur les climatiseurs seront appliqués de manière à ne pas entrer dans la catégorie des restrictions à l'importation, que ses normes et procédures de permis seront stipulées de manière plus transparente et que ses autres mesures seront corrigées ou abrogées dès que possible.

16.15. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

16.16. La Nouvelle-Zélande se fait l'écho des préoccupations exprimées par l'Union européenne et le Japon. Elle estime que les restrictions de l'Indonésie sur les importations agricoles continuent de saper les principes fondamentaux de l'OMC.

16.17. Les changements fréquents apportés par l'Indonésie aux prescriptions en matière d'importation réduisent la certitude commerciale, ce qui menace les rendements des agriculteurs et augmente la volatilité des prix pour les clients. La Nouvelle-Zélande est particulièrement préoccupée par la délivrance incohérente des licences d'importation par l'Indonésie. Les retards enregistrés dans la délivrance des licences d'importation ont entraîné d'importants problèmes d'accès aux marchés pour les partenaires commerciaux.

16.18. La Nouvelle-Zélande demande également à l'Indonésie de fournir aux partenaires commerciaux de plus amples renseignements sur l'élaboration du mécanisme de balance-matières, y compris la manière dont il est calculé, et les délais prévus pour ajouter davantage de produits au mécanisme.

16.19. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

16.20. Les États-Unis ont encore une fois souligné leur préoccupation au sujet des politiques et pratiques de l'Indonésie ayant des effets de restriction des importations et des exportations. Ils ont fait état de préoccupations liées à des politiques indonésiennes spécifiques lors de réunions antérieures du Conseil, ainsi que des Comités des MIC, des obstacles techniques au commerce, de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) et de l'accès aux marchés, et regrettent de devoir les exprimer à nouveau. Ils estiment que les politiques indonésiennes limitant les échanges vont à l'encontre de ses objectifs plus larges de reprise économique et des intérêts de ses consommateurs, de ses travailleurs et de ses entreprises. Ils encouragent donc vivement l'Indonésie à réexaminer ses politiques.

16.21. Les États-Unis s'inquiètent particulièrement de l'utilisation croissante par l'Indonésie des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux. Comme les Membres le savent, l'Indonésie a imposé de telles prescriptions dans un large éventail de secteurs, y compris les télécommunications, la technologie mobile, l'énergie, le commerce de détail et le franchisage. Les États-Unis font à nouveau observer que le Ministère indonésien des TIC a annoncé qu'il prévoyait d'augmenter les prescriptions de contenu local pour tous les appareils 4G et 5G. Ils demandent à l'Indonésie de communiquer davantage de renseignements sur ces projets, de publier les projets de mesure qu'elle examine pour recueillir les observations du public, et de réexaminer de manière générale son utilisation des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux.

16.22. Les États-Unis se préoccupent de la pratique continue de l'Indonésie consistant à établir la version finale de mesures liées au commerce sans que les parties prenantes aient eu suffisamment de possibilités de participer. L'Indonésie a l'habitude de mettre en œuvre des mesures liées à sa loi sur la garantie des produits halal sans notification suffisante et avec peu de possibilités de participation, voire aucune. Ces mesures sont susceptibles d'avoir une incidence sur une proportion significative du commerce mondial de marchandises avec l'Indonésie, y compris les exportations américaines. À l'avenir, les États-Unis encouragent vivement l'Indonésie à adopter un processus d'élaboration des politiques plus consultatif et plus transparent.

16.23. Enfin, les États-Unis souhaitent encore faire part de leurs préoccupations au sujet des droits de douane que l'Indonésie applique pour une catégorie de produits de TIC et qui semblent excéder ses engagements tarifaires consolidés dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis ont soulevé cette question à plusieurs reprises avec l'Indonésie au cours des trois dernières années, y compris au sein du Comité de l'accès aux marchés et du Comité de l'ATI, ainsi qu'au niveau bilatéral. Malheureusement, l'Indonésie n'a pas encore apporté de réponse de fond aux préoccupations américaines. À cet égard, les États-Unis se sont montrés patients et constructifs, en fournissant des exemples concrets qui illustrent clairement leurs préoccupations à de multiples occasions, ainsi qu'en préparant plusieurs questions spécifiques, qui ont été distribuées au Comité de l'ATI en avril 2021. Malheureusement, l'Indonésie n'a toujours pas fourni de réponse substantielle aux tentatives répétées de dialogue des États-Unis. En plus de remettre en question les engagements consolidés de l'Indonésie, les États-Unis estiment que ces politiques sont à son propre détriment, car elles limitent l'accès des consommateurs et des entreprises indonésiennes à d'importants produits de haute technologie qui constituent l'épine dorsale de l'économie numérique. Les négociants américains ont également pris note de l'effet dissuasif de ces droits de douane sur les investissements. Les États-Unis croient comprendre que l'Indonésie vient de publier son nouveau tarif douanier pour 2022. Ils souhaiteraient obtenir davantage de renseignements au sujet de ce nouveau tarif douanier, y compris sur la manière dont il pourrait répondre à leurs préoccupations.

16.24. Les États-Unis espèrent qu'en soulevant à nouveau ces questions à cette occasion, ils pourront contribuer à ouvrir la voie à un engagement plus important, et sont prêts à travailler avec l'Indonésie pour répondre à ces préoccupations.

16.25. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit concernant les points 16 et 26 de l'ordre du jour:

16.26. L'Inde reste préoccupée par le programme de remplacement des importations et les politiques d'exportation de l'Indonésie, qui visent à limiter l'accès au marché indonésien. L'Indonésie maintient un certain nombre de restrictions à l'importation et à l'exportation qui nuisent aux entreprises indiennes, tant en termes d'exportations que de perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

16.27. Premièrement, l'Indonésie applique un régime de contingentement annuel sur les importations de viande bovine. Elle a réduit ce contingent en 2021. Outre ce régime de contingentement, elle applique des restrictions portuaires aux importations, qui entraînent non seulement des difficultés, mais aussi l'augmentation des coûts des exportations indiennes. Elle applique également un régime de contingentement à l'importation de sucre.

16.28. Deuxièmement, la délivrance de recommandations relatives à l'importation de produits horticoles s'agissant des produits agricoles, y compris les oignons et les patates, a été retardée sans explication. Certaines de ces recommandations n'ont pas été délivrées. Ces problèmes nuisent aux exportations indiennes de produits horticoles. L'Indonésie a également inscrit les piments rouges séchés dans sa catégorie des produits horticoles, assujettissant ainsi leur importation aux exigences de délivrance de recommandations relatives à l'importation de produits horticoles.

16.29. Troisièmement, l'Inde demande également à l'Indonésie de lever ses restrictions à l'exportation de gingembre.

16.30. Quatrièmement, l'Indonésie impose des restrictions quantitatives à l'importation d'automobiles et de leurs composants. Il y a parfois eu aussi des retards de délivrance de licences d'importation et de certificats d'enregistrements pour l'importation de véhicules commerciaux depuis l'Inde.

16.31. Cinquièmement, ces politiques restent préoccupantes pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques indiens.

16.32. Enfin, sur le plan des exportations, l'Inde souhaite informer le Conseil que l'Indonésie a mis en place un droit de sortie élevé et un prélèvement à l'exportation sur l'huile de palme, et a adopté des procédures de réduction des exportations, ce qui a pour effet d'augmenter les prix de l'huile de palme et des huiles comestibles en Inde. L'Inde demande à l'Indonésie de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter d'augmenter le prix de référence de l'huile de palme.

16.33. L'Inde a discuté de toutes les questions mentionnées ci-dessus de manière bilatérale avec l'Indonésie, mais aucune réponse claire n'a été donnée jusqu'ici. Elle exhorte donc l'Indonésie à dialoguer de manière constructive et transparente avec les Membres au sujet de ces propositions, et à ne pas adopter de mesures restrictives pour le commerce.

16.34. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

16.35. Le Canada tient à s'exprimer en particulier au sujet d'une question concernant l'Indonésie, qui a également été soulevée par les États-Unis au sujet des produits des TIC. Le Canada estime que les droits de douane appliqués par l'Indonésie dépassent ses taux consolidés sur les produits des TIC et sont incompatibles avec ses engagements dans le cadre de l'OMC et contraires aux objectifs de libéralisation des échanges multilatérale. L'application par l'Indonésie de droits de douane sur les produits des TIC a affecté plus d'un million d'USD d'importations indonésiennes en provenance du Canada en 2020, soit une baisse de 29% par rapport à 2019. Le Canada invite l'Indonésie à respecter ses engagements au regard de l'OMC et à éliminer tous les droits de douane sur les produits des TIC, comme elle s'était engagée à le faire au titre de l'ATI.

16.36. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

16.37. L'Indonésie remercie l'Union européenne, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, l'Inde et le Canada pour l'intérêt constant qu'ils portent à ses politiques et pratiques commerciales.

16.38. S'agissant de l'imposition de droits d'importation sur les produits des télécommunications, l'Indonésie en est encore au stade de la coordination avec les ministères et organismes compétents. L'Indonésie réitère sa déclaration précédente, à savoir qu'elle continuera de faire tout son possible pour respecter tous ses engagements au regard de l'OMC, y compris ceux qu'elle a pris dans le cadre de l'ATI.

16.39. S'agissant de la teneur en éléments locaux pour les secteurs des télécommunications, de la technologie mobile, de l'énergie, des textiles, du commerce de détail et du franchisage, et comme l'Indonésie l'a dit dans une déclaration lors de la dernière réunion du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce, les mesures de teneur en éléments locaux sont appliquées dans le cadre de la politique de marchés publics, des politiques qui impliquent de préserver le bien-être de la population indonésienne et de répondre à ses besoins, ou des politiques qui concernent la gestion de ressources stratégiques gérées par l'État. L'Indonésie informe également les Membres que, s'agissant du réexamen complet des mesures de localisation, elle a commencé plusieurs examens, et des consultations sont en cours.

16.40. En ce qui concerne le régime de licences pour les importations de produits textiles, de produits en acier et de produits agricoles et électroniques, l'Indonésie renvoie aux précédentes déclarations qu'elle a faites aux réunions du Comité des licences d'importation et du Comité des MIC, dans lesquelles elle a informé les Membres que le Règlement du Ministère du commerce n° 77/2019, avait été abrogé. S'agissant du régime de licences d'importation de produits agricoles, l'Indonésie a toujours été déterminée à mettre en œuvre les recommandations et les décisions de l'Organe de règlement des différends figurant dans les documents WT/DS477 et WT/DS478, et tous les articles de loi qui n'étaient pas en conformité avec les règles de l'OMC ont été modifiés et ne sont plus en vigueur. S'agissant du régime de licences d'importation de produits en acier, et comme elle l'a déjà déclaré dans son intervention lors de la dernière réunion du Comité des licences d'importation, l'Indonésie entend s'assurer que tous les produits en acier entrant sur le marché indonésien soient conformes aux normes, spécifications et qualifications ayant trait à la santé et à la sécurité.

16.41. S'agissant des procédures de permis d'importation liées aux questions SPS, l'Indonésie renvoie à ce qu'elle a précédemment déclaré à la dernière réunion du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, lors de laquelle elle a informé les Membres que, ces deux dernières années, les accusations de retard indu portées par l'UE n'étaient plus valables, dans la mesure où l'Indonésie avait également fait des progrès, effectué des améliorations et été transparente dans le cadre de ses procédures d'approbation. L'Indonésie entend également suggérer à l'Union européenne d'améliorer la coordination interne de son service national d'information sur les mesures SPS avec les représentants de l'UE à Genève afin que les progrès effectués à Bruxelles puissent être dûment communiqués à Genève.

16.42. S'agissant de l'imposition d'une mesure de sauvegarde sur les tapis, l'Indonésie considère qu'elle a respecté les règles de l'OMC dans l'ensemble de la procédure. L'Indonésie avait également pris au sérieux les préoccupations du Japon, après l'avoir écouté exprimer ces préoccupations régulièrement, à plusieurs réunions bilatérales et multilatérales. Cependant, après avoir attentivement pris en considération tous les aspects pertinents, et afin de prévenir ou réparer le dommage grave causé à la branche de production nationale, le gouvernement indonésien a finalement décidé d'imposer ces mesures nécessaires, mais temporaires.

16.43. S'agissant des règles en matière d'étiquetage halal, et comme elle l'a déjà déclaré dans son intervention lors de la dernière réunion du Comité des obstacles techniques au commerce, l'Indonésie entend affirmer à nouveau son ouverture et sa transparence au regard de la coopération internationale à propos de son système de garantie des produits halal selon le principe de la coopération, de la reconnaissance et de l'acceptation et conformément aux règles et pratiques internationales. L'étiquetage non halal est uniquement destiné à fournir des informations au sujet des ingrédients contenus dans les produits.

16.44. En ce qui concerne l'obligation d'utiliser les normes nationales indonésiennes, l'Indonésie fait remarquer que cette politique vise à veiller à ce que les produits concernés protègent la sûreté, la sécurité et la santé des consommateurs indonésiens, et que les normes nationales indonésiennes s'appliquent tant aux produits nationaux qu'aux produits importés. De plus, l'Indonésie indique qu'elle s'efforce toujours de s'acquitter de ses obligations en matière de transparence en rendant compte à l'OMC de la mise en œuvre de tout règlement sur l'application obligatoire des normes nationales indonésiennes et autres règlements techniques.

16.45. Essentiellement, l'Indonésie réaffirme qu'elle n'a jamais voulu entraver le cours du commerce international au moyen de ses politiques d'importation et d'exportation, en particulier les politiques de marchés publics relatives à la satisfaction des besoins et la préservation du bien-être de la population indonésienne. D'après des données sur les échanges de 2016 à 2020, les produits en question ne présentent généralement pas de déclin, mais plutôt une tendance comparativement positive. L'Indonésie soutiendra toujours la simplification, la transparence et l'efficacité pour faciliter les exportations et les importations.

16.46. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

17 MEXIQUE – PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ DES FROMAGES À LA NORME OFFICIELLE MEXICAINE NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

17.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

17.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

17.3. Les États-Unis restent préoccupés en ce qui concerne la norme NOM-223 du Mexique intitulée "Procédures d'évaluation de la conformité des fromages", une mesure qui a été récemment mise à jour et notifiée de nouveau à l'OMC.

17.4. La préoccupation des États-Unis porte sur quatre aspects. Tout d'abord, la NOM-223 contient un système d'évaluation de la conformité qui est excessivement restrictif pour le commerce, comme les États-Unis l'ont expliqué en détail par le passé. Fournir des informations aux consommateurs sur la qualité du fromage est généralement une entreprise à faible risque. Les États-Unis et l'industrie s'inquiètent du fait que le régime mexicain n'est peut-être pas proportionnel à ces risques et que le Mexique ne semble pas avoir sérieusement envisagé les alternatives disponibles pour répondre aux besoins des consommateurs. Les États-Unis demandent au Mexique d'interrompre la finalisation du règlement et d'examiner les alternatives précédemment proposées par le gouvernement américain et les parties prenantes de l'industrie, y compris le fait de rendre la mesure volontaire et l'utilisation de normes d'identité, d'étiquetage ou de déclarations de conformité des fournisseurs pour démontrer l'achèvement des procédures de test par des tiers. Deuxièmement, les fromages fabriqués à partir de graisses animales devront se soumettre à ces lourdes exigences en matière de tests et de certification, alors que les fromages produits à partir de graisses végétales n'y seront pas soumis. Les États-Unis demandent au Mexique d'expliquer le raisonnement qui sous-tend la différence de

traitement de ces produits. Troisièmement, les États-Unis se demandent si le Mexique a sérieusement pris en compte les observations qu'il a reçues de la part des Membres de l'OMC et des parties prenantes. En 2020, les parties prenantes ont apporté leur contribution à un projet et ont participé de bonne foi au groupe de travail qui s'est conclu en septembre 2020; pourtant, le projet final est sensiblement différent du projet convenu par ce groupe de travail. Quatrièmement, les processus de révision de la NOM-223 prêtent à confusion et peuvent être contradictoires. Les États-Unis demandent comment le Mexique harmonisera la procédure finale d'évaluation de la conformité des fromages de la NOM-223 alors que la norme sur les fromages établie dans la NOM-223 est toujours en cours d'élaboration en 2022.

17.5. Les États-Unis demandent une fois encore au Mexique de suspendre la procédure d'évaluation de la conformité des fromages (sous sa forme obligatoire) et de réexaminer les alternatives moins restrictives pour le commerce qui lui ont été présentées par les autres Membres de l'OMC et les parties prenantes de l'industrie laitière.

17.6. La déléguée du Mexique a indiqué ce qui suit:

17.7. Le Mexique remercie les États-Unis pour leurs observations. Comme il l'a mentionné à la réunion du Comité des obstacles techniques au commerce du 10 mars, le Mexique avait notifié une nouvelle version de ses procédures d'évaluation de la conformité le 8 février, sous la cote G/TBT/N/MEX/465/Rev.1, avec un délai pour la présentation d'observations fixé au 9 avril.

17.8. Les délégations de l'Union européenne et des États-Unis avaient cependant demandé une prolongation du délai fixé pour présenter leurs observations au 30 avril et au 9 mai, respectivement. Le Mexique attend donc de recevoir ces observations avant de poursuivre le processus de normalisation, qui aura lieu conformément à la Loi fédérale sur la métrologie et la normalisation. À ce jour, 278 observations ont été reçues de 21 parties intéressées.

17.9. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

18 CHINE – MESURES ADMINISTRATIVES POUR L'ENREGISTREMENT DES PRODUCTEURS ÉTRANGERS D'ALIMENTS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS ET L'INDONÉSIE

18.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis et de l'Indonésie.

18.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

18.3. Les États-Unis notent que les Décrets n° 248 et 249 de la Chine sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2022, mais la Chine n'a pas répondu aux demandes de justification scientifique concernant ces mesures ni aux demandes d'explication sur la manière dont ces mesures répondront aux préoccupations en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de santé publique. L'absence d'indications de la part de la Chine et les incohérences dans la mise en œuvre et l'exécution des mesures par le pays créent une confusion considérable pour les exportateurs et les autorités compétentes, ce qui entraîne des effets négatifs sur le commerce.

18.4. Les États-Unis demandent que la Chine prenne les mesures suivantes pour faciliter les échanges: i) autoriser l'entrée de tous les produits des établissements enregistrés jusqu'au 1^{er} juillet 2023. Ce temps additionnel permettra aux établissements de saisir ou de mettre à jour avec exactitude les renseignements sur leurs produits dans leur système d'enregistrement en ligne; ii) communiquer un point de contact au sein de l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC) afin que les établissements puissent présenter directement leurs préoccupations et commentaires concernant le système d'enregistrement en ligne; et iii) tenir une ou plusieurs séances d'information à Genève afin que les partenaires commerciaux puissent en savoir plus sur la mise en œuvre des décrets par la GACC.

18.5. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

18.6. L'Indonésie remercie la Chine pour la rapidité de sa réponse à la réunion du Comité des obstacles techniques au commerce (OTC) de mars 2022 concernant le processus d'enregistrement

afin de permettre aux acteurs commerciaux indonésiens de continuer à distribuer leurs produits en Chine. Toutefois, l'Indonésie renouvelle sa préoccupation quant à la mise en œuvre du Décret n° 248 de la GACC, car elle considère que ce règlement a créé des obstacles pour la branche de production indonésienne.

18.7. À cet égard, l'Indonésie a besoin d'éclaircissements supplémentaires de la part de la Chine et demande de tels éclaircissements concernant les points suivants afin de rationaliser le processus d'enregistrement des produits alimentaires: i) des explications et des lignes directrices de la Chine concernant la conformité du code du SH au code d'inspection et de quarantaine (CIQ), étant donné que le code CIQ ne s'applique spécifiquement qu'à la Chine; ii) des améliorations à apporter par les autorités chinoises aux lignes directrices sur l'utilisation du site Internet de la GACC; iii) des précisions de la Chine concernant les délais relatifs à la procédure d'enregistrement, ainsi que la mise à disposition par le pays d'un point de contact, ou d'une personne à contacter, qui soit en mesure de fournir une réponse rapide pendant la conduite de la procédure d'enregistrement; et iv) des éclaircissements de la part des autorités chinoises concernant les nouvelles modifications apportées à l'article 11 du Décret n° 248 de la GACC, notant que, depuis février 2022, la Chine a procédé à des ajustements, utilisant deux mécanismes à la fois, à savoir le mécanisme du protocole et le mécanisme d'enregistrement au titre du Décret n° 248 de la GACC, ce qui entrave encore davantage l'accès au marché chinois des produits alimentaires indonésiens, y compris les produits à base de nids d'hirondelles, les produits de la pêche et les produits du porang.

18.8. L'Indonésie espère que la Chine fournira une réponse écrite aux questions soulevées précédemment et envisagera un assouplissement de la mise en œuvre des obligations d'enregistrement qu'elle impose, afin de prévenir les pertes et les obstacles pour les acteurs commerciaux exportant vers le pays. La Chine est devenue un partenaire commercial important de l'Indonésie pour divers produits, y compris les aliments et les boissons. L'Indonésie tient à poursuivre son partenariat commercial stratégique avec la Chine et espère sincèrement que la Chine réexaminera le calendrier de mise en œuvre de sa politique.

18.9. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

18.10. L'Union européenne (UE) se dit préoccupée par la mise en œuvre du Décret n° 248 de l'Administration des douanes chinoises, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2022.

18.11. L'UE ne remet pas en question la volonté de la Chine de s'assurer que les produits alimentaires importés proviennent de sources légitimes. Globalement, l'UE partage et soutient cet objectif. Cependant, des problèmes persistent quant au mécanisme mis en place par la Chine, en particulier en ce qui concerne l'enregistrement des entreprises exportatrices. Plusieurs États membres de l'UE ont signalé des cas d'expéditions bloquées dans des ports chinois en raison de renseignements erronés ou manquants dans le système en ligne de la Chine. Des problèmes se sont également posés du fait que le champ des produits dont l'importation et soumise à enregistrement ne cesse de s'étendre et qu'il n'est pas tout à fait clair quelles catégories sont couvertes. Il existe également des cas d'établissements dans les secteurs de la viande, des produits laitiers et de la pêche qui ont été notifiés à la GACC avant la date limite du 31 décembre, mais qui n'ont toujours pas été enregistrés.

18.12. L'UE demande instamment à la Chine de prendre les mesures suivantes: i) permettre aux établissements enregistrés, pendant une période de 18 mois, d'exporter tout produit connexe, qu'il soit enregistré ou non sous le code du SH correspondant; ii) maintenir un dialogue ouvert afin de résoudre les problèmes de mise en œuvre de manière pragmatique; iii) faciliter les nouveaux enregistrements en fournissant des documents de référence et d'orientation en anglais; iv) faciliter les modifications et corrections des enregistrements existants; et v) fournir des indications sur la manière dont les autorités compétentes doivent vérifier quels sont les établissements qui ont été enregistrés dans le cadre de la procédure accélérée.

18.13. L'UE tient à remercier la Chine pour le dialogue constructif qu'elle mène afin de résoudre les problèmes techniques liés au Décret n° 248. Toutefois, des questions importantes liées à la mise en œuvre doivent encore être résolues afin de réduire les perturbations du commerce.

18.14. Le délégué de la Norvège a indiqué ce qui suit:

18.15. La Norvège remercie l'Indonésie et les États-Unis d'avoir inscrit cette question importante à l'ordre du jour du Conseil. Comme elle l'a indiqué précédemment au sein du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), elle accorde une grande priorité aux règlements des Membres relatifs au commerce des produits de la mer. Elle partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres concernant le Décret n° 248 qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Elle reste préoccupée par le fait que les règlements contenus dans le Décret n° 248 et le Décret n° 249 sont plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés.

18.16. Elle remercie la Chine pour le dialogue continu qu'elle mène depuis quelques mois sur les nouvelles prescriptions. Cependant, des questions restent à résoudre concernant ces prescriptions ainsi que le processus d'enregistrement. De nombreux producteurs norvégiens de poissons et de produits de la pêche n'ont pas pu entamer ou achever le processus d'enregistrement en raison d'erreurs techniques dans le Système en ligne d'enregistrement des entreprises de produits alimentaires pour l'importation (CIFER) de la Chine.

18.17. En outre, la Norvège est préoccupée par les incidences bureaucratiques considérables que les exigences imposées par le nouveau règlement, ainsi que le système CIFER, auront sur son autorité compétente. Les renseignements insuffisants, le manque d'information en anglais et les erreurs techniques dans le système CIFER ont alourdi la charge imposée à son autorité compétente. À ce jour, la Norvège n'a reçu aucun renseignement permettant de clarifier les questions posées par son autorité compétente à son homologue chinois sur ces aspects.

18.18. Elle exhorte donc la Chine à engager un dialogue ouvert afin de résoudre les problèmes de mise en œuvre de manière rapide et pragmatique. Elle lui demande également d'apporter les modifications nécessaires à son système CIFER afin de réduire la charge imposée aux autorités compétentes étrangères.

18.19. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

18.20. La République de Corée partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres concernant les mesures administratives prises par la Chine en vue de l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Elle respecte le droit de la Chine d'assurer la sécurité alimentaire et reconnaît ses efforts pour répondre aux préoccupations exprimées par les Membres avant l'entrée en vigueur des mesures cette année. Toutefois, les préoccupations de la Corée, telles qu'elle les a communiquées au cours des réunions précédentes, n'ont toujours pas été dûment prises en compte et elles persistent de ce fait.

18.21. Premièrement, la République de Corée demande à la Chine de fournir les raisons qui, selon elle, justifient la mesure administrative, en particulier l'article 7 du Décret n° 248, qui étend sa portée à des produits à faible risque. En outre, elle tient à demander à la Chine de plus amples renseignements concernant les données scientifiques ou l'analyse de risques utilisées pour définir ses 14 catégories. La Corée estime que la sécurité alimentaire est un objectif légitime, conformément aux normes commerciales internationales pertinentes, mais que sa mise en œuvre ne devrait pas être plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

18.22. Deuxièmement, la République de Corée estime que les autorités compétentes des Membres exportateurs doivent déjà supporter une lourde charge administrative car elles doivent examiner les demandes d'enregistrement de leurs producteurs et veiller à ce que ceux-ci continuent à respecter les règlements et normes de la Chine après leur enregistrement initial. La Corée recommande donc que la Chine travaille directement avec les producteurs étrangers sur le processus de demande et l'invite également à communiquer son point focal pertinent. Elle est convaincue qu'il en résultera des économies de temps et de ressources, non seulement pour la Chine, mais aussi pour les producteurs étrangers et leurs autorités.

18.23. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

18.24. Le Royaume-Uni tient à remercier les Membres d'avoir à nouveau soulevé cette préoccupation concernant les mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés.

18.25. Malgré ses demandes et celles d'autres Membres visant à reporter la mise en œuvre de ces nouvelles mesures, afin de laisser un temps suffisant et raisonnable aux autorités compétentes et aux entreprises pour se préparer, le Règlement chinois sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

18.26. Le Royaume-Uni a déployé des efforts considérables pour satisfaire aux prescriptions administratives de la Chine afin de limiter toute perturbation du commerce. Toutefois, il maintient que l'application généralisée de ces mesures est disproportionnée par rapport au risque posé par de nombreux produits alimentaires. En particulier, la prescription visant à procéder à un audit des établissements exportant des produits que le Royaume-Uni considère comme étant à faible risque fait peser une charge administrative considérable et non nécessaire sur les autorités et les entreprises.

18.27. Le Royaume-Uni demande par conséquent à la Chine de réexaminer ces mesures, en les appliquant d'une manière qui soit proportionnée aux risques et qui ne soit pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire, conformément à ses obligations au titre de l'article 5.6 de l'Accord SPS.

18.28. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

18.29. Ma délégation remercie les États-Unis et l'Indonésie d'avoir fait inscrire à l'ordre du jour ce point concernant les mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Un large éventail de nos industries alimentaires étant affecté par ces mesures, le Taipei chinois a également soulevé les mêmes préoccupations, à de multiples occasions, lors des réunions du Comité OTC et du Comité SPS. Les mesures étant déjà en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2022, il devient encore plus urgent de souligner les difficultés rencontrées par un si grand nombre d'exportateurs, ainsi que les risques sérieux de perturbation du commerce.

18.30. Premièrement, le Taipei chinois estime que l'une des plus grandes difficultés concernant ces mesures est liée à l'insuffisance de renseignements sur les prescriptions en matière d'enregistrement et l'absence d'indications sur la manière d'appliquer ces prescriptions. Cette question est encore plus critique pour les établissements qui doivent effectuer elles-mêmes leurs demandes. En l'absence d'indications suffisantes, elles ne sont pas en mesure d'effectuer leurs enregistrements et, comme conséquence directe, le commerce est perturbé. Le Taipei chinois demande donc instamment à la Chine de désigner et de communiquer un point d'information qui permette aux établissements d'engager directement des discussions avec les autorités chinoises compétentes afin que celles-ci traitent leurs préoccupations concernant le système d'enregistrement en ligne. En outre, le Taipei chinois estime qu'il serait utile que la Chine organise une séance d'information à l'OMC à l'intention de ses partenaires commerciaux pour leur permettre d'en savoir plus sur la mise en œuvre de la mesure par la GACC.

18.31. Deuxièmement, le Taipei chinois a de nombreuses préoccupations au sujet de la procédure d'examen et d'approbation liée aux mesures. Par exemple, la durée normale ou la durée prévue de l'évaluation ne sont pas connues, et il en est de même pour le stade de la procédure de demande. En outre, certains établissements du Taipei chinois ont été informés du rejet de leurs demandes par la GACC sans autre explication, tandis que d'autres ne sont tout simplement pas en mesure de corriger leurs demandes dans le système d'enregistrement. Le Taipei chinois demande donc à la GACC de se conformer aux prescriptions énoncées à l'article 5.2.2 de l'Accord OTC, qui inclut les dispositions relatives à la transparence et prescrit que le requérant [doit être] informé de manière précise et complète de toutes les lacunes pertinentes, en lui donnant également la possibilité d'y apporter des correctifs.

18.32. Troisièmement, le Taipei chinois est en outre confronté à la difficulté liée à l'ampleur de l'ambiguïté dans la catégorisation du code du SH et de la gamme des produits visés par cette mesure. Certains établissements du Taipei chinois ont signalé que leurs produits avaient fait l'objet d'une suspension de dédouanement sans raison apparente.

18.33. Le Taipei chinois a exprimé ses préoccupations depuis la notification de la Chine à l'OMC en 2020, et il a demandé à plusieurs reprises des clarifications au pays par des voies bilatérales. Cependant, aucune réponse suffisante ni détaillée n'a été reçue de la Chine jusqu'à présent. Par conséquent, le Taipei chinois demande une nouvelle fois à la Chine de fournir des lignes directrices

suffisantes et détaillées et de désigner un point d'information efficace. Toute mesure de cette ampleur nécessite qu'un délai beaucoup plus long soit ménagé afin de permettre à la branche de production de la mettre en œuvre, et le Taipei chinois demande donc instamment à la Chine d'envisager d'accorder une période de grâce plus importante en vue de la mise en œuvre afin d'éviter une perturbation encore plus grave du commerce.

18.34. Enfin, le Taipei chinois suggère que la Chine autorise temporairement l'entrée de tous les produits provenant d'établissements enregistrés. Ce temps supplémentaire permettra aux établissements de saisir ou de mettre à jour avec exactitude les renseignements sur leurs produits dans leur enregistrement en ligne.

18.35. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

18.36. Le Canada partage les préoccupations soulevées par les États-Unis et l'Indonésie, entre autres. Avec d'autres Membres, il continue de faire part de préoccupations et de difficultés considérables en ce qui concerne les mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés.

18.37. Il note que la mise en œuvre du système CIFER en ligne a entraîné des perturbations du commerce pour les entreprises étrangères, y compris celles de son pays, car des expéditions se voient refuser l'entrée en Chine en raison de problèmes liés au processus d'enregistrement en ligne.

18.38. Il déplore que la Chine n'ait pas engagé un dialogue ouvert et constructif avec ses partenaires commerciaux avant la mise en œuvre du CIFER et qu'elle n'ait pas non plus ménagé de période de transition raisonnable aux autorités compétentes et aux acteurs de la branche de production afin de leur permettre de s'adapter à ce nouveau système. À cet égard, il demande à la Chine de ménager, sans délai excessif, une période de grâce de 18 mois pour que tous les produits soient autorisés à entrer dans le pays sans enregistrement CIFER. Cette période de grâce s'étendrait jusqu'au 1^{er} juillet 2023 et s'appliquerait aux acteurs suivants: i) toutes les entreprises qui réunissaient les conditions requises pour exporter vers la Chine au 31 décembre 2021; et ii) les entreprises actuellement enregistrées dans le système CIFER. Le Canada souligne que cette période de grâce est nécessaire pour ménager aux entreprises suffisamment de temps pour procéder à leurs enregistrements et/ou les modifier, et pour éviter des perturbations commerciales non nécessaires.

18.39. Étant donné que de nombreuses questions subsistent quant au processus d'enregistrement, il engage également la Chine à mettre en place un point de contact ou un point d'information unique dans le système CIFER, tant à l'intention des branches de production que des autorités compétentes, ou, à défaut, à travailler au moins directement avec les entreprises afin de favoriser l'aboutissement de leur enregistrement. Le Canada demande également à la Chine d'ajouter au système CIFER, sans délai excessif, tous les produits et établissements canadiens qu'elle a précédemment approuvés, mais qui ne figurent pas actuellement sur la liste des produits canadiens approuvés à des fins d'exportation vers la Chine et des établissements réunissant les conditions requises pour exporter vers ce pays.

18.40. Le Canada reste profondément préoccupé par les incidences que ces mesures ont et pourraient continuer d'avoir sur le commerce. Ces mesures ont entraîné d'importantes pressions sur les ressources humaines et financières des autorités compétentes et de la branche de production en raison du fardeau excessif qu'elles entraînent, ainsi que du manque de précisions et de transparence de la part de la Chine concernant la mise en œuvre des Décrets n° 248 et n° 249. Alors que la Chine continue de mettre en œuvre ces mesures, le Canada lui demande de porter une attention accrue au système CIFER afin de réduire au minimum les perturbations du commerce.

18.41. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

18.42. L'Australie continue de craindre que le Règlement de la République populaire de Chine sur l'enregistrement et l'administration de fabricants étrangers de produits alimentaires importés, promulgué en tant que Décret n° 248, n'entraîne des perturbations et des restrictions non nécessaires au commerce. En outre, elle est également préoccupée par le fait qu'un temps adéquat n'a pas été ménagé pour les Membres et que des renseignements suffisants ne leur ont pas été fournis pour leur permettre de s'enregistrer, de s'adapter et de se préparer avant que ces mesures n'entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

18.43. L'Australie a déjà exprimé ses préoccupations à cet égard devant le Comité SPS et le Comité OTC.

18.44. Les exportateurs australiens signalent des retards en matière d'enregistrement et de dédouanement, qui ont des incidences négatives sur leurs échanges avec la Chine. En particulier, l'Australie a, de bonne foi, fourni des renseignements pour l'enregistrement d'établissements, qui n'ont pas été reflétés avec exactitude dans le système d'enregistrement de la Chine. Cette situation suscite de vives inquiétudes au sein de la branche de production et, pour certains produits, elle a des effets de restrictions du commerce. Les exportateurs australiens de produits alimentaires sont disposés à respecter les prescriptions de la Chine en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, mais les entreprises et les gouvernements ont besoin de clarté et d'un délai raisonnable pour effectuer les changements nécessaires à la mise en conformité avec les nouvelles mesures.

18.45. Compte tenu de ce qui précède, l'Australie demande que les autorités douanières chinoises adoptent une approche flexible de la mise en œuvre, jusqu'au 1^{er} juillet 2023, période pendant laquelle elles autoriseraient l'entrée des produits en cohérence avec les données historiques du commerce, en plus de l'accès accordé au titre du nouveau système d'enregistrement de la Chine, en attendant que les demandes en suspens, les correctifs ou les mises à jour des enregistrements en ligne n'aboutissent.

18.46. L'Australie exhorte la Chine à régler ces questions rapidement et reste disposée à œuvrer avec elle afin de réduire au minimum les perturbations du commerce.

18.47. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

18.48. La Suisse partage et soutient les préoccupations exprimées par d'autres Membres concernant les Décrets n° 248 et n° 249 publiés par la GACC. Elle soutient l'objectif de la Chine de garantir que seuls des produits alimentaires sûrs sont importés. Elle regrette cependant que les mesures continuent de viser toutes les catégories de produits alimentaires, indépendamment de leur profil de risque, et semblent être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés. La Suisse encourage vivement la Chine à autoriser, jusqu'au 1^{er} juillet 2023, l'entrée de tous les produits des établissements enregistrés. Ce délai additionnel permettrait aux établissements de saisir ou de mettre à jour avec exactitude les renseignements sur leurs produits dans leur système d'enregistrement en ligne.

18.49. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

18.50. Comme cela a été expliqué lors de précédentes réunions de ce Conseil et d'autres organes concernés, la Chine réaffirme que l'objectif de sa révision des mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés est de protéger la santé et la sécurité de la population.

18.51. Le processus de révision des mesures administratives susmentionnées est ouvert, transparent et conforme aux règles internationales et aux pratiques courantes. La Chine a publié le projet de texte le 12 avril 2021, et les mesures sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Au cours de ce processus, la Chine a reçu de nombreuses observations et suggestions raisonnables de la part de plusieurs Membres, et celles-ci ont été prises en compte et adoptées. La Chine a également notifié la mesure et la période transitoire à l'OMC, conformément aux prescriptions définies dans l'Accord OTC et l'Accord SPS.

18.52. Tout en renforçant la surveillance de la sécurité sanitaire des aliments, la Chine a également examiné activement les moyens de faciliter les échanges commerciaux concernés, par exemple en adoptant la modalité "d'enregistrement sur recommandation" officielle pour les entreprises étrangères produisant 18 catégories de produits alimentaires, et en simplifiant les procédures pour les entreprises étrangères produisant des produits *qui ne relèvent pas* de ces 18 catégories, à savoir une modalité d'"auto enregistrement" des entreprises.

18.53. La Chine collabore activement avec les Membres sur cette question et a effectué un important travail de préparation avant la mise en œuvre de la mesure. Par exemple, la GACC a publié l'interprétation des règles, le guide des demandes d'enregistrement, les documents et formulaires requis à l'appui des demandes d'enregistrement et le manuel d'utilisation du système

d'enregistrement informatisé. À la fin de l'année 2021, la GACC a organisé des vidéoconférences avec 114 Membres, a dispensé des formations à plus de 2 000 entreprises à l'étranger et a répondu à diverses questions posées par les Membres.

18.54. Depuis la mise en œuvre de cette mesure, et au 25 février 2022, plus de 100 Membres ont fourni la liste des entreprises auxquelles il a été recommandé de s'enregistrer, et un total de 64 036 producteurs à l'étranger, couvrant 31 catégories d'aliments ont été enregistrés. À ce jour, la mesure a été mise en œuvre sans heurts. La Chine souhaite poursuivre le dialogue avec les Membres qui sont intéressés par cette question.

18.55. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

19 INDE – DÉCRET RELATIF À L'EXIGENCE PRÉVOYANT QUE LES LOTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS SOIENT ACCOMPAGNÉS D'UN CERTIFICAT ATTESTANT QUE LES PRODUITS SONT NON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS ET SANS OGM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

19.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

19.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

19.3. Comme indiqué lors des réunions de mars 2022 du Comité OTC et du Comité SPS de l'OMC, les États-Unis renouvellent une fois de plus leurs vives préoccupations quant à la mesure de l'Inde prescrivant un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM pour certaines importations agricoles à destination de l'Inde, laquelle a été notifiée le 2 septembre 2020 sous la cote G/TBT/N/IND/168, et dont la date d'entrée en vigueur du 1^{er} mars 2021 a été notifiée ultérieurement. Ils exhortent à nouveau l'Inde à lever cette prescription et à engager un dialogue avec ses partenaires commerciaux afin de trouver une solution de remplacement fondée sur des données scientifiques et facilitant le commerce.

19.4. Ils notent par ailleurs que le Décret est de nature à entraver le commerce. En effet, depuis son entrée en vigueur en mars 2021, le Décret a limité le commerce de certains produits transformés qui ne figurent pas à son Annexe I, malgré les termes qui disposent que la mesure ne s'applique pas en général aux produits alimentaires transformés.

19.5. Ils souhaitent également encourager l'Inde à accepter leur offre de coopération technique avec la Food Safety and Standards Authority of India – FSSAI (Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde) afin d'étudier des solutions de remplacement de cette mesure.

19.6. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

19.7. L'Uruguay tient à remercier la délégation des États-Unis d'avoir inscrit une nouvelle fois cette préoccupation à l'ordre du jour du Conseil. Comme l'Uruguay l'a déclaré précédemment, le fait que les produits génétiquement modifiés qui sont approuvés par les pays exportateurs sur la base des recommandations du Codex en lien avec la méthode d'évaluation des risques sont équivalents aux produits classiques correspondants fait l'objet d'un consensus à l'échelle internationale.

19.8. Par conséquent, selon l'Uruguay, il ne semble pas exister de raison technique qui justifierait la mise en œuvre de la mesure de certification proposée par l'Inde, compte tenu de l'objectif légitime, mentionné dans le Décret en question, de garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés. En outre, au vu de cet objectif, l'Uruguay souhaite savoir pourquoi la mesure n'a toujours pas été notifiée au Comité SPS, comme l'ont demandé plusieurs délégations.

19.9. L'Uruguay tient à souligner l'importance qu'il y a pour les Membres à établir des mesures fondées sur des principes scientifiques, et en particulier à appliquer ces mesures en cherchant à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce, conformément aux dispositions de l'Accord SPS.

19.10. L'Uruguay reste attentif à toute observation ou question que la délégation de l'Inde pourrait formuler comme suite aux préoccupations que des Membres ont exprimées aussi bien à Genève qu'à New Delhi, y compris dans une note conjointe présentée en janvier 2021 par un certain nombre de pays, dont l'Uruguay.

19.11. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

19.12. Le Paraguay remercie la délégation des États-Unis d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. Le Paraguay a soumis une nouvelle préoccupation commerciale à ce sujet dans le cadre du Comité SPS et du Comité OTC, et il a également déployé des efforts bilatéraux à New Delhi afin de traiter cette préoccupation qui n'a malheureusement pas encore été résolue. Il espère que l'Inde tiendra compte des préoccupations exprimées et proposera des réponses efficaces dans les plus brefs délais, étant donné que bon nombre de ces demandes ont été présentées au niveau bilatéral il y a plus d'un an, comme l'a également noté la délégation de l'Uruguay.

19.13. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

19.14. L'Argentine remercie également les États-Unis d'avoir inscrit cette préoccupation à l'ordre du jour. S'agissant de cette mesure, bien que l'Argentine ait pu résoudre le problème, cela ne signifie pas que cette nouvelle prescription ne constitue pas un obstacle au commerce. Dans le même temps, elle reste une mesure dénuée de sens puisque, comme d'autres Membres l'ont déclaré à plusieurs reprises, y compris lors des réunions des comités de l'OMC, et ainsi que le soutient l'Argentine, elle n'est étayée par aucune explication scientifique. L'Argentine craint que l'acceptation de cette prescription ne crée un précédent permettant d'y inclure, à l'avenir, d'autres produits, voire les produits dérivés, ce qui signifierait que le commerce avec l'Argentine serait affecté par la suite.

19.15. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

19.16. Comme d'autres Membres, le Canada continue de soulever des préoccupations commerciales spécifiques au sein du Comité OTC et du Comité SPS de l'OMC concernant le Décret de l'Inde relatif aux produits non génétiquement modifiés, qui prescrit qu'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés ou sans OGM accompagne les lots de 24 produits alimentaires importés. Bien que le Canada se félicite de la récente décision de l'Inde d'accepter le certificat qu'il a délivré afin d'attester que des produits de haricots étaient non génétiquement modifiés, il demeure préoccupé par le fait que le Décret de l'Inde a des incidences disproportionnées sur la capacité des pays producteurs d'aliments génétiquement modifiés à exporter vers l'Inde, en plus de restreindre de manière non nécessaire le commerce international.

19.17. Il est préoccupé par le fait que la mesure de l'Inde n'est pas étayée par des données scientifiques, étant donné le large consensus scientifique selon lequel les produits génétiquement modifiés sont aussi sûrs sur le plan sanitaire que les produits classiques correspondants, ainsi que par la charge indue et les incidences commerciales négatives que la mesure entraîne pour les pays exportateurs en raison de prescriptions de certification injustifiées. Il encourage l'Inde à intégrer les renseignements scientifiques et techniques à son approche afin de favoriser un environnement commercial transparent, prévisible, et fondé sur les risques et sur des données scientifiques, conformément aux engagements qu'elle a contractés dans le cadre de l'OMC.

19.18. Le Canada demande une nouvelle fois à l'Inde de suspendre la mise en œuvre de cette mesure et de permettre la poursuite des échanges commerciaux sans la prescription d'un certificat attestant que les produits sont sans OGM. Cela donnerait à l'Inde la possibilité de poursuivre les discussions avec les Membres afin d'examiner et d'envisager d'autres approches moins restrictives pour le commerce qui répondraient à ses objectifs et réduiraient au minimum l'incidence sur les échanges. Le Canada serait heureux de contribuer à ces discussions et de partager la vaste expérience qu'il a dans ce domaine.

19.19. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

19.20. L'Inde remercie les délégations des États-Unis, de l'Uruguay, du Paraguay, de l'Argentine et du Canada pour leur intérêt pour cette question. L'Inde souhaite faire savoir aux Membres que la prescription relative à la réglementation de l'importation des produits alimentaires génétiquement

modifiés est fondée sur des dispositions qui existent déjà dans la Loi de 1986 sur la protection de l'environnement, et qu'elle n'est pas nouvelle.

19.21. Le Décret de l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI), daté du 21 août 2020, qui prescrit un certificat de non-modification génétique pour l'importation de 24 productions vivrières, est uniquement une garantie donnée par les autorités compétentes des pays exportateurs que les productions vivrières qui ne sont pas approuvées par le Comité d'approbation chargé du génie génétique (GEAC) en raison de leur modification génétique ne sont pas importées en Inde. Il convient aussi de relever que cette prescription a déjà été notifiée à l'OMC. Elle n'a pas d'effet restrictif sur le commerce puisqu'elle s'applique uniformément aux importations en provenance de tous les pays.

19.22. L'Inde souhaite en outre préciser que la prescription relative au certificat de non-modification génétique n'est pas applicable à l'importation de produits alimentaires transformés et d'aliments pour animaux. À cela s'ajoute que l'attestation de non-modification génétique figurant sur les certificats phytosanitaires, qui est déjà délivrée pour chaque lot, est également acceptable. L'Inde demande également aux Membres de bien vouloir prendre note du fait que plusieurs grands partenaires commerciaux respectent cette prescription et fournissent une copie des certificats de non-modification génétique suivant les modalités prescrites pour les lots destinés à l'exportation. L'Inde est néanmoins disposée à approfondir l'examen de cette question avec tous les Membres.

19.23. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

20 ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE: PLATE-FORME EN LIGNE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ SABER/PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES PRODUITS SALEEM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

20.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

20.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

20.3. Les États-Unis profitent de cette occasion pour faire part au Conseil de leurs préoccupations concernant la plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité SABER/le programme de la sécurité des produits SALEEM du Royaume d'Arabie saoudite afin de trouver une solution quant au manque de clarté de son programme d'évaluation de la conformité, qui englobe 40 règlements techniques visant un large éventail de marchandises. Bien que les préoccupations des États-Unis concernant ce programme aient été discutées lors de la précédente réunion du Conseil, ainsi que lors des précédentes réunions du Comité OTC, ces préoccupations, comme celles d'autres Membres, sont restées sans réponse.

20.4. SABER est un système en ligne qui a été mis en place par l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO), aux fins de la gestion du programme SALEEM. Il permet aux exportateurs, aux importateurs et aux fabricants locaux d'effectuer la demande et d'obtenir par voie électronique les certificats de conformité requis. Malheureusement, la conception et la mise en œuvre du système ont créé des obstacles importants au commerce.

20.5. Sur le plan de la procédure, ce programme d'évaluation obligatoire de la conformité n'a jamais été notifié à l'OMC. En outre, le processus d'enregistrement et de certification est excessivement astreignant et chronophage; les codes SH figurant dans le système diffèrent souvent des codes SH internationaux, ce qui crée une confusion; il n'apparaît toujours pas clairement dans le système quels renseignements sont requis pour effectuer la demande du symbole de suivi de la conformité du CCG (GCTS) et du numéro d'inscription; enfin, les procédures d'évaluation de la conformité mises en œuvre par les organismes notifiés sont incohérentes et manquent de clarté.

20.6. Les États-Unis demandent au Royaume d'Arabie saoudite de notifier cette mesure et attendent avec intérêt des réponses substantielles du pays à ses préoccupations.

20.7. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

20.8. L'Union européenne souhaite exprimer des préoccupations similaires à celles des États-Unis. La mise en œuvre du système de certification électronique SALEEM dans le cadre du portail en ligne SABER demeure une préoccupation pour l'Union européenne. Et si elle tient à remercier le Royaume d'Arabie saoudite pour sa participation constructive aux discussions bilatérales, les difficultés que pose SABER continuent d'avoir des effets négatifs majeurs sur les importations saoudiennes de plusieurs produits provenant de l'UE. Si les prescriptions relatives à l'évaluation de la conformité diffèrent d'un secteur à l'autre, plusieurs branches de production de l'UE s'accordent pour faire état de leur caractère excessivement coûteux, astreignant et chronophage. Les secteurs des jouets, des textiles et des machines sont particulièrement touchés, mais le système est progressivement étendu à d'autres produits.

20.9. L'Union européenne tient à inviter le Royaume d'Arabie saoudite à garantir des procédures efficaces et moins coûteuses pour tous les produits relevant du nouveau système d'évaluation de la conformité. À cette fin, l'UE se tient à disposition pour poursuivre ses discussions bilatérales. L'UE demande également à l'Arabie saoudite de notifier sa mesure à l'OMC.

20.10. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

20.11. La Suisse est préoccupée par l'impact négatif que la plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité SABER pourrait avoir sur ses échanges bilatéraux avec le Royaume d'Arabie saoudite pour une série de produits. Comme d'autres Membres de l'OMC, la Suisse suit également cette question au sein du Comité OTC.

20.12. Le processus d'enregistrement et de certification reste non transparent, astreignant et chronophage pour les exportateurs suisses. La branche de production continue de signaler que les procédures d'évaluation de la conformité entraînent des frais excessifs et, dans de nombreux cas, une charge administrative et des coûts non nécessaires, ainsi que des prescriptions faisant double emploi. Selon le secteur, des procédures d'évaluation de la conformité strictes sont appliquées à des produits qui, pour la plupart, sont considérés comme présentant un risque faible. Le processus d'enregistrement et de certification se traduit par des coûts et des prescriptions en matière de documentation qui sont disproportionnés, en particulier pour les entreprises exportant des produits de qualité en petites quantités, ce qui les dissuade d'entrer sur le marché.

20.13. La Suisse demande au Royaume d'Arabie saoudite de faire en sorte que le processus d'enregistrement et de certification ne soit pas plus strict qu'il n'est nécessaire pour donner une assurance suffisante que les produits sont conformes aux prescriptions applicables. Par ailleurs, elle encourage le Royaume d'Arabie saoudite à fonder les prescriptions en matière de documentation et de certification sur des normes internationales et à veiller à ce que les règles s'appliquent de manière égale et uniforme. La Suisse remercie le Royaume d'Arabie saoudite pour son dialogue utile avec les parties concernées et attend avec intérêt de continuer à coopérer sur cette question.

20.14. Le délégué du Royaume d'Arabie saoudite a indiqué ce qui suit:

20.15. Le Royaume d'Arabie saoudite remercie les États-Unis, l'Union européenne et la Suisse d'avoir fait part de leurs préoccupations concernant la plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité SABER/le programme de sécurité des produits SALEEM.

20.16. Le programme SALEEM s'appuie sur la mise au point d'un système intégré de règlements et de normes compatibles avec les pratiques professionnelles reconnues sur le plan international, grâce au développement d'un système très efficace de mesure des indicateurs de sécurité des produits sur le marché, au moyen de mécanismes et de procédures qui respectent les règlements techniques de chaque produit, notamment les prescriptions essentielles relatives à la santé des personnes et des animaux, et la protection de l'environnement. Ces systèmes intégrés de règlements et de normes garantissent l'efficacité des services fournis par les organes législatifs et réglementaires afin d'assurer la sécurité de ces produits en garantissant leur conformité avec les normes de la SASO. Dans le cadre de la SASO, l'Arabie saoudite s'emploie à élaborer des activités d'évaluation de la conformité (certification, audit et inspection, et activités d'essai) en tant qu'instrument visant à accroître le niveau de qualité dans la branche de production nationale et la sécurité des produits importés présentés sur le marché saoudien.

20.17. En acceptant les organismes d'évaluation de la conformité dans les différentes activités d'évaluation de la conformité, ce processus vise à garantir l'efficacité des résultats obtenus par ces organismes agréés qui exercent des activités de vérification de la conformité dans le cadre des systèmes et des prescriptions des règlements techniques approuvés, afin de mettre en place les activités nécessaires selon le domaine de compétence de ces organismes. Par conséquent, la SASO a choisi d'engager une tierce partie notifiée chargée de l'octroi des certificats de conformité, en application de la norme internationale ISO/IEC 17067, dans le cadre de l'approche adoptée par le Royaume en matière de mise sur le marché.

20.18. SABER a comme objectif principal d'améliorer l'expérience de l'importation et de permettre d'obtenir les certificats de conformité et d'expédition grâce à une plate-forme reliée à d'autres entités. À cet égard, SABER a réduit les délais, qui étaient de 7 à 15 jours ouvrables et sont désormais de 1 à 7 jours ouvrables.

20.19. SABER met en œuvre une série d'améliorations de l'expérience des utilisateurs de la plate-forme SABER (Projet UX) et le Royaume d'Arabie saoudite est résolu à poursuivre l'amélioration de cette expérience sur la plate-forme. Il permet désormais d'ajouter des produits par groupes et de déposer des demandes groupées de certificats de conformité. En outre, SABER a maintenant éliminé deux étapes dans la plate-forme, ce qui permet aux utilisateurs, après l'enregistrement des produits, de procéder à la demande des certificats de conformité des produits (PCOC). Le manuel de l'utilisateur, disponible en arabe et en anglais sous forme de texte et de clips vidéo, permet de clarifier le processus pour les utilisateurs de la plate-forme.

20.20. La plate-forme SABER reflète les règlements techniques qui ont été notifiés à l'OMC. En fait, il s'agit d'un outil qui aide les importateurs et les fabricants locaux à gagner du temps et à effectuer une demande dans le système d'évaluation de la conformité. Elle n'implique pas de politiques ni de prescriptions supplémentaires. En conclusion, le Royaume d'Arabie saoudite se tient en permanence à disposition pour collaborer et dialoguer avec toutes les parties prenantes et attend avec intérêt de poursuivre la coopération sur cette question.

20.21. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

21 PANAMA – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RÉCOLTE ET À LA GERMINATION DES OIGNONS ET POMMES DE TERRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

21.1. Le Président rappelle que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

21.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

21.3. Les États-Unis ont été extrêmement déçus d'apprendre que le Panama avait récemment finalisé et commencé à mettre en œuvre ses nouveaux règlements techniques relatifs aux pommes de terre. Compte tenu des efforts soutenus qu'ils ont déployés pour engager un dialogue constructif avec le Panama sur cette question, y compris par le biais de demandes formulées à plusieurs réunions du Comité OTC, à la précédente réunion du Conseil du commerce des marchandises (CCM), ainsi que dans le cadre d'une récente mission de haut niveau dans le pays, les États-Unis sont préoccupés par l'absence de réponse approfondie du pays, en particulier en ce qui concerne la justification scientifique de ces mesures.

21.4. Ils continuent de soutenir que cette mesure, ainsi qu'une mesure similaire concernant les oignons, entraînent des perturbations non nécessaires du commerce et semblent manquer de justification scientifique. À cet égard, ils demandent au Panama d'assurer la cohérence avec ses obligations internationales et bilatérales, et ils maintiennent leur disponibilité et leur engagement à œuvrer avec le pays pour affiner les mesures afin qu'elles répondent à ses objectifs légitimes sans être restrictives pour le commerce de manière non nécessaire.

21.5. Dans l'intervalle, les États-Unis demandent une nouvelle fois au pays de fournir la justification scientifique de ses mesures ou de suspendre la mise en œuvre des règlements relatifs aux pommes de terre et aux oignons jusqu'à ce qu'ils aient la possibilité de mener des discussions techniques concernant ces deux mesures.

21.6. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

21.7. Le Canada tient à remercier les États-Unis d'avoir soulevé une fois de plus cette préoccupation commerciale spécifique.

21.8. En tant que fournisseur de longue date et tout au long de l'année de pommes de terre fraîches au Panama, le Canada continue de partager certaines des préoccupations exprimées par les États-Unis. Dans ses interventions lors des trois dernières réunions du Comité OTC, le Canada a indiqué que la mise en œuvre de ces nouvelles prescriptions en matière de qualité pourrait avoir une incidence directe sur sa capacité à exporter des pommes de terre vers le Panama.

21.9. Le Canada reconnaît que le Panama a reporté à deux reprises la mise en œuvre de ces mesures afin que de nouvelles consultations puissent avoir lieu avec les partenaires commerciaux. Il a également apprécié la réunion technique au niveau bilatéral qui a été tenue pour répondre aux éléments de préoccupation sur la question. Toutefois, malgré ce dialogue positif, le Canada note que ses préoccupations – notamment celles ayant trait aux délais restrictifs imposés pour le stockage et la commercialisation, ainsi que la tolérance zéro concernant la germination – n'ont pas été prises en compte par le Panama dans la dernière version de ses prescriptions en matière de qualité.

21.10. Il note également que ces prescriptions ont été mises en œuvre avec peu de préavis, le 17 février 2022, et beaucoup plus tôt que la date d'entrée en vigueur précédemment prévue du 2 avril 2022. Enfin, il note également que le Panama n'a notifié l'OMC qu'après l'entrée en vigueur de ces prescriptions.

21.11. Il continue de croire qu'une solution à long terme, qui permettra de mettre en place un environnement réglementaire plus prévisible pour les importateurs comme pour les exportateurs, peut être trouvé moyennant la poursuite d'un dialogue technique. Toutefois, le Canada demande au Panama de bien vouloir suspendre indéfiniment l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement, jusqu'à ce que soit trouvée une solution à long terme aux éléments de préoccupation.

21.12. La déléguée du Panama a indiqué ce qui suit:

21.13. Le Panama remercie les États-Unis et le Canada pour leurs observations. La capitale poursuit ses efforts au niveau bilatéral afin de répondre à cette préoccupation commerciale et espère trouver des solutions mutuellement satisfaisantes. Comme l'a mentionné le Canada, le Panama a répondu aux préoccupations de ses partenaires commerciaux, ce dont atteste le report de la mise en œuvre de ses mesures concernant les pommes de terre. Le Panama fera part au Conseil de toute avancée obtenue dans le cadre des discussions bilatérales.

21.14. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

22 ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉTAT DU KOWEÏT, OMAN, QATAR, ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET ROYAUME DE BAHREÏN – TAXE SÉLECTIVE APPLIQUÉE À CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS ET LA SUISSE

22.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis et de la Suisse.

22.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

22.3. Les États-Unis, ainsi que l'Union européenne, le Japon et la Suisse, ont distribué en mars 2021 des questions aux gouvernements des États membres du CCG concernant la taxe sélective sur les boissons.

22.4. Bien que les États-Unis apprécient les renseignements communiqués lors de la dernière réunion du CCM en novembre, ils notent qu'ils n'ont toujours pas reçu de réponses écrites à ces questions et demandent aux Membres concernés de fournir des renseignements actualisés concernant la date à laquelle ces réponses seront fournies. Comme indiqué précédemment, les États-Unis demandent des renseignements actualisés et substantiels sur les révisions du modèle de droit d'accise du CCG et sur son plan de mise en œuvre dans le cadre du Traité relatif aux droits

d'accise unifiés pour le CCG, et notent qu'il est essentiel de dialoguer avec les parties intéressées au sujet de ces questions en temps utile.

22.5. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

22.6. La Suisse renvoie aux déclarations qu'elle a faites dans le passé au sein de ce Conseil¹³, ainsi qu'au sein du Comité de l'accès aux marchés (CAM), occasions aux cours desquelles elle a exprimé à plusieurs reprises ses vives préoccupations concernant plusieurs aspects de la taxe sélective. Elle déplore qu'il n'y ait pas eu de progrès depuis un certain temps sur cette question. En particulier, comme les États-Unis, elle tient à obtenir des éclaircissements sur l'état d'avancement des procédures de consultation nationale en cours sur la réforme fiscale, et à savoir si une date d'échéance est prévue pour l'achèvement des procédures de consultation.

22.7. Les États membres du CCG ont indiqué à plusieurs reprises qu'ils transformeraient la taxe *ad valorem* actuelle en une taxe volumétrique à paliers. La Suisse demande à avoir de plus amples renseignements sur cette question et à savoir si la taxe sera calculée en fonction de la teneur en sucre ou du volume des boissons. Depuis de nombreuses années, la branche de production des boissons a souffert et la Suisse appelle le CCG à ne pas attendre plus longtemps et à harmoniser à 50% le taux d'imposition pour toutes les boissons contenant du sucre et à exempter de la taxe toutes les boissons sans sucre.

22.8. La Suisse souhaite souligner l'importance d'une collaboration en temps utile du CCG et espère qu'une solution sera trouvée à cette source de discord commercial dans un avenir proche.

22.9. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

22.10. Comme elle l'a déjà fait savoir lors des réunions du CCM et du CAM, l'UE tient à renouveler sa demande de renseignements actualisés et substantiels sur les révisions du modèle de droit d'accise du CCG et sur son plan de mise en œuvre dans le cadre du Traité relatif aux droits d'accise unifiés pour le CCG, tout en notant qu'il est essentiel de communiquer en temps utile sur ces questions avec les parties intéressées. Lors des consultations qu'il a tenues en octobre 2021 avec des représentants en poste dans les capitales et à Genève, le CCG a convenu de convoquer une réunion en janvier 2022 pour examiner les avancées obtenues. L'UE est prête à tenir sans délai une telle réunion avec les autorités compétentes du CCG.

22.11. L'Union européenne tient à rappeler qu'elle souhaite obtenir du CCG la confirmation que, dans le nouveau régime fiscal, les boissons énergisantes entreront dans le champ d'application d'une taxe sur les boissons sucrées et qu'elles seront taxées selon les mêmes critères que ceux appliqués aux autres boissons sucrées, à savoir uniquement sur la base de leur teneur en sucre.

22.12. L'Union européenne souhaite également souligner son appel à ce qu'un soulagement immédiat soit fourni à la branche de production jusqu'à ce que la révision en cours du droit d'accise du CCG prenne effet, en exemptant toutes les boissons sans sucre de la taxe et en harmonisant à 50% le taux d'imposition pour les boissons énergisantes et toutes les autres catégories de boissons sucrées soumises à la taxe.

22.13. L'Union européenne est prête à poursuivre le dialogue avec le CCG sur cette question importante.

22.14. Le délégué du Royaume d'Arabie saoudite a indiqué ce qui suit:

22.15. Au nom des Émirats arabes unis, du Royaume de Bahreïn, du Royaume d'Arabie saoudite, du Sultanat d'Oman, de l'État du Qatar et de l'État du Koweït, l'Arabie saoudite tient à remercier les délégations des États-Unis, de la Suisse et de l'Union européenne pour l'intérêt qu'elles portent au régime de droits d'accise du CCG et pour leur communication sur l'application du droit d'accise aux boissons non alcooliques gazéifiées, aux boissons maltées, aux boissons énergisantes, aux boissons pour sportifs et aux autres boissons sucrées.

¹³ Document G/C/M/141, paragraphes 23.5 à 23.7.

22.16. En ce qui concerne le calendrier du processus en cours sur le nouveau modèle de droit d'accise du CCG et sa mise en œuvre, le Royaume d'Arabie saoudite rappelle, une fois de plus, que la révision du droit d'accise sur les boissons est un exercice complexe qui nécessite des efforts considérables, une forte coordination et des études complètes. À cette fin, le groupe de travail du CCG sur les questions fiscales ne ménage aucun effort pour mener à bien cet exercice afin de soumettre aux États membres du CCG les résultats pertinents et un modèle de droit d'accise de haut niveau. En outre, les États membres du CCG adopteront des procédures et un calendrier appropriés en vue de la révision de leurs régimes de droits d'accise. Une fois le processus achevé, les informations pertinentes seront immédiatement communiquées aux Membres de l'OMC. Enfin, l'Arabie saoudite invite la Suisse, l'Union européenne et les États-Unis à participer à une réunion bilatérale en mai afin de poursuivre la discussion sur cette question avec les autorités compétentes des États membres du CCG.

22.17. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

23 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET LA THAÏLANDE

23.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon et de la Thaïlande.

23.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

23.3. Le Japon se dit de nouveau préoccupé par le fait que l'interdiction d'importation sur les climatiseurs, y compris les réfrigérants, introduite par l'Inde en octobre 2021 au moyen de la Notification n° 41/2015-2020, est une mesure imposant de manière déraisonnable une restructuration des chaînes d'approvisionnement des entreprises. Le Japon est vivement préoccupé par le fait que cette mesure pourrait constituer une interdiction d'importer incompatible avec l'article XI:1 du GATT ainsi qu'avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

23.4. L'Inde a répondu lors de l'examen de sa politique commerciale et de précédentes réunions du CCM que la mesure était compatible avec ses obligations au titre du Protocole de Montréal. Toutefois, le Japon considère que l'interdiction d'importation de l'Inde est superflue et irrationnelle dans la mesure où elle couvre une large gamme de climatiseurs qui utilisent des réfrigérants. En outre, ces climatiseurs ne sont pas soumis à l'obligation de réduction et d'élimination de l'Inde au titre du Protocole de Montréal ni à la réglementation relative au fréon (substance appauvrissant la couche d'ozone) de la législation nationale de l'Inde.

23.5. À cet égard, après avoir examiné les réponses reçues précédemment, le Japon a présenté par écrit des questions à la réunion de septembre 2021 du Comité des MIC afin de demander des renseignements plus détaillés à l'Inde. Il espère que l'Inde pourra y apporter des réponses rapides. L'Inde a déclaré qu'elle demeurerait disposée à discuter de cette question avec le Japon de manière bilatérale. Toutefois, pour que la discussion soit constructive, il est important que l'Inde réponde de bonne foi aux questions écrites du Japon.

23.6. De plus, et comme cela a récemment été mentionné devant le Comité de l'accès aux marchés, en ce qui concerne les climatiseurs, l'entrée en vigueur de la marque IS du système de certification de l'Inde, prévue par le Décret sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et de leurs parties, a été repoussée de janvier 2022 à janvier 2023. Le Japon apprécie que l'Inde ait repoussé la date d'entrée en vigueur du Décret. Toutefois, pour éviter des retards dans la procédure de certification applicable aux produits importés, le Japon demande que le Bureau indien de normalisation (BIS) effectue régulièrement des inspections d'usines à l'étranger, ou que l'Inde envisage des procédures de substitution si les voyages à l'étranger présentent des difficultés.

23.7. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

23.8. La Thaïlande se joint au Japon pour exprimer de nouveau sa préoccupation, soulevée à plusieurs reprises, au sujet de l'interdiction d'importation sur les climatiseurs à réfrigérants imposée par l'Inde. La Thaïlande estime que la mesure prise par l'Inde pourrait être incompatible avec le principe du traitement national de l'OMC, étant donné que les producteurs nationaux sont autorisés à introduire des réfrigérants dans les climatiseurs produits dans le pays, mais que les importateurs

ne le sont pas. La Thaïlande demande donc à l'Inde de modifier cette mesure pour garantir sa compatibilité avec ses engagements dans le cadre de l'OMC.

23.9. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

23.10. L'Inde remercie les délégations du Japon et de la Thaïlande de l'intérêt qu'elles continuent de porter à cette question. Celle-ci a déjà été examinée précédemment, en novembre 2021, au CCM, et aux réunions du Comité de l'accès aux marchés en octobre 2021 et mars 2022, et l'Inde estime avoir apporté des éclaircissements sur les questions en ces occasions.

23.11. L'Inde souhaite attirer l'attention sur la notification qu'elle a présentée au Comité des licences d'importation au titre de l'article 5:1 à 5:4.¹⁴ Cette notification énonce clairement et en détail les substances interdites qui entrent dans ce cadre.

23.12. L'Inde a déjà abordé cette question lors de précédentes réunions, et réaffirme que cette mesure a été prise à des fins de réduction des risques pour la vie et la santé humaines et animales et de préservation des végétaux. Conformément aux règles de 2014 portant modification du Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (réglementation et contrôle), l'importation de climatiseurs contenant des substances du groupe VI (hydrofluorocarbures) est interdite depuis le 1^{er} juillet 2015. L'Inde observe aussi que la mesure était nécessaire à la mise en œuvre des normes et réglementations, conformément à l'engagement pris par l'Inde au titre de l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal.

23.13. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

24 NÉPAL – INTERDICTION D'IMPORTER DES BOISSONS ÉNERGISANTES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA THAÏLANDE

24.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Thaïlande.

24.2. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

24.3. La Thaïlande souhaite de nouveau se déclarer profondément préoccupée par la mesure du gouvernement népalais interdisant depuis 2019 les importations de boissons énergisantes mélangées contenant de la caféine et de boissons aromatisées de synthèse de la Thaïlande vers le Népal.

24.4. La Thaïlande souhaite aussi rappeler les déclarations dans lesquelles le Népal avait justifié l'interdiction d'importer des boissons énergisantes en invoquant un problème d'équilibre de la balance des paiements et de réserves en devises étrangères. Le Népal avait en outre informé le Conseil qu'il fournirait une notification officielle qui apporterait plus d'éclaircissements sur le fondement juridique dans le cadre de l'OMC qui étayait son adoption temporaire d'une telle mesure, et qu'il discuterait de la question avec les organisations aptes à examiner la mise en œuvre de la mesure. À cet égard, la Thaïlande demande au Népal de tenir le Conseil informé de l'état d'avancement de sa notification à l'OMC, ainsi que ses réflexions concernant la suppression de la mesure en question.

24.5. Enfin, la Thaïlande indique qu'elle serait heureuse de tenir des consultations bilatérales avec le Népal afin de trouver une solution mutuellement acceptable à cette question.

24.6. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

24.7. Le Népal remercie la Thaïlande pour sa déclaration et pour l'intérêt soutenu qu'elle porte à ses mesures de politique commerciale. Il observe que cette préoccupation a aussi été soulevée au Comité de l'accès aux marchés. À titre de réponse à la préoccupation soulevée ce jour, le Népal renvoie à ses déclarations lors de la réunion du Comité de l'accès aux marchés qui a eu lieu en

¹⁴ Document G/LIC/N/2/IND/21.

mars 2022. Si la délégation du Népal reçoit de nouvelles informations de sa capitale, elle en fera part à la Thaïlande.

24.8. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

25 SRI LANKA – INTERDICTION D'IMPORTER VISANT DIVERS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE ET LA THAÏLANDE

25.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie et de la Thaïlande.

25.2. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

25.3. Comme indiqué lors de précédentes réunions, la Thaïlande souhaite de nouveau faire part de sa préoccupation au sujet des mesures à l'importation prises par Sri Lanka, y compris les suspensions temporaires d'importations, les importations à crédit et les licences d'importation. À cet égard, la Thaïlande exhorte Sri Lanka à notifier les mesures mentionnées plus haut à l'OMC.

25.4. Ces mesures ont eu des incidences importantes sur les exportations de la Thaïlande vers Sri Lanka, en particulier ses exportations de petits véhicules de transport de personnes. À cet égard, la Thaïlande estime que ces mesures pourraient être plus restrictives que nécessaire. Elle croit toutefois comprendre que Sri Lanka a rencontré d'importantes difficultés découlant de problèmes concernant sa balance de paiements. En conséquence, la Thaïlande demande à Sri Lanka de tenir les Membres au courant des effets que les mesures en question ont eu sur la pénurie de réserves de change du pays.

25.5. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

25.6. L'Australie s'est félicitée des mises à jour fournies par Sri Lanka sur sa série de restrictions à l'importation lors des précédentes réunions du CCM et du Comité de l'accès aux marchés, y compris des mises à jour les plus récentes fournies lors de la réunion de mars du Comité de l'accès aux marchés.

25.7. Malgré ces mises à jour, l'Australie souhaite de nouveau faire part de ses préoccupations concernant la série de mesures à l'importation actuellement mises en œuvre et leurs effets cumulés. Ces mesures semblent être excessivement restrictives pour le commerce et n'ont pas de date limite claire. En particulier, l'Australie prend note de la publication au Journal officiel du Règlement n° 2270/18 du Ministère des finances du 9 mars 2022 annonçant la mise en place de dispositions relatives aux licences d'importation pour une série de produits, y compris des produits alimentaires essentiels.

25.8. L'Australie a conscience de la situation très difficile dans laquelle se trouve Sri Lanka à cause des effets de la COVID 19, y compris sur son économie et son commerce. Néanmoins, un système commercial mondial qui fonctionne bien, transparent, prévisible et stable reste fondamental pour la stabilité économique mondiale. L'Australie se félicite que Sri Lanka collabore avec le Secrétariat pour faire en sorte que ces mesures soient notifiées de manière adéquate à l'OMC.

25.9. L'Australie demande aussi à Sri Lanka de rassurer les Membres sur le fait que les mesures sont justifiées et mises en œuvre d'une manière compatible avec ses obligations dans le cadre de l'OMC. L'Australie reste ouverte à un dialogue plus approfondi avec Sri Lanka sur cette question, notamment à la faveur de la réunion d'information suggérée avec les délégations de Genève intéressées.

25.10. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

25.11. L'Argentine souhaite soutenir la préoccupation exprimée par l'Australie et la Thaïlande, et rappelle que sa principale exportation vers Sri Lanka, les haricots mungo, a été affectée par cette mesure.

25.12. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

25.13. L'Union européenne souhaite faire part de son soutien aux préoccupations exprimées par l'Australie et la Thaïlande, et relève que les mesures concernées sont déjà en place depuis deux ans. L'Union européenne a aussi conscience de la grave crise économique et de la dette extérieure à laquelle Sri Lanka fait actuellement face, et elle se tient prête à continuer de travailler avec Sri Lanka de manière constructive. L'Union européenne espère recevoir bientôt des informations sur un plan de restructuration qui permettra la levée de ces restrictions à l'importation.

25.14. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

25.15. Le Royaume-Uni remercie l'Australie et la Thaïlande d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour et se fait l'écho des préoccupations soulevées par l'Argentine et l'Union européenne. Les restrictions à l'importation actuelles de Sri Lanka ont une incidence importante sur les flux commerciaux du Royaume-Uni vers Sri Lanka. Le Royaume-Uni a conscience des difficultés relatives à la situation intérieure à Sri Lanka. Il souhaite toutefois réaffirmer la nécessité pour chaque Membre de faire preuve de transparence afin de favoriser le bon fonctionnement du système commercial multilatéral.

25.16. Ainsi que l'a dit le Royaume-Uni devant le Comité d'accès aux marchés, Sri Lanka avait eu presque deux ans pour notifier ces mesures relatives à l'importation, consulter d'autres Membres de l'OMC et fournir des explications sur les fondements des mesures au regard des règles de l'OMC. Le Royaume-Uni demande donc à nouveau à Sri Lanka de fournir des informations à jour sur la date à laquelle ces mesures seront formellement notifiées à l'OMC. Le Royaume-Uni voudrait aussi demander à Sri Lanka d'apporter des éclaircissements sur ses projets de s'engager dans des consultations avec d'autres Membres de l'OMC au sujet des mesures adoptées. Enfin, il voudrait demander à Sri Lanka de fournir des informations actualisées sur la date de fin envisagée pour ces mesures temporaires.

25.17. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

25.18. Le Japon partage les préoccupations déjà exprimées par d'autres Membres. Le Japon considère en effet que ces mesures pourraient constituer une interdiction d'importer incompatible avec l'article XI:1 du GATT, même s'il comprend que Sri Lanka les juge nécessaires en raison des difficultés liées à sa balance des paiements. Dans le même temps, une telle restriction à l'importation ne devrait pas être introduite à la légère, et doit être appliquée avec la plus grande prudence et en tenant dûment compte des prescriptions en matière de fond et de procédure énoncées dans les Accords de l'OMC.

25.19. En outre, le Japon a pris note de l'explication fournie à la précédente réunion du CCM, selon laquelle Sri Lanka n'a "introduit aucune mesure, en dehors de certaines mesures relatives aux véhicules automobiles, aux articles en plastique et aux produits chimiques, depuis juin 2020". De surcroît, au cours de la dernière réunion du Comité de l'accès aux marchés, Sri Lanka a aussi expliqué qu'"en ce qui concernait certains véhicules automobiles et certains produits chimiques, ces mesures [avaie]nt été prises en tenant compte des incidences sur l'environnement au niveau du pays".

25.20. À cet égard, le Japon souhaite demander à Sri Lanka des explications sur les points suivants: i) quels sont les produits spécifiques pour lesquels des restrictions à l'importation sont mises en œuvre; ii) quels aspects de quel système correspondent aux mesures qui prennent en considération les incidences sur l'environnement au niveau du pays; et iii) quelles lois et réglementations nationales fixent le contenu de ces mesures. Sri Lanka a expliqué à plusieurs reprises qu'il s'agit de mesures temporaires dues à des problèmes de balance des paiements causés par la COVID-19. En conséquence, le Japon demande le retrait anticipé de ces mesures au vu des améliorations de la situation liée à la COVID-19.

25.21. Le délégué de Sri Lanka a indiqué ce qui suit:

25.22. Sri Lanka remercie les délégations de l'Australie, de la Thaïlande, de l'Argentine, de l'Union européenne, du Royaume-Uni et du Japon de leur intérêt constant pour les mesures de politique commerciales qu'elle a introduites pour atténuer les incidences négatives de la pandémie de COVID-19 sur son économie.

25.23. Ainsi que Sri Lanka l'a indiqué lors de réunions de divers comités, y compris lors de précédentes réunions du CCM, plusieurs mesures ont été prises pour assouplir progressivement la plupart des mesures relatives à l'importation qui ont été introduites depuis avril 2020 pour atténuer les incidences négatives de la pandémie de COVID-19. Plus récemment, à la réunion du Comité de l'accès aux marchés du 30 mars 2022, Sri Lanka a livré une présentation détaillée de l'état actuel de ses mesures relatives à l'importation et des mesures prises périodiquement par le gouvernement pour les assouplir. Par conséquent, Sri Lanka ne souhaite pas faire une longue déclaration à cette occasion.

25.24. Cela étant dit, Sri Lanka souhaite apporter les éclaircissements suivants quant à des préoccupations récemment exprimées par les Membres au sujet de ses mesures relatives à l'importation: i) sur les préoccupations concernant l'ajout récent de 369 produits à la liste des produits pour lesquels une licence d'importation est exigée, le gouvernement de Sri Lanka a procédé à cet ajout par l'intermédiaire du Règlement n°2270/18 du 9 mars 2022. L'importation de ces produits n'est ni suspendue ni interdite. Tout importateur peut, après obtention d'une licence auprès du Département du contrôle des importations et des exportations, importer ces produits à Sri Lanka; ii) sur les préoccupations concernant la suspension temporaire visant les véhicules automobiles et leurs parties, ainsi que l'a précédemment expliqué Sri Lanka lors de diverses réunions de comités, l'importation de véhicules automobiles à Sri Lanka dépend largement des permis d'importation en franchise de droits délivrés périodiquement aux fonctionnaires. Sri Lanka n'est toutefois pas en position de mobiliser des devises dont elle a grand besoin pour importer des véhicules automobiles, qui sont considérés comme des produits non essentiels en raison de la crise économique que connaît actuellement le pays. À l'heure actuelle, avec la quantité limitée de devises dont elle dispose, Sri Lanka accorde la priorité à l'importation de produits essentiels tels que les médicaments, le carburant et les produits alimentaires. Une fois l'économie remise de la crise en cours, l'importation de produits non essentiels tels que les véhicules automobiles et leurs pièces détachées sera autorisée comme à l'accoutumée; et iii) sur les préoccupations concernant la notification à l'OMC de ses mesures relatives à l'importation, Sri Lanka a déjà informé les fonctionnaires en poste à la capitale des préoccupations exprimées par les Membres à ce sujet. Sri Lanka prendra bientôt des mesures sur ce point.

25.25. Sri Lanka a pris note des déclarations faites par les délégations à cette occasion et fournira bientôt ses réponses. Enfin, Sri Lanka souhaite informer les Membres qu'elle a officiellement entamé des négociations avec le Fonds monétaire international pour demander son aide en vue de remédier à la crise économique qu'elle traverse, y compris répondre aux difficultés liées à sa balance des paiements.

25.26. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

26 INDONÉSIE – PROGRAMME DE REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

26.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne. Il a également noté que l'intervention de l'Inde au titre du point 16 de l'ordre du jour avait aussi couvert ce point.¹⁵

26.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

26.3. Les politiques et pratiques restrictives de l'Indonésie en matière d'importation sont un point permanent de l'ordre du jour de plusieurs organes de l'OMC. L'Union européenne est profondément préoccupée de constater que le nombre et la portée des restrictions imposées par l'Indonésie semblent avoir encore augmenté avec le temps, ce qui est préjudiciable aux flux commerciaux, et ce d'autant plus à un moment où la croissance et l'intégration économiques sont mises à rude épreuve par la pandémie. Dans ce contexte, l'UE juge nécessaire de porter de nouveau à l'attention du Conseil certaines évolutions récentes inquiétantes concernant l'importance accrue accordée par l'Indonésie au remplacement des importations.

26.4. En particulier, l'UE est très préoccupée par les projets qu'aurait le Ministère indonésien de l'industrie de parvenir, d'ici à la fin de l'année, à une réduction des importations équivalant à 35%

¹⁵ Paragraphes 16.25 à 16.33.

de la valeur de son potentiel d'importation de 2019, par une série de mesures qui incluent notamment l'extension des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux et l'utilisation obligatoire des Normes nationales "SNI", ainsi que la promulgation de nouvelles procédures astreignantes en matière de licences d'importation.

26.5. La mise en œuvre de cette approche semble être déjà en cours avec l'adoption, par exemple, de restrictions à l'importation d'appareils médicaux par le "gel" de plusieurs appareils médicaux étrangers dans le catalogue en ligne de l'Indonésie pour les marchés publics, ce qui empêche les établissements publics de santé de les acheter.

26.6. Les opérateurs de l'UE dans de nombreux secteurs subissent déjà les effets négatifs des nombreuses mesures restreignant les importations mises en œuvre par l'Indonésie, qui entraveront aussi la reprise économique du pays après la pandémie, celle-ci ne pouvant être réalisée en s'appuyant uniquement sur la promotion des exportations.

26.7. En conséquence, l'Union européenne demande à l'Indonésie des éclaircissements sur les points suivants: les projets de programme de remplacement des importations et leur logique sous-jacente; la mise en place d'un système de "balance-matières" comme base pour la délivrance des autorisations d'importation (ou d'exportation); les mesures de mise en œuvre que l'Indonésie a l'intention de prendre; et la manière dont l'Indonésie entend s'assurer que ces pratiques seront conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

26.8. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

26.9. La Suisse partage la préoccupation que vient de soulever l'Union européenne, en particulier au sujet des projets de l'Indonésie relatifs à un programme de substitution des importations visant à réduire, d'ici à la fin 2022, la valeur des importations de 35% par rapport à son niveau de 2019. La Suisse demande aussi à l'Indonésie de fournir des éclaircissements à ce sujet.

26.10. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

26.11. En 2018, le Japon a relevé que l'Indonésie avait mis en œuvre son programme P3DN, qui prévoit que l'achat et l'utilisation de produits nationaux doivent être privilégiés. Le Japon a aussi pris note de la déclaration en février 2022 du Ministre de l'industrie, qui annonçait son intention d'accélérer le programme. Le Japon partage les préoccupations soulevées par l'Union européenne au sujet de ces programmes de remplacement des importations.

26.12. Le Japon a exprimé à plusieurs reprises ses préoccupations concernant l'introduction et le maintien par l'Indonésie de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans divers secteurs. Il a également exprimé sa préoccupation quant au fait que les mesures indonésiennes liées aux licences d'importation ont de fait constitué une restriction de la quantité des importations. Le Japon craint que le programme P3DN exacerbe cette situation.

26.13. Le Japon demande à l'Indonésie de fournir des éclaircissements sur la manière dont elle entend mettre en œuvre le programme P3DN. Il demande également à l'Indonésie d'expliquer comment elle entend assurer la compatibilité avec les règles de l'OMC des mesures qu'elle s'emploie à mettre en œuvre pour réaliser ce plan.

26.14. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

26.15. Les États-Unis partagent toujours les préoccupations de l'Union européenne concernant les déclarations du gouvernement indonésien selon lesquelles il supprimera les importations dans le but de "remplacer 35% des produits importés" d'ici à 2022.

26.16. Les États-Unis demandent si l'Indonésie dispose de renseignements actualisés sur ce point, si elle met en œuvre un programme de remplacement des importations, et si elle rendra publics les projets de mesure qu'elle élabore actuellement et ménagera une période d'avis et d'observations pour faire en sorte que les parties concernées aient la possibilité d'exposer leur point de vue.

26.17. À la dernière réunion du Comité de l'accès aux marchés, l'Indonésie a déclaré que sa politique n'avait pas pour but d'entraver les importations en provenance d'autres Membres de l'OMC. Les

États-Unis voient toutefois difficilement comment cela serait possible, et demandent à l'Indonésie de fournir davantage d'éclaircissements sur l'objectif et la portée de son programme de substitution des importations.

26.18. En conclusion, les États-Unis exhortent de nouveau l'Indonésie à repenser cet objectif contre-productif et perturbateur pour le commerce.

26.19. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

26.20. L'Indonésie souhaite remercier l'Union européenne, la Suisse, le Japon et les États-Unis pour l'intérêt constant qu'ils portent à son programme de substitution des importations.

26.21. L'Indonésie réitère ses déclarations effectuées lors de précédentes réunions du CCM et du Comité de l'accès aux marchés, et répète donc que son programme de substitution des importations ne vise pas à entraver les importations en provenance d'autres Membres; il vise au contraire à augmenter la compétitivité en améliorant la productivité et en favorisant l'adoption des nouvelles technologies. De plus, le programme de substitution des importations ne comprend pas d'élément de protectionnisme, étant donné que le protectionnisme pourrait au contraire diminuer la compétitivité de l'industrie nationale indonésienne.

26.22. L'Indonésie souligne de nouveau que la délivrance de licences d'importation et la réglementation technique relative aux normes nationales indonésiennes (SNI) ne sont en principe pas liées au programme de substitution des importations. De même, l'objectif des normes nationales indonésiennes (SNI) est de garantir que les produits concernés remplissent les critères d'innocuité, les critères de sécurité et les critères sanitaires nécessaires à la protection des consommateurs indonésiens. En ce qui concerne le SNI, l'Indonésie rappelle aux Membres concernés que cette politique est appliquée de façon non discriminatoire, tant aux biens produits dans le pays qu'aux biens importés. L'Indonésie conclut donc que son programme de substitution des importations est déjà conforme aux règles de l'OMC.

26.23. Enfin, l'Indonésie cherche toujours à se conformer au principe de transparence en faisant rapport à l'OMC sur chaque mise en œuvre du SNI et d'autres réglementations techniques.

26.24. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

27 ÉTATS-UNIS – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE POMMES ET DE POIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

27.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

27.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

27.3. L'Union européenne regrette d'annoncer que les États-Unis n'ont toujours pas résolu ce problème de long terme, et refusent toujours d'accomplir la dernière étape, purement administrative, qui est nécessaire pour approuver les importations de pommes et de poires en provenance de l'UE dans le cadre d'une approche dite "systémique" qui remplacerait le coûteux système de dédouanement préalable actuellement imposé par les États-Unis.

27.4. La première demande de l'Union européenne date de 2008. Tout le travail scientifique nécessaire avait été réalisé, et les États-Unis avaient conclu leur évaluation de manière satisfaisante plusieurs années auparavant. Les résultats de ce travail scientifique montraient que les pommes et les poires en provenance de l'UE pouvaient être importées vers les États-Unis en toute sécurité dans le cadre de l'approche systémique. Les États-Unis persistent toutefois à repousser la publication d'un avis final pour permettre le début des échanges.

27.5. Bien qu'il soit vrai que le marché des États-Unis est déjà ouvert aux pommes en provenance de plusieurs États membres de l'UE, en pratique, les échanges sont presque inexistantes en raison des coûts trop élevés relatifs à l'approche de dédouanement préalable actuellement imposée par les États-Unis. L'Union européenne regrette que, malgré des contacts bilatéraux continus à ce sujet, la publication de l'avis final autorisant le recours à l'approche systémique pour les importations de

pommes et de poires est toujours en suspens, sans qu'aucune justification, de nature scientifique ou autre, soit fournie. En conséquence, l'Union européenne estime que les États-Unis ne respectent pas leurs obligations au titre de l'Accord SPS de l'OMC.

27.6. L'Union européenne exhorte les États-Unis à fonder leurs conditions d'importation sur la science, à résoudre cette question importante sans plus tarder, et à jouer leur rôle pour favoriser une coopération constructive et mutuellement bénéfique.

27.7. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

27.8. Les États-Unis remercient l'Union européenne de l'intérêt qu'elle continue de porter à la demande de huit de ses membres concernant l'exportation de pommes et de poires vers les États-Unis selon une approche systémique. Le Ministère américain de l'agriculture continue de travailler sur cette demande dans le cadre de ses procédures administratives. Les États-Unis notent à nouveau que l'UE est en mesure d'exporter des pommes et des poires vers les États-Unis dans le cadre du programme de prédédouanement existant.

27.9. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

28 NIGÉRIA – POLITIQUES RESTRICTIVES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL

28.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Brésil.

28.2. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

28.3. Au cours des dernières années, le Nigéria a adopté de plus en plus de mesures tarifaires et non tarifaires visant à restreindre l'accès des produits agricoles importés à son marché intérieur. Ces mesures vont de l'absence de réponse à des propositions de certification sanitaire au maintien d'interdictions d'importer injustifiées. Le Brésil invite le Nigéria à répondre aux questions qu'il lui a posées au cours des quatre-vingt-dix-huitième, quatre-vingt-dix-neuvième et centième réunions du Comité de l'agriculture. Il demande aussi à recevoir des réponses aux propositions de certification sanitaire qu'il a déjà envoyées, et que le Brésil avait mentionnées au cours de la quatre-vingtième réunion du Comité SPS.

28.4. La position du Nigéria sur ces questions manque de transparence et n'est pas conforme aux principes de l'Accord SPS, en particulier ses articles 2, 5 et 8 et son Annexe C, ainsi qu'à l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Le Brésil attend du Nigéria qu'il apporte des réponses, afin qu'il soit possible de progresser sur ces questions.

28.5. Le délégué du Nigéria a indiqué ce qui suit:

28.6. Le Nigéria souhaite remercier le Brésil d'avoir inscrit cette question à l'ordre du jour du Conseil. Comme c'est le cas pour d'autres Membres, les politiques agricoles du Nigéria comprennent plusieurs éléments. Il aurait été utile que le Brésil inscrive à l'ordre du jour un élément des politiques agricoles du Nigéria qui le préoccupe en particulier, afin de permettre au Nigéria d'apporter des éclaircissements sur la mesure concernée. À la connaissance du Nigéria, le Brésil n'a pas soulevé de préoccupation commerciale dans le domaine SPS le concernant. Le Nigéria n'a connaissance que d'une proposition visant à ce que le Brésil et lui-même négocient un accord bilatéral, et il ne sait pas à quel stade une proposition de négociation est devenue une préoccupation commerciale. Il demande donc au Brésil de préciser sa préoccupation, afin de pouvoir répondre de manière adaptée.

28.7. Les politiques agricoles du Nigéria sont compatibles avec ses engagements au titre du GATT et de l'Accord sur l'agriculture. Le Nigéria a néanmoins dû mettre en œuvre des mesures temporaires, conformément à l'article XII du GATT de 1994, en réponse aux chocs économiques qui ont affecté les réserves extérieures du pays et exercé une pression sans précédent sur sa monnaie, le naira. Ces chocs ont aussi considérablement affaibli la capacité du Nigéria de financer ses importations, fragilisé la position de sa balance des paiements et augmenté les risques que le Nigéria ne puisse pas rembourser sa dette souveraine si des mesures opportunes et appropriées ne sont pas prises. Ces mesures temporaires sont aussi mises en œuvre conformément au paragraphe 4 a) de l'article XVIII du GATT de 1994 pour résoudre les difficultés du pays liées aux moyens de

subsistance et à l'extrême pauvreté. Les difficultés du Nigéria liées à l'extrême pauvreté et à la garantie des moyens d'existence, ainsi que son fort taux de chômage des jeunes (35% en décembre 2021), ont aussi provoqué une augmentation exponentielle des maux et des fléaux sociaux qui ont encore aggravé sa situation en matière de sécurité nationale. Ces mesures temporaires visent aussi à résoudre les difficultés rencontrées par le Nigéria en matière de sécurité nationale, conformément à l'article XXI du GATT. Malgré les difficultés actuelles, le gouvernement nigérian travaille assidûment à remédier aux difficultés du pays en matière d'économie et de sécurité nationale, de manière à progressivement éliminer ces mesures dès que possible.

28.8. Le Nigéria observe qu'il attend avec intérêt de recevoir des renseignements précis de la part du Brésil. De plus, en ce qui concerne la même préoccupation du Brésil, telle qu'elle a pu être soulevée devant le Comité de l'agriculture, le Nigéria fournira une réponse en temps utile, conformément à la déclaration qu'il vient de faire.

28.9. Le Nigéria remercie le Brésil de son intérêt pour ses politiques agricoles, et il poursuivra son dialogue constructif avec ce pays, afin de renforcer leur relation bilatérale florissante.

28.10. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

28.11. Le Brésil remercie le Nigéria pour sa participation constructive sur ces questions. À titre de clarification, le Brésil attend toujours des réponses écrites du Nigéria aux questions qu'il a présentées devant le Comité de l'agriculture. Le Brésil a présenté ses questions lors de trois réunions différentes du Comité de l'agriculture, et il n'a encore reçu aucune réponse du Nigéria. En conséquence, le Brésil demande au Nigéria de soumettre ses réponses écrites aux questions qu'il a reçues de sa part.

28.12. Le délégué du Nigéria a indiqué ce qui suit:

28.13. Le Nigéria travaille à ses réponses aux questions soulevées par le Brésil dans le cadre du Système de gestion des renseignements, et il soumettra une réponse avant la prochaine réunion du Comité de l'agriculture. Le Nigéria établira aussi des contacts bilatéraux avec le Brésil pour savoir comment il peut aborder les questions présentant un intérêt pour ce pays, avec lequel il entretient des liens étroits et solides.

28.14. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

29 CHINE – LOI SUR LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

29.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

29.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

29.3. Le Japon reste préoccupé par la loi chinoise sur le contrôle des exportations, qui est entrée en vigueur en décembre 2020. Les détails concernant les articles assujettis par la Chine à un contrôle à l'exportation, ainsi que les détails de la réglementation et du fonctionnement de la loi, ne sont toujours pas clairs.

29.4. Comme il l'a déjà indiqué à de précédentes réunions du Conseil, et eu égard à l'objectif de la loi, qui est de sauvegarder des intérêts nationaux, le Japon souhaite rappeler ses préoccupations quant aux trois points suivants. Premièrement, le Japon est préoccupé par le fait que le champ des produits visés par les contrôles à l'exportation pourrait être excessif. Deuxièmement, le Japon craint que la divulgation d'informations technologiques puisse être exigée inutilement dans certains cas, au moment de la classification et des enquêtes sur l'utilisateur final ou l'utilisation. Troisièmement, le Japon est également préoccupé par le fait que les dispositions relatives aux contremesures en cas de réglementation discriminatoire des exportations par d'autres pays sont maintenues dans la loi.

29.5. Le Japon estime que les restrictions à l'exportation susmentionnées prévues dans cette loi pourraient constituer une réglementation des exportations excessivement stricte, ou être des restrictions inutiles, compte tenu du régime international de contrôle des exportations. Elles pourraient donc être assimilées à des restrictions à l'exportation interdites par l'article XI du GATT et, en conséquence, être incompatibles avec les Accords de l'OMC.

29.6. À cet égard, le Japon souhaite rappeler les deux points suivants, déjà soulevés à de précédentes réunions du Conseil. Premièrement, le Japon est préoccupé par le fait que le projet de règlement sur les terres rares, publié en janvier 2021, mentionne un projet visant à constituer des réserves stratégiques. Le Japon considère que ce projet pourrait signifier que la Chine pourrait adopter des contrôles des exportations des terres rares et des produits connexes, conformément à la Loi sur le contrôle des exportations susmentionnée. Deuxièmement, en ce qui concerne la "liste des entités non fiables" et la liste des exportations interdites sur la base de la Loi sur le commerce extérieur, le Japon note avec préoccupation que les liens entre d'une part la liste d'entités de la Loi sur le contrôle des exportations et d'autre part les articles visés par la loi et la liste de technologies manquent de clarté. En particulier, en ce qui concerne les mesures relatives à cette liste, le Japon est préoccupé par le fait de savoir si l'équité et la transparence seront garanties pour les demandes de certification d'entités figurant sur cette liste et quelles mesures seront prises à l'encontre d'entités étrangères. Le dispositif ayant un degré de prévisibilité qu'on peut qualifier de très faible, on pourrait considérer qu'il est incompatible avec l'article X du GATT.

29.7. Le Japon croit comprendre que la Chine a expliqué à la précédente réunion du Conseil que les règlements d'application et les listes de contrôle de la Loi sur le contrôle des exportations étaient encore en cours d'élaboration, et qu'elle communiquerait avec les Membres concernés et présenterait des renseignements à jour en temps utile. En conséquence, le Japon continuera d'observer le détail des règlements d'application de la loi et espère qu'il sera répondu à ses préoccupations dans la version définitive du règlement. En outre, le Japon est d'avis que les dispositions relatives aux contremesures devraient être supprimées de la loi.

29.8. Le Japon prie la Chine de communiquer des renseignements sur le règlement détaillé et les délais correspondants en toute transparence et en ménageant des délais suffisants pour leur examen.

29.9. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

29.10. Comme elle l'a déclaré à la précédente réunion du Conseil du commerce des marchandises, l'Union européenne suit de près l'évolution de la nouvelle loi chinoise sur le contrôle des exportations, qui est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2020.

29.11. L'Union européenne prend acte de la publication, en décembre 2021, du Livre blanc sur la loi sur le contrôle des exportations. Elle est toutefois préoccupée par le fait que le Livre blanc traite davantage de la préservation des intérêts nationaux de la Chine que de la contribution à la paix et la sécurité internationales. Par exemple, le Livre blanc semble sous-entendre que les régimes internationaux de contrôle des exportations existants compromettent la stabilité des chaînes de valeur mondiales et les droits des pays en développement.

29.12. Tout en reconnaissant que la loi chinoise sur le contrôle des exportations consolide les engagements de la Chine en matière de non-prolifération et de contrôle des exportations, l'UE souhaite rappeler ses cinq principales préoccupations au sujet de cette mesure, à savoir: i) l'application extraterritoriale de la loi; ii) les règles relatives aux transactions assimilées aux exportations et aux réexportations; iii) la portée des contrôles; iv) la clause de rétorsion; et, enfin, v) l'Union européenne souhaite demander à la Chine d'expliquer le rapport entre les technologies soumises aux restrictions prévues par la Loi sur le contrôle des exportations (par exemple, les listes établies en vertu des lois et règlements administratifs d'application) et la liste des technologies dont l'exportation est interdite/restreinte en vertu du Catalogue des technologies soumises à une restriction ou à une interdiction à l'exportation.

29.13. L'Union européenne relève qu'à la réunion de novembre du CCM, la Chine a renvoyé à ses réponses dans le contexte de l'examen de ses politiques commerciales. Dans ce cadre, la Chine a répondu que "le Catalogue des technologies soumises à une restriction ou à une interdiction à l'exportation ne relevait pas du champ d'application de la Loi sur le contrôle des exportations. [...] La liste de gestion et de contrôle a été établie conformément à la Loi sur le contrôle des exportations, tandis que la liste des entités non fiables l'a été en vertu du Règlement sur la liste des entités non fiables". Toutefois, la Loi sur le contrôle des exportations dispose expressément que l'objectif de la législation est de sauvegarder les intérêts de sécurité nationale, tandis que le Catalogue des technologies soumises à une restriction ou à une interdiction à l'exportation vise également à réglementer la gestion des exportations de technologies et à maintenir la sécurité économique

nationale. L'Union européenne demande à la Chine de préciser plus avant cette différence, notamment en ce qui concerne les conséquences pour les entreprises et les opérateurs de l'UE présents en Chine. Pour plus de détails sur ces cinq préoccupations, l'UE renvoie à sa précédente déclaration devant le CCM.¹⁶

29.14. L'Union européenne demande en outre à la Chine d'indiquer si les listes sont le résultat d'efforts multilatéraux en matière de non-prolifération ou si elles sont fondées sur des considérations nationales et, dans l'affirmative, de préciser lesquelles. Enfin, elle demande aussi à la Chine de préciser si les références correspondantes aux listes des régimes multilatéraux de contrôle des exportations seront publiées afin d'assurer la clarté juridique.

29.15. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

29.16. Le Canada prend acte de la publication du Livre blanc sur la loi sur le contrôle des exportations par le Bureau de l'information du Conseil d'État en décembre 2021 et demande davantage d'éclaircissements sur la portée et l'application de la Loi chinoise sur le contrôle des exportations. Par exemple, il croit comprendre que la Loi contient un concept d'"intérêts nationaux" dont la portée est considérablement plus large que celle des régimes internationaux de contrôle des exportations, qui sont fondés sur des considérations de sécurité nationale et de non-prolifération. Le Canada demande des renseignements supplémentaires sur la manière dont la Chine définit les "intérêts nationaux" dans ce contexte et sur la façon dont cela pourrait influencer la portée des contrôles à l'exportation qui pourraient être envisagés dans le cadre de la Loi. Le Canada demande si, par exemple, cette définition autoriserait la Chine à adopter des contrôles des exportations dans le but de promouvoir le développement économique et les objectifs de la politique industrielle.

29.17. Le Canada croit également comprendre que la Loi contient une disposition permettant à la Chine de prendre des mesures de réciprocité contre les pays ou régions étrangers qui exploitent ses mesures de contrôle des exportations d'une façon abusive. Le Canada apprécierait de recevoir des précisions sur la définition de l'"exploitation abusive" des mesures de contrôle des exportations par les pays étrangers, notamment lorsque cette "exploitation abusive" est considérée comme mettant en danger les "intérêts nationaux" de la Chine.

29.18. Le Canada prend note de l'importance que revêt la transparence dans l'application de la Loi pour ce qui est de s'assurer que les activités commerciales légitimes ne sont pas entravées et se féliciterait de toute précision que la Chine pourrait fournir à cet égard.

29.19. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

29.20. L'Australie prend note des déclarations du Japon, de l'Union européenne et du Canada au sujet de la Loi chinoise sur le contrôle des exportations.

29.21. Comme elle l'a indiqué dans sa communication dans le cadre de la consultation de la Chine avec les parties intéressées en amont de l'adoption de cette loi en décembre 2020, l'Australie s'est félicitée des efforts visant à codifier le cadre réglementaire des contrôles des exportations de défense. L'Australie salue aussi les efforts déployés par la Chine en vue de clarifier certains aspects de son régime de contrôle des exportations grâce à la publication du Livre blanc en décembre 2021.

29.22. Toutefois, l'Australie est toujours préoccupée par la vaste portée de la loi. L'Australie encourage la Chine à continuer d'apporter des précisions sur les principaux éléments de la loi, y compris la juridiction qu'elle confère et la portée des pouvoirs d'administrateur qui y sont prévus, et à confirmer que la loi est compatible avec les engagements internationaux de la Chine, y compris ceux qui découlent des règles de l'OMC et de l'Accord de libre-échange Chine-Australie.

29.23. L'Australie continue d'encourager la Chine à tenir compte des préoccupations des entreprises étrangères et des Membres dans l'application de cette loi et l'élaboration de futures mesures.

29.24. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

¹⁶ Document G/C/M/141, paragraphes 28.9 à 28.16.

29.25. La Chine souhaite remercier le Japon, l'Union européenne, le Canada et l'Australie de leur intérêt constant pour sa Loi sur le contrôle des exportations.

29.26. La Chine souhaite fournir les éclaircissements suivants:

29.27. Premièrement, la Chine a accéléré l'élaboration et la modification des règles et règlements d'application de sa Loi sur le contrôle des exportations dans le but de fournir des orientations plus claires et plus précises à toutes les parties pour les aider à appliquer et respecter cette loi. La Chine encourage les Membres à continuer de dialoguer avec elle à ce sujet, y compris en soumettant leurs observations et suggestions pendant la période de consultation publique sur les règles et règlements d'application.

29.28. Deuxièmement, la Chine souhaite réaffirmer que sa Loi sur le Contrôle des exportations n'a pas pour but d'imposer des restrictions globales au commerce entre la Chine et les entreprises étrangères en général.

29.29. Troisièmement, en ce qui concerne le rapport entre les technologies soumises aux restrictions prévues par la Loi sur le contrôle des exportations et la liste des technologies dont l'exportation est interdite/restreinte en vertu de la Loi sur le commerce extérieur, la Chine indique que toute technologie à double usage civil ou militaire sera soumise à la Loi sur le contrôle des exportations.

29.30. Quatrièmement, en ce qui concerne l'article 48 de la Loi sur le contrôle des exportations, le but poursuivi par la Chine avec l'inclusion de cette disposition est de cibler l'utilisation abusive par les pays étrangers des mesures de contrôles à l'exportation. La Chine estime que l'inclusion d'une telle disposition est compatible avec les normes fondamentales régissant les relations internationales, les règles de l'OMC et la pratique internationalement reconnue.

29.31. Cinquièmement, en ce qui concerne la liste de restrictions figurant à l'article 18 de la Loi sur le contrôle des exportations et la Liste des entités non fiables, ces dispositions relèvent de différents systèmes juridiques. La liste de restrictions figurant à l'article 18 vise les importateurs et les utilisateurs finaux qui "ont enfreint les règles relatives à la gestion des utilisateurs finaux ou de l'utilisation finale", "pourraient mettre en péril la sécurité et les intérêts nationaux" ou "ont utilisé les produits soumis à un contrôle à des fins terroristes".

29.32. Enfin, la Chine souhaite poursuivre le dialogue avec les Membres intéressés par cette question importante.

29.33. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

30 ÉTATS-UNIS – RESTRICTION QUANTITATIVE DISCRIMINATOIRE À L'IMPORTATION D'ACIER ET/OU D'ALUMINIUM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

30.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

30.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

30.3. La Chine a soulevé cette préoccupation à la réunion de mars du Comité de l'accès aux marchés. La Chine remercie les États-Unis d'avoir répondu à sa préoccupation. Cependant, les principales préoccupations de la Chine subsistent. La Chine a pris note de l'évolution récente de la situation concernant les droits de douane appliqués par les États-Unis au titre de l'article 232, à savoir le fait que les États-Unis adopteront des contingents tarifaires pour des produits précédemment visés par les droits de douane appliqués au titre de l'article 232 en provenance de l'Union européenne, du Japon et du Royaume-Uni.

30.4. La première question de la Chine est de savoir si et quand les États-Unis entendent notifier ces mesures au Comité de l'accès aux marchés. La deuxième question est de connaître le fondement juridique de ces mesures au titre des règles de l'OMC. La Chine a pris note du fait que les États-Unis avaient précisé le fondement juridique national étayant ces mesures à la réunion de mars du Comité de l'accès aux marchés, mais souhaite néanmoins savoir en quoi le fondement juridique national des

États-Unis pour ces mesures est compatible avec les règles de l'OMC. De plus, la Chine souhaite soulever les préoccupations indiquées ci-après.

30.5. Premièrement, toute mesure qui établit de nouveaux contingents, maintient des droits de douane à des taux excédant le taux plafond ou crée une discrimination entre les Membres de l'OMC semble difficile à concilier avec les règles de l'OMC, y compris l'article premier, l'article XI et l'article XIII du GATT. En effet, un Membre qui venait à peine de conclure un accord avec les États-Unis a publié une communication dans laquelle il déclare "ces droits incompatibles avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce".

30.6. Deuxièmement, la Chine ne sait pas comment qualifier une approche qui consiste à commencer par augmenter des droits de douane avant de les réduire pour certains partenaires commerciaux, mais elle constitue certainement un précédent dangereux. La Chine estime qu'une politique commerciale arbitraire et discriminatoire de ce type est contraire à la fois à la lettre et à l'esprit des règles de l'OMC, ainsi qu'à l'histoire du système commercial multilatéral.

30.7. Enfin, et surtout, le fait que les parties qui ont signé ces accords discriminatoires et restrictifs pour le commerce sont des Membres importants de l'OMC inquiète profondément la Chine. Dans le cadre de cet accord, un Membre a même suspendu la procédure de règlement de différend en cours à l'OMC concernant cette mesure. La Chine estime que ce type de pratique nuira considérablement au système commercial multilatéral fondé sur des règles.

30.8. À peu près quatre ans se sont écoulés depuis que les États-Unis ont mis en place leurs droits de douane visant l'aluminium et l'acier au titre de l'article 232. Les prix de l'acier sont restés élevés et les échanges ont été perturbés. Au lieu de retirer les droits de douane uniquement pour certains partenaires, les États-Unis devraient changer de cap et retirer complètement ces droits de douane et ces contingents, dans le respect de la lettre et de l'esprit des Accords de l'OMC.

30.9. Le délégué de la Türkiye a indiqué ce qui suit:

30.10. Des droits additionnels imposés par les États-Unis sur les importations de produits en acier et en aluminium, aussi connus sous le nom de "droits de douane au titre de l'article 232", sont en vigueur depuis 2018. La Türkiye est l'un des pays assujettis à ces droits additionnels qui, selon elle, sont une violation de l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC et du GATT de 1994. Ces droits additionnels sont également contestés dans le cadre de la procédure du groupe spécial WT/DS564.

30.11. La Türkiye a constaté dès le début qu'un nombre croissant de Membres sont exonérés de ces droits additionnels en vertu de certains accords bilatéraux conclus avec les États-Unis. Bien que certaines limites quantitatives s'appliquent, ces Membres jouissent aujourd'hui d'un traitement favorable à l'entrée sur le marché des États-Unis, et ne paient absolument aucun droit additionnel. La part de marché des Membres qui ont bénéficié ou sont sur le point de bénéficier d'un traitement favorable s'élève à 78% du marché des États-Unis en 2021.

30.12. La Türkiye est d'avis qu'il n'existe pas de raison convaincante justifiant de lever ces mesures pour certains Membres tout en excluant d'autres Membres, d'une manière qui sape les fondements mêmes du système commercial multilatéral. En effet, ces restrictions quantitatives et la manière discriminatoire dont elles sont actuellement appliquées semblent contrevenir aux dispositions principales de l'OMC, en particulier le principe de non-discrimination énoncé à l'article premier et à l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994. Ces mesures sont également contraires aux obligations incombant aux États-Unis au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994 concernant l'élimination des restrictions quantitatives.

30.13. C'est pourquoi la Türkiye demande une nouvelle fois l'élimination totale de tous les droits additionnels et restrictions quantitatives, et donc le retrait de tout nouvel obstacle au commerce mondial des produits en question.

30.14. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

30.15. Les États-Unis prennent note des observations et des questions de la Chine au sujet de la compatibilité avec les règles de l'OMC des mesures établies au titre de l'article 232. Ils ont invoqué l'article XXI b) du GATT de 1994 et leurs mesures sont donc pleinement conformes aux règles de l'OMC.

30.16. S'agissant des questions relatives au fonctionnement des contingents établis au titre de l'article 232, les États-Unis renvoient les Membres aux proclamations publiées par le Président en vertu de l'article 232, ainsi qu'aux renseignements sur la mise en œuvre des contingents publiés sur le site Web du Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis.

30.17. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

31 ÉTATS-UNIS – MESURES DE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS POUR LES PRODUITS DES TIC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

31.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

31.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

31.3. La Chine estime regrettable d'avoir à soulever à nouveau cette question. En février 2022, les États-Unis ont ajouté 33 autres entités chinoises à sa liste dite "non vérifiée" afin de restreindre leur capacité à recevoir des expéditions d'exportateurs des États-Unis. Ces dernières années, les États-Unis utilisent le contrôle des exportations comme un outil d'intimidation économique, en prenant constamment des mesures unilatérales pour s'attaquer à des entreprises, des institutions et des personnes physiques chinoises. La Chine s'oppose fermement à cette pratique, qui ne tient pas compte des règles fondamentales de l'OMC, porte atteinte au principe du marché et au principe de la concurrence loyale, et met en danger la sécurité des chaînes d'approvisionnement mondiales. La Chine demande instamment aux États-Unis de respecter les règles de l'OMC et de mettre immédiatement fin à ces pratiques injustes et déloyales.

31.4. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

31.5. Comme indiqué précédemment, les États-Unis ne sont pas d'avis que le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC est l'enceinte appropriée pour examiner des questions relevant de la sécurité nationale.

31.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

32 ÉTATS-UNIS – MESURES CONCERNANT LA PROHIBITION DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS DES TIC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

32.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

32.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

32.3. Il est regrettable que la Chine doive encore soulever cette question, compte tenu du fait que deux autres entreprises chinoises ont été frappées de l'interdiction, en mars 2022, de fournir des services de télécommunication sur le marché des États-Unis. La Chine tient à exprimer à nouveau ses vives préoccupations quant à certaines mesures que les États-Unis ont prises et qui restreignent la fourniture de produits de communication par les entreprises chinoises sur le marché des États-Unis. La Chine demande instamment aux États-Unis de respecter les règles de l'OMC et de mettre immédiatement fin à ces pratiques injustes et déloyales.

32.4. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

32.5. Comme indiqué précédemment, les États-Unis ne sont pas d'avis que le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC est l'enceinte appropriée pour examiner des questions relevant de la sécurité nationale.

32.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

33 AUSTRALIE – INTERDICTION DISCRIMINATOIRE D'ACCÈS AU MARCHÉ POUR LES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

33.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

33.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

33.3. La Chine regrette de devoir soulever une nouvelle fois cette question, aucun progrès n'ayant encore été fait à ce propos. Les principales questions que la Chine a envoyées à l'Australie n'ont toujours pas reçu de réponse directe. De plus, la Chine est fortement préoccupée par le fait que les mesures de restriction et de prohibition de l'accès aux marchés visant certaines entreprises de télécommunication chinoises s'étendent au réseau 5G et au réseau 4G existant. La Chine exhorte l'Australie à revoir ses politiques réglementaires et à offrir un accès équitable aux marchés aux entreprises chinoises pour participer à son réseau de télécommunications, et à mettre ses mesures en conformité avec les règles de l'OMC.

33.4. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

33.5. L'Australie prend note une fois encore de la déclaration de la Chine. Le pays a soulevé cette question pour la première fois à l'OMC à la fin de 2018. Depuis, l'Australie a engagé un dialogue constructif avec la Chine pour expliquer la raison d'être de sa position sur les réseaux 5G. Comme l'Australie l'a déjà déclaré, sa position sur les réseaux 5G est sans distinction de pays, transparente, fondée sur les risques, non discriminatoire et pleinement conforme à l'OMC.

33.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

34 UNION EUROPÉENNE – INTERDICTION DISCRIMINATOIRE D'ACCÈS AU MARCHÉ PAR LA SUÈDE POUR LES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

34.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

34.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

34.3. La Chine déplore d'avoir à soulever à nouveau cette question. En dépit de ses demandes répétées, jusqu'à présent, la Chine n'a vu aucune preuve fournie par l'Administration nationale suédoise des postes et télécommunications (PTS) montrant que les produits des entreprises chinoises présentaient des risques pour la sécurité en Suède. La Chine demande à la Suède de retirer sa mesure non transparente et discriminatoire, de fournir un accès aux marchés équitable aux entreprises chinoises opérant en Suède et de mettre ses mesures en conformité avec les règles de l'OMC.

34.4. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

34.5. L'Union européenne note que la question soulevée par la Chine en relation avec la récente mise aux enchères du spectre 5G en Suède fait encore l'objet d'une procédure judiciaire en Suède. Compte tenu de ces procédures en cours, l'UE n'entrera pas dans les détails de cette question au Conseil à la présente réunion.

34.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

35 UNION EUROPÉENNE – PROJET DE LOI INSTITUANT DES MESURES DE SÉCURITÉ SUPPLÉMENTAIRES POUR LA FOURNITURE DE SERVICES 5G MOBILES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

35.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

35.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

35.3. La Chine a soulevé cette préoccupation concernant le projet de loi de la Belgique "instituant des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services 5G mobiles" à plusieurs reprises aux réunions du Comité OTC. Plus spécifiquement, la Chine renvoie à la déclaration qu'elle a faite à la réunion du Comité OTC tenue le 11 mars 2022. La Chine remercie l'Union européenne pour les éclaircissements qu'elle a donnés sur la question à cette réunion, déplorant néanmoins que le projet de loi susmentionné ait déjà été adopté en février 2022, sans avoir concrètement pris en considération les préoccupations de la Chine.

35.4. La Chine tient à rappeler que ses principales préoccupations sur cette question portent toujours, en particulier, sur l'article 105, section 4, de la loi susmentionnée. La Chine reconnaît que les Membres de l'OMC ont légitimement le droit de protéger la sécurité de leur réseau 5G, mais l'Accord OTC prévoit très clairement qu'un règlement technique est un document qui énonce les caractéristiques d'un produit ou les procédés et méthodes de production s'y rapportant. De plus, l'Accord 2.8 de l'Accord OTC exige des Membres qu'ils définissent des règlements techniques en se fondant sur des prescriptions relatives au produit en fonction des propriétés d'emploi, chaque fois qu'il y a lieu de le faire. Dans ce contexte, la Chine demande à la Belgique de s'assurer que son évaluation des risques des produits des vendeurs soit fondée sur des critères techniques objectifs, plutôt que sur des éléments non techniques.

35.5. De plus, à la lecture de la réponse de l'Union européenne aux préoccupations exprimées par la Chine à la réunion de mars du Comité OTC, la Chine a relevé que, dans la loi belge, les critères d'évaluation des risques sont fondés sur les facteurs énoncés dans la boîte à outils pour les réseaux 5G du Groupe de coopération SRI de l'UE. Il importe de noter que le contenu de cette boîte à outils est relativement vaste et que son application pourrait créer des obstacles non nécessaires au commerce international. La Chine suggère à l'UE qu'elle notifie la loi à l'OMC tout en ménageant un délai raisonnable pour permettre aux autres Membres de formuler par écrit leurs observations à ce propos.

35.6. La Chine tient aussi à exprimer sa préoccupation au sujet de la notification G/TBT/N/BEL/45 au Comité OTC, qui porte sur le Décret royal et les règlements et normes techniques pertinents. Le chapitre 2 du Décret royal notifié impose aux opérateurs du réseau mobile 5G une interdiction ou une restriction les empêchant d'utiliser des éléments actifs "pour lesquels l'équipementier est considéré à haut risque", mais le fait sans indiquer de critères spécifiques. À cet égard, la Chine souhaite indiquer qu'il existe des normes sectorielles internationales fondées sur des critères techniques. En conséquence, la Chine demande instamment à la Belgique de se conformer à l'article 2.4 de l'Accord OTC et d'adopter des normes techniques reconnues à l'échelle internationale pour évaluer la sécurité des produits de manière objective.

35.7. Enfin la Chine note et salue l'intervention de l'Union européenne à la réunion de mars du Comité OTC, dans laquelle l'UE a indiqué qu'elle notifierait au Comité le Décret royal révisé (G/TBT/N/BEL/45), avec une nouvelle période pour la présentation d'observations. La Chine espère de recevoir cette notification le plus tôt possible.

35.8. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

35.9. L'Union européenne remercie la Chine pour l'intérêt qu'elle porte au "projet de loi instituant des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services 5G mobiles" et au projet de "Décret royal envisageant le déploiement sécurisé de la 5G", notifiés par la Belgique à l'OMC sous les cotes G/TBT/N/BEL/44 et G/TBT/N/BEL/45.

35.10. Pendant la période pour la présentation d'observations au sujet de ces notifications, pour lesquelles la période initiale (60 jours) a été prolongée par un addendum à la demande de la Chine, cette dernière a communiqué des observations écrites auxquelles l'Union européenne a répondu le 8 novembre 2021. De plus, lors d'un échange oral détaillé à la réunion de mars 2022 du Comité OTC, l'UE a répondu à d'autres préoccupations soulevées par la Chine.

35.11. Le projet de loi notifié a été adopté le 10 février 2022 et aucune révision n'est prévue dans un futur proche.

35.12. S'agissant des préoccupations soulevées par la Chine, l'Union européenne renvoie à la déclaration détaillée qu'elle a faite au Comité OTC et réaffirme notamment que, de son point de vue, la loi adoptée est conforme à l'Accord OTC. L'évaluation des risques par l'autorité compétente s'appuie sur les bonnes pratiques et les normes internationales existantes les plus pertinentes conformément à l'article 2.4 de l'Accord OTC, selon qu'il est approprié, lorsque ces normes existent.

35.13. S'agissant des vulnérabilités non techniques, il n'existe pas pour l'heure de bonnes pratiques ou de normes internationales pertinentes. Ainsi, s'appuyer uniquement sur les normes internationales existantes pour évaluer les propriétés d'emploi d'un produit serait un moyen inefficace et inapproprié de réaliser l'objectif légitime poursuivi.

35.14. De plus, le projet de décret royal spécifie dans quelle mesure et de quelle façon les vendeurs à haut risque sont visés par une interdiction ou une restriction. Ces restrictions sont différenciées en fonction des diverses parties d'un réseau 5G pour veiller à ce qu'elles n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire pour réaliser l'objectif légitime de la mesure. De plus, la loi adoptée prévoit des moyens de recours judiciaire suffisants pour contester la décision d'identification d'un opérateur économique en tant que vendeur à haut risque.

35.15. Enfin, l'Union européenne souhaite indiquer que le projet de décret royal est en cours de remaniement et sera notifié conformément à l'Accord OTC en tant que révision, en temps utile, avec une nouvelle période pour la présentation d'observations.

35.16. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

36 UNION EUROPÉENNE – MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES

- **DÉCLARATION DE LA CHINE**
- **DÉCLARATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

36.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine et de la Fédération de Russie.

36.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

36.3. La Chine note qu'en mars 2022, le Conseil de l'UE est convenu d'une approche générale sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Toutefois, les principales préoccupations de la Chine demeurent.

36.4. Premièrement, la Chine souhaite savoir comment l'Union européenne va supprimer progressivement les quotas gratuits alloués aux entreprises de l'UE dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE-UE). Avant l'élimination progressive de ces quotas gratuits, la Chine demande également comment le MACF peut être considéré comme compatible avec le principe du traitement national de l'OMC quand l'UE taxe les produits importés dans le cadre de ce mécanisme.

36.5. Deuxièmement, la Chine demande à l'Union européenne d'expliquer si elle continuera à traiter comme des produits similaires ceux qui ne diffèrent que par leurs émissions intrinsèques. Dans l'affirmative, la Chine se demande comment le MACF peut être considéré comme conforme au principe de la nation la plus favorisée (NPF) quand l'UE applique des prix du carbone différents pour ces produits similaires.

36.6. Troisièmement, si des prix sont appliqués aux produits importés pour leurs émissions intrinsèques dans le cadre du MACF, et que les coûts pertinents de ces produits importés dépassent les engagements de l'UE figurant dans sa liste concernant les marchandises, la Chine demande comment le MACF peut être considéré comme compatible avec l'article II du GATT 1994.

36.7. Quatrièmement, la Chine demande à l'Union européenne comment celle-ci peut garantir que les méthodes de calcul et de vérification des émissions intrinsèques des produits importés et les autres prescriptions procédurales en matière d'importation ne constitueront pas de nouveaux obstacles non tarifaires pour les produits importés.

36.8. Cinquièmement, la Chine demande si l'Union européenne a l'intention d'utiliser l'exception générale prévue à l'article XX du GATT 1994 pour garantir la compatibilité du MACF avec les règles de l'OMC.

36.9. Sixièmement, la Chine demande si l'Union européenne a l'intention de mettre en place un dispositif de remboursement des coûts du carbone pour les exportations de l'UE. Si c'est le cas, la Chine considère qu'un tel dispositif pourrait équivaloir à une subvention prohibée.

36.10. La Chine estime que pour lutter efficacement contre le changement climatique et promouvoir le développement durable, les Membres doivent mettre activement en œuvre la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'Accord de Paris, ainsi que promouvoir la libéralisation des échanges et de l'investissement dans les secteurs verts. Le

paragraphe 5 de l'article 3 de la CCNUCC dispose clairement qu'il convient d'éviter que les mesures prises pour lutter contre les changements climatiques, y compris les mesures unilatérales, constituent un moyen d'imposer des discriminations arbitraires ou injustifiables sur le plan du commerce international, ou des entraves déguisées à ce commerce. Or le MACF, en tant que mesure unilatérale, n'est pas conforme aux principes fondamentaux des "responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives" et des "contributions déterminées sur le plan national" de la CCNUCC et de l'Accord de Paris, ni aux principes et à l'esprit de l'OMC d'un système commercial multilatéral libre et ouvert.

36.11. Enfin, la Chine espère que l'Union européenne améliorera la transparence du processus de rédaction du MACF en tenant pleinement compte des préoccupations et des observations des Membres, qui ont pour but de veiller à ce que le mécanisme soit compatible avec les règles de l'OMC et ne crée pas de nouveaux obstacles au commerce.

36.12. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

36.13. La Fédération de Russie réitère les déclarations qu'elle a faites lors des précédentes réunions du Comité de l'accès aux marchés et du Conseil du commerce des marchandises et exprime sa profonde inquiétude au sujet du MACF proposé par l'Union européenne. La Russie soutient les efforts internationaux visant à lutter contre le changement climatique. Elle estime également que le changement climatique ne peut être abordé que dans le cadre d'une coopération entre tous les membres de la communauté internationale. Cependant, l'UE a choisi d'agir unilatéralement en élaborant une mesure commerciale, à savoir le MACF, qui pourrait donner lieu à des restrictions commerciales supplémentaires sur le marché européen.

36.14. La Fédération de Russie souhaite attirer l'attention des Membres de l'OMC sur le fait que, selon le premier paragraphe de l'article 1 du projet de règlement de l'Union européenne établissant un MACF, l'objectif de ce mécanisme est de "prévenir le risque de fuite de carbone". Selon l'exposé des motifs de ce projet de règlement, "il y a fuite de carbone lorsque, en raison d'ambitions différentes dans les politiques climatiques, des entreprises de certains secteurs ou sous-secteurs industriels transfèrent leur production vers d'autres pays moins stricts en matière d'émissions ou lorsque les importations en provenance de ces pays remplacent des produits équivalents mais à moindre intensité d'émissions de gaz à effet de serre du fait de politiques climatiques différentes".

36.15. La Fédération de Russie souhaite rappeler à l'Union européenne et à tous les Membres qu'aux termes de la CCNUCC, ainsi que de l'Accord de Paris, les Parties peuvent définir leur propre manière d'atteindre les objectifs climatiques qui sont les plus efficaces pour eux. Selon l'article 3 de la CCNUCC, "les politiques et mesures qu'appellent les changements climatiques requièrent un bon rapport coût-efficacité, de manière à garantir des avantages globaux au coût le plus bas possible. Pour atteindre ce but, il convient que ces politiques et mesures tiennent compte de la diversité des contextes socioéconomiques, soient globales, s'étendent à toutes les sources et à tous les puits et réservoirs de gaz à effet de serre qu'il conviendra, comprennent des mesures d'adaptation et s'appliquent à tous les secteurs économiques".

36.16. De plus, le paragraphe 5 du même article de la Convention dispose que les Parties doivent "travailler de concert à un système économique international qui soit porteur et ouvert et qui mène à une croissance économique et à un développement durables de toutes les Parties, en particulier des pays en développement Parties, pour leur permettre de mieux s'attaquer aux problèmes posés par les changements climatiques. Il convient d'éviter que les mesures prises pour lutter contre les changements climatiques, y compris les mesures unilatérales, constituent un moyen d'imposer des discriminations arbitraires ou injustifiables sur le plan du commerce international, ou des entraves déguisées à ce commerce".

36.17. Malgré toutes ces dispositions, l'Union européenne a décidé de pénaliser tous les pays qui ont appliqué des politiques différentes de ses propres politiques climatiques. Ainsi, selon la proposition de règlement, il convient d'appliquer le MACF "aux marchandises importées sur le territoire douanier de l'Union depuis des pays tiers, sauf si leur production a déjà été soumise au SEQE de l'UE dans le cas où il s'applique à des pays ou territoires tiers, ou à un système de tarification du carbone pleinement lié au SEQE de l'UE". La Russie note que l'exclusion de certains Membres de la mise en œuvre du MACF peut difficilement trouver une justification dans les règles de l'OMC ou dans les dispositions des accords internationaux sur le climat.

36.18. Outre cette approche discriminatoire de l'application du MACF, le Conseil de l'UE a proposé en mars 2022 des amendements selon lesquels une personne accréditée conformément au règlement d'exécution (UE) n° 2018/2067 – autrement dit un ressortissant de l'Union européenne – peut obtenir l'accréditation en tant que vérificateur dans le cadre du MACF. La reconnaissance mutuelle de la vérification par l'UE et ses partenaires commerciaux est ainsi rendue impossible, même en théorie. La Russie note également que les propositions du Conseil de l'UE élargissent également l'éventail des produits soumis au MACF.

36.19. Pour gagner du temps, la Fédération de Russie ne détaillera pas toutes les dispositions du MACF qui restreignent les échanges. Elle a distribué ses questions écrites à l'Union européenne dans les documents G/MA/W/172 et G/C/W/800. Cependant, l'UE n'a pas apporté de réponses. La Russie demande instamment à l'UE d'examiner ses questions et d'y répondre. Elle espère également que l'UE respectera pleinement les règles commerciales actuelles et les accords internationaux sur le climat.

36.20. Le délégué du Royaume d'Arabie saoudite a indiqué ce qui suit:

36.21. Le Royaume d'Arabie saoudite remercie les proposants d'avoir soulevé la question du MACF. Du point de vue du Royaume d'Arabie saoudite, pour autant que l'Union européenne ait déclaré que le mécanisme proposé serait conforme aux règles de l'OMC et aux autres obligations internationales, elle doit encore fournir des explications sur la manière dont elle entend y parvenir. Même si l'UE a l'intention de remédier au risque de fuite des investissements vers d'autres pays, en fait, son objectif principal est de maintenir la compétitivité de ses secteurs d'activité. L'examen très préliminaire de l'Arabie saoudite indique que le mécanisme proposé soulève de très sérieuses préoccupations en raison de ses conséquences négatives potentielles à long terme sur le commerce mondial.

36.22. Le Royaume d'Arabie saoudite considère que la compatibilité du MACF avec les règles fondamentales de l'OMC est sujette à caution. Par conséquent, c'est à l'UE elle-même qu'il incombe de confirmer que ce mécanisme est conforme à ses obligations et engagements en matière de NPF, de traitement national, de règles d'origine et d'obstacles non tarifaires (ONT). Par ailleurs, le suivi et le calcul des émissions de carbone intrinsèques aux produits visés par le MACF ne sont pas une tâche aisée et de nombreux détails de la méthode de calcul ne sont pas encore clairs. Pour ces motifs, l'Arabie saoudite demande à l'UE de fournir des éclaircissements supplémentaires sur cette question.

36.23. Le Royaume d'Arabie saoudite demande à l'Union européenne de bien vouloir préciser les articles des Accords de l'OMC qui lui permettent d'adopter ce mécanisme inutilement compliqué. Il l'exhorte également à poursuivre les consultations avec les Membres afin de garantir la pleine conformité du MACF aux règles et Accords de l'OMC, et de s'assurer que le mécanisme proposé ne créera pas d'obstacles inutiles au commerce, qu'il ne sera pas utilisé comme un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable ni comme une restriction déguisée au commerce international, et ne sera pas appliqué d'une manière qui constituerait une protection pour les branches de production de l'Union européenne. Enfin, l'Arabie saoudite attend avec intérêt de recevoir de l'UE des précisions et des réflexions supplémentaires sur le mécanisme qu'elle propose, et le Royaume est prêt à dialoguer avec l'Union européenne et les Membres intéressés sur cette question.

36.24. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit:

36.25. Le Paraguay souhaite réaffirmer son intérêt pour cette préoccupation commerciale et demande que ses déclarations précédentes soient enregistrées dans le procès-verbal de la réunion.¹⁷ En conséquence, il demande à nouveau à l'Union européenne de fournir des informations sur la question de savoir si elle envisage une réduction tarifaire pour les produits importés ayant une faible empreinte carbone et une augmentation tarifaire pour ceux ayant une empreinte plus importante. À son avis, les incitations sont aussi déterminantes que les sanctions lorsqu'il s'agit de telles mesures.

36.26. La déléguée de la Türkiye a indiqué ce qui suit:

¹⁷ Document G/C/M/141, paragraphes 39.45 à 39.49.

36.27. La Türkiye a fait part de ses commentaires sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) proposé par l'Union européenne à de nombreuses reprises au sein du Comité de l'accès aux marchés et du Comité du commerce et de l'environnement, de même que sur des plates-formes bilatérales et au cours du processus de consultation publique mené par la Commission européenne.

36.28. La Türkiye remercie la Commission européenne d'avoir adopté une approche transparente et de s'être livrée à des exercices constants de partage de renseignements lors des réunions du Comité consacrées au modèle actuel du MACF. Elle estime que la communauté internationale doit renforcer son action collective pour atténuer l'impact du changement climatique. Les mesures de riposte unilatérales risquent toutefois de constituer des discriminations arbitraires ou injustifiables en faveur des producteurs nationaux, et d'imposer des restrictions déguisées au commerce. La Türkiye espère que le MACF sera pleinement compatible avec les règles de l'OMC, tant dans sa conception que dans sa mise en œuvre.

36.29. La Türkiye considère également que le MACF, tel que proposé par la Commission européenne, semble ne pas tenir compte de la diversité des situations et des responsabilités historiques des Membres. À cet égard, elle estime que le MACF devrait être mis en œuvre conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives.

36.30. Enfin, la Türkiye souhaite souligner qu'elle continuera à suivre attentivement le processus, dans la perspective des règles de l'OMC et des principes multilatéralement acceptés des accords environnementaux.

36.31. La déléguée du Royaume de Bahreïn a indiqué ce qui suit:

36.32. Le Royaume de Bahreïn partage des préoccupations analogues à celles soulevées par les auteurs de ce point et souhaite rappeler, à cet égard, la déclaration formulée lors des précédentes réunions du Conseil.¹⁸

36.33. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

36.34. Le Brésil renvoie à ses déclarations précédentes sur le sujet¹⁹, exhorte de nouveau l'Union européenne à prendre dûment en considération les observations qu'il a faites pendant le processus d'élaboration et de mise en œuvre des mesures relevant du "Pacte vert", et espère qu'un dialogue s'ouvrira entre les autorités compétentes.

36.35. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit concernant les points 36 et 41 de l'ordre du jour:

36.36. La déclaration de l'Inde s'applique à ce point et aux autres points de l'ordre du jour portant sur le Pacte vert européen et le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'UE.

36.37. L'Inde a fait part de ses préoccupations concernant les règles proposées au titre du Pacte vert de l'UE dans diverses instances de l'OMC, et considère que la politique en matière de commerce et de développement durable devrait créer une économie verte mondiale juste et inclusive offrant à tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement, les mêmes possibilités de concurrence pour la fourniture de biens et de services. La politique en matière de commerce et de durabilité devrait éviter d'établir une économie à deux vitesses dans laquelle les pays développés disposent des ressources et des capacités nécessaires pour passer à une économie verte, tandis que le reste du monde est laissé dans une économie brune.

36.38. L'environnement est le bien commun mondial dont les Membres devraient se préoccuper le plus. De fait, le monde se mobilise d'une manière totalement inédite pour relever les défis de l'environnement et du changement climatique. Cela a été démontré lors de la COP26 à Glasgow et, plus récemment, à l'occasion du sommet du PNUC qui s'est tenu à Nairobi.

¹⁸ Document G/C/M/140, paragraphes 28.11 et 28.12.

¹⁹ Document G/C/M/141, paragraphes 39.17 à 39.24.

36.39. À Glasgow, qui a accueilli 194 pays, le monde a gardé en ligne de mire l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Pour sa part, le Premier Ministre indien a annoncé les plans de l'Inde pour atteindre le net zéro avant 2070, a présenté cinq objectifs ou *Panchamrit*, dont certains comprennent des engagements à court terme, à l'horizon 2030, et a souligné l'importance de l'acronyme LIFE (style de vie pour l'environnement).

36.40. À Nairobi, 175 pays se sont réunis et ont rendu possible l'adoption d'une résolution historique visant à combattre la pollution plastique, ce qui constitue une avancée majeure dans les efforts mondiaux pour faire la paix avec la nature. Un accord portant sur la création d'un instrument international juridiquement contraignant est une réalisation historique.

36.41. Ces efforts témoignent d'une volonté collective, ce qui est nécessaire pour résoudre les problèmes environnementaux et climatiques. Le droit commercial international ne peut constituer le socle unilatéral d'une réponse à ces préoccupations. Les principes consacrés par le droit international de l'environnement, qui ont fait l'objet de débats plus de 20 ans avant la création de l'OMC, devraient être pleinement pris en compte dans les mesures proposées dans le cadre du droit commercial international. Le choix sélectif de lois ou de mesures relatives à l'environnement en vue d'une application dans le domaine du commerce n'est pas la bonne façon de relever le plus grand défi auquel l'humanité fait face actuellement. Les pays devraient plutôt s'attaquer aux problèmes environnementaux transfrontières sur la base d'une coopération internationale.

36.42. L'Inde continue d'étudier les différentes dispositions du Pacte vert européen et, dans ce cadre, le MACF. Elle estime à première vue que ces mesures empiètent sur les droits souverains des Membres en matière d'élaboration des politiques. Les mesures proposées enfreignent également les principes fondamentaux du droit international de l'environnement, à savoir les responsabilités communes mais différenciées et les capacités respectives.

36.43. L'Inde demeure opposée par principe à une telle externalisation de la législation intérieure et continue d'analyser au fond les textes législatifs proposés.

36.44. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

36.45. Le Canada suit de près l'évolution de la proposition de règlement MACF et poursuivra ses pourparlers avec l'Union européenne afin de s'assurer que tous les systèmes canadiens de tarification du carbone sont reconnus dans le cadre du MACF. Il espère également que les obligations commerciales internationales de l'UE, notamment dans le cadre de l'OMC et de l'AECG Canada-UE, seront respectées lors de la mise en œuvre du mécanisme.

36.46. Le Canada reconnaît l'importance des outils commerciaux pour lutter contre les fuites de carbone à l'heure où les Membres de l'OMC prennent d'ambitieuses mesures en faveur du climat. Il étudie, par exemple, la possibilité d'utiliser des ajustements carbone aux frontières comme outil pour limiter les fuites de carbone.

36.47. Le Canada attend avec intérêt de collaborer avec l'Union européenne, ainsi qu'avec d'autres Membres de l'OMC, pour voir comment le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pourrait s'intégrer dans une stratégie plus large pour atteindre les objectifs climatiques tout en faisant face aux risques potentiels de fuites de carbone.

36.48. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

36.49. Le changement climatique est un enjeu des plus importants. Les Membres doivent revoir à la hausse leurs ambitions et redoubler d'efforts pour que la neutralité carbone soit atteinte au niveau planétaire d'ici à 2050, tout en garantissant des conditions de concurrence équitables et en empêchant les fuites de carbone. La coordination des politiques est importante pour la fabrication et la commercialisation de produits à faible intensité en carbone.

36.50. S'agissant de l'examen de la coordination des politiques, chaque Membre a fait dans le passé des efforts de réduction selon ses propres circonstances, telles que les contraintes liées aux sources d'énergie et l'environnement industriel, et, en principe, l'accent devrait être mis sur l'intensité de carbone en tant que "résultat de ces efforts de réduction". En d'autres termes, le fait que l'intensité en carbone d'un pays ou d'un secteur soit faible signifie que le pays ou le secteur a pris des mesures

suffisantes, et il est peu probable qu'un problème se présente au regard de l'égalité des conditions de concurrence ou des fuites de carbone.

36.51. À cet égard, le MACF de l'Union européenne est conçu pour être prélevé lorsque les produits ciblés franchissent les frontières de l'UE, en fonction du niveau des prix explicites du carbone utilisé comme moyen d'intervention au moment considéré. Toutefois, il ne sera vraisemblablement pas justifié à des fins environnementales d'imposer une taxe sur des produits ayant la même intensité en carbone et ne produisant aucune fuite de carbone, pour des motifs de différences de prix explicites du carbone.

36.52. Outre les problèmes de conception institutionnelle susmentionnés, il est essentiel que cette mesure soit conçue d'une manière qui soit compatible avec les règles de l'OMC, comme cela a été souligné à plusieurs reprises. Le Japon estime qu'il est primordial de débattre sur cette question en profondeur et au niveau international.

36.53. Le délégué du Kazakhstan a indiqué ce qui suit:

36.54. Le Kazakhstan réaffirme sa position, exprimée à la précédente réunion du Conseil, et continue de suivre les faits nouveaux récents concernant le MACF de l'Union européenne. Il exhorte l'UE à examiner de manière approfondie la compatibilité du MACF avec les règles et règlements de l'OMC et à veiller à ce que ce mécanisme ne crée pas d'obstacles au commerce.

36.55. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

36.56. La République de Corée salue le rôle moteur et les efforts de l'Union européenne dans la lutte contre le changement climatique en cours. Elle comprend que, pour tenter de résoudre le problème des éventuelles fuites de carbone, l'UE a introduit le principe d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF).

36.57. La République de Corée souhaite réaffirmer que les mesures liées au commerce, telles que le MACF, doivent être conformes aux règles de l'OMC, tout en étant soigneusement conçues pour ne pas constituer un obstacle non nécessaire au commerce ou une charge administrative excessive. Elle estime donc qu'il est indispensable que les Membres disposent de suffisamment de renseignements et de possibilités de présenter leurs avis à ceux qui seront touchés par la mesure. En outre, en vue de parvenir à une concordance de vues sur cette question entre les Membres, et donc d'éviter un résultat négatif inattendu, il est important qu'un débat suffisant ait lieu et que les communautés internationales, y compris l'OMC, parviennent à une position commune avant la mise en œuvre effective.

36.58. La République de Corée espère que le MACF sera mis en œuvre de manière à remplir les objectifs de l'OMC, à savoir garantir un développement durable et faciliter le libre-échange. Elle continuera à examiner de près le processus d'introduction du mécanisme.

36.59. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

36.60. L'Union européenne fera sa déclaration sur le MACF au titre du point 41 de l'ordre du jour.

36.61. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

37 INDE – ORDONNANCE DE 2020 SUR LE PAPIER POUR COPIEUR ORDINAIRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

37.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie.

37.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

37.3. L'Indonésie exprime sa gratitude à l'Inde pour les progrès réalisés grâce à ses efforts pour résoudre le problème des obstacles à l'exportation de papier indonésien vers l'Inde, qui ont entraîné des pertes considérables pour les exportateurs indonésiens depuis la mise en œuvre de l'ordonnance de 2020 sur le papier pour copieur ordinaire (contrôle de la qualité).

37.4. L'Indonésie souhaite informer l'Inde que les mesures de quarantaine obligatoires ont été assouplies, de sorte que la visite de l'usine sur le territoire indonésien peut maintenant avoir lieu dans de meilleures conditions. À cet égard, elle demande que l'Inde lui fournisse des précisions concernant la disponibilité et le calendrier d'inspection des auditeurs du Bureau indien de normalisation (BIS) pour mener des inspections d'usines sur place, en Indonésie.

37.5. En outre, l'Indonésie demande à l'Inde d'accepter les résultats d'essais d'organismes d'évaluation de la conformité accrédités en Indonésie dans le but de faciliter les procédures d'évaluation de la conformité. De cette manière, un accord de reconnaissance mutuelle pourrait être mis en place pour garantir l'acceptation et la reconnaissance des organismes d'évaluation de la conformité de l'Indonésie par le BIS.

37.6. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

37.7. Le Bureau indien de normalisation exerce ses activités de certification de produits en vertu du système I du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS. Dans le cadre de ce système, l'inspection des usines constitue une prescription obligatoire aux fins de l'octroi des licences.

37.8. La licence d'utilisation de la marque de certification sur un produit est accordée après que les capacités de fabrication et d'essai du fabricant demandeur ont été évaluées au moyen d'une inspection des installations de production. Au cours de cette visite, un échantillon du produit est prélevé et testé dans un laboratoire d'essai tiers, ou en interne, ou par une combinaison des deux options, afin d'établir la conformité du produit avec les prescriptions de la norme indienne pertinente. À l'heure actuelle, aucune disposition du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS ne permet d'entreprendre une inspection à distance (virtuelle) aux fins des activités d'évaluation de la conformité.

37.9. Les inspections d'usine ont été suspendues dernièrement par suite des restrictions imposées sur les déplacements internationaux en raison de la pandémie de COVID 19. Cette situation n'était discriminatoire à l'égard d'aucun Membre en particulier. Actuellement, le BIS a commencé les inspections physiques correspondant aux demandes reçues de fabricants étrangers dont le pays facilite la visite d'agents du BIS entièrement vaccinés et munis d'un rapport de test RT-PCR négatif. Les agents doivent être exemptés de toute prescription de quarantaine ou soumis à une quarantaine d'une durée maximale de trois jours, les frais de quarantaine restant, dans ce cas, à la charge du demandeur.

37.10. Les règles actualisées, telles que mentionnées par le délégué de l'Indonésie, seront communiquées à son administration centrale.

37.11. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

38 PHILIPPINES – SAUVEGARDE SPÉCIALE VISANT LE CAFÉ INSTANTANÉ – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

38.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie.

38.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

38.3. L'Indonésie souhaite remercier les Philippines d'avoir répondu à ses préoccupations lors des récentes réunions du Comité de l'agriculture et du Comité de l'accès aux marchés. Toutefois, les Philippines n'ont toujours pas fourni de renseignements sur leur intention de mettre ou non un terme à l'imposition de la mesure de sauvegarde spéciale (SGS) frappant le café instantané en provenance d'Indonésie. La mesure SGS est appliquée depuis 2018, soit depuis quatre ans. Depuis lors, les Philippines ont perçu de l'Indonésie l'importante somme de 92,5 millions d'USD. C'est pourquoi, celle-ci demande des précisions sur la durée de mise en œuvre de la mesure.

38.4. L'Indonésie estime que l'application d'une sauvegarde spéciale devrait être temporaire, faute de quoi elle compromettrait les engagements tarifaires pris par les Philippines et les attentes légitimes des autres Membres en matière de libéralisation tarifaire. Par ailleurs, les droits appliqués à la suite de l'application de la SGS susmentionnée pourraient également être considérés comme

incompatibles avec les engagements tarifaires des Philippines inscrits en vertu de l'article II du GATT de 1994. L'Indonésie invite également les Philippines à se conformer au principe de transparence et aux règlements de l'OMC, en particulier à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture, en actualisant la notification de l'application de sa mesure de sauvegarde spéciale. Enfin, elle espère sincèrement que les Philippines réexamineront, et feront immédiatement cesser, l'application de la SGS aux produits à base de café instantané indonésiens.

38.5. La déléguée des Philippines a indiqué ce qui suit:

38.6. Les Philippines remercient l'Indonésie de sa déclaration concernant les mesures de sauvegarde spéciale qu'elles ont imposées sur le café instantané. Elles font remarquer que l'Indonésie avait également soulevé cette question au sein du Comité de l'agriculture, et qu'elles avaient fourni des réponses préliminaires. Conformément à l'article 5.1 de l'Accord sur l'agriculture, une sauvegarde spéciale peut être invoquée pour un produit pouvant en bénéficier si le prix à l'importation c.a.f. de ce produit tombe au-dessous du prix de déclenchement. Le prix de déclenchement pour le café instantané figurait parmi ceux indiqués dans la notification préalable des Philippines distribuée en 2002 sous la cote G/AG/N/PHL/27, qui constitue la base de l'imposition d'une SGS fondée sur les prix. Les prix de la plupart des importations de café entrant dans le pays pendant la période étaient inférieurs au prix de déclenchement, ce qui justifiait l'application de la SGS fondée sur les prix.

38.7. La SGS fondée sur les prix invoquée pour le café instantané a été imposée en août 2018 et son imposition se poursuit car une majorité des importations entrant aux Philippines arrivent toujours à des prix inférieurs au prix de déclenchement et la part des marques importées domine toujours le marché local. L'application de la SGS visant les grains de café (SH 09.01) a été levée en 2018, mais la SGS visant le café instantané (SH 21.01) reste en vigueur comme en témoignent les notifications présentées par les Philippines sous la forme du tableau MA:5 pour 2019 et 2020. Les Philippines présenteront en temps voulu leur notification sous la forme du tableau MA:5 – Résumé annuel des mesures de sauvegarde spéciales prises en 2021.

38.8. Les Philippines restent en coordination avec Manille sur cette question et attendent de recevoir une copie écrite de la déclaration de l'Indonésie afin de la transmettre à l'administration centrale. Les Philippines sont prêtes à poursuivre le débat avec l'Indonésie et s'engagent à traiter cette question dans le cadre de l'instance appropriée.

38.9. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

39 ROYAUME-UNI – LOI SUR L'ENVIRONNEMENT: PRODUITS SYLVICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

39.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie.

39.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

39.3. L'Indonésie reconnaît qu'il est important de préserver l'environnement et de lutter contre la déforestation illégale, et que les Membres de l'OMC ont le droit de le faire. Elle estime toutefois que les mesures prises en ce sens devraient être conformes aux règles et principes fondamentaux de l'OMC. À cet égard, l'Indonésie souhaite demander des éclaircissements au Royaume-Uni au sujet du mécanisme et de certains produits ou produits de base sylvicoles importés auxquels s'appliqueraient les dispositions de sa Loi sur l'environnement, en particulier celles de la politique relative au devoir de diligence en ce qui concerne les produits de base présentant un risque pour les forêts.

39.4. Ainsi, l'Indonésie demande au Royaume-Uni de plus amples renseignements sur la possibilité d'un accord de reconnaissance mutuelle (ARM) visant la reconnaissance des normes indonésiennes dans le cadre de la politique du Royaume-Uni sur le devoir de diligence. Elle lui demande enfin de fournir des renseignements actualisés sur l'état d'avancement de ses discussions internes relatives à la législation secondaire découlant de la Loi du Royaume-Uni sur l'environnement.

39.5. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

39.6. L'Argentine souhaite exprimer son soutien à cette préoccupation. Sur ce point, l'Argentine estime que la mesure pourrait être discriminatoire et excessivement contraignante, qu'elle pourrait faire peser des coûts sociaux importants sur les pays en développement et qu'elle pourrait aller à l'encontre des objectifs environnementaux du Royaume-Uni. Les coûts additionnels seraient assumés à la fois par les producteurs agricoles étrangers et par les entreprises établies au Royaume-Uni qui utilisent les produits visés, ce qui entraînerait selon toute vraisemblance des détournements de trafic, au détriment des agriculteurs des pays en développement qui respectent des réglementations nationales strictes en matière d'environnement.

39.7. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

39.8. Le Brésil appuie l'adoption de politiques qui visent à poursuivre des objectifs environnementaux légitimes, mais s'inquiète de l'adoption possible de mesures environnementales unilatérales qui donnent lieu à d'inutiles répercussions défavorables sur le commerce international. Il estime qu'il est essentiel que les mesures environnementales liées au commerce adoptées par le Royaume-Uni soient pleinement compatibles avec les règles de l'OMC, y compris les principes de la nation la plus favorisée et du traitement national, afin d'éviter un éventuel parti pris protectionniste ou l'adoption de mesures discriminatoires.

39.9. Le Brésil rappelle que la durabilité ne peut être assurée sans tenir dûment compte de ses piliers sociaux et économiques. Dans ce contexte, il fait observer que les propositions du Royaume-Uni et de l'UE relatives aux prescriptions en matière de devoir de diligence pour les produits de base liés à la déforestation reposent toutes deux sur une hypothèse erronée selon laquelle le fait de réduire la demande de produits de bases pouvant être liés à la déforestation conduirait les personnes qui participent à ces activités à se tourner comme par magie vers des activités légales et durables. Cette approche fait clairement abstraction des nombreux défis auxquels sont confrontés les pays en développement et ne tient pas compte des principes du Programme à l'horizon 2030. Qui plus est, de nombreuses études indiquent qu'en l'absence d'initiatives de coopération adéquates, les politiques similaires en matière de diligence ne permettent pas d'atteindre leurs objectifs allégués en matière d'environnement.

39.10. Enfin, le Brésil demande instamment au Royaume-Uni de tenir pleinement compte de ses préoccupations, telles qu'elles ont été exprimées par l'Ambassade du Brésil à Londres.

39.11. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

39.12. Le Royaume-Uni remercie l'Indonésie de l'intérêt qu'elle continue de manifester pour le document de consultation intitulé "Exercer le devoir de diligence en ce qui concerne les produits de base présentant un risque pour les forêts", ainsi que l'Argentine et le Brésil pour leurs interventions. Conformément à la déclaration faite par le Royaume-Uni au Comité de l'agriculture, et téléchargée dans le système AG-IMS le 15 mars, la période de consultation a pris fin le 11 mars 2022 et le Royaume-Uni a l'intention de publier dans un délai de 12 semaines à compter de cette date de clôture un rapport résumant les informations reçues en retour. Le Royaume-Uni reste disposé à poursuivre les discussions bilatérales avec l'Indonésie et d'autres Membres au sujet du devoir de diligence du Royaume-Uni, si cela s'avère utile.

39.13. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

40 UNION EUROPÉENNE – DROITS COMPENSATEURS VISANT LES PRODUITS PLATS EN ACIER INOXYDABLE LAMINÉS À FROID – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

40.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie.

40.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

40.3. L'Indonésie souhaite exprimer ses vives préoccupations au sujet de l'imposition par l'Union européenne de mesures correctives commerciales aux produits en acier inoxydable laminés à froid en provenance d'Indonésie, en particulier de droits compensateurs. Le 15 mars 2022, la Commission européenne a publié le Règlement d'exécution (UE) 2022/433 instituant des droits compensateurs sur les importations de produits plats laminés à froid en aciers inoxydables originaires d'Indonésie.

Auparavant, en juillet 2021, l'UE avait imposé des droits de sauvegarde sur les produits en acier inoxydable laminés à froid en provenance d'Indonésie, ainsi que des droits antidumping en novembre 2021. En conséquence, l'Indonésie demande à l'UE de fournir des éclaircissements au sujet des raisons et de la justification de l'imposition simultanée de trois mesures correctives commerciales distinctes visant les produits en acier inoxydable laminés à froid en provenance d'Indonésie.

40.4. L'imposition simultanée de ces mesures correctives commerciales a pratiquement fermé l'accès des produits indonésiens en acier inoxydable laminés à froid à l'Union européenne et n'est pas conforme à l'esprit de liberté et d'ouverture des échanges de l'OMC. S'agissant tout particulièrement des droits compensateurs, l'Indonésie est d'avis que les restrictions à l'importation et les subventions transnationales, telles qu'utilisées par l'UE comme fondement de ses mesures, ne sauraient suffire pour justifier l'imposition d'un tel droit compensateur sur les produits indonésiens en acier inoxydable laminés à froid. L'Indonésie estime par conséquent que l'imposition par l'UE du droit compensateur repose sur des motifs qui ne sauraient être justifiés et sur une interprétation biaisée et trompeuse des Accords de l'OMC. Par conséquent, l'Indonésie sollicite davantage d'éclaircissements de la part de l'UE à cet égard.

40.5. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

40.6. La Chine remercie l'Indonésie d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. La Chine est vivement préoccupée en l'espèce par la pratique de l'Union européenne dite des enquêtes en matière de subventions transnationales. Elle estime que cette pratique d'enquête constitue une violation tant de l'article 1^{er} que de l'article 2 de l'Accord SMC, ainsi que du Règlement de base de l'UE (Règlement (UE) 2016/1037). L'UE a par ailleurs interprété et appliqué de façon incorrecte les articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite adoptés par la Commission du droit international de l'ONU.

40.7. La Chine fait observer que des pratiques d'enquête similaires avaient été appliquées dans le cadre d'autres affaires et que les entreprises concernées avaient engagé des poursuites contre ce type de pratique. La Chine est d'avis qu'en l'espèce, la pratique de l'UE en matière d'enquête constitue un abus de l'Accord SMC, compromet les droits légitimes des entreprises concernées et a une incidence négative sur les activités normales de coopération économique et d'investissement transfrontières. La Chine est fermement opposée à cette pratique d'enquête et demande à l'UE de la corriger dès que possible.

40.8. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

40.9. L'Union européenne reconnaît et respecte le droit qu'a l'Indonésie de développer son industrie sidérurgique et d'exploiter ses importantes réserves de nickel. Toutefois, cet objectif légitime de politique industrielle devrait être réalisé dans le respect des règles de l'OMC. L'UE rappelle qu'elle a déposé une plainte auprès de l'OMC au sujet de l'interdiction d'exporter du minerai de nickel imposée par l'Indonésie. L'affaire de droits compensateurs de l'UE vise deux subventions principales qui affaiblissent de nombreuses industries compétitives de l'UE dans le nouveau paysage émergent du commerce déloyal: premièrement, les subventions concernant les matières premières essentielles pour les chaînes de valeur industrielles; et deuxièmement, les subventions transfrontières provenant de la Chine que l'Indonésie a acceptées comme étant les siennes, d'après les nombreux documents trouvés.

40.10. Il convient également de mettre en évidence deux autres caractéristiques: premièrement, les autorités indonésiennes n'ont coopéré que partiellement pour ce qui est de nombreux aspects de l'enquête, de telle sorte que l'Union européenne a dû s'appuyer en partie sur les "données de fait disponibles"; et deuxièmement, cette affaire a mis en lumière un grand nombre d'accords passés entre les autorités indonésiennes et chinoises aux fins du versement de subventions transfrontières.

40.11. L'Union européenne a agi de manière pleinement conforme aux règles de l'OMC. Elle n'a pas appliqué de mesures compensatoires pour des subventions octroyées en dehors de la juridiction nationale du pays exportateur. De fait, les subventions chinoises sont clairement imputables au gouvernement indonésien, comme en atteste le dense réseau indonésien d'accords passés avec le gouvernement chinois dans le cadre d'une étroite coopération.

40.12. En somme, l'enquête de l'Union européenne a montré qu'en octroyant des subventions à des producteurs exportateurs installés en Indonésie avec l'acceptation et la reconnaissance expresses des autorités indonésiennes, la Chine crée des capacités supplémentaires et ouvre de nouveaux canaux afin d'exporter des produits subventionnés vers l'UE, causant ainsi un dommage aux producteurs de l'UE.

40.13. Tant que des subventions qui faussent la concurrence et peuvent donner lieu à une mesure compensatoire dans le cadre de l'OMC continueront à causer un dommage à l'industrie sidérurgique de l'UE et à mettre en péril des dizaines de milliers d'emplois, l'Union européenne n'aura d'autre choix que d'exercer pleinement les droits qu'elle tient légitimement de l'OMC.

40.14. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

41 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE (MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES ET PRODUITS ZÉRO DÉFORESTATION) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

41.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie. Il a également noté que l'intervention de l'Inde au titre du point 36 de l'ordre du jour avait aussi couvert le présent point.²⁰

41.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

41.3. L'Indonésie souhaite réaffirmer son intérêt pour cette proposition et demander à l'Union européenne de fournir de plus amples renseignements au sujet de sa politique de Pacte vert pour l'Europe, particulièrement s'agissant de ses propositions relatives au Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et aux produits zéro déforestation. Cette question intéresse également l'Indonésie, de par la fixation de valeurs de référence et l'acceptation mutuelle des certifications.

41.4. L'Indonésie est d'avis que ces politiques sont susceptibles de créer des différences de traitement entre les produits fabriqués dans l'Union européenne et les produits importés, en particulier dans le cas des produits visés par le MACF et des produits zéro déforestation, y compris les produits en fer et en acier, l'aluminium, les produits électroniques et les produits du bois. Il est également à craindre que cette situation n'entraîne une augmentation du prix des produits importés, ce qui ferait perdre à ces produits leur compétitivité sur le marché européen. Par ailleurs, l'Indonésie a l'intention de demander des précisions à l'UE au sujet du mécanisme de certification et des normes internationales utilisés dans le cadre de sa politique du Pacte vert.

41.5. Plus spécifiquement, en ce qui concerne les produits zéro déforestation, l'Indonésie demande à l'Union européenne de fournir des éclaircissements concernant les raisons de la fixation de valeurs de référence par pays. Dans le même temps, s'agissant du MACF, elle demande des éclaircissements au sujet de la progression des discussions sur la question de la vérification de l'acceptation mutuelle.

41.6. L'Indonésie estime que la question du changement climatique ne peut servir d'excuse pour entraver le commerce, en particulier celui des produits agricoles, conformément à l'article XX du GATT de 1994. Par ailleurs, toute politique relative à la durabilité doit aussi tenir compte des besoins et des capacités des pays en développement sans perturber le système commercial multilatéral, et ne devrait pas non plus être utilisée comme un moyen de transférer les obligations de certains pays développés aux pays en développement.

41.7. En conséquence, l'Indonésie entend également clarifier la question de savoir si un examen du programme de Pacte vert pour l'Europe a été réalisé en ce qui concerne sa conformité aux grands principes et aux règles de l'OMC, en particulier aux principes du traitement NPF et du traitement national.

41.8. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

²⁰ Paragraphes 36.35 à 36.43.

41.9. Le Paraguay tient à remercier la délégation de l'Indonésie d'avoir fait inscrire cette préoccupation à l'ordre du jour. Le Paraguay a communiqué ses questions au sujet de la stratégie de déforestation de l'Union européenne au Comité de l'agriculture, et estime que les réponses qui ont été apportées sont loin d'avoir été satisfaisantes.

41.10. Le mécanisme proposé contient certaines prescriptions commerciales qui auraient une incidence sur le commerce des marchandises, ce qui pourrait engendrer une incohérence avec plusieurs articles du GATT de 1994. Les mesures ne visent que certains types de produits, dont plusieurs sont fabriqués dans l'Union européenne grâce à des subventions massives, comme les produits carnés et le soja. Aucun critère n'est défini pour la sélection de ces produits, et aucun élément de preuve n'est fourni pour justifier leur lien avec la déforestation dans les pays d'origine. Une forêt est définie comme étant une étendue de 0,5 hectare peuplée d'arbres, ce qui est extrêmement restrictif du point de vue de ce qui n'est pas considéré comme étant une forêt. Les mesures relatives à la déforestation semblent ne viser que des forêts qui ne sont plus présentes dans des endroits tels que l'UE et pénaliser les Membres qui ont contribué pendant des siècles au bien-être de la planète grâce à des services écosystémiques, et continuent de le faire. Elles ne tiennent pas compte d'un principe fondamental du droit international de l'environnement, qui est celui des responsabilités communes mais différenciées. En outre, elles ne prennent pas non plus en considération les aspects économiques et sociaux de la durabilité, qui sont essentiels pour les pays en développement.

41.11. Les prescriptions en matière de devoir de diligence représentent des coûts importants pour les petits et moyens producteurs et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) des pays en développement, et le projet de mesure ne permet pas de savoir clairement quel type de prescriptions, en termes de critères d'adéquation et de possibilité de vérification des renseignements, existeront dans la pratique une fois la mesure mise en œuvre. Il est également difficile de déterminer quels critères seront utilisés pour la méthode d'évaluation des risques et l'obligation de gestion de la conformité, de quelle manière l'Union européenne classera les pays dans le cadre de son système d'évaluation des risques pour les pays d'origine, et à quel moment le résultat de ce classement sera notifié à chaque pays.

41.12. Le Paraguay demande à l'Union européenne d'informer les Membres sur ces éléments et de communiquer les éclaircissements correspondants.

41.13. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

41.14. L'Uruguay souhaite remercier la délégation de l'Indonésie d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. Il désire toujours en savoir plus sur la mise en œuvre concrète sur le terrain des objectifs généraux définis dans le Pacte vert pour l'Europe, compte tenu de leur impact éventuel sur le commerce international et la production au-delà des frontières de l'Union européenne. L'Uruguay souscrit aux objectifs en matière de lutte contre les changements climatiques et de protection de l'environnement, comme en témoignent les engagements qu'il a pris au titre des accords multilatéraux en l'espèce, y compris l'Accord de Paris, et les politiques adoptées en application de ces accords.

41.15. Toutefois, l'Uruguay est préoccupé par les tentatives d'imposer l'idée qu'il existe un modèle unique de production et de développement durable qui devrait être imité dans le monde entier, sans tenir compte des caractéristiques et des conditions spécifiques des différents pays et régions, notamment la situation de leurs systèmes de production et leurs contributions relatives aux problèmes à traiter. Un autre sujet de préoccupation tient aux effets restrictifs que plusieurs des stratégies et politiques annoncées dans le Pacte vert pour l'Europe pourraient avoir sur le commerce international.

41.16. Le MACF, qui a fait l'objet d'une proposition de règlement présentée par la Commission européenne le 14 juillet 2021 et qui est en cours d'examen par les colégislateurs de l'UE, est une politique dont le processus d'élaboration, d'adoption et de mise en œuvre continue d'être suivi de près par l'Uruguay. À cet égard, l'Uruguay souhaite une fois de plus souligner l'importance qu'il y a à veiller à ce que cette mesure et les autres mesures qui seront adoptées dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe soient compatibles avec les engagements pris par l'Union européenne au titre des Accords de l'OMC. En outre, l'Uruguay souhaite toujours savoir comment l'on pourra éviter toute incohérence résultant de l'application simultanée possible du MACF pour les produits importés et des

"quotas gratuits" pour les produits nationaux. De même, il souhaite savoir comment, dans les calculs correspondants, les politiques de réduction des émissions de carbone seront prises en compte séparément de la tarification du carbone appliquée par différents pays. Enfin, l'Uruguay souhaite savoir comment la Commission européenne a traité le principe des "responsabilités communes mais différenciées", énoncé dans l'Accord de Paris, au moment d'établir sa proposition.

41.17. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

41.18. L'Argentine appuie la préoccupation commerciale soulevée par l'Indonésie et réaffirme sa propre inquiétude en ce qui concerne ces mesures, qui suscitent une préoccupation croissante parmi les Membres en général. Tous les Membres ont le devoir de lutter contre les changements climatiques, mais les mesures qu'ils prennent et les instruments qu'ils utilisent doivent être conformes aux engagements internationaux. Ces mesures et instruments ne doivent pas restreindre les échanges plus que nécessaire pour atteindre des objectifs légitimes d'un Membre, ni constituer une restriction déguisée du commerce international. Dans ce contexte, l'Argentine note avec inquiétude l'intention de l'Union européenne d'imposer le même niveau d'ambition au niveau mondial, sans tenir compte du principe de responsabilités communes mais différenciées. L'Argentine souhaite souligner l'importance d'éviter les actions unilatérales et considère que de telles initiatives ont le potentiel de créer une perturbation majeure du commerce international en établissant une discrimination arbitraire et injustifiée à l'encontre des produits importés.

41.19. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

41.20. La Fédération de Russie partage les préoccupations de l'Indonésie au sujet de la proposition de la Commission européenne figurant dans son projet de règlement relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union ainsi qu'à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts. La Russie est d'avis qu'il s'agit là d'un autre exemple de mesures commerciales unilatérales liées au changement climatique prises dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe.

41.21. La mesure est supposée couvrir six groupes de produits, à savoir le café, le cacao, la viande de bœuf, l'huile de palme, le soja et le bois, ainsi que leurs produits dérivés. Elle implique des règles de devoir de diligence permettant de prouver que la fabrication d'un produit n'a pas entraîné de déforestation ni de dégradation des forêts, et que sa production a été effectuée en conformité avec la législation nationale du pays d'origine. Cependant, on ne voit pas bien comment l'Union européenne a l'intention d'évaluer la déforestation ou la dégradation des forêts causée par la production d'un produit donné, ni sur quoi reposera son examen de la conformité de la production avec la législation du pays d'origine. En dépit de cela, dans les cas où la Commission européenne décidera que le processus de fabrication a endommagé les forêts, les importations des produits visés par le règlement seront interdites. En résumé, cette mesure est susceptible de perturber les flux d'échanges traditionnels et d'entraver les chaînes d'approvisionnement, et semble être en contradiction avec les règles de l'OMC.

41.22. La Fédération de Russie s'attend à ce que les politiques environnementales de l'Union européenne n'entraînent pas l'imposition de restrictions inutiles au commerce international, mais soient conformes aux règles de l'OMC.

41.23. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit concernant les points 41 et 42 de l'ordre du jour:

41.24. Le Brésil souhaite remercier l'Indonésie et la Fédération de Russie d'avoir soulevé ces questions. Le Brésil appuie l'adoption de politiques qui poursuivent des objectifs environnementaux légitimes, mais s'inquiète de l'adoption de mesures unilatérales qui donnent lieu à d'inutiles répercussions défavorables sur le commerce international, contrairement aux engagements pris par les Membres dans d'autres instances. Lorsque les pays examinent l'interdépendance entre le commerce, le changement climatique et la durabilité environnementale, il importe qu'ils le fassent conformément aux termes, engagements et principes qui sont énoncés dans le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030, la CCNUCC, et plus généralement dans le droit international de l'environnement. Fait le plus important, le Brésil rappelle le principe des "responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives", qui découle des différentes responsabilités historiques liées au problème mondial du changement climatique.

41.25. Dans ce contexte, le Brésil estime que le Pacte vert pour l'Europe et le MACF, et leurs prescriptions en matière de devoir de diligence en particulier, doivent se conformer non seulement aux règles fondamentales de l'OMC, mais aussi aux principes fondamentaux établis dans le droit international de l'environnement. Tant dans la CCNUCC que dans l'Accord de Paris, l'Union européenne a accepté de prendre en compte les responsabilités historiques et les capacités respectives, s'engageant ainsi à ne pas chercher à imposer ses normes sur les autres pays. Ces principes fondamentaux ont été essentiels au cadre environnemental développé ces 50 dernières années, et continuent de l'être. Il est par conséquent très inquiétant que l'UE n'ait de cesse d'édulcorer toute référence à ses responsabilités. Dans le même temps, l'UE ne respecte pas ses engagements en matière de financement pour la lutte contre le changement climatique et le transfert de technologie, et ne cesse d'adopter des mesures unilatérales qui affaiblissent le régime environnemental. Cela ne correspond assurément pas au rôle constructif dont le monde a besoin et auquel il s'attend de la part d'un acteur important comme l'UE.

41.26. En conséquence, le Brésil estime que l'allégation selon laquelle le Pacte vert pour l'Europe, et le MACF en particulier, constituent une mesure ambitieuse doit être prise avec des pincettes. Premièrement, on entend par responsabilités historiques le fait que les pays qui se sont industrialisés les premiers, bénéficiant de sources d'énergie bon marché et plus polluantes, devraient assumer une plus grande partie des coûts de la réduction des émissions. Les Membres devraient aussi tenir compte de la façon dont les entreprises européennes ont bénéficié des activités polluantes dans le monde entier et du fait que les capacités budgétaires dont dispose actuellement l'UE pour financer et subventionner sa transition vers une économie sobre en carbone découlent dans une large mesure de siècles de pratiques qui sont loin d'avoir été durables, pour ne pas dire plus.

41.27. Deuxièmement, l'accès au financement est un aspect fondamental. Un pays qui a un ratio dette/PIB de plus de 100% et qui peut emprunter à un très faible coût n'est pas nécessairement plus ambitieux du point de vue de ses investissements ou de ses politiques qu'un pays qui a un ratio dette/PIB beaucoup plus bas, mais qui doit faire face aux nombreuses difficultés mises en lumière dans les récents rapports du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Les capacités budgétaires sont sans aucun doute différentes. Ainsi, bien que l'Union européenne cherche à faire valoir dans diverses tribunes qu'un modèle reposant sur des milliers d'euros de subventions par agriculteur devrait constituer une référence en matière de durabilité, ce modèle n'est tout simplement pas reproductible dans les pays en développement dont les capacités budgétaires sont limitées. Par conséquent, le MACF n'est pas durable, n'est pas conforme aux engagements de l'UE au titre des accords multilatéraux sur l'environnement, et néglige les piliers social et économique de la durabilité.

41.28. Troisièmement, si chaque Membre devait appliquer les critères qui sont le plus avantageux pour lui, le Brésil pourrait imposer des taxes aux pays en deçà de son niveau d'"ambition", à savoir un réseau d'énergie reposant à 80% sur les sources d'énergie renouvelables. Pour donner un autre exemple, le Brésil fait observer qu'il n'est pas seulement préoccupé par l'environnement en Amazonie, mais aussi par les moyens de subsistance de 25 millions de personnes et la violence croissante dans la région. Ainsi, les Membres devraient-ils catégoriser les pays en fonction de la manière dont leur demande de drogues, de bois abattu illégalement ou de minéraux obtenus illégalement alimente la violence dans la région, et taxer leurs produits en conséquence? Cela constituerait certainement une préoccupation légitime et d'autres Membres pourraient choisir d'autres préoccupations; néanmoins, à moins qu'ils ne respectent les règles et principes fondamentaux de l'OMC, les Membres affaiblissent encore le système commercial multilatéral.

41.29. En conséquence, afin d'éviter un éventuel parti pris protectionniste ou l'adoption de mesures discriminatoires, le Brésil prie instamment l'Union européenne de prendre dûment compte des observations qu'il a faites pendant le processus d'élaboration et de mise en œuvre de mesures dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, et espère qu'un dialogue s'ouvrira entre les autorités compétentes sur ces questions.

41.30. Le Brésil observe que de nombreuses parties prenantes ont demandé aux négociateurs commerciaux de travailler en étroite collaboration avec les spécialistes de l'environnement car ces questions ne peuvent pas être traitées de manière compartimentée. Dans ce contexte, il pense que le meilleur moyen de faire avancer les discussions sur le développement durable à l'OMC est de respecter à la lettre non seulement les règles de l'Organisation, mais aussi les concepts, principes et engagements qui ont été convenus dans d'autres instances, et qui reflètent les résultats équilibrés qui y ont été obtenus.

41.31. Malheureusement, considérées conjointement, des mesures telles que le MACF, les "prescriptions en matière de devoir de diligence" et les obstacles non tarifaires en contradiction avec les prescriptions SPS et autres, laissent transparaître un schéma très préoccupant, dans le cadre duquel l'Union européenne agit de manière unilatérale et en nette contradiction avec les règles et principes fondamentaux des régimes commerciaux et environnementaux, et compromet par là-même la capacité de ces régimes à fournir des solutions mondiales aux problèmes mondiaux. Le Brésil est très fier du rôle particulièrement constructif qu'il a joué pour ces deux régimes et prie instamment l'UE de réexaminer l'incidence systémique de ses actions unilatérales.

41.32. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

41.33. L'Union européenne apprécie l'intérêt que portent l'Indonésie, le Paraguay, l'Uruguay, l'Argentine, le Brésil et l'Inde à cette question importante. Récemment, en mars 2022, les Membres de l'OMC ont eu l'occasion d'échanger avec le représentant de l'UE, qui leur a fourni des explications au sujet de l'état d'avancement du projet de MACF, ainsi que des éclaircissements concernant le champ d'application du mécanisme. Il est urgent de lutter contre le changement climatique et les Membres ne peuvent le faire qu'en augmentant leurs niveaux d'ambition mondiale. En effet, ce n'est qu'en prenant des mesures ambitieuses qu'il sera possible de mettre fin au réchauffement climatique et de maintenir à portée de main l'objectif de 1,5°C fixé dans l'Accord de Paris, tout en diminuant les incidences économiques, sociales et environnementales des changements climatiques. Limiter la hausse de la température en deçà de 1,5°C est encore à portée de main si les pays augmentent le niveau de leur ambition mondiale. L'UE a renforcé sa propre ambition climatique, en traduisant pleinement la mise en œuvre de l'Accord de Paris en législation, et elle invite ses partenaires à partager un niveau d'ambition comparable.

41.34. L'établissement d'un MACF pour parer au risque de fuites de carbone fait partie intégrante de la mise en œuvre et de l'ambition de l'UE, comme il est prévu dans le Pacte vert pour l'Europe, afin d'éviter que les actions de l'UE en faveur du climat ne soient compromises. Le MACF ne constitue que l'une des nombreuses composantes du Pacte vert pour l'Europe, qui trace un chemin vers la réalisation des objectifs climatiques de l'UE. Il vise à fournir des incitations commerciales au secteur privé afin que ce dernier rende sa production plus respectueuse de l'environnement. Le MACF est un outil de politique environnementale uniquement axé sur le climat, qui sera appliqué de manière impartiale et non discriminatoire, dans le plein respect des règles de l'OMC et des autres obligations internationales. Le projet repose sur la teneur réelle en carbone d'un produit. Qui plus est, en se calquant sur le Système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'UE, il garantit que les producteurs étrangers et nationaux sont traités sur un pied d'égalité.

41.35. Le MACF ne vise pas les pays tiers mais s'adresse aux entreprises, puisqu'il s'applique aux marchandises de certains secteurs à forte intensité de carbone et prend en considération l'application de systèmes de fixation des prix du carbone par les pays tiers (ouvrant des possibilités de réduction ou de non-paiement du prélèvement du MACF) et l'empreinte carbone des différents producteurs (il y aura prélèvement du MACF en fonction des émissions réelles des marchandises importées).

41.36. Dans le cadre du projet, et afin d'offrir aux pays tiers une sécurité juridique et une stabilité, un système de suivi et d'établissement de rapports s'appliquera à compter de 2023 et jusqu'à la fin de 2025, ce qui laissera du temps pour mettre en place le système définitif. Cette période de transition permettra aux partenaires commerciaux de disposer d'un temps de préparation. Le système fera l'objet d'un réexamen en 2025.

41.37. L'incidence du MACF sur les pays tiers sera limitée. L'Union européenne a engagé un dialogue avec les entreprises et gouvernements les plus touchés.

41.38. Le MACF proposé commencera à s'appliquer, avec recouvrement des recettes, en 2026 seulement. À partir de 2026, il commencera à s'appliquer progressivement aux produits visés, et en proportion directe de la réduction des quotas gratuits alloués dans le cadre du SEQE de l'UE pour ces secteurs. Au fil du temps, il remplacera l'allocation gratuite de quotas.

41.39. Le paquet de propositions "Ajustement à l'objectif 55", y compris le MACF, fait actuellement l'objet d'une procédure législative devant les colégislateurs de l'UE. En mars 2022, le Conseil de l'UE a adopté une approche commune concernant le projet de MACF, qui fait actuellement l'objet de discussions au Parlement européen. Les colégislateurs de l'UE analyseront le paquet en profondeur

et parviendront à un accord conjoint afin d'adopter les différentes propositions. L'UE est disposée à dialoguer avec ses partenaires commerciaux et avec les organisations internationales pour les informer et, dans les cas où cela sera possible, les aider à mettre la mesure en œuvre.

41.40. S'agissant de la proposition de réglementation sur les produits "zéro déforestation", l'Union européenne tient à souligner que la mesure vise à renforcer le commerce des produits issus de chaînes d'approvisionnement "zéro déforestation". Cette proposition a pour objectif de créer des chaînes d'approvisionnement plus durables et permet d'agir contre la déforestation et la dégradation des forêts. Le projet de mesure imposerait des obligations aux opérateurs et aux négociants souhaitant commercialiser sur le marché de l'UE les marchandises et produits entrant dans son champ d'application.

41.41. Le projet de mesure repose sur les principes suivants: premièrement, transparence, obligation redditionnelle et base scientifique et méthodologique solide; deuxièmement, compatibilité avec les engagements internationaux convenus, notamment l'arrêt de la déforestation aux niveaux de décembre 2020, conformément à l'ODD 15; et troisièmement, non-discrimination, étant donné qu'il traite les marchandises et les produits d'origine nationale et importés de la même manière et qu'il vise à la fois les importations et les exportations.

41.42. Le projet de mesure s'inscrit dans un ensemble plus large de politiques. Il sera mis en œuvre parallèlement à d'autres mesures, concernant notamment, le cas échéant et dans la mesure du possible, un soutien aux pays producteurs, un dialogue avec d'autres grands pays consommateurs et une coopération au niveau international, en particulier dans les instances multilatérales compétentes. L'Union européenne est disposée à engager un dialogue avec les pays producteurs concernés par le projet de mesure, afin de lutter conjointement contre la déforestation et la dégradation des forêts et de faciliter l'adaptation aux nouvelles règles de l'UE en matière de déforestation.

41.43. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

42 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

42.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie. Il a également noté que l'intervention du Brésil au titre du point 41 de l'ordre du jour avait aussi couvert le présent point.²¹

42.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

42.3. La Fédération de Russie réitère les déclarations faites lors des précédentes réunions du CCM et fait part de ses graves préoccupations concernant le Pacte vert pour l'Europe et sa mise en œuvre. La Russie souhaite faire observer que ces mesures visent tous les secteurs de l'économie. Elle note également que des Membres de l'OMC soulèvent actuellement des préoccupations commerciales spécifiques concernant certains éléments du Pacte vert, dans le cadre de réunions de divers organes de travail de l'OMC.

42.4. Malheureusement, la Russie constate déjà que certaines des mesures "vertes" de l'Union européenne sont susceptibles d'entraver le commerce et d'être utilisées comme un moyen de "protectionnisme vert", y compris comme un instrument de politique de remplacement des importations. La Russie ne fournira que quelques exemples. Plus tôt pendant la réunion, les Membres ont examiné le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Nul n'ignore que l'imposition de ce mécanisme est étroitement liée au fait que l'UE désire remplacer les produits énergétiques importés par ses propres sources d'énergie. Ce remplacement a déjà provoqué une hausse des coûts de production sur le marché de l'UE et le transfert de la production de l'UE vers d'autres pays, également appelé "fuite de carbone".

42.5. Une autre des propositions de l'UE dans le cadre du Pacte vert tient à la réduction de l'utilisation des engrais de 20%, et des pesticides de 50%, d'ici à 2030. Ces initiatives sont définies dans la stratégie "De la ferme à la table" et la stratégie en faveur de la biodiversité. Une fois mises

²¹ Paragraphes 41.23 à 41.31.

en œuvre, ces prescriptions entraîneront inéluctablement une hausse des coûts de production des produits alimentaires, ce qui rendra nécessaire l'imposition de nouvelles restrictions sur les produits importés. D'ailleurs, les Membres voient déjà passer des propositions destinées à restreindre le commerce des produits agricoles. Par exemple, au titre du point précédent de l'ordre du jour, les Membres ont discuté du règlement de l'Union européenne relatif aux produits zéro déforestation. Ils ne peuvent toutefois pas exclure la possibilité d'une augmentation des mesures restrictives à l'avenir.

42.6. Une autre mesure très préoccupante est le projet de règlement européen relatif aux batteries, notifié dans le document G/TBT/N/EU/775. Cette mesure établit des prescriptions relatives au produit pour les nouvelles batteries comme condition d'accès au marché de l'UE ainsi que des objectifs de valorisation des matières pour les batteries usagées. Ce règlement fixe des prescriptions spécifiques sur le niveau maximum de l'empreinte carbone sur le cycle de vie des batteries et le niveau minimum de matériaux recyclés, tels que le cobalt, le lithium, le plomb et le nickel. Apparemment, les prescriptions relatives au niveau minimum de matériaux recyclés dans les batteries visent à réduire l'utilisation de métaux primaires dans l'UE, qui est dans la plupart des cas consécutive. Les prescriptions énoncées dans ce projet de règlement ne reposent pas sur des données scientifiques ni sur des normes ou des lignes directrices internationales qui précisent la teneur en matériaux recyclés des batteries, les objectifs de valorisation des matières ainsi que les niveaux et les méthodes de calcul de l'empreinte carbone sur le cycle de vie de ce produit.

42.7. Bien entendu, le Pacte vert européen ne se limite pas aux mesures énumérées. Il prévoit également la promotion des normes et technologies énergétiques de l'UE au niveau mondial, la diversification des sources d'approvisionnement en énergie, l'adoption de nouvelles réglementations techniques, la révision des règles de concurrence, etc. La plupart des projets correspondants sont, ou seront, fortement subventionnés et leur mise en œuvre entraînerait le remplacement des approvisionnements étrangers traditionnels du marché de l'UE.

42.8. Les Membres constatent déjà la compensation des coûts pour la réduction des émissions indirectes conformément aux lignes directrices de l'UE concernant les aides d'État liées au système d'échange de quotas (SEQE). Dans ce contexte, la Fédération de Russie a été surprise que l'Union européenne engage une procédure de règlement des différends au sujet des mesures du Royaume-Uni relatives aux énergies renouvelables. La Russie suivra de près l'évolution de ce différend.

42.9. En résumé, la Fédération de Russie attire l'attention des Membres sur le fait que quelles que soient les activités prévues par les Membres de l'OMC dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques, ces activités devraient être menées conformément aux règles et aux principes fondamentaux de l'OMC et ne devraient pas déboucher sur une quelconque discrimination ou des restrictions déguisées au commerce. La Russie s'attend à ce que les règles commerciales actuelles soient pleinement respectées.

42.10. Le Conseil a pris note de la déclaration faite.

43 AUSTRALIE, CANADA, ÉTATS-UNIS, JAPON, NOUVELLE-ZÉLANDE, ROYAUME-UNI, SUISSE ET UNION EUROPÉENNE - MESURES DE RESTRICTION DU COMMERCE PRISES UNILATÉRALEMENT À L'ENCONTRE DE LA RUSSIE - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

43.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

43.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

43.3. La Fédération de Russie souhaite appeler l'attention des Membres et exprimer sa profonde préoccupation au sujet des mesures de restriction du commerce prises unilatéralement par l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, la Suisse et l'Union européenne, entre autres, à l'encontre de la Russie.

43.4. Plusieurs milliers de mesures affectant les échanges internationaux avec la Russie ont été mises en place récemment. Les mesures les plus pertinentes dans le cadre du mandat du CCM

(introduites ou annoncées) étaient notamment les suivantes: l'interdiction d'importer du pétrole, des produits pétroliers, du charbon et du gaz russe, la majoration de 35% des droits de douane frappant toutes les importations en provenance de Russie et l'interdiction d'exporter des minerais d'aluminium et leurs concentrés, du corindon et de l'oxyde et hydroxyde d'aluminium, imposées par l'Australie; l'interdiction d'importer du pétrole provenant de Russie, la majoration de 35% des droits de douane frappant toutes les importations en provenance de Russie et l'interdiction d'exporter des marchandises utilisées pour la prospection et la production pétrolières, imposées par le Canada; l'interdiction d'importer certains produits énergétiques, du charbon, du fer et de l'acier, des produits de la mer, du ciment, des produits chimiques, des produits du bois, du papier, des meubles, des turbines à gaz et des navires de Russie, des restrictions quantitatives à l'importation d'engrais et l'interdiction d'exporter des produits et technologies utilisés dans le secteur de l'énergie, y compris dans le raffinage du pétrole et la production de gaz, ainsi que des navires, des moteurs marins, des systèmes de navigation maritime, des aéronefs et leurs parties et des semi-conducteurs, imposées par l'Union européenne (notons que les interdictions d'importer et d'exporter introduites par l'UE s'étendent à des centaines de catégories de produits); l'interdiction d'importer certains produits alcooliques, bois et articles en bois et certaines machines électriques, une hausse des droits d'importations sur certains produits de la mer et du bois et l'interdiction d'exporter des semi-conducteurs, des circuits intégrés, des convertisseurs analogique-numérique, des cellules solaires, des résistances, des équipements de sécurité aéronautiques et maritimes, des moteurs diesel, des ordinateurs et leurs pièces, du matériel de raffinage du pétrole, des équipements de navigation et autres, imposées par le Japon; l'application annoncée par la Nouvelle-Zélande de droits de douane de 35% sur toutes les importations en provenance de Russie ainsi que l'interdiction d'exporter des produits industriels tels que des équipements de TIC et des moteurs; l'interdiction d'importer du fer et de l'acier, du charbon, du bois et des produits du bois, du ciment, des fruits de mer et des produits alcooliques russes et l'interdiction d'exporter des produits pour le raffinage du pétrole, des tubes et autres articles utilisés pour la production de pétrole et de gaz liquéfié, des équipements de navigation, des robots industriels et certains produits chimiques, imposées par la Suisse; la majoration de 35% des droits à l'importation pour certains produits provenant de Russie, tels que les engrais, le bois, les pneumatiques, le ciment, les boissons, les spiritueux, le verre et les ouvrages en verre, les céréales, le papier et le carton, les machines, les navires, bateaux et structures flottantes, l'interdiction d'importer du fer et de l'acier ainsi que des restrictions quantitatives et interdictions liées à l'exportation de produits et technologies essentiels pour l'industrie, de produits et technologies aéronautiques et aérospatiaux et de biens énergétiques, imposées par le Royaume-Uni; l'interdiction des importations en provenance de Russie de tous les produits énergétiques, du charbon, des poissons et produits de la pêche, des boissons alcooliques, des diamants non industriels et de tout autre produit qui pourrait être spécifié par le Ministre des finances, la révocation du statut de relations commerciales normales permanentes et des restrictions ou interdictions liées à l'exportation de matériel utilisé pour l'extraction et le raffinage du pétrole et du gaz, de produits de microélectronique, d'équipements de télécommunication, d'équipements de navigation et de parties et composants d'aéronefs, imposées par les États-Unis, cette interdiction d'exporter s'appliquant aussi aux produits fournis par des pays tiers qui sont fabriqués en utilisant des programmes et technologies des États-Unis.

43.5. Dans la plupart des cas, les restrictions à l'importation et à l'exportation mises en place à l'encontre de la Russie ne sont pas notifiées à l'OMC, ce qui rend leur suivi plus difficile. De plus, la liste qui précède ne contient qu'une fraction des mesures adoptées ou annoncées par les Membres de l'OMC susmentionnés. Pour éviter toute perte de temps, la Russie ne mentionne pas l'ensemble des mesures. Toutefois, parmi celles qui sont énumérées ci-dessus, les mesures qui s'appliquent directement aux échanges de marchandises ne sont que la partie visible de l'iceberg, les Membres de l'OMC susmentionnés ayant également pris des mesures, qui ont un effet considérable sur le commerce des marchandises, contre les plus grands organismes bancaires, compagnies d'assurances, sociétés de transport, agences de soutien à l'exportation, entreprises industrielles, ports maritimes et personnes morales et physiques de Russie, y compris des hauts dirigeants, ainsi que contre les propriétaires des plus grandes sociétés russes dans des secteurs comme le pétrole et le gaz, l'énergie, la production d'engrais, les finances, les transports et bien d'autres encore. Les mesures unilatérales introduites comprennent aussi une fermeture de l'espace aérien aux aéronefs russes et des interdictions d'utiliser les ports maritimes étrangers. Les mesures prises contre les entreprises et les individus consistent notamment en un gel de leurs actifs et une interdiction de faire des affaires avec eux. Les sociétés internationales de transport et de commercialisation sont aussi contraintes de refuser de travailler avec les exportateurs russes, y compris ceux des secteurs alimentaire, énergétique et des engrais. Les gouvernements étrangers sont, quant à eux, contraints d'arrêter tout commerce avec la Russie, y compris s'agissant d'acheter ses ressources énergétiques.

43.6. Non seulement toutes ses mesures sont contraires aux règles de l'OMC, mais elles provoquent aussi de graves perturbations des flux commerciaux internationaux, une rupture des chaînes d'approvisionnement mondiales et une augmentation des coûts de l'énergie ainsi qu'une flambée des prix des produits alimentaires dans le monde. La Russie est le troisième producteur mondial de pétrole et le deuxième producteur mondial de gaz naturel, ainsi que le premier exportateur mondial de pétrole et de gaz. Les mesures unilatérales prises à l'encontre des producteurs de pétrole et de gaz ainsi que du secteur financier russe et les pressions exercées sur les sociétés internationales de transport et de commercialisation et les gouvernements étrangers pour qu'ils ne travaillent pas avec le secteur russe du pétrole et du gaz ont provoqué une augmentation des prix du pétrole et du gaz.

43.7. Les prix élevés de l'énergie font augmenter les prix à la consommation pour tous les produits, y compris les denrées alimentaires, ravivant les anticipations inflationnistes et ralentissant la croissance économique. Le Rapport de l'ONU publié le 13 avril 2022 indique que "les taux de fret au comptant restent à des niveaux historiquement élevés, même s'ils ont baissé au cours des dernières semaines [...] principalement pour des raisons saisonnières. Le tarif pour affréter un porte-conteneur atteint des niveaux historiques". Des articles de presse indiquent que, pour réduire le prix des combustibles, l'Administration des États-Unis a annoncé une augmentation des ventes de biodiesel, ce qui a provoqué une nouvelle augmentation des prix des produits agricoles.

43.8. La hausse des prix du gaz a également fait augmenter les coûts de fabrication des engrais produits à partir de gaz naturel. La Russie et le Bélarus représentent plus de 20% des exportations mondiales d'engrais (15,4% pour la Russie et le reste pour le Bélarus). En outre, les producteurs russes d'engrais sont des sociétés multinationales dotées d'installations de production dans le monde entier. Les mesures unilatérales ont gravement perturbé leur fonctionnement et, dans certains cas, provoqué la suspension des processus de production dans des installations situées non seulement en Russie mais aussi à l'étranger, y compris dans l'Union européenne, en raison du manque de matières premières en provenance de la Russie et du Bélarus.

43.9. Le manque d'engrais pourrait donner lieu à une diminution considérable des récoltes obtenues en 2022 et, par conséquent, à des pénuries alimentaires dans le monde entier. Le risque d'une crise alimentaire mondiale n'est pas seulement lié aux perturbations de l'approvisionnement mais aussi aux interruptions logistiques et des chaînes d'approvisionnement causées par les mesures unilatérales illégales appliquées par les Membres de l'OMC susmentionnés. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, "les perturbations logistiques et des chaînes d'approvisionnement qui touchent la production russe de céréales et d'oléagineux auront d'importantes répercussions en matière de sécurité alimentaire", en particulier pour les 50 pays dont l'approvisionnement en blé dépend de la Russie. Un grand nombre de ces États sont des pays moins avancés ou à faible revenu et à déficit alimentaire du nord de l'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient.

43.10. Compte tenu de la situation sur le marché du blé, qui est une culture particulièrement importante pour les pays en développement et les pays les moins avancés, l'OMC souligne, dans un document du Secrétariat intitulé "La crise en Ukraine" et publié le 11 avril 2022, que l'effet direct de l'opération militaire spéciale menée en Ukraine a un impact limité sur les prix mondiaux du blé, tandis que les mesures unilatérales prises contre la Russie devraient avoir un impact plus important sur les prix mondiaux à la consommation pour le blé. D'après ce document, 66% de l'augmentation prévue des prix à la consommation pour le blé à l'échelle mondiale sera due aux mesures unilatérales. Les populations vulnérables des pays en développement et des pays les moins avancés sont particulièrement exposées à ces variations de prix car elles consacrent une part plus importante de leur revenu aux produits alimentaires et à l'énergie.

43.11. Le rapport de l'ONU publié le 13 avril 2022 indique que l'inflation mondiale a atteint 5,2% en 2021, un niveau record pour la décennie, ce qui a forcé de nombreuses banques centrales à annoncer des hausses plus rapides que prévu des taux d'intérêt, faisant augmenter le coût du service de la dette pour les pays en développement; compte tenu des nouvelles augmentations des prix de l'énergie et des produits alimentaires causées par les mesures unilatérales de restriction des échanges, ce scénario prendra encore plus d'ampleur.

43.12. Ce même rapport de l'ONU poursuit en indiquant que "[l]a hausse des taux associée au désordre financier porterait un double coup aux économies en développement, causant des effets semblables à ceux induits par la réduction progressive de l'assouplissement quantitatif ("taper tantrums") en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la volatilité accrue des contrats à terme

sur les produits de base ainsi que des marchés obligataires, qui ont provoqué une augmentation des primes de risque en plus de pressions de change". Compte tenu de l'accès inégal aux ressources financières dans les pays en développement, ceux-ci ont également moins de moyens de remédier à ces conséquences. Les Membres observent déjà les effets des politiques de restriction du commerce dans certains pays en développement, dans lesquels les prix élevés de l'énergie et des produits alimentaires ont déjà provoqué des troubles sociaux et des crises politiques.

43.13. Comme cela est signalé à juste titre dans la note du Secrétariat de l'OMC publiée le 11 avril 2022, "[d]ans les années 1930, la division de l'économie mondiale [...] n'a apporté ni la prospérité ni la paix. Cette expérience est à l'origine du système commercial multilatéral fondé sur des règles. L'abondance de mesures unilatérales de restriction du commerce qui déchirent l'économie mondiale est la dernière chose dont le monde a besoin actuellement. Une violation aussi vaste et franche des règles de l'OMC porte un terrible coup au système de l'Organisation. Elle compromet le rôle de l'OMC comme garant des règles commerciales internationales et montre qu'aucun Membre n'est à l'abri de mesures aussi vastes, injustifiées et illégales à l'avenir.

43.14. La Fédération de Russie est préoccupée par la tentative de remplacer le système de gouvernance économique mondiale par des mesures de restriction unilatérales ayant une portée extraterritoriale. Malgré les divers prétextes utilisés pour justifier ces politiques destructrices, celles-ci mettent, dans la pratique, gravement en péril les perspectives de croissance économique mondiale et touchent de manière disproportionnée les pays en développement. Ces mesures de restriction unilatérales, de nature complexe, ont déjà des répercussions systémiques négatives sur les chaînes de valeur mondiales, les marchés internationaux et la stabilité des prix. Dans ce contexte, la Fédération de Russie appelle ses partenaires à rétablir le bon fonctionnement des institutions économiques internationales et leur cadre juridique, d'une manière ouverte et non discriminatoire.

43.15. La Fédération de Russie exhorte les Membres de l'OMC concernés à lever immédiatement leurs mesures unilatérales de restriction du commerce, notamment celles qui ont des conséquences extraterritoriales, et à mettre un terme à leurs actions coercitives destinées à forcer d'autres Membres de l'OMC à les imiter.

43.16. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

43.17. Ce point ne serait pas à l'ordre du jour de la réunion en cours sans l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie. Comme cela a déjà été indiqué au point 2, les actions de la Russie constituent une violation flagrante du droit international. En effet, c'est l'agression de Poutine, et non les mesures auxquelles la Russie fait référence, qui est à l'origine des hausses les plus récentes des prix mondiaux des denrées alimentaires, de l'énergie et d'autres produits de base. Un seul Membre de l'OMC est responsable des crises: la Fédération de Russie. Et la solution est entre les mains d'un Membre de l'OMC: la Russie, qui doit retirer ses troupes.

43.18. Le Royaume-Uni reconnaît l'énorme pression que l'impact de l'invasion russe exerce sur les échanges de marchandises pour de nombreux pays, en particulier ceux qui dépendent des importations de blé et de combustibles. L'Ukraine a indiqué aux Membres qu'elle perd 1,5 milliard d'USD par mois en exportations de céréales. Selon les représentants ukrainiens, le pays est dans l'incapacité d'exporter 13 millions de tonnes de maïs et 3,8 millions de tonnes de blé. Les estimations actuelles indiquent qu'environ 1,25 million de tonnes de céréales et d'oléagineux attendent dans des bateaux bloqués dans les ports maritimes ukrainiens en raison de l'invasion et de l'occupation russes. Leurs marchandises pourraient se détériorer prochainement et les solutions de remplacement en matière de transport sont limitées. Le Royaume-Uni supplie à nouveau la Russie de retirer ses troupes afin que l'Ukraine puisse planter, récolter, produire et exporter les denrées alimentaires dont le monde a besoin pour se nourrir.

43.19. Non seulement l'invasion illégale par la Russie réduit les exportations ukrainiennes mais, en examinant les contrôles de la Russie, le Royaume-Uni note également que celle-ci a mis en place des restrictions pour les exportations d'engrais par exemple. La Fédération de Russie a aussi établi des restrictions sur le blé et de nombreuses autres céréales, y compris le méteil, le seigle, l'orge, le maïs ainsi que les graines de tournesol et de colza. Elle a, en outre, instauré des restrictions visant les exportations de sucre et d'huile de tournesol.

43.20. À l'inverse, le Royaume-Uni n'applique aucune restriction sur les exportations de produits alimentaires essentiels. En effet, le pays reconnaît que de telles restrictions causeraient des dommages supplémentaires aux pays les plus vulnérables et aux personnes souffrant de l'attaque de la Russie et de ses répercussions mondiales. Le Royaume-Uni croit qu'il ne s'agit pas simplement d'un dommage temporaire et que certains des impacts seront ressentis durablement en raison des implications à plus long terme de la guerre illégale de la Russie. Par exemple, les agriculteurs et fabricants ukrainiens ne peuvent pas planter, récolter, ni produire en raison des chars russes présents dans leurs champs. Par conséquent, les récoltes ukrainiennes de cette année au moins sont perturbées, et la capacité des autres producteurs de répondre aux besoins est limitée jusqu'à l'année prochaine. Le Royaume-Uni reconnaît également que les retombées de l'invasion illégale de la Russie accentuent des tendances déjà installées en raison des perturbations liées à la COVID-19 et que, en raison des tensions subies par les chaînes d'approvisionnement et des contraintes budgétaires, les pays en développement continuent de se débattre avec les répercussions de la pandémie de COVID-19. L'invasion de la Russie aggrave une situation déjà fragile. En collaboration avec ses partenaires internationaux, le Royaume-Uni est donc déterminé à soutenir les pays afin d'atténuer l'impact sur leurs économies et populations.

43.21. Pour conclure, le Royaume-Uni continuera de prendre toute mesure qu'il estime nécessaire pour protéger ses intérêts essentiels de sécurité, conformément à l'article XXI du GATT, y compris des mesures ou actions visant à suspendre des concessions ou d'autres obligations à l'égard de la Fédération de Russie. Ce faisant, il reste transparent dans ses mesures, autant qu'il convient, y compris dans le cadre de l'OMC, devant le CCM et ses organes subsidiaires.

43.22. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

43.23. L'intervention de la délégation qui a demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour ne mérite pas de réponse spécifique. Les États-Unis condamnent l'invasion préméditée et non provoquée de l'Ukraine par la Russie. Les mesures prises par les États-Unis pour faire face à la menace pesant sur sa sécurité nationale et sa politique étrangère sont entièrement compatibles avec ses droits et ses obligations dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis souhaitent exprimer leur soutien sans faille à l'Ukraine en ces temps difficiles. Ils sont profondément impressionnés par l'héroïsme discret des Ukrainiens et le courage de leurs forces armées et de leurs dirigeants.

43.24. La guerre préméditée et non justifiée menée par la Russie a entraîné des souffrances et des pertes humaines catastrophiques pour l'Ukraine. La Russie est l'unique responsable de ces morts et de cette destruction. Le coût humain de la guerre d'agression non justifiée de la Russie s'étend de plus en plus au-delà des frontières ukrainiennes. L'invasion russe a déclenché une crise de réfugiés. Elle a provoqué une augmentation des prix de l'énergie, laissant des familles pauvres du monde entier avec moins d'argent pour acheter des denrées alimentaires et des médicaments. L'invasion russe a également porté préjudice aux infrastructures de production et de transport ukrainiennes nécessaires pour produire et exporter des marchandises dans le reste du monde. D'après des articles de presse et des renseignements issus du gouvernement ukrainien, la Russie avait, à la fin du mois de mars, détruit 92 usines et entrepôts, 12 aéroports, sept centrales thermiques et hydroélectriques, une centrale nucléaire, 8300 km de routes, 260 ponts, deux ports et leurs installations, ainsi que la seule raffinerie de pétrole ukrainienne en fonctionnement.

43.25. En outre, l'invasion russe et la destruction en résultant ont alimenté les craintes de perturbations importantes de l'approvisionnement en produits agricoles, qui aggraveront l'inflation et la faim, en particulier dans les pays en développement d'Afrique et du Moyen-Orient, plaçant des millions de personnes qui souffraient déjà de la faim au quotidien, y compris des enfants, dans une situation de quasi-famine. Constituée à 70% de terres agricoles, l'Ukraine est un grand producteur et exportateur de produits agricoles. Le pays est l'un des principaux exportateurs mondiaux de blé et de maïs et le premier exportateur d'huile de tournesol. La Russie a changé les fermes ukrainiennes en champs de bataille. Les forces russes ont miné les terres agricoles, fait exploser le matériel et les machines agricoles, détruit les réserves de combustibles, bombardé les entrepôts, ravagé les greniers et les récoltes qu'ils contenaient et abattu le bétail. Cela a paralysé les récoltes et nuí aux perspectives de plantation pour le printemps. Une étude réalisée récemment par le gouvernement de l'Ukraine a établi que les agriculteurs du pays disposent de 20% du combustible dont ils ont besoin pour la saison des semailles. À cela s'ajoute le bilan humain direct lié à l'agression russe: des travailleurs agricoles ont notamment été blessés et tués, tandis que d'autres ont quitté les champs pour défendre leur pays et ont été remplacés par des femmes et des enfants.

43.26. En parallèle, la guerre russe a gravement endommagé la capacité de l'Ukraine à exporter. La Russie a bloqué l'accès à la mer Noire, qui est la principale voie d'exportation pour les produits agricoles ukrainiens. Les trains de marchandises sont confrontés à de nombreux problèmes logistiques, y compris des lignes ferroviaires et des ponts endommagés ou détruits, tandis que la circulation des camions a été contrariée par le fait que les hommes de 18 à 60 ans ne peuvent pas quitter le territoire car leur pays a été envahi. Après seulement cinq semaines de guerre, l'Ukraine avait déjà perdu 1,5 milliard d'USD en exportations de céréales et se trouvait dans l'incapacité d'exporter 13 millions de tonnes de maïs et 3,8 millions de tonnes de blé, selon un article de presse publié à la fin mars, qui citait un représentant ukrainien.

43.27. L'incertitude constante causée par l'invasion russe de l'Ukraine aggrave la hausse des prix des produits de base déjà observée en 2020 et 2021. Les prix de certains produits agricoles sont certes mondiaux, mais ces chocs sont inégaux. Ils nuisent davantage aux plus démunis. Dans un PMA africain, où plus de 4% du PIB est consacré à l'importation du blé nécessaire pour une année, les importations de blé ont chuté de 60% et le prix du pain a pratiquement doublé depuis l'invasion russe, selon un article de presse publié au début du mois d'avril. Le Comité international de la Croix-Rouge estime qu'un quart de la population du continent africain fait face à une situation de crise de la sécurité alimentaire, les souffrances infligées par l'invasion russe aggravant la hausse des prix déjà observée.

43.28. À qui doit-on reprocher la misère et les souffrances subies par l'Ukraine et de nombreux autres pays? La réponse est simple. La Fédération de Russie est entièrement responsable de cette situation. La solution la plus efficace pour mettre un terme à cette misère consiste pour la Russie à cesser ses attaques contre l'Ukraine, à retirer immédiatement ses troupes et à respecter pleinement la souveraineté de l'Ukraine. Les États-Unis continueront de travailler avec leurs alliés et partenaires afin de faire payer le prix fort à la Russie, au niveau économique et diplomatique, pour sa guerre d'agression préméditée et illégale, et au Bélarus pour sa complicité dans cette guerre.

43.29. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

43.30. Depuis le début de la guerre d'agression non provoquée et préméditée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, la politique de l'Union européenne a été de ne pas répondre aux déclarations de la Russie, car il n'est pas possible de faire comme si de rien n'était face à des attaques aussi graves contre l'ordre international fondé sur des règles, notamment face aux violations du droit international que constituent les atrocités commises contre des civils. Cependant, la Fédération de Russie s'est désormais lancée dans une nouvelle campagne de désinformation dans le cadre de l'OMC. Face à cela, l'UE, aux côtés de ses partenaires, estime qu'il est important de mettre les choses au clair au profit des Membres.

43.31. De manière transparente, l'Union européenne et ses partenaires ont publié une Déclaration conjointe relative aux mesures commerciales adoptées par l'UE et d'autres Membres contre la Russie. À la suite des images horribles qui ont circulé après le retrait de la Russie du nord de l'Ukraine, nous avons pris de nouvelles mesures pour aider l'Ukraine d'un côté et sanctionner la Fédération de Russie de l'autre. L'UE est extrêmement préoccupée par l'impact commercial de l'agression illégale, non provoquée et injustifiable de l'Ukraine par la Fédération de Russie, particulièrement en ce qui concerne l'approvisionnement de plusieurs produits de base, notamment de produits agricoles et d'engrais.

43.32. Elle condamne fermement les actions de la Russie qui ciblent la production et l'offre ukrainiennes de denrées alimentaires. Des rapports crédibles ont souligné que les forces russes attaquent des silos à céréales en Ukraine et endommagent ou pillent du matériel agricole ukrainien. En outre, la fermeture de l'accès à la mer Noire par les forces armées russes bloque de fait les exportations de céréales par les ports maritimes ukrainiens. La situation en matière de sécurité alimentaire est déjà tragique pour ceux qui sont directement concernés en Ukraine. Pourtant, les conséquences de l'agression russe ne se limitent pas à l'Ukraine et ses citoyens, mais entravent sérieusement l'accès aux denrées alimentaires, en particulier dans certains pays vulnérables importateurs nets de produits alimentaires. Le gouvernement russe a également mis en place des restrictions sur les exportations de céréales. Cela rend le blé russe, même s'il est disponible, inaccessible pour de nombreux Membres qui dépendent des importations. La déclaration de la Russie traitant (de la possibilité) d'exporter des produits alimentaires uniquement vers les pays "amis" pourrait aggraver encore la situation, mettant sous pression l'agriculture et la sécurité alimentaire de nombreux pays.

43.33. L'Union européenne tient à souligner que ses sanctions ne visent pas le secteur agricole de la Fédération de Russie. Par exemple, les dernières sanctions imposées par l'UE empêchent les bateaux russes d'entrer dans ses ports, mais ceux qui transportent des produits agricoles et alimentaires ne sont pas concernés. La même approche, fondée sur les exemptions pour les produits agricoles et alimentaires, est appliquée aux opérateurs de transport routier de marchandises, pour lesquels des exemptions visant ces produits sont prévues. Les sanctions visent en premier lieu le gouvernement russe, le secteur financier et les élites économiques. Elles ciblent la capacité à financer l'agression russe contre l'Ukraine et sa population.

43.34. Ainsi, l'Union européenne, de même que ses partenaires, condamne fermement les tentatives déployées par la Russie en vue d'imputer aux sanctions internationales la crise mondiale en matière de sécurité alimentaire directement causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine et sa population. L'UE continuera d'apporter une aide humanitaire afin de soulager les souffrances des civils ukrainiens en garantissant leur accès aux biens et services essentiels, notamment aux produits alimentaires. Elle aidera également les agriculteurs ukrainiens à continuer de planter et de cultiver des céréales et oléagineux, dont eux-mêmes et le reste du monde ont grandement besoin, et à faciliter leurs exportations.

43.35. La guerre d'agression de la Russie en Ukraine compromet l'approvisionnement en denrées alimentaires de certaines des régions les plus vulnérables du monde, menaçant la sécurité alimentaire de millions de personnes. Les prix des produits alimentaires augmentent déjà et les projections de la FAO et du Secrétariat de l'OMC suggèrent que de nouvelles hausses sont à prévoir. L'Union européenne invite de nouveau la Russie à mettre immédiatement un terme à son agression militaire en Ukraine, car c'est la seule manière d'arrêter la crise humanitaire et de la sécurité alimentaire.

43.36. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

43.37. Le Canada condamne vigoureusement l'invasion injustifiée et non provoquée de l'Ukraine par la Russie. Cette invasion a des conséquences humanitaires dévastatrices et entraîne la mort insensée d'innocents. Les conséquences des actions russes ont déjà largement dépassé les frontières ukrainiennes, ce qui en fait une préoccupation directe pour tous les Membres représentés ici. L'acte hostile de la Russie n'est pas seulement une attaque contre l'Ukraine et sa population ou une décision irresponsable prise à un moment fragile de reprise économique mondiale à la suite de la COVID-19. C'est une violation flagrante du droit international et de l'ordre international fondé sur des règles.

43.38. Les répercussions commerciales de l'invasion russe à l'échelle mondiale sont réelles et catastrophiques: le prix des produits essentiels, y compris du pétrole et du gaz, des aliments de base et des minéraux stratégiques, est en effet monté en flèche. Selon la FAO, au cours du mois dernier, le coût des produits alimentaires les plus couramment échangés a augmenté de 12,6%, ce qui représente plus d'un tiers de la hausse des prix de l'année passée. Nous ressentons tous les effets de cette crise, mais ce sont les plus démunis d'entre nous qui en souffrent le plus. Le Canada est profondément préoccupé par le fait que ce soit la sécurité alimentaire des pays en développement qui soit la plus menacée.

43.39. Pour être clair, la Russie est seule responsable de cette crise. Elle a détruit la capacité de l'Ukraine à approvisionner le monde en denrées alimentaires et s'est coupée du système commercial mondial. Le Canada s'oppose à toute affirmation suggérant que les mesures qu'il impose à la Russie empêchent d'autres Membres, y compris ce pays, d'exporter ou d'importer des produits agricoles ou des engrais.

43.40. Les actions de la Russie ne peuvent pas, et ne doivent pas, être considérées comme normales. Tenir les dirigeants russes responsables et les exhorter à abandonner cette démarche belliqueuse pour revenir à une diplomatie de bonne foi constitue la meilleure manière de résoudre ce qui est non seulement une urgence humanitaire en Ukraine mais aussi un enjeu croissant pour la sécurité alimentaire mondiale ainsi qu'une menace, que la Russie à elle seule a créée, pour l'essence même des institutions fondées sur des règles.

43.41. Le Canada agit pour protéger ses intérêts essentiels de sécurité, qui sont inextricablement liés à cet environnement international fondé sur des règles. Il continuera, en outre, à collaborer

étroitement avec des partenaires partageant les mêmes idées afin de promouvoir la paix et la sécurité pour tous les États et leurs citoyens.

43.42. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

43.43. L'invasion de l'Ukraine par la Russie porte manifestement atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et représente une grave violation de la Charte des Nations Unies, qui interdit le recours à la force. De plus, elle constitue une tentative unilatérale de modifier le statu quo par la force, qui ébranle les fondements de l'ordre international et est totalement inacceptable. Il s'agit d'une situation extrêmement grave qui a secoué l'essence même de l'ordre international, non seulement en Europe mais aussi en Asie. À cet égard, le Japon condamne avec la plus grande fermeté les actions de la Russie.

43.44. Par ailleurs, il est apparu qu'une série d'actes cruels et inhumains perpétrés par la Russie ont eu lieu non seulement à Boutcha, près de Kiev, mais aussi dans diverses autres régions d'Ukraine. Le massacre d'un grand nombre de civils innocents constitue une violation grave du droit humanitaire international et un crime de guerre absolument impardonnable. La Russie doit répondre de ces actes inhumains.

43.45. Depuis le début, l'invasion russe de l'Ukraine, qui est un État souverain, correspond à une tentative unilatérale de modifier le statu quo par la force et ébranle les fondements de l'ordre international. Il s'agit d'une violation claire du droit international, qui est totalement inacceptable, et que le Japon condamne avec la plus grande fermeté. Il était à prévoir que la communauté internationale, y compris le Japon, impose des sanctions à la Russie pour son invasion de l'Ukraine.

43.46. Comme cela est indiqué dans la Déclaration des dirigeants du G-7, l'invasion russe de l'Ukraine cause des troubles économiques à l'échelle mondiale. Les répercussions sur le secteur agricole ukrainien d'importance internationale portent un coup sévère à la sécurité alimentaire mondiale, coup dont la Russie est responsable. Le Japon continue de travailler avec ses partenaires, y compris des organisations internationales, afin de répondre de manière proactive à l'impact de l'invasion russe de l'Ukraine sur des domaines comme l'énergie et les denrées alimentaires, entre autres, dans de nombreux pays.

43.47. Le Japon et d'autres pays s'emploient de manière prudente à répondre à la situation en imposant des sanctions qui ne freinent pas la fourniture d'assistance humanitaire ou le fonctionnement du commerce mondial de produits agricoles.

43.48. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

43.49. D'autres Membres ont mis en avant la réalité terrifiante de l'invasion russe en Ukraine. Pour être très claire, c'est la guerre illégale de la Russie en Ukraine qui aggrave les perturbations de l'approvisionnement alimentaire ainsi que l'insécurité alimentaire observées actuellement dans le monde. C'est également la guerre illégale de la Russie en Ukraine qui a entraîné des conséquences humanitaires massives et provoqué la mort absurde d'innocents. C'est encore la guerre illégale de la Russie en Ukraine qui compromet le système commercial mondial. La communauté internationale doit répondre à cette crise d'une seule voix et prendre des mesures concrètes maintenant afin de promouvoir un commerce ouvert et transparent.

43.50. La Nouvelle-Zélande s'est jointe à la communauté internationale pour appliquer des sanctions en vue de limiter la capacité du régime de Poutine à poursuivre la guerre en Ukraine et de pousser les personnes qui ont du pouvoir en Russie à arrêter de soutenir l'invasion. À compter du 25 avril 2022, elle appliquera un droit de douane de 35% aux importations en provenance de Russie et interdira l'exportation de certains produits étroitement liés aux industries stratégiques russes vers la Russie et le Bélarus. Cette mesure ciblée est une réponse directe à la guerre illégale et non provoquée que la Russie mène en Ukraine et vise à limiter la capacité de la Russie à financer la guerre et s'équiper pour celle-ci. Conformément au principe de transparence, les renseignements relatifs aux droits de douane et aux prohibitions à l'exportation mis en place par la Nouvelle-Zélande en réponse aux actions russes en Ukraine sont mis à la disposition du public, y compris en ligne.

43.51. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

43.52. La Suisse condamne avec la plus grande fermeté l'agression militaire russe contre l'Ukraine et appelle la Russie à prendre des mesures de désescalade militaire, à cesser les hostilités et à retirer immédiatement ses troupes du territoire ukrainien. La Suisse considère que cette attaque militaire constitue une violation flagrante du droit international, notamment de l'interdiction du recours à la force et du principe de l'intégrité territoriale des États.

43.53. Face à l'agression militaire russe, la Suisse a pris un certain nombre de mesures économiques. Ces mesures sont de nature exceptionnelle et elles ont été prises en raison de cette violation du droit international commise par la Russie. Elles sont en accord avec le droit international, y compris le droit de l'OMC.

43.54. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

43.55. L'invasion non provoquée, injuste et illégale de l'Ukraine par la Russie constitue une violation grave du droit international, y compris de la Charte des Nations Unies. La guerre menée par la Russie en Ukraine a des conséquences humanitaires catastrophiques et a provoqué une crise alimentaire. L'Australie soutient l'action collective de la communauté internationale et a imposé de lourdes sanctions afin de faire payer le prix fort à la Russie et aux responsables. Elle a mis en place des mesures commerciales, notamment les suivantes: interdiction d'importer du pétrole, des produits pétroliers raffinés, du charbon et du gaz russes, à compter du 25 avril; interdiction d'exporter de l'alumine et de la bauxite vers la Russie, à compter du 20 mars; interdiction d'exporter des produits de luxe en Russie, à compter du 7 avril; refus d'octroyer à la Russie l'accès au traitement de la nation la plus favorisée et imposition d'un droit de douane supplémentaire de 35% sur les produits en provenance de Russie, à compter du 25 avril.

43.56. Ces mesures sont proportionnées et légitimes au vu de l'attaque sans précédent de la Russie. Elles sont justifiées en vertu des règles de l'OMC, y compris de l'article XXI du GATT. Les actions russes constituent une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et compromettent l'ordre international fondé sur des règles. L'Australie est résolue à faire respecter ces principes, qui sont essentiels à la stabilité et à la sécurité internationales, régionales et nationales. L'idée que les perturbations commerciales et la crise alimentaire sont imputables aux sanctions est insoutenable, et les Membres doivent considérer la cause fondamentale de ces perturbations, à savoir l'invasion non provoquée, injuste et illégale de l'Ukraine par la Russie.

43.57. L'Ukraine est l'un des principaux producteurs et exportateurs d'aliments de base et de céréales fourragères; elle approvisionne de nombreux pays vulnérables et dépendants des importations d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient. L'invasion ainsi que la destruction des ressources et infrastructures agricoles par la Russie ont perturbé l'offre alimentaire mondiale, non seulement en empêchant les exportations de blé, d'orge, de maïs et d'huile de tournesol, mais aussi en compromettant les semailles de la saison à venir, ce qui prolonge de fait la crise alimentaire.

43.58. Le retrait des troupes russes présentes en Ukraine est le meilleur moyen de rétablir la capacité de celle-ci de participer au système commercial mondial et, ce faisant, d'aider à atténuer la crise alimentaire et les perturbations commerciales associées. En outre, la réponse à des crises alimentaires mondiales comme celle-ci ne devrait pas prendre la forme de mesures de restriction du commerce des produits alimentaires ou d'une constitution de stocks. De telles politiques ne feront qu'accentuer les problèmes de pénurie alimentaire en empêchant l'accès des pays vulnérables et importateurs nets de produits alimentaires à ceux-ci. La meilleure façon d'assurer la sécurité alimentaire à long terme est de favoriser l'ouverture et l'efficacité des marchés; c'est pourquoi les Membres doivent mettre davantage l'accent sur un résultat concernant l'agriculture à la CM12.

43.59. Le délégué de la Norvège a indiqué ce qui suit:

43.60. La Norvège n'a pas été explicitement mentionnée par la Russie dans le cadre du présent point de l'ordre du jour. Pourtant, elle applique les mêmes sanctions que l'Union européenne. Les mesures prises par la Norvège en réaction aux actions militaires non provoquées de la Russie sont entièrement compatibles avec ses droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

43.61. L'attaque militaire russe en Ukraine est une attaque non provoquée et illégale contre un voisin pacifique. Elle a semé la mort ainsi que la destruction et causé des souffrances humaines d'une ampleur horribile, ressenties par des millions de réfugiés et de personnes déplacées à

l'intérieur de leur propre pays. La Norvège condamne avec la plus grande fermeté l'attaque militaire de la Russie contre l'Ukraine. Les actions militaires agressives de la Russie constituent une violation claire de l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous devons défendre notre ordre mondial, dans lequel les relations entre États sont déterminées non pas par le pouvoir mais par le droit international. La Norvège condamne la version des faits erronée présentée par la Russie au sujet de son invasion de l'Ukraine et ses effets, y compris en ce qui concerne les répercussions des sanctions mises en œuvre par d'autres pays en réaction à l'invasion militaire par la Russie.

43.62. Les conséquences de l'invasion militaire russe se font de plus en plus sentir au-delà des frontières ukrainiennes, provoquant une crise de réfugiés et une augmentation des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et d'autres produits de base. L'Ukraine est un important producteur et exportateur de produits agricoles. Le gouvernement russe est directement responsable du choc subi par les systèmes alimentaires mondiaux, dont les conséquences ont été ressenties dans le monde entier, en particulier par les plus vulnérables et démunis.

43.63. Dans le cadre de son invasion militaire, la Russie a fait preuve d'un manque absolu de considération pour le système multilatéral et perdu le droit de l'utiliser pour ses propres besoins. Il est de la plus haute importance que nous comprenions tous cette réalité, et que nous contrions les tentatives russes de donner une version erronée des faits, ici devant le CCM de l'OMC ainsi que devant toute autre enceinte pertinente.

43.64. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

43.65. La République de Corée condamne avec force l'invasion armée lancée par la Russie contre l'Ukraine. En ce qui concerne la question à l'examen, la Corée estime qu'il est essentiel de se concentrer sur l'origine même de la situation des chaînes d'approvisionnement mondiales dans de nombreux secteurs, qui s'aggrave considérablement, représentant une menace notable pour l'ordre commercial mondial fondé sur des règles dans le cadre de l'OMC. Le moyen de mettre un terme à tout cela est évident: la Russie doit cesser son action militaire en Ukraine.

43.66. Le délégué de l'Ukraine a indiqué ce qui suit:

43.67. Pour commencer, l'Ukraine souhaite exprimer sa gratitude aux Membres qui lui apportent leur aide, y compris pour leur autorité et leur soutien inébranlable en cette période plus difficile que jamais. En vertu du préambule de l'Accord de Marrakech, les Membres devraient travailler ensemble pour améliorer les conditions de vie des populations du monde entier, élever le niveau de vie, créer des emplois et améliorer l'existence des individus par "la conclusion d'accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce et à l'élimination des discriminations dans les relations commerciales internationales" et la mise "en place [d']un système commercial multilatéral intégré, plus viable et durable". Il est regrettable que ces objectifs et principes nobles qui orientent nos travaux aient été affreusement bafoués le 24 février 2022 par l'agression de la Russie.

43.68. Nous sommes aujourd'hui au 57^e jour de la guerre totale, non provoquée et injustifiée déclarée par la Russie à l'Ukraine. Depuis deux mois, la nation ukrainienne défend l'unité et l'indépendance de son pays, ses valeurs démocratiques, ses droits économiques et commerciaux ainsi que l'accès à la prospérité et au développement pour tous. Le gouvernement ukrainien estime que les pertes économiques directes de son pays causées par l'agression militaire russe ont déjà atteint, au total, 565 milliards d'USD. Le FMI a déjà évalué la chute du PIB de l'Ukraine à 35% en 2022, et les prévisions indiquent que l'impact de la guerre contribuera au recul de 143 économies cette année, à hauteur de 86% du PIB mondial.

43.69. Chaque jour, les troupes russes tuent, kidnappent, torturent et violent des civils ukrainiens et détruisent des infrastructures civiles, des bâtiments résidentiels, des établissements de santé, des écoles ainsi que des infrastructures de transport et d'énergie et des installations industrielles, qui ont été construites par des générations d'Ukrainiens. La guerre qu'ils mènent n'est pas seulement contre l'Ukraine ; elle nous cible tous, même si elle prend différents visages. De nombreuses entreprises ont suspendu leurs activités en raison soit d'une menace militaire soit d'un accès bloqué aux marchés ou aux matières premières. Selon des estimations préliminaires, environ 30% des entreprises ont complètement arrêté leurs activités, tandis que 45% ont réduit leur production.

43.70. Les combats ont lieu dans une zone qui concentre près des trois quarts du PIB ukrainien et employait environ 10 millions de personnes avant la guerre, soit près de 64% de la population occupée. La Russie détruit les entreprises agricoles, les centres de distribution de denrées alimentaires, le matériel agricole et les dépôts pétroliers ukrainiens et pose des mines dans les champs. Pourquoi font-ils cela? Parce qu'ils voient aussi dans la famine une arme, une arme contre les personnes ordinaires de ce monde, et un instrument pour le dominer.

43.71. L'agression russe n'a pas provoqué des pertes économiques seulement pour l'Ukraine; sans exagérer, elle aura des répercussions dans le monde entier. Les Membres sont déjà témoins de la déstabilisation des marchés mondiaux, d'une nouvelle poussée de l'inflation, de la fermeture d'entreprises pour cause d'interruption des chaînes d'approvisionnement, d'une crise migratoire comptant parmi les plus importantes depuis la Seconde Guerre mondiale et de la dégradation des prévisions des agents économiques. De nombreux pays sont aujourd'hui au bord d'une crise alimentaire, la Russie ayant bloqué tous les ports maritimes ukrainiens ainsi que les bateaux qui étaient déjà chargés de produits agricoles prêts à être exportés. Selon les spécialistes, 400 millions de personnes dans le monde dépendent de l'approvisionnement en céréales ukrainiennes. Plus l'agression russe contre l'Ukraine durera, plus les conséquences économiques pour le monde seront graves.

43.72. L'Ukraine est extrêmement reconnaissante à tous les Membres qui se sont élevés à ces côtés en cette période terrifiante et qui ont adoptés, ou sont en train d'adopter, de fortes sanctions économiques contre la Fédération de Russie, conformément aux obligations établies dans la Charte des Nations Unies, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cependant, elle estime que ces mesures sont disproportionnées par rapport à l'ampleur de l'agression russe et ne sont pas suffisantes pour arrêter "d'alimenter le moteur militaire" de l'agresseur. Il n'existe pas de zone grise, d'autre solution ou de compromis, seulement une position juste et stricte. L'Ukraine appelle les Membres de l'OMC à rester solidaires avec elle sur cette question.

43.73. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

44 UNION EUROPÉENNE - RÈGLEMENT (CE) N° 1272/2008 (RÈGLEMENT RELATIF À LA CLASSIFICATION, À L'ÉTIQUETAGE ET À L'EMBALLAGE) - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

44.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

44.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

44.3. La Fédération de Russie réitère les déclarations qu'elle a faites lors des précédentes réunions des organes de l'OMC concernés au sujet de la classification du cobalt comme agent cancérigène de la catégorie 1b pour toutes les voies d'exposition. Elle se félicite des efforts déployés par l'Union européenne concernant l'adoption du protocole de bioévolution gastrique au niveau de l'UE et de l'OCDE. À cet égard, la Russie demande des renseignements actualisés au sujet des faits nouveaux dans ce domaine.

44.4. Le Conseil a pris note de la déclaration faite.

45 UNION EUROPÉENNE - RÈGLEMENT (UE) 2017/2321 ET RÈGLEMENT (UE) 2018/825 - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

45.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

45.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

45.3. La Fédération de Russie réitère ses préoccupations au sujet des modifications apportées au Règlement de base de l'UE sur la protection contre les importations faisant l'objet d'un dumping, introduites par le Règlement (UE) 2017/2321 et le Règlement (UE) 2018/825. Au cours de précédentes réunions du CCM, la Russie a souligné la nature discriminatoire des modifications, qui peut être illustrée par les éléments suivants: i) la Commission européenne peut sanctionner les

exportateurs deux fois pour la même situation, qualifiée dans les modifications de "distorsions significatives" et de "distorsions sur les matières premières"; et ii) la Commission européenne a publié seulement deux "rapports" au sujet desdites "distorsions significatives" observées dans deux pays exportateurs spécifiques, ce qui montre clairement la nature discriminatoire de l'approche de l'UE s'agissant de l'application de mesures antidumping.

45.4. Sans entrer davantage dans les détails, la Russie souhaite réitérer sa préoccupation systémique au sujet de l'incompatibilité de ses modifications avec les règles de l'OMC. Elle encourage vivement l'Union européenne à s'abstenir d'appliquer des dispositions discriminatoires et à ne pas enfreindre ses obligations dans le cadre de l'OMC.

45.5. Le Conseil a pris note de la déclaration faite.

46 AUTRES QUESTIONS

46.1 Fonctionnement du Conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires - Renseignements fournis par le Président

46.1. Le Président a appelé l'attention des Membres sur le document de séance RD/CTG/15, qui contenait la dernière version du calendrier annuel des réunions du CCM et de ses organes subsidiaires pour l'année 2022 ainsi que les renseignements actuellement disponibles pour l'année 2023. Le document avait été préparé en étroite coordination avec le Secrétaire du Conseil du commerce des marchandises et les Secrétaires des organes subsidiaires du CCM, afin d'éviter les chevauchements et d'assurer la programmation optimale des réunions. Le Président avait aussi demandé au Secrétariat de préparer une mise à jour du plan annuel pour chaque réunion du CCM, afin de faciliter l'identification précoce de tout problème potentiel, tout en permettant aux Membres de planifier les réunions en conséquence.

46.2 Date de la prochaine réunion

46.2. Le Président a indiqué que la prochaine réunion du Conseil devait se tenir les 7 et 8 juillet 2022. Ces dates seraient confirmées en temps utile.

47 ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

47.1. Le Président a rappelé que le Président du Conseil général avait tenu des consultations sur une liste de noms pour la présidence des différents organes permanents de l'OMC, conformément aux lignes directrices établies pour la désignation des présidents. Ces propositions de nominations avaient été approuvées par le Conseil général à sa dernière réunion. Conformément aux nominations, le Président a proposé que le CCM élise par acclamation M. Etienne Oudot de Dainville (France) à la présidence du Conseil.

47.2. Le Conseil en est ainsi convenu.

47.3. Le Président sortant a félicité M. Oudot de Dainville pour son élection et remercié les délégations ainsi que le Secrétariat pour leurs efforts et leur dévouement indéfectibles s'agissant de mener à bien les travaux du CCM. Le Directeur général adjoint Xiancheng Zhang et le nouveau Président ont remercié M. l'Ambassadeur Purevsuren pour son travail.

47.4. Le nouveau Président a rappelé que, comme cela avait été convenu sans le cadre du point 3 de l'ordre du jour, l'élection des présidents des organes subsidiaires du Conseil avait été suspendue, et M. l'Ambassadeur Didier Chambovey, Président du Conseil général, reprendrait et poursuivrait ces consultations. Une fois qu'une liste de noms serait convenue, le Président du CCM convoquerait à nouveau le Conseil afin de traiter exclusivement de ce point de l'ordre du jour.

47.5. La réunion a été déclarée close.
